

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE-PROVENCE

Date de Publication : 20/07/2022

N° : 2022/289

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 4 MAI 2022

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

4 MAI 2022

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Mireille BENEDETTI - Nassera BENMARNIA - Sabine BERNASCONI - Corinne BIRGIN - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Nadia BOULAINSEUR - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Marc DEL GRAZIA - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - Sophie GRECH - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Christine JUSTE - Pierre LAGET - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Anne MEILHAC - Hervé MENCHON - Eric MERY - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Yves MORAIN - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Perrine PRIGENT - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Georges ROSSO - Laure ROVERA - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Etienne TABBAGH - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Catherine VESTIEU.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Patrick AMICO représenté par Sophie CAMARD - Sophie ARRIGHI représentée par Sandrine MAUREL - Gérard AZIBI représenté par Jessie LINTON - Julien BERTEI représenté par Corinne BIRGIN - Valérie BOYER représentée par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Mathilde CHABOCHE représentée par Eric MERY - Saphia CHAHID représentée par Frédéric GUELLE - Jean-Marc COPPOLA représenté par Agnès FRESCHER - Bernard DEFLESSELLES représenté par Marc DEL GRAZIA - Alexandre DORIOU représenté par Jean-Pierre GIORGI - Olivia FORTIN représentée par Joël CANICAVE - David GALTIER représenté par Marion BAREILLE - Audrey GARINO représentée par Christian PELLICANI - Stéphanie GRECO DE CONINGH représentée par Lionel DE CALA - Prune HELFTER-NOAH représentée par Etienne TABBAGH - Cédric JOUVE représenté par Christine JUSTE - Vincent KORNPROBST représenté par Marcel TOUATI - Eric LE DISSES représenté par Grégory PANAGOUDIS - Pierre LEMERY représenté par Anne MEILHAC - Caroline MAURIN représentée par Laurent SIMON - Marie MICHAUD représentée par Lourdes MOUNIEN - Danielle MILON représentée par Patrick GHIGONETTO - Didier PARAKIAN représenté par Pierre LAGET - Benoît PAYAN représenté par Sophie GUERARD - Claude PICCIRILLO représenté par René-Francis CARPENTIER - Véronique PRADEL représentée par Jocelyne POMMIER - Lionel ROYER-PERREAU représenté par Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Michèle RUBIOLA représentée par Pierre HUGUET - Gilbert SPINELLI représenté par Nadia BOULAINSEUR - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Anne VIAL représentée par Perrine PRIGENT - Ulrike WIRMINGHAUS représentée par Camélia MAKHLOUFI.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Mireille BALLETTI - Marie BATOUX - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Romain BRUMENT - Martin CARVALHO - Roland CAZZOLA - Emmanuelle CHARAFE - Lyece CHOULAK - Bruno GILLES - Roger GUICHARD - Sébastien JIBRAYEL - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Frank OHANESSIAN - Yannick OHANESSIAN - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Dona RICHARD - Denis ROSSI.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

Commission "Finances - Etat Spécial de Territoire"

FET 001-089/22/CT

■ CT1 - Budgets annexes du Territoire Marseille Provence - Décision Modificative n°1 de l'exercice 2022

Avis du Conseil de Territoire
DBP 22/20118/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur la première décision modificative des budgets annexes du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2022.

La présente décision modificative concerne les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Ports de Plaisance » et « Crématorium ». Elle porte sur des réajustements de crédits en exploitation et en investissement. Seul le budget « Opérations d'Aménagement » n'est pas concerné par cette décision modificative.

Sont présentés ci-après les équilibres de la décision modificative n° 1 des budget annexes Eau », « Assainissement », « Ports de Plaisance », « Crématorium ».

Equilibre de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2022 du budget annexe « Eau » :

Section d'exploitation (dépenses et recettes)	253 013,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	00,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2022 du budget annexe
« Assainissement » :

Section d'exploitation (dépenses et recettes)	112 200,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	64 647,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2022 du budget annexe « Ports de Plaisance » :

Section d'exploitation (dépenses et recettes)	00,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	19 507 463,34 euros

Equilibre de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2022 du budget annexe « Crématorium » :

Section d'exploitation (dépenses et recettes)	58 200,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)	00,00 euros

Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération, ainsi que les maquettes budgétaires.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 005-461/21/CT du 13 Décembre 2021 portant approbation du Budget Primitif 2022 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Budgets annexes du Territoire Marseille Provence - Décisions Modificatives n°1 de l'exercice 2022 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine portant sur les Budgets annexes du Territoire Marseille Provence - Décisions Modificatives n°1 de l'exercice 2022 ;
- Qu'il convient de procéder à des réajustements budgétaires par rapport au Budget Primitif 2022.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la décision Modificative n° 1 de l'exercice 2022 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence arrêtée aux montants inscrits dans la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme présenté ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 002-090/22/CT

■ CT1 - Budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Budget annexe Collecte et traitement des déchets - Adoption de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2022 du Territoire Marseille Provence

Information du Conseil de Territoire DBP 22/20124/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur la partie relative au Territoire Marseille Provence de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2022 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets Métropolitains ».

Ce budget annexe est établi selon la nomenclature budgétaire et comptable M57. Il est voté par nature avec présentation fonctionnelle.

Le projet de décision modificative qui vous est soumis s'inscrit dans un contexte de fortes contraintes financières de la Métropole. Cependant, il est rendu nécessaire pour d'une part, voter des crédits de paiement supplémentaires et pour d'autre part, redéployer des crédits d'investissement qui permettront aux services de garantir la continuité des projets.

Les grands équilibres définis par notre Assemblée lors du budget primitif, adopté le 16 décembre 2021, sont préservés confirmant ainsi la qualité des prévisions et la rigueur de la gestion.

Cette Décision Modificative constitue également le premier acte d'ajustement du Budget Annexe « Collecte et Traitement des Déchets Métropolitains », affichant ainsi une vision consolidée des activités en matière de gestion des déchets. Toutefois, le suivi budgétaire de l'activité sera poursuivi au niveau du Territoire et fera l'objet d'une présentation analytique dédiée pour chaque étape budgétaire.

Est présenté ci-après l'équilibre de la partie relative au Territoire Marseille-Provence de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2022 du budget annexe « Collecte et traitement des Déchets Métropolitains ». Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération.

Equilibre de la partie relative au Territoire Marseille-Provence de Décision Modificative n°1 de l'exercice 2022 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets Métropolitains » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) :	3 081 529,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes) :	-422 424, 00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Territoire de Marseille Provence du 15 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FBPA 020/10892/21/CM du 16 décembre 2021 approuvant le Budget Primitif 2022 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets Métropolitains ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à des ajustements budgétaires par rapport au Budget Primitif 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la partie relative au Territoire Marseille Provence de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2022 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets Métropolitains », tels qu'il est présenté ci-dessus.

FET 003-091/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention d'objectifs relative à l'Appel à Projets : L'accompagnement des parents suite au décès d'un enfant

Avis du Conseil de Territoire DGEDPSV 22/20131/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion de services d'intérêt collectif et gère à ce titre le Crématorium Saint-Pierre de Marseille.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

Le Crématorium Saint-Pierre produit chaque année environ 2 000 kg de déchets métallique ferreux, non ferreux et des métaux précieux, issus principalement de la visserie des cercueils. Dans la mesure où l'ensemble des métaux issus de la crémation est recyclable, la Métropole a décidé de procéder à leur valorisation en contractualisant depuis plusieurs années avec un prestataire spécialisé en la matière.

Suite aux orientations du Conseil d'Exploitation du Crématorium Saint-Pierre, il est proposé d'utiliser les recettes perçues dans le cadre de la revalorisation de ces métaux et de lancer un appel à projets visant à soutenir des projets novateurs dans le domaine du funéraire.

Par décision n°21/330/D du 3 juin 2021 la Métropole Aix-Marseille-Provence a validé le lancement d'un appel à projets visant à soutenir des projets novateurs dans le domaine du funéraire avec la thématique « Accompagnement des parents suite au décès d'un enfant ».

Fin 2021 la Métropole-Aix-Marseille-Provence a lancé l'Appel à Projet « Accompagnement des parents suite au décès d'un enfant » avec pour objectif d'identifier et de soutenir les projets novateurs.

A la clôture de cet appel à projets, un seul dossier a été reçu correspondant à la thématique de l'appel à projet.

Le projet a été apprécié au regard de la planification des actions proposées et de la prévision budgétaire.

- 1) Cohérence et pertinence avec la thématique du projet,
- 2) Caractère exemplaire et novateur du projet,
- 3) Impact sur l'accompagnement des familles endeuillées,
- 4) Impact sur l'accompagnement psychologique des familles endeuillées.

Dans le cadre de cet appel à projets, une convention d'objectifs est établie entre l'association « Le Point Rose » et la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette convention est annexée au présent rapport.

BUDGET : Budget prévisionnel des actions de Mars 2022 à Mars 2023

La décision 21/330/D prévoit une enveloppe affectée à ces projets de : 100 000 euros

Les projets seront financés à hauteur de 60% du montant présenté. Les subventions seront échelonnées au fur et à mesure des manifestations et sur présentation de factures.

Le budget prévisionnel de l'Association est de 97 000 euros et subventionné à hauteur de 60 % soit un montant de 58 200 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La Décision n°21/330 D du 3 juin 2021 relatif au lancement de l'appel à projets visant à soutenir des projets novateurs dans le domaine du funéraires : « Accompagnement des parents suite au décès d'un enfant » ;
- L'avis favorable du Jury du 8 novembre 2021.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention d'objectifs relative à l'Appel à Projets : "L'accompagnement des parents suite au décès d'un enfant" ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur l'approbation d'une convention d'objectifs relative à l'Appel à Projets : "L'accompagnement des parents suite au décès d'un enfant" ;
- Qu'il est nécessaire d'utiliser les recettes dues au traitement et au recyclage des métaux issus de la crémation avec une Association caritative ou un appel à projets à thématique funéraire ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat avec le Lauréat de l'Appel à Projets.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention d'objectifs relative à l'Appel à Projets : "L'accompagnement des parents suite au décès d'un enfant.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront constatés au budget annexe du crématorium du territoire de Marseille Provence 2022 et suivants, sous-politique F220, nature 6743, code gestionnaire CREMA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 004-092/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN

Avis du Conseil de Territoire

DVDPAG 22/20315/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis:

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole transactionnel avec Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN, représentant de La SAS Chez Alex, enregistrée au RCS Marseille sous le n° 838 592 152 00012, est autorisé à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de douze mètres carrés (12m²) sur le domaine public, par arrêté n° 19/211/CM du 10 septembre 2019, sis traverse de la Gaye (parking du collège Sylvain Menu) 13009 à Marseille.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

En date du 12 mai 2021, l'occupant nous informe que suite aux pluies du lundi 10 mai 2021, le système électrique qui actionne son rideau roulant a été endommagé. Il y aurait un défaut d'étanchéité sur le toit.

Monsieur EKMEKDJIAN a procédé à la déclaration du sinistre auprès de son assureur en date du 10 mai 2021. Cependant, ce dernier n'a pu intervenir sur ce sinistre car M. EKMEDJIAN n'est pas propriétaire du kiosque, mais la Métropole.

Afin de prendre en charge le sinistre, l'assureur de la Métropole doit constater la matérialité des faits. Or, Monsieur EKMEDJIAN a procédé au remplacement du rideau de manière unilatérale en informant les services de la Métropole, alors même que la charge financière de cet élément incombait à la Métropole, car il ne pouvait laisser son kiosque en l'état afin de pouvoir continuer de l'exploiter et de se prémunir contre le risque d'un nouveau sinistre.

Il convient d'approuver que les frais de remplacement du rideau ne devraient pas être supportés par l'occupant mais bien par la Métropole Aix-Marseille-Provence en qualité de propriétaire.

Il est proposé de conclure un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Alexandre EKMEDJIAN afin d'établir la répartition des charges financières suite aux travaux réalisés par celui-ci.

Le montant total de travaux étant de 2 814,00 euros TTC, il est proposé que la Métropole prenne à sa charge 100 % de ce montant soit 2 814,00 euros TTC.

Les parties de ce protocole transactionnel acceptent de renoncer expressément et irrévocablement à toute demande, réclamation, instance et/ou action à l'encontre de l'autre partie relativement au différend résolu par le présent protocole et se considèrent remplies de leurs droits.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole transactionnel avec Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN ;
- Qu'il convient d'indemniser Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN suite aux travaux qu'il a entrepris sur le kiosque situé sis traverse de la Gaye (parking du collège Sylvain Menu) 13009 à Marseille afin de se prémunir contre tout risque de sinistre.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation du protocole transactionnel ci-annexé avec Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN.

Article 2 :

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de Monsieur Alexandre EKMEKDJIAN est fixée pour solde de tout compte à 2 814 euros TTC.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal Métropole 2022 - Sous politique B350 – Nature 6156 – Code gestionnaire RODP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 005-093/22/CT

■ CT1 - Renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public UPFP et paiement de la cotisation annuelle 2022

**Avis du Conseil de Territoire
DGEDPSV 22/20321/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

La délibération « Renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public UPFP et paiement de la cotisation annuelle 2022 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) est une association régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901, créée en 2010.

Elle résulte de la fusion de l'Union des Professionnels du Pôle Funéraire Public (UPFPF) et de la Fédération Nationale des Services Funéraires Publics (FNSFP).

Cette Association regroupe la plupart des responsables publics de services funéraires et occupe une position privilégiée pour veiller au respect déontologique dans l'exercice de la mission funéraire.

Ses objectifs sont les suivants :

- Mettre en commun l'expérience et le savoir-faire de ses adhérents pour une gestion optimisée des services,
- Défendre l'intérêt de ses adhérents auprès des pouvoirs publics et de la profession tant au niveau national qu'europpéen,
- Organiser la promotion et la représentativité de ses adhérents,
- Assurer une veille juridique,

Reconnue comme interlocuteur essentiel auprès des pouvoirs publics et de la profession, l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) constitue un partenaire fédérateur et dynamique basant ses actions sur le partage des savoir-faire et des expertises intégrées au réseau.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a adhéré à l'Union du Pôle Funéraire Public en 2010. En 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a renouvelé l'adhésion à cette association compte-tenu de son utilité en termes de partage des savoir-faire et des expertises avec les autres acteurs publics de ce secteur.

Aussi, pour permettre aux services de la Métropole de continuer à bénéficier des savoir-faire et des expertises partagées au sein de ce réseau, la Métropole souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2022.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2022 s'élève à 1 215,00 € HT soit **1 458,00 € TTC**.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EPPS 003-2186/10/CC du 28 juin 2010 portant sur l'approbation de l'adhésion de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'utilité d'adhérer à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) en termes de partage des savoir-faire et des expertises au sein d'un réseau que cette association peut apporter à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération relative au renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) pour l'année 2022 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur la délibération relative au renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) pour l'année 2022.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur la délibération relative au renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public et le paiement de la cotisation pour l'année 2022 d'un montant de 1 215,00 euros HT soit 1 458,00 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre Territoire Marseille Provence – Nature 6281 – Sous Politique F 220 – Code gestionnaire CREMA

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 006-094/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille**

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 22/20469/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

**Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022**

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville de Marseille avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Dès lors, il appartenait à la Métropole d'assurer pleinement l'exercice de la compétence « Eclairage Public » et la CLECT a été saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Cependant, la Métropole ne disposait pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Ainsi par délibération FAG 020-5717/19/CM du 28 mars 2019, afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole a délégué la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville de Marseille. Une convention a ainsi fixé les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

La convention a été prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2020.

Par délibération FBPA 023-9839/21/CM du 15 avril 2021, la Métropole a approuvé une nouvelle convention de gestion relative à la compétence Eclairage Public avec la commune de Marseille pour une durée d'un an renouvelable après accord express des parties.

La ville de Marseille et la Métropole ayant fait part de leurs volontés communes de renouveler la convention de gestion relative à la compétence Eclairage Public, il est proposé d'approuver une convention jusqu'au 31 décembre 2022 eu égard aux évolutions à venir liées à la publication de loi 3DS et à la refonte inhérente du dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

Commission "Habitat - Politique de la Ville"

HPV 001-095/22/CT

**■ CT1 - Réhabilitation de l'Habitat ancien - Attribution des subventions aux propriétaires privés - OPAH RU La Ciotat - OPAH RU LHI Marseille Centre - OPAH Marignane
DOH 22/20366/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la réhabilitation de l'habitat privé ancien, le Conseil de Territoire apporte des subventions sur ses fonds propres complémentaires aux aides que la Métropole gère par délégation des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat. Le régime de ces subventions est contractualisé dans le cadre des conventions opérationnelles partenariales signées avec l'ensemble des Collectivités, l'État et l'Anah. Les modalités d'attribution des subventions sur fonds propres sont précisées dans le règlement des aides approuvé par délibération le 26 février 2019.

Ainsi sont présentées ici, pour engagement, les subventions proposées dans le cadre :

- de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain du Vieux La Ciotat,
- de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain de Lutte contre l'Habitat Indigne de Marseille Centre,
- De l'opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain de Marignane.

- L'OPAH RU du Vieux La Ciotat :

Par délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région.

Les orientations stratégiques sont :

- Soutenir les propriétaires occupants dans l'amélioration de leur logement ;
- Attirer de nouveaux propriétaires accédant à la propriété ;
- Conforter la structuration du bâti par une aide directe aux copropriétés ;
- La production d'une offre de logements adaptés aux besoins des ménages, notamment en termes de typologie et de superficie des biens en facilitant les mutabilités des logements ou immeubles en copropriétés ;
- Réorientation des rez-de-chaussée afin de supprimer les logements insalubres ;
- Soutenir les propriétaires bailleurs afin de produire du logement locatif conventionnés ou intermédiaires ;
- Encourager le confort énergétique et l'utilisation de rénovation du bâti ancien compatible avec les attentes de l'Architecte des Bâtiments de France.

Il est proposé au Conseil d'apporter des subventions aux 5 bénéficiaires suivants :

- 5 propriétaires occupants pour des travaux dans leurs logements

Le montant total de l'engagement de la Métropole s'élève à 15 800 euros dont 2 500 euros de subventions de la Région, 3 300 euros de subvention du Département et 10 000 euros sur fonds propres de la Métropole, qui génèrent un montant de travaux global de euros TTC.

Le détail des dossiers est précisé en annexe.

- L'OPAH RU transitoire Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre :

Par délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » signée pour 3 ans avec l'Etat, l'Anah, et la Ville de Marseille.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

La convention d'OPAH RU prévoit la mise en place par l'EPCI d'aides complémentaires aux subventions de l'Anah, prioritairement sur les parties communes d'immeubles en péril et évacués ou présentant de graves désordres dans le bâti ou au titre des équipements communs.

Cette opération couvre les quartiers anciens du grand centre-ville inscrits dans un périmètre de 1 000 hectares et vise également l'immeuble de grande hauteur Bel Horizon constitué de deux copropriétés.

Dans le cadre de ce dispositif, l'Anah subventionne les travaux en copropriété relevant du Plan Initiative Copropriétés (travaux d'urgence) à hauteur de 50 à 100 % du HT selon le degré de dégradation.

La Métropole Territoire Marseille Provence accompagne sur ses fonds propres le dispositif de l'Anah en le complétant par une subvention à concurrence de 20% des dépenses éligibles TTC permettant de couvrir de 75 à 100% du montant des travaux urgents réalisés sur les copropriétés dégradées et participant à leur relèvement pérenne.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de subventionner dans le cadre de cette opération 3 copropriétés en difficultés, immeubles traditionnels en tissu ancien sous arrêté de péril, s'engageant dans une réhabilitation globale et pérenne des parties communes.

Le montant total de l'engagement de la Métropole dans le cadre de l'OPAH RU LHI s'élève à 93 420 euros de subventions sur fonds propres complémentaires à l'Anah, qui génèrent un montant de travaux global de 534 429 euros TTC.

Le détail des dossiers est précisé en annexe.

- L'OPAH RU de Marignane :

Par délibération DEVT 002-6148/19/BM du 20 juin 2019 l'EPCI a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de Marignane, avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région

Les orientations stratégiques de cette « OPAH RU II Centre ancien de Marignane » pour les 5 ans à venir sont de donner aux propriétaires du centre-ville la confiance, les moyens et l'envie de rénover leur patrimoine avec 3 enjeux :

- Rendre plus efficace la lutte contre l'habitat indigne
- Maintenir les propriétaires occupants présents et favoriser l'installation de nouveaux accédants en centre-ville
- Encourager des réhabilitations de qualité par immeuble avec les propriétaires, occupants ou bailleurs

Il est proposé au Conseil d'apporter des subventions au bénéficiaire suivant :

- 1 propriétaire occupant pour des travaux dans son logement

Le montant total de l'engagement de la Métropole, s'élève à 6 665 euros dont 1 454 euros de subventions de la Région, 2 211 euros de subvention du Département et 3 000 euros sur fonds propres de la Métropole.

Le détail des dossiers est précisé en annexe.

Pour l'ensemble de ces 3 opérations, la somme totale engagée par la Métropole s'élève à 115 885 euros de subventions dont 106 420 euros sur fonds propres 3 954 euros pour la Région, et 5 511 euros pour le Département.

Pour rappel, pour chaque engagement d'aides supérieur à 23 000 euros délibéré par l'EPCI, une convention de financement sera signée avec le bénéficiaire selon le modèle-type approuvé par délibération n°HN 024828/07/20 CT du 31 juillet 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la nouvelle stratégie territoriale durable intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne – mesures exceptionnelles de l'Anah facilitant le traitement en urgence de l'habitat indigne dans le centre ancien de Marseille – approbation des modalités d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement urbain simplifiée ;
- La convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » notifiée le 9 mai 2019 ;
- La délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, approuvant la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région.
- La délibération VU 015-015/19/CT du Conseil de territoire Marseille Provence approuvant le règlement du dispositif d'aides en complément de l'Anah sur le territoire Marseille Provence en date du 26 février 2019 ;
- La délibération n°HN 024-28/07/20 CT du 31 juillet 2020 approuvant un modèle-type de convention de financement à signer avec les bénéficiaires de subventions métropolitaines ;
- La délibération n°CHL 00568215/20/BM du 31 juillet 2020 approuvant la convention-cadre avec deux SACICAP permettant de préfinancer les subventions aux copropriétés en difficulté octroyées dans le cadre de l'OPAH de renouvellement urbain « Lutte contre l'Habitat Indigne - Marseille centre » ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'habitat ;
- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyers modérés, et d'accompagner les copropriétés en difficulté à pouvoir engager des programmes de travaux de sécurité au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;
- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs de l'OPAH RU transitoire Lutte contre l'habitat Indigne Marseille-Centre, de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat ainsi que des copropriétés pouvant bénéficier d'aides au syndicat des copropriétaires par l'Anah, nécessitant pour cela une assistance à maîtrise d'ouvrage apportée par un opérateur agréé Anah ;
- Que le Conseil de Territoire est compétent pour attribuer sur son budget les aides sur fonds propres instaurées dans le cadre de cette politique.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'attribution des subventions aux bénéficiaires dont les listes sont jointes en annexe :

Annexes	Dispositif	Nombre de logements / de Copropriétés	Nombre de bénéficiaires	Montant engagé
Annexe 1	OPAH RU Vieux La Ciotat	logements	5	15 800 euros
Annexe 2	OPAH RU LHI Marseille centre	copropriétés	3	93 420 euros
Annexe 3	OPAH Marignane	Logements copropriétés	1	6 665 euros
TOTAL			9	115 885 euros

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat spécial du Territoire Marseille Provence pour un montant de 115 885 euros, Sous politique D110 « Amélioration Habitat Ancien », Nature 4581191007, Fonction 552 au sein de l'opération 2018107000 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ».

Article 3 :

Les subventions sur fonds propres sont versées sur justificatifs : titre de propriété, factures des travaux, facture de l'AMO, et/ou présentation d'une fiche de synthèse établie par l'Anah, au moment du versement du solde sa subvention. Cette fiche récapitule les dates de l'engagement et du paiement du solde du dossier, pièce que l'Anah ne renseigne qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment les factures des travaux.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est habilité à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de l'Agence nationale de l'habitat toute subvention pour des études préalables et pour l'ingénierie d'animation des dispositifs contractualisés.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de la Région Sud et du Département des Bouches-du-Rhône toute subvention avancée pour le compte de ces collectivités.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 10 Mai 2022

HPV 002-096/22/CT

■ CT1 - Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Approbation de l'avenant n°2 de prorogation fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP/MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la ville de Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DOH 22/20373/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Approbation d'un avenant de prorogation fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la ville de Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine (PRU) engagés sur la ville de Marseille, le Département des Bouches-du-Rhône a passé avec le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU), des conventions pluriannuelles de financement et avenants à ces conventions, au titre de sa participation à la mutualisation des financements des co-financeurs publics des opérations relevant des PRU concernés.

Le GIP assurait à ce titre le reversement aux maîtres d'ouvrages des subventions départementales.

Du fait de l'arrivée à terme de sa convention constitutive, le groupement a été dissous le 31 décembre 2019.

L'ensemble des missions de mutualisation des financements des co-financeurs publics ne peut donc plus être assuré par le GIP depuis cette date.

Afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-7963/19/CM du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine.

La reprise de ces activités par la Métropole nécessite toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits par le GIP dans le cadre des opérations relevant des PRU.

A cet effet, la commission permanente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône a tout d'abord autorisé le transfert à la Métropole des soldes de subventions par délibération du 14 avril 2020.

Les modalités de reprise de la mission de mutualisation des financements publics et de reversement aux maîtres d'ouvrage par la Métropole ont ensuite été définies dans le cadre d'une convention de transfert validée par décision n°20/424/D de la Présidente de la Métropole du 29 mai 2020 et par délibération de la commission permanente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône du 19 juin 2020.

Cette convention de transfert a fixé les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des PRU engagés sur la ville de Marseille et a défini par opération l'ensemble des engagements contractuels et financiers repris par la Métropole.

Dans ce cadre, la Métropole, en sa qualité d'organisme de mutualisation des financements publics confiée par le Département pour les opérations de PRU, s'est engagée à instruire les demandes de subventions des différents

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

maîtres d'ouvrages concernés, à transmettre ces demandes au Département et à effectuer le versement de la subvention à hauteur du montant validé par le Département après contrôle de ses services.

Les modalités de versement aux Maîtres d'ouvrage ont été délibérées au Bureau de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant une convention type de reversement des subventions départementales à conclure avec les maîtres d'ouvrages.

Il convient dès à présent d'approuver un avenant portant sur :

- La prorogation des engagements initialement prévus le 31 décembre 2022 jusqu'au 31 décembre 2024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Approbation d'un avenant de prorogation fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la ville de Marseille ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Approbation d'un avenant de prorogation fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Approbation d'un

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

avenant de prorogation fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 003-097/22/CT

■ CT1 - Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Approbation de deux avenants n°2 de prorogation aux conventions fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la Métropole des subventions municipales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la Ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DOH 22/20374/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Approbation d'un avenant de prorogation à la convention fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la Métropole des subventions municipales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la Ville de Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine (PRU) et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain engagés sur son territoire, la Ville de Marseille a passé avec le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU), des conventions pluriannuelles de financement et avenants à ces conventions, au titre de sa participation à la mutualisation des financements des co-financeurs publics des opérations relevant des PRU.

Le GIP assurait à ce titre le reversement aux maîtres d'ouvrages des subventions municipales.

Du fait de l'arrivée à terme de sa convention constitutive, le GIP MRU a été dissous le 31 décembre 2019.

L'ensemble des missions de mutualisation des financements des co-financeurs publics ne pouvait donc plus être assuré par le groupement depuis cette date.

Aussi, et afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-7963/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine du GIP MRU.

La reprise de ces activités par la Métropole nécessitait toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits par le GIP MRU.

A cet effet, les modalités de reprise par la Métropole Aix-Marseille-Provence des missions du GIP MRU de mutualisation des financements publics et de reversement des subventions municipales aux maîtres d'ouvrage ont

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

été définies dans le cadre de trois conventions de transfert distinctes conclues le 26 mars 2021 entre la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP MRU, conformément aux délibérations du Conseil Municipal n° 20/0597/EFAG du 23 novembre 2020, n°20/0736/EFAG et n°20/0738/EFAG du 21 décembre 2020 et n°21/0036/EFAG du 8 février 2021, des délibérations de l'Assemblée Générale du GIP Marseille Rénovation Urbaine n° AG_1912.005 du 18 décembre 2019 et n° AG_2005.003 du 25 mai 2020 et de la délibération du Conseil de la Métropole n° CHL 004-9680/21/CM du 18 février 2021.

- Une convention de transfert a ainsi été conclue pour les 9 Programmes de Renouvellement Urbain suivants :

« PRU FLAMANTS IRIS »
« PRU SAINT JOSEPH »
« PRU SAINT PAUL »
« PRU SAINT MAURONT »
« PRU CENTRE NORD »
« PRU SOUDE HAUTS DE MAZARGUES »
« PRU VALLON DE MALPASSE »
« PRU SAINT BARTHELEMY »
« PRU ANRU ISOLE RUISSEAU MIRABEAU »

- Une convention de transfert a été conclue pour les 5 Programmes de Renouvellement Urbain suivants des XVème et XVIème arrondissements de Marseille :

« PRU PLAN D'AOU SAINT ANTOINE LA VISTE »
« PRU LA SAVINE »
« PRU NOTRE DAME LIMITE SOLIDARITE »
« PRU PLAN D'AOU AVENANT LA VISTE / PROJET DE LA VISTE »
« PRU NOTRE DAME LIMITE KALLISTE »

Ces conventions ont ainsi fixé les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des subventions municipales octroyées au GIP MRU dans le cadre des opérations de PRU.

Elles prévoient :

- le règlement, par la Ville de Marseille, au GIP Marseille Rénovation Urbaine des subventions municipales appelées auprès du groupement par les différents maîtres d'ouvrages avant le 31 décembre 2019, ainsi que le règlement à son profit des subventions municipales pour les opérations placées sous sa maîtrise d'ouvrage et pour lesquelles des dépenses ont été engagées par le groupement avant le 31 décembre 2019 date de sa dissolution,

- le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des soldes de subventions municipales, anciennement attribuées au GIP Marseille Rénovation Urbaine, ainsi que des avances sur subventions perçues par le GIP Marseille Rénovation Urbaine.

Il convient dès à présent d'approuver un avenant portant sur :

- La prorogation des engagements jusqu'au 31 décembre 2024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Approbation d'un avenant de prorogation à la convention fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la Métropole des subventions municipales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la Ville de Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Approbation d'un avenant de prorogation à la convention fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la Métropole des subventions municipales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la Ville de Marseille.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Approbation d'un avenant de prorogation à la convention fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la Métropole des subventions municipales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la Ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

HPV 005-098/22/CT

■ CT1 - PPA - Approbation des modalités de concertation publique pour les projets de renouvellement urbain "Noailles", Cœur Belle de Mai et Intervention multisite pour la réalisation de travaux de recyclage/réhabilitation d'immeubles dégradés

**Avis du Conseil de Territoire
DOH 22/20377/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération PPA - Approbation des modalités de concertation publique pour les projets de renouvellement urbain "Noailles", "Cœur Belle de Mai" et "Intervention multisite pour la réalisation de travaux de recyclage/réhabilitation d'immeubles dégradés" satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations URB 001-6423/19/CM du 20 juin 2019 et CHL 004-10557/21/CM du 7 octobre 2021, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille et son avenant n°1, afin de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille, indispensable pour ce territoire, cœur de la Métropole.

Signé le 15 juillet 2019 pour une durée de 15 ans, le contrat de PPA porte sur un périmètre de plus de 1 000 hectares, répartis en 7 arrondissements, et concerne près de 200 000 habitants. Il associe différents partenaires institutionnels au titre desquels la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etat, la Ville de Marseille, le Département des Bouches-du-Rhône, Euroméditerranée, l'Agence nationale de l'habitat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, La Banque des Territoires, l'Etablissement Public Foncier PACA, et l'Association Régionale des organismes HLM PACA Corse. Il définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager en matière de :

- Lutte contre l'habitat indigne et restauration du patrimoine bâti ;
- Amélioration de l'attractivité et de la qualité résidentielle ;
- Redynamisation de la fonction économique et commerciale.

Parmi ses 11 actions, le contrat de PPA prévoit notamment de :

- Elaborer et mettre en œuvre un dispositif de concertation à l'échelle du PPA ;
- Créer un nouvel outil d'aménagement, une Société Publique Locale d'Aménagement d'Intérêt National (SPLAIN) ;
- Elaborer et mettre en œuvre plusieurs opérations d'aménagement, dont les premières concernent quatre secteurs de première phase intégrant les îlots d'habitat ancien dégradé identifiés comme prioritaires, à savoir : Noailles-Ventre et Noailles-Delacroix dans le quartier Noailles (13001), Clovis Hugues/Belle de Mai dans le quartier de la Belle de Mai et Hoche-Versailles dans le périmètre de de l'Opération d'Intérêt National (OIN) Euroméditerranée ;

Ainsi, pour faire face aux enjeux de la requalification du Grand Centre-Ville de Marseille et aux impératifs d'efficacité liés à la mise en œuvre de ces projets prioritaires, a été créée la Société Publique Locale d'Aménagement d'Intérêt National – SPLA-IN « Aix-Marseille-Provence » (SPLA-IN AMP), dont les statuts ont été approuvés par délibération du Conseil de la Métropole en date du 19 décembre 2019. La SPLA-IN AMP sera chargée de la mise en œuvre des interventions sur les secteurs prioritaires décrits plus haut, notamment dans le cadre de concessions d'aménagement. Il est à préciser que le projet de renouvellement urbain portant sur l'îlot prioritaire et démonstrateur « Hoche-Versailles », situé dans le périmètre de l'OIN Euroméditerranée sera concédé à la SPLA-IN AMP par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM).

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Ces secteurs, qui sont situés dans les périmètres du Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville « Grand Centre-Ville » et qui englobent donc les îlots démonstrateurs du PPA, sont des secteurs sur lesquels l'intervention a été priorisée au regard de l'état de dégradation du bâti et des différentes études préalables déjà réalisées. Ces projets, pour la mise en oeuvre desquels les collectivités concernées ont sollicité les concours financiers de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) et de l'Agence nationale de l'habitat (Anah), auront pour objectifs :

- D'accompagner des propriétaires privés à la réalisation de travaux de réhabilitation pérenne et durable de leurs biens ;
- D'acquérir les immeubles les plus dégradés (du fait de l'inaction volontaire, de la négligence ou du manque de moyens financiers des propriétaires), pour les recycler ;
- D'aménager des espaces publics de proximité : requalification des voiries et réseaux maillant les îlots, aménagements des cœur d'îlots, placettes, squares créant les conditions d'une vraie aménité urbaine ;
- De réaliser de petits équipements publics de proximité concourant à l'amélioration de la vie des habitants.

Par ailleurs, depuis plusieurs décennies, dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne, la Ville de Marseille et la Métropole AMP ont maîtrisé de nombreux immeubles présentant des situations d'indignité, d'insalubrité ou de danger, directement ou par le biais de concessionnaires d'aménagement et de l'Etablissement Public Foncier (EPF) PACA. Les deux collectivités souhaitent désormais mobiliser une partie de ces immeubles et micro-îlots, situés dans les périmètres du Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville « Grand Centre-Ville » et du PPA. Les collectivités concernées ont sollicité les concours financiers de l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le traitement de la majorité de ces adresses, qui se situent majoritairement en hyper centre-ville et dont l'état de dégradation impose une intervention lourde. Ce projet aura pour objectifs :

- De réaliser des travaux de recyclage et de restructuration foncière sur les immeubles ciblés en veillant à la mise en valeur et à la sauvegarde du patrimoine bâti marseillais ;
- De céder ces immeubles, une fois les travaux réalisés, afin de produire en majorité une offre nouvelle de logement social ;
- De veiller au maintien et à l'extension de la diversité des activités commerciales et économiques de proximité ou culturelles et à la réalisation d'équipements collectifs, qui pourront être localisés dans les immeubles traités.

C'est dans ce cadre global que s'inscrit la présente délibération, dont l'objet est d'approuver les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation réglementaire préalable, au titre de l'article L103-2 du code de l'urbanisme, pour les projets de renouvellement urbain "Noailles", "Coeur Belle de Mai" et "Intervention multisite pour la réalisation de travaux de recyclage/réhabilitation d'immeubles dégradés".

Les modalités adoptées consisteront en :

- Une exposition publique des documents explicitant le projet pendant un mois, dans un ou plusieurs lieu(x) public(s) ;
- Des registres mis à disposition du public pendant un mois, permettant de consigner les remarques, questions, propositions et observations, dont un registre numérique ;
- Des permanences techniques et une ou plusieurs réunion(s) de concertation, dont le calendrier sera précisé dans l'avis public, permettant d'apporter des explications et répondre aux questions.

Les dates et lieu(x) de l'exposition publique, des permanences techniques et réunion(s) de concertation seront portés à la connaissance du public par un avis qui sera publié dans deux journaux locaux, affiché en mairie de Marseille et au siège de la Métropole d'Aix-Marseille Provence et mis en ligne sur les sites internet des collectivités concernées.

A l'issue de cette concertation, un bilan sera soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante de la Métropole AMP. Une synthèse du bilan de la concertation sera par ailleurs consultable en ligne sur le site internet indiqué par les collectivités concernées.

Par ailleurs, le nouveau pacte de gouvernance du PPA (adopté en octobre 2021 sous forme d'avenant n°1 au contrat) a permis de renforcer le co-pilotage du projet par la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille, notamment en ce qui concerne la stratégie de concertation et d'information à cette échelle. Dans ce cadre et dans un calendrier prévisionnel concomitant à la démarche de concertation préalable réglementaire objet de la présente délibération :

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Sera installé un "collège des maîtrises d'usage", constitué à partir d'un panel d'acteurs, de collectifs, d'associations et de citoyens à l'échelle du périmètre du PPA, qui sera mobilisé en appui à la gouvernance pour définir et accompagner les démarches d'information et de concertation ;
- Sera également lancée, dans le cadre d'un groupement de commande Métropole AMP -Ville de Marseille, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage visant la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de concertation et de communication, ainsi que l'accompagnement et la coordination des démarches portées par les différents opérateurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur le PPA - Approbation des modalités de concertation publique pour les projets de renouvellement urbain « Noailles », « Cœur Belle de Mai » et « Intervention multisite pour la réalisation de travaux de recyclage/réhabilitation d'immeubles dégradés ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au PPA - Approbation des modalités de concertation publique pour les projets de renouvellement urbain « Noailles », « Cœur Belle de Mai » et « Intervention multisite pour la réalisation de travaux de recyclage/réhabilitation d'immeubles dégradés » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le PPA - Approbation des modalités de concertation publique pour les projets de renouvellement urbain « Noailles », « Cœur Belle de Mai » et « Intervention multisite pour la réalisation de travaux de recyclage/réhabilitation d'immeubles dégradés ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

HPV 006-099/22/CT

■ CT1 - Approbation de la première série de la programmation issue de l'appel à projets politique de la ville 2022

DPV 22/20385/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires. Par avenant approuvé par délibération n°DEV 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019, le Contrat de Ville a été prolongé jusqu'à la fin 2022.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé du 4 octobre 2021 au 14 novembre 2021 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et de soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville,
- et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents. Les conseils citoyens qui le souhaitaient ont également été associés au processus d'instruction.

Cette programmation a été présentée lors d'un comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 15 mars 2022 auquel participaient des représentants de la Métropole des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des autres partenaires ainsi que des représentants des conseils citoyens.

Il est proposé d'approuver la participation de la Métropole correspondant à une première série pour le financement de 253 actions, soit un total de 1 626 680 euros :

- 5 actions concernent la commune de La Ciotat pour un montant de 18 000 euros,
- 240 actions concernent la commune de Marseille pour un montant de 1 578 580 euros,
- 6 actions concernent la commune de Marignane pour un montant de 25 100 euros,
- 2 actions concernent la commune de Septèmes-les-Vallons pour un montant de 5 000 euros.

Cette participation financière couvre les huit axes du Contrat de Ville Marseille Provence :

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- 74 actions pour un montant de 365 383 euros qui permettent l'amélioration de la vie locale en s'appuyant sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services (sociale, culturelle, sportive, de promotion de la santé, associative) adaptée.
- 29 actions pour un montant de 188 700 euros qui œuvrent en faveur du développement économique, de l'insertion et de l'emploi.
- 5 actions pour un montant de 34 000 euros qui permettent une résorption significative de l'habitat privé dégradé, dans les quartiers anciens comme dans les grandes copropriétés.
- 1 action pour un montant de 3 000 euros qui a pour objectif le développement de l'offre de transports répondant aux enjeux de développement durable, au bénéfice d'une meilleure mobilité des habitants et d'une meilleure intégration des quartiers au fonctionnement du territoire.
- 97 actions pour un montant de 645 647 euros qui développe des démarches en faveur de l'éducation, de l'enfance et de la jeunesse.
- 22 actions pour un montant de 122 000 euros qui répondent à l'objectif d'une action publique qui s'adapte à la diversité des publics des quartiers prioritaires.
- 25 actions pour un montant de 267 950 euros qui permettent le retour du droit dans les quartiers prioritaires, symbole et « preuve » de l'investissement de la puissance publique et condition de rénovation de la vie citoyenne.

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales :

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification
- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 80 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 20% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2023 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2023 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.
- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.
- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier
Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2023 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2023 pour les actions programmées sur l'année scolaire.
- Production des documents administratifs
Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :
 - le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
 - les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-004-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Le comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mars 2022.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement d'une première série de 286 projets émergeant de l'appel à projets du Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 4 octobre 2021 ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle du Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été présentés lors du comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mars 2022 rassemblant l'ensemble des partenaires.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation de la première série d'actions annuelles de la programmation 2022 du Contrat de Ville décrites en annexe 1 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention de financement annuelle devra être conclue.

Article 3 :

Est approuvé le modèle de convention annuelle ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4 :

Les subventions sont attribuées sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2022. Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2022, soit 1 626 680 euros, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 5 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 6 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 80% des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 007-100/22/CT

**■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement pour le programme Impact jeunes porté par la Fondation des Apprentis d'Auteuil
DPV 22/20386/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires. Par avenant approuvé par délibération n°DEV 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019, le Contrat de Ville a été prolongé jusqu'à la fin 2022.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le Contrat de ville de Marseille Provence Métropole signé le 17 juillet 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence et ses partenaires, porte dans ses orientations prioritaires « l'enfance et la jeunesse ». La jeunesse est un enjeu déterminant de l'avenir de Marseille et de sa métropole alors que tous les indicateurs notamment sur l'emploi attestent de grandes difficultés dont l'aggravation frappe prioritairement les jeunes de 13 à 30 ans au sein des quartiers prioritaires de Marseille. Il convient donc de faire de l'investissement sur la jeunesse des territoires de la politique de la ville une priorité de son action.

En mai 2016, la Fondation des Apprentis d'Auteuil, en partenariat avec la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Préfecture de Région, le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la CAF, et l'UPE 13, a répondu à l'Appel à projet de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) lancé en février 2015 dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) « Projets innovants en faveur de la jeunesse » destiné à favoriser l'émergence de politiques de jeunesse globales et intégrées sur un territoire donné.

L'objectif de ce projet sur 3 ans intitulé « Impact Jeunes » vise à créer une dynamique collective (public jeune-associations-monde économique) sur trois territoires pilotes, dont deux sur la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à Marseille et un sur la commune de Tarascon. L'objectif vise à rompre avec l'empilement des dispositifs et des politiques publiques sectorielles, en recherchant des synergies, et ce, afin de mieux coordonner les interventions à l'échelle d'un territoire et d'y associer pleinement les jeunes.

Les quartiers de Malpassé et de St Mauront ont ainsi été retenus. Le choix de ces territoires pilotes s'est effectué sur l'évaluation de plusieurs critères : un taux de jeunes importants, de réelles difficultés sociales pour les jeunes, une masse critique d'acteurs associatifs et publics et une certaine densité d'acteurs économiques.

En juillet 2016, le Commissariat Général à l'Investissement a retenu le projet Impact Jeunes et une convention pluriannuelle entre l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Fondation d'Auteuil a été signée le 7 novembre 2016.

Par délibération n° DEVT 001-1686/17/BM du 30 mars 2017, le Bureau de la Métropole a accordé une participation au projet Impact Jeunes de 300 000 euros répartie sur 2017, 2018 et 2019 et a approuvé la convention pluriannuelle afférente.

En 2020, la Fondation des Apprentis d'Auteuil et ses partenaires ont souhaité étendre le programme Impact Jeunes sur de nouveaux territoires. Candidat et lauréat en mars dernier de l'Appel à projet national « 100% inclusion » en faveur de la remobilisation des publics des quartiers prioritaires les plus éloignés de l'emploi, Impact Jeunes est déployé sur deux nouveaux territoires à Marseille dans le secteur de Belsunce-Noailles en centre-ville, ainsi que sur Val Plan-Le Clos- La Rose dans le 13^{ème} arrondissement.

Par délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 16 février 2021 n° HPV 003-011/21/CT relative, il a été approuvé la convention de financement pour le programme Impact jeunes porté par la Fondation des Apprentis d'Auteuil sur la période 2021-2022-2023. Le montant accordé s'élevait à 120 000 euros pour 2021.

Durant l'année 2021, le programme Impact jeunes a accompagné près de 700 jeunes de ces quartiers, Parmi eux, 70% étaient inconnus des services publics de l'emploi.

Ainsi, le programme Impact jeunes a permis de :

- Accompagner les jeunes dans leur engagement citoyen dans leur quartier, contribuer ainsi à améliorer les quartiers de l'intérieur ;
- Contribuer à la mise en place dans chaque quartier de noyaux d'acteurs pluriels (associations, habitants, entreprises, ...) partageant une même ambition pour les jeunes et le quartier ;
- Constituer un réseau d'entreprises et de professionnels engagés pour la réussite des jeunes du quartier (stages, visites, témoignages, coaching, recrutement...), et les sensibiliser à la nécessaire évolution de leurs pratiques de recrutement ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Faire émerger des nouveaux projets systématiquement construits avec les acteurs locaux pour répondre aux manques identifiés.

Au regard du bilan de l'année 2021 rapporté par la Fondation des Apprentis d'Auteuil, il est proposé au Conseil de territoire de cofinancer le projet Impact Jeunes pour l'année 2022.

Ce projet poursuivra les objectifs suivants en 2022 :

- Avoir un impact significatif et mesurable sur les jeunes avec un objectif d'augmenter l'accès à l'emploi.
- Démontrer qu'en travaillant de manière décloisonnée et coopérative entre l'ensemble des acteurs intervenant sur ce champ, l'impact est plus fort.
- Impliquer véritablement les jeunes en les associant sur l'ensemble du processus (de la conception à l'évaluation en passant par la mise en œuvre).
- Faire la différence dans la proximité en intervenant à une échelle humaine sur des quartiers combinant à la fois une urgence à intervenir, mais également la présence d'acteurs clés permettant de favoriser une dynamique collective.
- Impliquer fortement le monde économique afin de créer une confiance réciproque et de changer les représentations.

Le cofinancement de cette opération s'élève pour la Métropole à 120 000 euros en 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 001-1686/17/BM du 30 mars 2017 relative à la participation financière de la Métropole au projet Impact Jeunes sur la période 2017 à 2020 ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 16 février 2021 n°HPV 003-011/21/CT relative à l'approbation de la convention de financement pour le programme Impact jeunes porté par la Fondation des Apprentis d'Auteuil.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt d'aider les jeunes de 13 à 30 ans des quartiers de la politique de la ville et de les amener vers une insertion sociale et professionnelle réussie, impliquant la levée des freins empêchant l'accès durable à l'emploi ;
- La nécessité d'affirmer la priorité donnée à une action globale et coordonnée à l'intention de la jeunesse ;
- L'obligation d'associer l'ensemble des acteurs économiques à une démarche d'insertion et ainsi, de rapprocher et mieux connecter les jeunes et les entreprises.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Fondation des Apprentis d'Auteuil fixant les objectifs, les conditions et les modalités de financement du projet Impact Jeunes retenu au titre du Programme « 100% inclusion, la fabrique de la remobilisation ».

Article 2 :

Est accordée une participation de 120 000 euros pour l'année 2022.

Article 3 :

Les crédits nécessaires, soit 120 000 euros TTC, sont inscrits au budget 2022 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 à cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 008-101/22/CT

■ CT1 - Approbation de la convention avec le Conseil départemental d'accès aux droits CDAD pour le financement d'actions au sein de la Maison de la Justice et du Droit DPV 22/20387/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution des conflits, modifiant la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, a confié aux Conseils Départementaux de l'Accès au Droit (CDAD) la mission de piloter et de coordonner, les actions en matière d'accès au droit. Le rôle du CDAD est de définir et de mettre en œuvre une politique départementale de l'accès au droit et de piloter et de coordonner les actions en la matière par la mise en place de lieux et de permanences d'accueil, d'information et de consultation juridique, diffusion de brochures d'information.

Il existe 101 CDAD en France, un par département.

Le Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône (CDAD13) est un groupement d'intérêt public qui existe depuis le 19 mars 1993, chargé de promouvoir l'accès au droit dans le département des Bouches-du-

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Rhône. Il est présidé par le Président du Tribunal judiciaire de Marseille, son vice-président est le Procureur de la République près ledit tribunal.

Les Maisons de Justice et du Droit (MJD) ont été créées par la loi du 18 décembre 1998 afin d'assurer une présence judiciaire de proximité, concourir à la prévention de la délinquance et à l'aide aux victimes, garantir aux citoyens l'accès au Droit et favoriser les modes alternatifs de règlement des litiges (mesures alternatives aux poursuites et résolution amiable des conflits). Elles sont placées sous l'autorité du Président du Tribunal judiciaire et du Procureur de la République. La circulaire relative aux Maisons de Justice et du Droit du 24 novembre 2004 précise qu'une présence judiciaire doit y être assurée. Cette présence se traduit par l'affectation de personnels des services judiciaires.

La Maison de la Justice et du Droit de Marseille implantée au 46 bd du Capitaine Gèze, dans le 14^e arrondissement de Marseille a été créée par arrêté du Garde des Sceaux en date du 7 janvier 2021 après signature de la Convention multi partenariale relative à la création et au fonctionnement de la Maison de Justice et du Droit de Marseille.

Par la délibération n° 19/13704/CM, le Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 a approuvé la Convention multi partenariale relative à la création et au fonctionnement de la Maison de Justice et du Droit de Marseille.

Le Contrat de ville de Marseille Provence Métropole signé le 17 juillet 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence et ses partenaires, porte dans ses orientations prioritaires l'accès aux droits. A ce titre, la mise en place de la Maison de la Justice et du Droit est inscrite dans le programme d'action cadre du Contrat de ville 2015-2022 du Territoire Marseille Provence afin de renforcer et de diversifier l'offre de service à la population en matière d'accès aux droits.

La MJD de Marseille permet de disposer d'un lieu où de nombreux professionnels du Droit et des associations spécialisées peuvent accueillir des publics sous-main de Justice et garantir, au bénéfice de tous les justiciables, des permanences d'accès au Droit dans des registres aussi divers que le Droit du travail, de la famille, de la consommation, du logement.

Ainsi, il est proposé au Conseil de Territoire de financer un programme d'actions porté par le CDAD 13 pour un montant de 93 000 euros et développé en 2022 au sein de la Maison de la Justice et du Droit de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération n° 19/13704/CM, le Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 portant sur la Convention multi partenariale relative à la création et au fonctionnement de la Maison de Justice et du Droit de Marseille.
- Le comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mars 2022 ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le CDAD13 a pour mission de piloter, coordonner, et promouvoir les actions d'accès au droit dans le département des Bouches-du-Rhône
- Qu'une Maison de Justice et du Droit (MJD) a pour objet d'assurer une présence judiciaire de proximité, de concourir à la prévention de la délinquance à l'aide aux victimes, et à l'accès au droit.
- Que la mise en place de la Maison de la Justice et du Droit de Marseille est inscrite dans le programme d'action cadre du Contrat de ville 2015-2022 du Territoire Marseille Provence afin de renforcer et de diversifier l'offre de service à la population en matière d'accès aux droits.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention relative au financement du Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône pour le développement d'un programme d'actions au sein de la Maison de la Justice et du Droit de Marseille ci- annexée.

Article 2 :

Est accordée une participation financière de 93 000 euros pour l'année 2022.

Article 3 :

Les crédits nécessaires, soit 93 000 euros TTC, sont inscrits au budget 2022, de l'Etat Spécial du territoire Marseille Provence –Sous-politique E110 – Nature 65748 – Fonction 52

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 009-102/22/CT

■ **CT1 - Approbation de l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour le quartier prioritaire de la Politique de la ville du Grand Saint Barthélémy situé à Marseille - Approbation d'un appel à manifestation d'intérêt et création d'un comité de pilotage**
DPV 22/20388/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville et suite à la validation de ses orientations lors du comité de pilotage politique de la ville du 21 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence développe depuis juin 2019 une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Cette expérimentation fait partie des actions menées par la Métropole au titre de la modernisation de son action publique en lien avec l'Etat notamment en matière de développement territorial.

Suite à la crise sanitaire apparue au premier trimestre 2020, le budget participatif de fonctionnement s'inscrit dans une double stratégie de transition écologique et de solidarité identifiée clairement dans le cadre de l'exercice de prospective de la Métropole des Possibles :

Le budget participatif de fonctionnement 2022 confère un caractère opérationnel à des enjeux portés de longue date par les dispositifs de la Politique de la Ville. Il représente l'un des outils privilégiés pour renforcer l'action publique de proximité tout en repositionnant l'habitant au cœur des dispositifs publics sur des sujets que la crise sanitaire a placé au premier plan.

Les habitants deviennent ainsi acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire. Cette démarche s'inscrit pleinement dans la philosophie du soutien aux actions citoyennes inscrite dans le Contrat de Ville 2015 – 2022. Les actions portant sur le cadre de vie, la réussite éducative, l'insertion, la santé rejoignent les préoccupations en terme du mieux vivre et du prendre soin, ouvrant parfois vers de nouvelles activités professionnelles. De nombreuses ressources sont ici réunies pour assurer une transition environnementale des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), modèle pour d'autres territoires de la métropole.

Le budget participatif de fonctionnement ainsi souhaité par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour 2022 prend la forme d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) sur le thème de la transition écologique et la qualité de vie dans les QPV, ouvert à tous les acteurs associatifs intéressés, pour travailler leurs propositions d'actions sur la base des besoins et des orientations définis par les habitants.

Pour l'année 2022, cette nouvelle phase d'expérimentation du budget participatif est située sur le quartier prioritaire du Grand St Barthélémy sur la commune de Marseille (13014), territoire bénéficiant également d'un programme de rénovation urbaine.

Les habitants participeront à chaque étape-clé de l'opération, à savoir :

- Phase 1 : La définition et l'analyse des besoins formulés par les citoyens ;
- Phase 2 : La définition des objectifs territoriaux à atteindre ;
- Phase 3 : La hiérarchisation des priorités ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Phase 4 : La restitution de ces derniers éléments auprès des opérateurs ayant manifesté le souhait de s'inscrire dans cette démarche via l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) ;
- Phase 5 : Le choix des projets à mettre en œuvre ;
- Phase 6 : Le suivi de la réalisation et des impacts des projets sur le territoire en fin d'année

Les phases 1 à 4 et 6 se dérouleront sous la forme d'ateliers en présentiel, si les conditions sanitaires le permettent. En fonction du contexte et des mesures liées au COVID-19, elles pourront se tenir en distanciel.

La phase 5 de sélection des projets se déroulera sur l'espace public, durant une journée, à l'aide d'un système de vote pour les projets qui seront présentés sur des panneaux A0, selon des modalités identiques à l'expérimentation menée en 2021. En fonction de contexte sanitaire, ces modalités de sélection des projets pourront être organisées en ligne.

L'AMI sera ouvert aux opérateurs associatifs ou à but non lucratif à jour de leurs déclarations et disposant d'un numéro SIRET. En faisant acte de candidature, et en cas de dépôt d'un projet, ces derniers s'engageront, à l'issue des rencontres avec les habitants permettant de déterminer leurs attentes, à :

- proposer un projet s'inscrivant dans la thématique générale de l'AMI, à savoir la transition écologique et la qualité de vie dans les QPV, et répondant aux besoins des habitants ainsi identifiés,
- proposer un projet en fonctionnement et non en investissement,
- proposer un projet qui se déroulera en 2022,
- proposer un projet pour lequel l'éventuelle subvention qui sera accordée ne se substituera pas au droit commun,
- proposer un projet dont les bénéficiaires seront les habitants du QP013049 dont fait partie le Grand St Barthélémy.

Les opérateurs intéressés pourront faire acte de candidature sur la plateforme d'innovation de la Métropole AMP : <https://innovation.ampmetropole.fr/4-les-appels-a-innovation.htm> grâce à un formulaire de candidature simplifié à compléter en ligne. Ce formulaire comportera les principales informations de la structure candidate (dénomination, statut juridique, n°SIRET, nom du représentant légal, nom du référent pour l'action, coordonnées, objet de la structure). Le formulaire reprendra l'ensemble des engagements définis ci-dessus et devra être signé par le représentant légal de la structure candidate.

L'AMI sera ouvert à partir du 1^{er} juin 2022 jusqu'au 12 juin 2022 à minuit. L'ensemble des candidats seront ensuite informés par voie de messagerie du temps de rencontre entre habitants et opérateurs qui se tiendra la semaine du 13 juin (date à préciser en lien avec les habitants).

A l'issue de cette phase, les candidats disposeront jusqu'au 3 juillet à minuit pour déposer leur proposition de projet sur la plateforme de la Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence : <http://www.polvillemarseille.fr/>

Leur dossier devra contenir un dossier de demande de subvention, leurs pièces administratives ainsi qu'une note d'opportunité.

La sélection des projets par les habitants (phase 6) sera organisée au mois de juillet, en fonction des conditions sanitaires de la période et selon les échanges avec les habitants.

Cette démarche sera placée sous la responsabilité d'un Comité de pilotage (COPIL) composé de :

- Monsieur l' élu métropolitain délégué à la politique de la ville, président du COPIL
- Madame la Maire du 14^{ème} arrondissement de Marseille, ou son représentant,
- Un représentant des services de l'Etat
- Un représentant du service territorial nord de la politique de la ville Métropole
- Deux représentants du conseil citoyen du territoire concerné
- Deux habitants du quartier prioritaire, volontaires ou éventuellement désignés par tirage au sort en cas de candidatures multiples

Le Comité de pilotage se réunira durant l'expérimentation sur convocation de Monsieur l' élu métropolitain délégué à la politique de la ville, et aura pour objet successivement :

- La validation des projets retenus par les habitants et de leurs plans de financement,
- L'examen du bilan de cette expérimentation.

Le budget global alloué à cette expérimentation est de 80 000 euros sur l'année 2022.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

L'attribution des subventions pour les projets sélectionnés dans le cadre du budget participatif fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Délibération du Conseil de la Métropole en date du 16 décembre 2021 n° FBPA 062-10934/21/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole en date du 31 juillet 2020 n° FBPA 029-8299/20/ CM portant sur le règlement budgétaire ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur le quartier prioritaire de la politique de la ville du Grand St Barthélemy (13014) ;
- Que le budget participatif de fonctionnement a pour objet de placer les habitants au cœur de l'action publique, faisant d'eux des acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire ;
- Que ce budget participatif se traduira par la proposition de projets sur le quartier prioritaire concerné, rédigé sur la base des besoins et des orientations exprimées par les habitants ;
- Que les projets retenus à l'issue d'une phase de vote bénéficieront de subventions métropolitaines.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour le quartier prioritaire de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence dénommé Grand St Barthélémy sur la commune de Marseille (13014).

Article 2 :

Est approuvé l'appel à manifestation d'intérêt pour l'expérimentation du budget participatif de fonctionnement du quartier prioritaire Grand St Barthélémy situé sur la commune de Marseille, dont les modalités sont précisées ci-dessus.

Article 3 :

Est approuvée la constitution d'un Comité de pilotage (COPIL) pour le budget participatif de fonctionnement du quartier prioritaire Grand St Barthélémy de la commune de Marseille, composé de :

- Monsieur l' élu métropolitain délégué à la politique de la ville, président du COPIL,
- Madame la Maire du 14^{ème} arrondissement de Marseille, ou son représentant,
- Un représentant des services de l'Etat,
- Un représentant du service territorial nord de la politique de la ville Métropole,
- Deux représentants du conseil citoyen du territoire concerné,
- Deux habitants du quartier prioritaire, volontaires ou éventuellement désignés par tirage au sort en cas de candidatures multiples.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 du Conseil de Territoire Marseille Provence, Sous-Politique E110- Nature 65748 – Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 010-103/22/CT

■ CT1 - Fonds d'Innovation pour l'Habitat - Projet d'habitat participatif CORAIL - Projet la Calanque de Saint Just - Avenant de transfert à la Société UNICIL DGDU 22/20391/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Fonds d'Innovation pour l'Habitat a été l'une des propositions retenues à l'occasion des Etats Généraux du Logement en 2011 pour être mise en œuvre dans le Programme Local de l'Habitat 2012-2018 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il permet d'encourager et de soutenir l'expérimentation et l'innovation en matière d'habitat.

Dans ce cadre, par délibération du 15 décembre 2020, le Conseil de Territoire Marseille Provence a approuvé une subvention de 200 000 € au bailleur social UNICIL afin de soutenir le projet d'habitat participatif de 8 logements en bail réel solidaire CORAIL situé ZAC Saumaty Séon, Marseille 16e arrondissement. Ce projet soutenu depuis 2016 par la Métropole était initialement porté par le bailleur social LOGIREM et envisagé en prêt social location-accession (PSLA).

Par courrier du 17 mars 2022, le bailleur social UNICIL a informé la Métropole que, d'une part le projet un temps envisagé en bail réel solidaire serait finalement réalisé en prêt social location-accession (PSLA) comme envisagé initialement, et d'autre part l'opération comporterait 4 logements supplémentaires soit 12 logements au total.

L'opération Corail est innovante par plusieurs aspects : collaboration entre l'association Corail et le bailleur, co-conception du projet, gouvernance coopérative, espaces communs et mutualisés, ambition environnementale. Le projet privilégiera conception bioclimatique, ossature bois et isolant bio-sourcé.

Il est donc proposé :

- de confirmer l'attribution de la subvention de 200 000 euros accordée pour le projet CORAIL à UNICIL dans sa nouvelle configuration soit 12 logements en prêt social location-accession (PSLA),

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- de modifier la convention d'attribution de la subvention pour intégrer cette évolution.

La subvention du Fonds d'Innovation pour l'Habitat permet en particulier de financer les espaces communs mutualisés (pièces multi-usages situées au centre de l'opération, serre-jardin d'hiver, coursives, cave/espace de rangement, atelier-cabanon) et le coût plus élevé de la maîtrise d'œuvre dû à la démarche participative.

Par ailleurs, par délibération du 17 octobre 2016, le bureau de la Métropole a approuvé une subvention de 300 000 € au bailleur social Promologis afin de soutenir le projet d'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de l'opération de logements La Calanque de Saint Just.

L'opération La Calanque de Saint Just signée par l'architecte Jean Nouvel est innovante par sa composition architecturale qui oppose à la dureté du site d'entrée de ville la création d'une « calanque » en cœur d'îlot intégrant notamment des arbres en façade. Le bailleur fait le pari de bien faire vivre un programme comportant des produits mixtes (locatif intermédiaire, locatif sociale de toutes les gammes accession sociale et libre à la propriété) et s'engage dans la durée en devant syndic de copropriété.

Par arrêté du 31 décembre 2018, le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône a approuvé l'opération d'apport partiel d'actifs concernant l'Entreprise Sociale de l'Habitat (ESH) UNICIL consenti par PROMOLOGIS. UNICIL se substitue donc à Promologis pour l'acquisition en VEFA et la gestion de l'opération la Calanque de Saint Just.

Il est donc proposé de transférer la convention d'attribution de la subvention signée avec Promologis au bailleur social UNICIL.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 004-968/16/BM du Bureau de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant l'attribution de subventions dans le cadre du Fonds d'Innovation pour l'Habitat 2016 et les conventions afférentes ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HPV 017-186/20/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 décembre 2020 approuvant l'attribution d'une subvention au bailleur UNICIL pour le projet d'habitat participatif Corail et l'approbation de la convention afférente.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le projet d'habitat participatif CORAIL, retenu au titre du Fonds d'Innovation pour l'Habitat en 2016 et porté dorénavant par la société UNICIL sera finalement réalisé en prêt social location-accession (PSLA) comme prévu initialement et comportera 4 logements supplémentaires soit 12 logements au total.
- Que la société UNICIL s'est substituée à Promologis pour l'acquisition et la gestion de l'opération la Calanque de Saint Just à la suite de l'opération d'apport partiel d'actifs par cette société.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la modification du projet d'habitat participatif Corail qui sera finalement réalisé en prêt social location-accession (PSLA) et comportera 12 logements.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention n°T21185-SUB signée avec UNICIL dans le cadre du Fonds d'Innovation pour l'Habitat pour le projet CORAIL à Marseille 16^e arrondissement

Article 3 :

Est approuvé l'avenant de transfert à UNICIL ci-annexé à la convention n°16/0613 signée avec Promologis dans le cadre du Fonds d'Innovation pour l'Habitat pour le projet La Calanque de Saint Just à Marseille 4^e arrondissement.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération et à signer les avenants aux conventions afférents.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence 2022 : Sous-politique D110, Nature 4581191007 Fonction 552, opération d'investissement n° 2012101400.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Développement Durable - Environnement - Biodiversité -
Agriculture"***

DDEBA 001-104/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention et attribution d'une subvention à l'association Centre d'Information sur le Bruit CidB pour 2022 sur le Territoire Marseille Provence DUFSV 22/20174/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire Marseille Provence, compétent en matière de lutte contre les nuisances sonores sur son périmètre, a la charge de l'évaluation et de la gestion du bruit dans l'environnement à savoir, la cartographie du bruit et le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), réglementairement exigibles.

Sur le Territoire Marseille Provence, la cartographie actualisée du bruit a été approuvée par le Conseil du 26 juin 2018.

Par suite, le Plan de Prévention associé, préalablement validé par les acteurs du Territoire et soumis à consultation publique réglementaire de 2 mois (1^{er} janvier 2019 - 28 février 2019), a été approuvé en Conseil de Territoire du 24 septembre 2019.

Conformément aux actions inscrites dans son PPBE, le Conseil de Territoire Marseille Provence à la volonté de compléter la réalisation obligatoire des documents suscités et de la valoriser au sein d'une démarche cohérente de bonnes pratiques en faveur de la qualité de l'environnement sonore par l'organisation d'événements de sensibilisation et de communication dans les communes de son territoire.

Pour faciliter la mise en œuvre d'actions en faveur d'une meilleure qualité de l'environnement sonore sur son territoire, Marseille-Provence s'est vu proposer l'expertise et l'accompagnement du Centre d'Information sur le Bruit (CidB).

Association reconnue d'utilité publique vouée à la promotion de la qualité de l'environnement sonore, le CidB a pour principales missions d'informer, de sensibiliser, de documenter et de former sur le thème de la protection de

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

l'environnement sonore. Le CidB est l'interlocuteur privilégié du grand public et de nombreux organismes publics ou privés intervenant dans le domaine de la gestion de l'environnement sonore. De par ses missions et son statut d'entité d'utilité publique, le CidB propose depuis plus de trente ans, un soutien aux collectivités qui veulent sensibiliser leur population au bruit et à ses effets, à travers des expositions, des réunions-débats ou par de la sensibilisation auprès du jeune public.

Dans le cadre de l'adhésion de Marseille Provence au Club déciBel Ville pour l'exercice 2022, le CidB, qui anime le Club, propose d'assurer des campagnes de sensibilisation auprès de la population, et plus particulièrement le jeune public.

Cette action permettra au CidB d'étendre un peu plus ses missions d'information et de sensibilisation sur le territoire national, de déployer ses outils de sensibilisation destinés à divers publics sur la thématique du bruit et, le cas échéant, de les adapter voire de les améliorer.

La démarche initiée en 2019, se poursuivra en 2022 dans certaines communes du Territoire, en vue, à terme, d'un déploiement sur l'ensemble du périmètre de Marseille Provence.

La sensibilisation proposée pour 2022 est adaptée au public-cible.

Il s'agit d'une action de sensibilisation à destination du jeune public (écoliers) en milieu scolaire visant à les sensibiliser aux dangers du bruit sur la santé et adapter leurs comportements, et à s'assurer de la bonne intégration par les écoliers de l'information transmise (ex : seconde intervention par le CidB).

Pour l'organisation de l'évènement, la commune et/ou les établissements concernés mettront à disposition du CidB un local ainsi que la logistique adaptée à l'évènement et au nombre de personnes attendues : tables, chaises, vidéo-projecteur, pupitre ou équivalent pour les animateurs, ...

Les réflexions initiées pour la mise en place de cette action aboutiront à l'organisation de l'évènement durant l'année 2022 en fonction des disponibilités des principaux acteurs visés (enseignants essentiellement).

A partir des réflexions initiées préalablement, la mise en œuvre de cette action de sensibilisation tiendra compte du retour d'expérience associé en vue d'un éventuel déploiement à d'autres communes du Territoire Marseille Provence.

Pour cette action de sensibilisation il est proposé de verser à l'association CidB une subvention d'un montant de 8 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi 2005-1319 du 26 octobre 2005, qui ratifie l'ordonnance n°2004-1199 du 12 novembre 2004 transposant la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002, instituant les obligations en matière de planification de la lutte contre les nuisances sonores ;
- Le décret n° 2006-361 du 24 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement et modifiant le Code de l'Urbanisme ;
- L'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA-062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VECO 012-533/19/CT du 24 septembre 2019 portant approbation du Plan de Prévention du bruit dans l'Environnement pour le Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de mettre en place une action de sensibilisation sur le Bruit dans les communes du Conseil de Territoire Marseille Provence pour renforcer la mise en œuvre du Plan de Prévention du bruit dans l'Environnement du Territoire Marseille Provence et poursuivre les actions de sensibilisation initiées sur le Territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 8 000 euros à l'association Centre d'Information sur le Bruit (CidB) pour l'année 2022.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2022 établie entre le Conseil de Territoire Marseille Provence et l'association CidB, ci-annexée.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence : Sous-Politique G310 — Nature 65748— Fonction 78.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DDEBA 002-105/22/CT

■ CT1 - ECOQUARTIER PARC DES CALANQUES - Approbation d'une convention et attribution d'une subvention à l'association Théâtre du Centaure DIPOR 22/20406/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'EcoQuartier du Parc des Calanques émane de l'opération de Renouvellement Urbain des « Hauts de Mazargues »

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

située dans le 9e arrondissement de Marseille sur les 3 quartiers Soude, Jarre et Baou de Sormiou. La Métropole pilote cet EcoQuartier depuis 2017.

L'EcoQuartier du Parc des Calanques a obtenu l'étape 3 du label en décembre 2018 et constitue ainsi le premier EcoQuartier du Territoire Marseille Provence à obtenir cette étape et le 2^{ème} EcoQuartier de la Métropole.

La démarche EcoQuartier permet, en premier lieu, de développer des actions sur les thématiques du développement durable mais elle permet également de poursuivre et développer les dynamiques générées par l'opération de renouvellement urbain et à maintenir une attention sur ces quartiers qui ont bénéficié d'investissements publics importants mais qui restent tendus et fragiles.

En complément du pilotage de la démarche EcoQuartier, le Territoire Marseille Provence souhaite soutenir des associations dont les actions bénéficient aux habitants de l'EcoQuartier et concourent à l'atteinte des objectifs du label.

Le soutien de ces associations permet également d'inscrire ces projets dans le temps.

Le théâtre du Centaure, compagnie de renommée internationale, s'est installé dans l'EcoQuartier en 2017.

Depuis son arrivée et en complément de ses œuvres artistiques, il porte un véritable projet de territoire basé sur la connexion à la nature et le « vivre ensemble » participant ainsi aux engagements n°7 « *Mettre en œuvre les conditions du vivre ensemble et de la solidarité* » et n°20 « *Préserver et valoriser, la biodiversité, les sols et les milieux naturels* » du label national.

Le projet du théâtre pour le périmètre de l'EcoQuartier se nomme « *Un Verger d'Utopies* ».

Il comporte plusieurs volets :

1. Mise en place « *d'attelages écocitoyens* » qui participent à des nombreuses opérations de nettoyage de l'EcoQuartier et des calanques mais également à une BiblioCalèche pour transporter à cheval des rêves de livres réalisés par les enfants (partenariats avec les écoles de l'EcoQuartier),

2. Animation d'un jardin pédagogique en permaculture.

Il abrite aujourd'hui plus de 350 espèces vivaces. Ce jardin a été réalisé avec les habitants et pour les habitants lors d'ateliers réguliers, chantiers et formations. Ces chantiers et formations ont vocation à être reconduits d'année en année. Il s'agit d'y apprendre à préparer la terre (fertilisation naturelle), fabriquer du compost, des boutures, apprendre la taille des arbres ect...

3. Organisation et animation de la Cérémonie du Vergers d'utopies, prévue pour octobre 2022.

Un *événement territorial* pour célébrer le cycle de la nature. Une journée festive et participative pour lier ensemble nature et culture au sein de l'EcoQuartier.

Le budget prévisionnel des actions portées par l'association pour 2022 s'élève à 28 910 euros. Le soutien de la Métropole via le Territoire Marseille Provence sera de 5 000 euros soit 17,3 % du budget total du plan d'actions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° FBPA-062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le travail de cette association favorise le « vivre-ensemble » entre les habitants des Quartiers Prioritaires Politiques de la Ville et les populations environnantes ;
- Que les actions portées par l'association maintiennent ou renforcent les dynamiques engagées dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain et permettent de continuer à suivre des quartiers qui ont bénéficié d'investissements publics importants ;
- Que le projet de l'association répond pleinement aux engagements n°7 et n°20 du label national EcoQuartier

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5 000 euros au Théâtre de Centaure pour l'année 2022.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2022 établie entre le Conseil de Territoire Marseille Provence et le Théâtre du Centaure, ci-annexée.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 de l'Etat Spécial du Territoire « Marseille Provence » - Sous-politique G610 – Nature 65748 – Fonction 71.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme - Aménagement"

URB 001-106/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 91,80 m2, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT49 appartenant à l'indivision BPCE LEASE IMMO/INTER COOP sise boulevard Félix de Kérimel sur la Commune de Saint-Victoret (13730)

**Avis du Conseil de Territoire
 DGADUST 22/20253/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constaté par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 91,80 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT49 appartenant à l'indivision BPCE LEASE IMMO/INTER COOP sise boulevard Félix de Kérimel sur la Commune de Saint-Victoret (13730).» satisfait les conditions de l'article L518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision BPCE LEASE IMMO/INTER COOP, propriétaire, sur la Commune de Saint-Victoret (13730) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AT n°49, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, l'indivision BPCE LEASE IMMO/INTER COOP consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé, sur une longueur de 30,60 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 91,80 m², boulevard Félix de Kérimel sur la Commune de Saint-Victoret (13730), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'indivision BPCE LEASE IMMO/INTER COOP, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage en tréfonds demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur « » Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 91,80 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT49 appartenant à l'indivision BPCE LEASE IMMO/INTER COOP sise boulevard Félix de Kérimel sur la Commune de Saint-Victoret (13730). »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 91,80 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision BPCE LEASE IMMO/INTER COOP sise boulevard Félix de Kérimel sur la Commune de Saint-Victoret (13730) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 91,80 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT49 appartenant à l'indivision BPCE LEASE IMMO/INTER COOP sise boulevard Félix de Kérimel sur la Commune de Saint-Victoret (13730).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-107/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 132 m2, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée BH106 appartenant à Monsieur Robin HAMMECHE sise avenue des Fortunes sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180)

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20254/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 1/683/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence, au droit de laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée, avait approuvé le principe d'une délégation de service public sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain de 700 places situé sous l'Esplanade du J4 à Marseille.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le Conseil de Communauté avait ensuite approuvé le choix de la Société Vinci Park France, aujourd'hui Indigo, en tant que délégataire de service public, pour la réalisation et l'exploitation, dans le cadre d'une concession, du parc de stationnement souterrain Vieux-Port Fort St-Jean, aujourd'hui nommé Vieux-Port MUCEM.

Conformément à l'article L.1411.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-108/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 105,90 m2, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AK131 appartenant à Monsieur Firmin BIANCHI sise avenue du Logis Neuf sur la Commune du Rove 13740

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 22/20255/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 105.90 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AK131 appartenant à Monsieur Firmin BIANCHI sise avenue du Logis Neuf sur la commune du Rove (13740) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Monsieur Firmin BIANCHI, propriétaire, sur la Commune du Rove (13740) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AK n°131, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Monsieur Firmin BIANCHI consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitudes ci-annexé, sur une longueur de 35,30 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 105,90 m², avenue du Logis Neuf sur la Commune du Rove (13740), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Monsieur Firmin BIANCHI, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage en tréfonds demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 105.90 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AK131 appartenant à Monsieur Firmin BIANCHI sise avenue du Logis Neuf sur la commune du Rove (13740) ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 105,90 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur Firmin BIANCHI sise avenue du Logis Neuf sur la Commune du Rove (13740) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 105.90 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AK131 appartenant à Monsieur Firmin BIANCHI sise avenue du Logis Neuf sur la commune du Rove (13740) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 105.90 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AK131 appartenant à Monsieur Firmin BIANCHI sise avenue du Logis Neuf sur la commune du Rove (13740).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-109/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1335 m2, nécessaire à une conduite d'eau potable sur des parcelles cadastrées 911A114, 911A117 et 911A130 appartenant à l'Etat Gestionnaire DIRMED sises Chemin Charmasson Impasse Richebois sur la Commune de Marseille (13016)

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20256/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfond à titre gratuit de 1335 m² nécessaire à une conduite d'eau potable sur des parcelles cadastrées 911A114, 911A117 et 911A130 appartenant à l'Etat – Gestionnaire DIRMED sises Chemin Charmasson Impasse Richebois sur la commune de Marseille 13016 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code des Collectivités territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'Etat par France Domaine et son Ministère Gestionnaire la DIRMED, propriétaire, sur la Commune de Marseille (13016) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, des parcelles cadastrées 911A114, 911A117 et 911A130, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, l'Etat par France Domaine et son Ministère Gestionnaire la DIRMED consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitudes ci-annexées, sur une longueur de 445 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 1335 m², Chemin Charmasson Impasse Richebois sur la Commune de Marseille (13016), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'Etat par France Domaine et son Ministère Gestionnaire la DIRMED, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1335 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur des parcelles cadastrées 911A114, 911A117 et 911 A 130 appartenant à l'Etat – Gestionnaire DIRMED sises Chemin Charmasson Impasse Richebois sur la commune de Marseille 13016 »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 1335 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'Etat - Gestionnaire DIRMED sises Chemin Charmasson Impasse Richebois sur la Commune de Marseille (13016), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1335 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur des parcelles cadastrées 911A114, 911A117 et 911 A 130 appartenant à l'Etat – Gestionnaire DIRMED sises Chemin Charmasson Impasse Richebois sur la commune de Marseille 13016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-110/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 288 m2, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée BR252 appartenant aux Indivisaires de la parcelle BR252 HANOTIN/MASSON-ROUVIERE/GRANDREMY sise rue du Béarn sur la Commune de Châteauneuf-Les-Martigues (13220)**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20257/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 288 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée BR252 appartenant aux indivisaires de la parcelle BR252 HANOTIN / MASSON-ROUVIERE / GRANDREMY sise rue du Béarn sur la commune de CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES (13220) ».

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des Indivisaires de la parcelle BR252 HANOTIN/MASSON-ROUVIERE/GRANDREMY, propriétaires, sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section BR n°252, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les Indivisaires de la parcelle BR252 HANOTIN/MASSON-ROUVIERE/GRANDREMY consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitudes ci-annexé, sur une longueur de 96 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 288 m², rue du Béarn sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les Indivisaires de la parcelle BR252 HANOTIN/MASSON-ROUVIERE/GRANDREMY, propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur «Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 288 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrés BR252 appartenant aux indivisaires de la parcelle BR252 HANOTIN / MASSON-ROUVIERE / GRANDREMY sise rue du Béarn sur la commune de CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES (13220) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 288 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Indivisaires de la parcelle BR252 HANOTIN/MASSON-ROUVIERE/GRANDREMY sise rue du Béarn sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 288 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrés BR252 appartenant aux indivisaires de la parcelle BR252 HANOTIN / MASSON-ROUVIERE / GRANDREMY sise rue du Béarn sur la commune de CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES (13220) .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-111/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 22,50 m2, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR162 appartenant à l'indivision Monsieur François LACROIX et Madame Claudine OLIVRY sise Allée des Roseaux sur la Commune de Ensues-la-Redonne (13820)**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 22/20259/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 22.50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR162 appartenant à l'indivision Monsieur François LACROIX et Madame Claudine OLIVRY, sise allée des Roseaux sur la commune d'Ensuès-la-Redonne (13820) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision Monsieur François LACROIX et Madame Claudine OLIVRY, propriétaire, sur la Commune de Ensues-la-Redonne (13820) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AR n°162, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, l'indivision Monsieur François LACROIX et Madame Claudine OLIVRY consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitude s ci-annexé, sur une longueur de 7,50 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 22,50 m², Allée des Roseaux sur la Commune de Ensues-la-Redonne (13820), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'indivision Monsieur François LACROIX et Madame Claudine OLIVRY, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage en tréfonds demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 22,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR162 appartenant à l'indivision Monsieur François LACROIX et Madame Claudine OLIVRY sise Allée des Roseaux sur la Commune de Ensues-la-Redonne (13820) ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 22,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision Monsieur François LACROIX et Madame Claudine OLIVRY sise Allée des Roseaux sur la Commune de Ensues-la-Redonne (13820) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 22.50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR162 appartenant à l'indivision Monsieur François LACROIX et Madame Claudine OLIVRY, sise allée des Roseaux sur la commune d'Ensues-la-Redonne (13820) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-112/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 253,50 m2, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT88 appartenant à Monsieur GANNE Patrick sise Petit Lodi Est dans la Commune de Saint-Victoret (13730)

Avis du Conseil de Territoire DUF 22/20261/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 253.50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT88 appartenant à Monsieur GANNE Patrick, sise Petit Lodi Est dans la commune de Saint-Victoret (13730) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Monsieur GANNE Patrick, propriétaire, sur la Commune de Saint-Victoret (13730) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AT88, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Monsieur GANNE Patrick Y consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé, sur une longueur de 84,5 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 253,5 m², Petit Lodi Est sur la Commune de Saint-Victoret (13730), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Monsieur GANNE Patrick, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage en tréfonds demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 253,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur GANNE Patrick sise Petit Lodi Est sur la Commune de Saint-Victoret (13730) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 253.50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT88 appartenant à Monsieur GANNE Patrick, sise Petit Lodi Est dans la commune de Saint-Victoret (13730).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-113/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 864M133 appartenant à Madame Sandra LAFOY sise Place Jean-Baptiste Auffan dans le 11^{ème} arrondissement de Marseille**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20263/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 864M133 appartenant à Madame Sandra LAFOY, sise place Jean-Baptiste AUFFAN dans le 11^{ème} arrondissement de Marseille » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Madame Sandra LAFOY, propriétaire, sur la Commune de Marseille (11^{ème} arrondissement) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section 864M n°133, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Madame Sandra LAFOY consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé sur une longueur de 23 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 69 m², Place Jean-Baptiste Auffan sur la Commune de Marseille (11^{ème} arrondissement), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Madame Sandra LAFOY, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage en tréfonds demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 864M133 appartenant à Madame Sandra LAFOY, sise place Jean-Baptiste AUFFAN dans le 11^{ème} arrondissement de Marseille ».

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Sandra LAFOY sise Place Jean-Baptiste Auffan sur la Commune de Marseille (11^{ème} arrondissement) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Sandra LAFOY sise Place Jean-Baptiste Auffan sur la Commune de Marseille (11^{ème} arrondissement) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération sus mentionné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 69 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 864M133 appartenant à Madame Sandra LAFOY, sise place Jean-Baptiste AUFFAN dans le 11^{ème} arrondissement de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-114/22/CT

**■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 62,10 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AK133 appartenant aux indivisaires Monsieur René MAZZOLA et Madame Marie-Thérèse MAZZOLA sise impasse du Tamaris sur la Commune du Rove 13740
DUFSV 22/20265/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 62,10 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AK133 appartenant aux indivisaires Monsieur René MAZZOLA et Madame Marie-Thérèse MAZZOLA sise impasse du Tamaris sur la Commune du Rove (13740) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision de Monsieur René MAZZOLA et Madame Marie-Thérèse MAZZOLA, propriétaire, sur la Commune du Rove (13740) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AK n°133, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, l'indivision de Monsieur René MAZZOLA et Madame Marie-Thérèse MAZZOLA consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé sur une longueur de 20,70 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 62,10 m², impasse du Tamaris sur la Commune du Rove (13740), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Monsieur l'indivision de Monsieur René MAZZOLA et Madame Marie-Thérèse MAZZOLA, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 62,10 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AK133 appartenant aux indivisaires Monsieur René MAZZOLA et Madame Marie-Thérèse MAZZOLA sise impasse du Tamaris sur la Commune du Rove 13740 ».

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 62,10 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision de Monsieur René MAZZOLA et Madame Marie-Thérèse MAZZOLA sise impasse du Tamaris sur la Commune du Rove (13740) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 62,10 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AK133 appartenant aux indivisaires Monsieur René MAZZOLA et Madame Marie-Thérèse MAZZOLA sise impasse du Tamaris sur la Commune du Rove 13740 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-115/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3740 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 888P2 appartenant à la copropriété des Jardins de Saint Just, représenté par Habitat Marseille Provence, sis avenue Corot dans la Commune de Marseille 13ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20266/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3740 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 888P2 appartenant à la copropriété des Jardins de Saint Just, représenté par Habitat Marseille Provence, sis avenue Corot dans la Commune de Marseille (13ème arrondissement) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de copropriété des Jardins de Saint Just représentée par Habitat Marseille Provence propriétaire, sur la Commune de Marseille (13ème arrondissement) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section 888P2, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, la copropriété des Jardins de Saint Just représentée par Habitat Marseille Provence y consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé par le biais de six conduites d'une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 3740 m², avenue Corot sur la Commune de Marseille (13ème arrondissement), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

La copropriété des Jardins de Saint Just représentée par Habitat Marseille Provence propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3740 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 888P2 appartenant à la copropriété des Jardins de Saint Just, représenté par Habitat Marseille Provence, sis avenue Corot dans la Commune de Marseille (13ème arrondissement) ».

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 3740 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la copropriété des Jardins de Saint Just représentée par Habitat Marseille Provence sise avenue Corot sur la Commune de Marseille (13ème arrondissement) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de la Metropole envisage adopter une deliberation relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3740 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 888P2 appartenant à la copropriété des Jardins de Saint Just, représenté par Habitat Marseille Provence, sis avenue Corot dans la Commune de Marseille (13ème arrondissement) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3740 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée 888P2 appartenant à la copropriété des Jardins de Saint Just, représenté par Habitat Marseille Provence, sis avenue Corot dans la Commune de Marseille (13ème arrondissement).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-116/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 54 m2, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR17 appartenant aux indivisaires Monsieur Didier GUIRADO et Madame Viviane PROFILI sise Allée des Roseaux dans la Commune d'Ensuès-la-Redonne 13820 DGADUST 22/20304/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constaté par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 54 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR17 appartenant aux indivisaires Monsieur Didier GUIRADO et Madame Viviane PROFILI sise Allée des Roseaux dans la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820). » satisfait les conditions de l'article L518-7du Code Général des Collectivités Territoriales.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision de Monsieur Didier GUIRADO et Madame Viviane PROFILI, propriétaires, sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AR17, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, l'indivision de Monsieur Didier GUIRADO et Madame Viviane PROFILI consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé sur une longueur de 18 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 54 m², Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'indivision de Monsieur Didier GUIRADO et Madame Viviane PROFILI, propriétaires a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage en tréfonds demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 54 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR17 appartenant aux indivisaires Monsieur Didier GUIRADO et Madame Viviane PROFILI sise Allée des Roseaux dans la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) ».

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 54 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision de Monsieur Didier GUIRADO et Madame Viviane PROFILI sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 54 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR17 appartenant aux indivisaires Monsieur Didier GUIRADO et Madame Viviane PROFILI sise Allée des Roseaux dans la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-117/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 63 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR28 appartenant à Madame Yvette ORTIS veuve DEVALLE sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-la-Redonne 13820**

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 22/20305/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 63 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR28 appartenant à Madame Yvette ORTIS veuve DEVALLE sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-la-Redonne (13820) » satisfait les conditions de l'article L518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Madame Yvette ORTIS veuve DEVALLE, propriétaire, sur la Commune d'Ensuès-la-Redonne (13820) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AR28, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable sa leur propriété.

A cet effet, Madame Yvette ORTIS veuve DEVALLE consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé, sur une longueur de 21 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 63 m², Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-la-Redonne (13820), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Madame Yvette ORTIS veuve DEVALLE, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage en tréfonds demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 63 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR28 appartenant à Madame Yvette ORTIS veuve DEVALLE sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-la-Redonne (13820) »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 63 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Yvette ORTIS veuve DEVALLE sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-la-Redonne (13820) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 63 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR28 appartenant à Madame Yvette ORTIS veuve DEVALLE sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) ;
 - Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 63 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR28 appartenant à Madame Yvette ORTIS veuve DEVALLE sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-la-Redonne (13820).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-118/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 666 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AO27 appartenant à la Commune de Carry-le-Rouet, sise rue de la Bartavelle sur la Commune de Carry-le-Rouet 13620**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20306/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constaté par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 666 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AO27 appartenant à la Commune de Carry-le-Rouet, sise rue de la Bartavelle dans la Commune de Carry-le-Rouet 13620 », satisfait les conditions de l'article L518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de la COMMUNE de CARRY-LE-ROUET, propriétaire, sur la Commune de Carry-le-Rouet (13620) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AO numéro 27, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, la COMMUNE DE CARRY-LE-ROUET, consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé, par le biais d'une conduite d'une longueur de 222 m et d'une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 666 m², rue de la Bartavelle sur la Commune de Carry-le-Rouet (13620), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

La COMMUNE DE CARRY-LE-ROUET, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage en tréfonds demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 666 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AO27 appartenant à la Commune de Carry-le-Rouet sise rue de la Bartavelle dans la Commune de Carry-le-Rouet 13620 ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 666 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la Commune de Carry-le-Rouet, sise rue de la Bartavelle sur la Commune de Carry-le-Rouet (13620) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 666 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AO27 appartenant à la Commune de Carry-le-Rouet, sise rue de la Bartavelle dans la Commune de Carry-le-Rouet 13620 ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 666 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AO27 appartenant à la Commune de Carry-le-Rouet, sise rue de la Bartavelle dans la Commune de Carry-le-Rouet 13620.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-119/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1248 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur des parcelles cadastrées AN49 et AO235 appartenant à l'indivision Monsieur Guy ROBIN et Madame Patricia ROBIN sises à Fondouille et La Barbière sur la Commune de Saint-Victoret 13730**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20307/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constaté par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1248 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur des parcelles cadastrées AN49 et AO235 appartenant à l'indivision Monsieur Guy ROBIN et Madame Patricia ROBIN sises à Fondouille et La Barbière sur la Commune de Saint-Victoret (13730) » satisfait les conditions de l'article L518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision Monsieur Guy ROBIN et Madame Patricia ROBIN, propriétaire, sur la Commune de Saint-Victoret (13730) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, des

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

parcelles cadastrées AN49 et AO235, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, l'indivision Monsieur Guy ROBIN et Madame Patricia ROBIN consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé, sur une longueur de 416 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 1248 m², Fondouille et La Barbière, sur la Commune de Saint-Victoret (13730), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'indivision Monsieur Guy ROBIN et Madame Patricia ROBIN, propriétaires a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1248 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur des parcelles cadastrées AN49 et AO235 appartenant à l'indivision Monsieur Guy ROBIN et Madame Patricia ROBIN sises à Fondouille et La Barbière sur la Commune de Saint-Victoret (13730) »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 1248 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision Monsieur Guy ROBIN et Madame Patricia ROBIN, située à Fondouille et La Barbière sur la Commune de Saint-Victoret (13730) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1248 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur des parcelles cadastrées AN49 et AO235 appartenant à l'indivision Monsieur Guy ROBIN et Madame Patricia ROBIN sises à Fondouille et La Barbière sur la Commune de Saint-Victoret (13730).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-120/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 72 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT103 appartenant à Madame Elisabeth ARNOUX représentée par son tuteur Monsieur Nicolas ARNOUX sise Petit Lodi Est sur la Commune de Saint-Victoret 13730**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20312/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constaté par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 72 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT103 appartenant à Madame Elisabeth ARNOUX représentée par son tuteur Monsieur Nicolas ARNOUX sise Petit Lodi Est sur la Commune de Saint-Victoret (13730 » satisfait les conditions de l'article L518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Madame Elisabeth ARNOUX représentée par son tuteur Monsieur Nicolas ARNOUX, propriétaire, sur la Commune de Saint-Victoret (13730) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée AT103, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

A cet effet, Madame Elisabeth ARNOUX représentée par son tuteur Monsieur Nicolas ARNOUX consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé, sur une longueur de 24 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 72 m², Petit Lodi Est, sur la Commune de Saint-Victoret (13730), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Madame Elisabeth ARNOUX représentée par son tuteur Monsieur Nicolas ARNOUX, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 72 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT103 appartenant à Madame Elisabeth ARNOUX représentée par son tuteur Monsieur Nicolas ARNOUX sise Petit Lodi Est sur la Commune de Saint-Victoret (13730) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 72 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Elisabeth ARNOUX représentée par son tuteur Monsieur Nicolas ARNOUX sise Petit Lodi Est sur la Commune de Saint-Victoret (13730) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 72 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

une parcelle cadastrée AT103 appartenant à Madame Elisabeth ARNOUX représentée par son tuteur Monsieur Nicolas ARNOUX sise Petit Lodi Est sur la Commune de Saint-Victoret (13730).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-121/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 57 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT137 appartenant à Madame Sophie DE ORDENANA sise Impasse de Faucon sur la Commune de Gignac-la-Nerthe 13180**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20313/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 57 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT137 appartenant à Madame Sophie DE ORDENANA sise Impasse de Faucon sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Madame Sophie DE ORDENANA, propriétaire, sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AT137, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Madame Sophie DE ORDENANA consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé sur une longueur de 19 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 57 m², Impasse de Faucon sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Madame Sophie DE ORDENANA, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 57 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT137 appartenant à Madame Sophie DE ORDENANA sise Impasse de Faucon sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 57 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Sophie DE ORDENANA sise Impasse de Faucon sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 57 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT137 appartenant à Madame Sophie DE ORDENANA sise Impasse de Faucon sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 57 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AT137 appartenant à Madame Sophie DE ORDENANA sise Impasse de Faucon sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

URB 017-122/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 10,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR151 appartenant à Monsieur Jean MELLE sise Impasse des Sardaches dans la Commune du Rove 13740

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 22/20314/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 10.50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 151 appartenant à Monsieur Jean MELLE sise impasse des Sardaches dans la commune du Rove (13740) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Monsieur Jean MELLE, propriétaire, sur la Commune du Rove (13740) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AR151, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, Jean MELLE consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitudes ci-annexé, sur une longueur de 7 m et une largeur de 1,50 m, soit une superficie totale de 10,50 m², Impasse des Sardaches sur la Commune du Rove (13740), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Monsieur Jean MELLE, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage en tréfonds demeuré annexé au présent rapport.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 10.50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 151 appartenant à Monsieur Jean MELLE sise impasse des Sardaches dans la commune du Rove (13740) ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 10,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur Jean MELLE sise Impasse des Sardaches sur la Commune du Rove (13740) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 10.50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 151 appartenant à Monsieur Jean MELLE sise impasse des Sardaches dans la commune du Rove (13740) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 10.50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR 151 appartenant à Monsieur Jean MELLE sise impasse des Sardaches dans la commune du Rove (13740).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

URB 018-123/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 45 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur les parcelles cadastrées AP110 et 232 appartenant à la SCI LA CALANQUE représentée par Madame Michèle CAVALLINI sises Place de la Calanque La Vesse sur la Commune du Rove 13740**

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 22/20316/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 45 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur les parcelles cadastrées AP110 et 232 appartenant à la SCI La Calanque représentée par Madame Michèle CAVALLINI sises place de la Calanque La Vesse sur la commune du Rove (13740) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de la SCI LA CALANQUE représentée par Madame Michèle CAVALLINI, propriétaire, sur la Commune du Rove (13740) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, des parcelles cadastrées section AP numéros 110 et 232, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, la SCI LA CALANQUE représentée par Madame Michèle CAVALLINI consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 30 m et une largeur de 1,50 m, soit une superficie totale de 45 m², Place de la Calanque La Vesse sur la Commune du Rove (13740), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

La SCI LA CALANQUE représentée par Madame Michèle CAVALLINI, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 45 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur les parcelles cadastrées AP110 et 232 appartenant à la SCI La Calanque représentée par Madame Michèle CAVALLINI sises place de la Calanque La Vesse sur la commune du Rove (13740) ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 45 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur des parcelles appartenant à la SCI LA CALANQUE représentée par Madame Michèle CAVALLINI Place de la Calanque La Vesse sur la Commune du Rove (13740) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 45 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur les parcelles cadastrées AP110 et 232 appartenant à la SCI La Calanque représentée par Madame Michèle CAVALLINI sises place de la Calanque La Vesse sur la commune du Rove (13740) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 45 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur les parcelles cadastrées AP110 et 232 appartenant à la SCI La Calanque représentée par Madame Michèle CAVALLINI sises place de la Calanque La Vesse sur la commune du Rove (13740).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

URB 019-125/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 141 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur les parcelles cadastrées AO216 et 219 appartenant à la commune de Saint-Victoret sises La Barbière sur la commune de Saint-Victoret 13730

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 22/20318/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 141 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur les parcelles cadastrées AO216 et 219 appartenant à la commune de SAINT-VICTORET sises La Barbière sur la commune de SAINT-VICTORET (13730) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de la Commune de SAINT-VICTORET, propriétaire, sur la Commune de SAINT-VICTORET (13730) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, des parcelles cadastrées section AO numéros 216 et 219, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, la commune de SAINT-VICTORET consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé, sur une longueur de 47 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 141 m², La Barbière sur la commune de SAINT-VICTORET (13730), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

La commune de SAINT-VICTORET, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage en tréfonds.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 141 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur les parcelles cadastrées AO216 et 219 appartenant à la commune de SAINT-VICTORET sises La Barbière sur la commune de SAINT-VICTORET (13730) ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 141 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur des parcelles appartenant à la commune de Saint-Victoret sises La Barbière sur la commune de Saint-Victoret (13730) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 141 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur les parcelles cadastrées AO216 et 219 appartenant à la commune de Saint-Victoret sises La Barbière sur la commune de Saint-Victoret (13730) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 141 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur les parcelles cadastrées AO216 et 219 appartenant à la commune de Saint-Victoret sises La Barbière sur la commune de Saint-Victoret (13730).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

URB 020-126/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 24 m2, nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AL211 appartenant à la commune de Saint-Victoret sise Les Sybilles Sud sur la commune de Saint-Victoret 13730

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20319/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 24 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AL211 appartenant à la COMMUNE DE SAINT-VICTORET sise Les Sybilles Sud sur la Commune de Saint-Victoret (13730) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de la COMMUNE DE SAINT-VICTORET, propriétaire, sur la Commune de Saint-Victoret (13730) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AL numéros 211, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, la COMMUNE DE SAINT-VICTORET consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé sur une longueur de 8 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 24 m², Les Sybilles Sud sur la Commune de Saint-Victoret (13730), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

La COMMUNE DE SAINT-VICTORET, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 24 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AL211 appartenant à la COMMUNE DE SAINT-VICTORET sise Les Sybilles Sud sur la Commune de Saint-Victoret (13730).

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 24 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la COMMUNE DE SAINT-VICTORET sise Les Sybilles Sud sur la Commune de Saint-Victoret (13730) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 24 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AL211 appartenant à la COMMUNE DE SAINT-VICTORET sise Les Sybilles Sud sur la Commune de Saint-Victoret (13730) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 24 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AL211 appartenant à la commune de Saint-Victoret sise Les Sybilles Sud sur la commune de Saint-Victoret (13730).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

URB 021-127/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AO222 appartenant à la SCI de L'Huveaune c/o Madame Madeleine PINATEL sise La Barbière sur la Commune de Saint-Victoret 13730

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20320/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AO222 appartenant à la SCI de L'Huveaune chez Madame Madeleine PINATEL sise La Barbière sur la Commune de Saint-Victoret (13730) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de la SCI de L'Huveaune chez Madame Madeleine PINATEL, propriétaire, sur la Commune de Saint-Victoret (13730) membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AO numéro 222, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, la SCI de L'Huveaune c/o Madame Madeleine PINATEL consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de constitution de servitude ci-annexé, sur une longueur de 5 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 15 m², La Barbière sur la Commune de Saint-Victoret (13730), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

La SCI de L'Huveaune chez Madame Madeleine PINATEL, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage en tréfonds demeuré annexé au présent rapport.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AO222 appartenant à la SCI de L'Huveaune chez Madame Madeleine PINATEL sise La Barbière sur la Commune de Saint-Victoret (13730) ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la SCI de L'Huveaune chez Madame Madeleine PINATEL La Barbière sur la Commune de Saint-Victoret (13730) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AO222 appartenant à la SCI de L'Huveaune chez Madame Madeleine PINATEL sise La Barbière sur la Commune de Saint-Victoret (13730) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AO222 appartenant à la SCI de L'Huveaune chez Madame Madeleine PINATEL sise La Barbière sur la Commune de Saint-Victoret (13730).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

URB 022-131/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 112,65 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 829C0151 appartenant aux Copropriétaires du Val Emeraude représentés par le Cabinet Immobilier SADA sise 124 Chemin du Roucas Blanc sur la Commune de Marseille 13007

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20348/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 112,65 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 829C0151 appartenant aux Copropriétaires du Val Emeraude représentés par le Cabinet Immobilier SADA sise 124 Chemin du Roucas Blanc sur la Commune de Marseille (13007) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des Copropriétaires du Val Emeraude représentés par le Cabinet Immobilier SADA, propriétaires, sur la Commune de Marseille (13007) membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée 829 C0151, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

A cet effet, les Copropriétaires du Val Emeraude représentés par le Cabinet Immobilier SADA consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé, sur une longueur de 38,70 m ; UC500 sur une longueur de 14,10 m), une canalisation sanitaire (SC 200 mm sur une longueur de 53,16 m), et un branchement SC150 mm de la propriété située au 160 Chemin du Roucas Blanc et cadastrée 829 C0121 (sur une longueur de 7,36 m), et une largeur de 1 m, soit une superficie totale de 112,65 m², 124 Chemin du Roucas Blanc sur la Commune de Marseille (13007), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Les Copropriétaires du Val Emeraude représentés par le Cabinet Immobilier SADA, propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage en tréfonds demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 112,65 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 829C0151 appartenant aux Copropriétaires du Val Emeraude représentés par le Cabinet Immobilier SADA sise 124 Chemin du Roucas Blanc sur la Commune de Marseille (13007) ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 112,65 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires du Val Emeraude représentés par le Cabinet Immobilier SADA sise 124 Chemin du Roucas Blanc sur la Commune de Marseille (13007), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 112,65 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 829C0151 appartenant aux Copropriétaires du Val Emeraude représentés par le Cabinet Immobilier SADA sise 124 Chemin du Roucas Blanc sur la Commune de Marseille (13007) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 112,65 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 829C0151 appartenant aux Copropriétaires du Val Emeraude représentés par le Cabinet Immobilier SADA sise 124 Chemin du Roucas Blanc sur la Commune de Marseille (13007).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

URB 023-124/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de Madame LAUGIER d'une emprise de terrain de 75 m2 à détacher de la parcelle cadastrée CP 102 sis chemin des Beugons à Marignane en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20317/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de Madame LAUGIER d'un terrain à détacher de la parcelle cadastrée CP 102 sis chemin des Beugons à Marignane en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure sur l'ensemble du territoire métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à la régularisation et à l'intégration dans le domaine public métropolitain d'une emprise de terrain de 75 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée section CP n° 102, située chemin des Beugons à Marignane et appartenant à Madame LAUGIER.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition dudit terrain à 12 000 euros HT (douze mille euros HT) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- les frais liés au détachement parcellaire ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant ;
- les frais de mainlevée partielle en vue de la radiation des inscriptions hypothécaires portant exclusivement sur l'emprise de 75 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée section CP n° 102 et prises au profit d'établissements financiers en garantie des prêts souscrits par Madame LAUGIER.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de terrain 13054000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale.
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de Madame LAUGIER d'un terrain à détacher de la parcelle cadastrée CP 102 sis chemin des Beugons à Marignane en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d’adopter une délibération portant sur l’acquisition auprès de Madame LAUGIER d’une emprise de terrain de 75 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée section CP n° 102 permettra de procéder à son intégration dans le domaine public métropolitain ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération sus mentionné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’acquisition à titre onéreux auprès de Madame LAUGIER d’un terrain à détacher de la parcelle cadastrée CP 102 sis chemin des Beugons à Marignane en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-130/22/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de Messieurs CARAVANO d'une emprise de terrain située avenue Eugène Julien à CEYRESTE à détacher de la parcelle cadastrée AT 17, nécessaire à la requalification du haut de l'avenue Eugène Julien afin de réaliser une circulation à double sens**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20345/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de Messieurs CARAVANO d'une emprise de terrain située avenue Eugène Julien à CEYRESTE à détacher de la parcelle cadastrée AT 17, nécessaire à la requalification du haut de l'avenue Eugène Julien afin de réaliser une circulation à double sens. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communs membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création, aménagement et entretien de voirie.

Par délibération du 28 février 2019 n° VOI 015-5469/19/BM la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement nécessaire à l'aménagement du haut de l'avenue Eugène Julien à CEYRESTE.

Dans le cadre de cet aménagement la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité Messieurs CARAVANO pour l'acquisition d'une emprise foncière de 3 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée - AT 0017 - d'une superficie cadastrale de 1974 m² sise Avenue Eugène Julien à CEYRESTE, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

Aux termes de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur les modalités de l'acquisition projetée et sur un prix d'acquisition de l'emprise foncière arrêté à la somme de 600 € (six cent euros).

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13023000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de Messieurs CARAVANO d'une emprise de terrain située avenue Eugène Julien à CEYRESTE à détacher de la parcelle cadastrée AT 17,

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

nécessaire à la requalification du haut de l'avenue Eugène Julien afin de réaliser une circulation à double sens.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain d'une superficie de 3 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AT 0017 et située Avenue Eugène Julien nécessaire à l'aménagement de l'avenue Eugène Julien à CEYRESTE.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de Messieurs CARAVANO d'une emprise de terrain située avenue Eugène Julien à CEYRESTE à détacher de la parcelle cadastrée AT 17, nécessaire à la requalification du haut de l'avenue Eugène Julien afin de réaliser une circulation à double sens.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-136/22/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès des Consorts BASCETTO, héritiers de Madame DAVID Renée, des lots 1 à 4 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement « Coin Joli » sis sur la parcelle cadastrée 853 V0078, situé 68, rue Augustin Aubert à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20364/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès des Consorts BASCETTO, héritiers de Madame DAVID Renée, des lots 1 à 4 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement « Coin Joli » sis sur la parcelle cadastrée 853

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

V0078, situé 68, rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1^{er} janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1, 8 km (Extension Arenc – Gèze);
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4, 4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par un arrêté en date du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

Un immeuble dépendant du lotissement dénommé « Coin Joli », situé sur la parcelle cadastrée 853 V0078 de 307 m², situé 68, rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement et composé de 4 lots de copropriété est impacté en totalité par le projet de tramway.

Cette copropriété est divisée en 4 lots dont la désignation est la suivante :

- Lot 1 : Une cave au sous-sol, côté Sud de la maison. Représentant 165/1000èmes des parties communes.
- Lot 2 : Une cave au sous-sol, côté Nord de la maison. Représentant 165/1000èmes des parties communes.
- Lot 3 : Un appartement au rez-de-chaussée. Représentant 335/1000èmes des parties communes.
- Lot 4 : Un appartement au 1^{er} étage. Représentant 335/1000èmes des parties communes.

Ce bien bénéficie également d'un terrain d'agrément.

Madame DAVID Renée était propriétaire de l'ensemble de ces lots de copropriété et la Métropole Aix-Marseille-Provence devant s'assurer de la maîtrise totale du foncier impacté par le projet, s'était rapprochée de Madame DAVID Renée en vue de procéder à l'acquisition amiable de ces lots.

Madame DAVID Renée est depuis lors décédée le 2 février 2022, ses enfants, les Consorts BASCETTO sont devenus propriétaires du bien désigné.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 581800 € HT (cinq cent quatre-vingt-un mille huit cents euros), auquel n'est pas appliqué de TVA, au vu de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Ce montant qui ne fait pas l'objet d'un assujettissement à la TVA, se décompose en :

- Indemnité principale : 528000 euros
- Indemnité de emploi : 53800 euros

Il est à noter que la valeur vénale du bien établie par la Direction de l'Immobilier de l'Etat a été calculée en valeur occupée partiellement (RDC). Aussi, compte tenu du fait que le bien est vendu libre il convient de majorer de 10% la valeur vénale initiale, (l'écart moyen en valeur libre étant de 15 %).

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière libre de toute occupation et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13209005

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat ;
- La lettre de saisie de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès des Consorts BASCETTO, héritiers de Madame DAVID Renée, des lots 1 à 4 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement « Coin Joli » sis sur la parcelle cadastrée 853 V0078, situé 68, rue Augustin Aubert à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès des Consorts BASCETTO, héritiers de Madame DAVID Renée, des lots 1 à 4

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement « Coin Joli » sis sur la parcelle cadastrée 853 V0078 situé 68, rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille.

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'acquisition auprès des Consorts BASCETTO, héritiers de Madame DAVID Renée, des lots 1 à 4 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement « Coin Joli » sis sur la parcelle cadastrée 853 V0078 situé 68, rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération sus mentionné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès des Consorts BASCETTO, héritiers de Madame DAVID Renée, des lots 1 à 4 d'un immeuble en copropriété dépendant du lotissement « Coin Joli » sis sur la parcelle cadastrée 853 V0078, situé 68, rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-137/22/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée EPAEM d'emprises de terrain situées avenue Roger Salengro et rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Nord du réseau de tramway - Abrogation partielle de la délibération n° URBA 026-10004/21/BM du 4 juin 2021**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20365/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée EPAEM d'emprises de terrain situées avenue Roger Salengro et rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Nord du réseau de tramway - Abrogation partielle de la délibération n° URBA 026-10004/21/BM du 4 juin 2021 », satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) d'emprises de terrain situées avenue Roger Salengro et rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Nord du réseau de tramway. Abrogation partielle de la délibération n° URBA 026-10004/21/BM du 4 juin 2021 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Le projet intègre la requalification complète des artères empruntées avec un traitement complet de façade à façade.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

Une convention de maîtrise ouvrage unique signée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPAEM définit les conditions techniques et financières selon lesquelles la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des études et travaux d'aménagements urbains induits par le prolongement du tramway entre Arenc et l'avenue du Capitaine Gèze.

L'avenant n° 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique, signé le 09 janvier 2020, précise, entre autre, les attributions de chacune des parties en matière d'opérations foncières ainsi que les principes de répartition financières, de mise à disposition et démolitions des bâtis existants en fonction des secteurs définis ci-après.

- Secteur Nord de la rue de Lyon entre la rue Allar et l'avenue Capitaine Gèze : L'EPAEM prend à sa charge les coûts des acquisitions foncières et des libérations d'emprises nécessaires à l'élargissement de la rue de Lyon à 29 mètres ;
- Secteur sud, du sud de la rue Allar jusqu'au site poste source d'ENEDIS (parcelle H0001) : la Métropole prend à sa charge les coûts des acquisitions foncières et des libérations d'emprises nécessaires à l'élargissement de la rue de Lyon pour la mise en œuvre de l'opération tramway.
- Secteur sud, du sud de la parcelle H0001 jusqu'à la rue Roger Salengro : les emprises nécessaires pour les besoins de l'opération tramway ont été acquises par l'EPAEM dans le cadre de la DUP de la ZAC Littorale. La Métropole prend en charge les coûts de ces acquisitions foncières et frais associés au prorata de la largeur nécessaire au projet de tramway.

Un protocole foncier a été signé en novembre 2021 entre la Métropole et l'EPAEM pour l'acquisition d'un premier ensemble d'emprises.

Il convient donc à présent que la Métropole procède à l'acquisition auprès de l'EPAEM d'un nouvel ensemble d'emprises à détache des parcelles listées dans le tableau ci-dessous :

Identifiant parcelle	Adresse	Surface totale de la parcelle en m2	Emprises à acquérir en m2
215901 A0101	99 rue de Lyon	2746	351
215901 K0003	77 rue de Lyon	8822	794

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

215901 K0004	75 rue de Lyon	273	226
215901 K0014	Impasse du pétrole	232	32
215901 K0015	Impasse du pétrole	539	73
215901 H0005	251 avenue Roger Salengro	1147	234
215901 H0059	29 avenue Roger Salengro	1315	235

Conformément à l'article 5.4 de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage, les transferts de propriété des emprises situées au Nord de la rue Allar seront opérés à titre gratuit tandis que ceux des parcelles situées au sud de la rue Allar seront conclus à titre onéreux sur la base du coût d'acquisition supporté par l'EPAEM au prorata de la surface nécessaire au projet du Tramway.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à la convention et au vu des avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition des terrains objet des présentes, arrêté au prix total de 91 122 € HT (quatre-vingt-onze mille cent vingt-deux euros) auquel sera ajouté la TVA ou la TVA sur la marge, le cas échéant, et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Cette option fiscale (TVA ou TVA sur la marge) dépend du mode d'acquisition de chaque parcelle par l'EPAEM.

Le projet de protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ces biens seront enregistrés à l'inventaire physique des équipements sous le n°13215012.

Par ailleurs, par délibération n° URBA 026-10004/21/BM du 4 juin 2021 la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'acquisition de diverses parcelles auprès de l'EPAEM moyennant le prix de 2 609 912 € auquel sera rajouté le montant de la TVA ou TVA sur la marge.

L'acquisition de ces parcelles listées dans un tableau au sein de la délibération était nécessaire dans le cadre des travaux relatifs à l'extension Nord du réseau de Tramway.

Toutefois, par erreur matérielle, a été omise à l'article 1^{er} de la délibération de 2021, dans le tableau recensant les parcelles objet de l'acquisition, une emprise de 234 m² à détacher de la parcelle cadastrée 215901 H0005. Cette emprise était pourtant indiquée dans le tableau figurant dans le corps de la délibération.

Or la valeur vénale de cette emprise est incluse dans le prix global de cession de 2 609 912 € annoncé.

Il convient alors de rectifier par la présente, cette erreur matérielle, en retirant du prix total d'acquisition de 2 609 912€, le prix de l'emprise de 234 m² à détacher de la parcelle cadastrée 215901 H0005 soit la somme de 74672 €.

En outre, des doublons de parcelles figurent dans le tableau figurant à l'article 1^{er} de la délibération de 2021. Il s'agit des parcelles 215901 H0058, 215901 H0006, 215901 H0007, 215901 H0008, 215901 H0009, 215901 H0031, 215901 H0032, 215901 H0033, 215901 H0034. Il convient donc de corriger cette erreur matérielle

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de l’Etablissement Public d’Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) d’emprises de terrain situées avenue Roger Salengro et rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l’extension Nord du réseau de tramway. Rectification erreur matérielle délibération n° URBA 026-10004/21/BM du 4 juin 2021 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la délibération n° URBA 026-10004/21/BM du 4 juin 2021 est affectée d’une erreur matérielle car il été omis d’intégrer dans l’article 1 au tableau listant les parcelles objets de l’acquisition, une emprise de 234 m² à détacher de la parcelle cadastrée 215 901 H0005 ;
- Que le prix total de vente des parcelles d’un montant de 2 609 912 € incluait la valeur vénale de l’emprise susvisée ;
- Qu’il convient alors de rectifier par la présente cette erreur matérielle, en retirant du prix total d’acquisition de 2 609 912€, le prix de l’emprise de 234 m² à détacher de la parcelle cadastrée 215901 H0005 soit la somme de 74672 € ;
- Que des doublons de parcelles figurent dans le tableau figurant à l’article 1^{er} de la délibération de 2021 et qu’il convient de corriger cette erreur matérielle ;
- Que dans le cadre d’une deuxième phase, la Métropole doit acquérir auprès de l’EPAEM un ensemble d’emprises bâties et non bâties à détacher de plusieurs parcelles dont l’EPAEM est propriétaire, sises rue de Lyon et rue Roger Salengro à Marseille 15^{ème} arrondissement, pour les besoins de l’opération d’extension du réseau de tramway de Marseille vers le Nord ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’acquisition à titre onéreux auprès de l’Etablissement Public d’Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) d’emprises de terrain situées avenue Roger Salengro et rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l’extension Nord du réseau de tramway - Abrogation partielle de la délibération n° URBA 026-10004/21/BM du 4 juin 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’acquisition à titre onéreux auprès de l’Etablissement Public d’Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) d’emprises de terrain situées avenue Roger Salengro et rue de Lyon à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l’extension Nord du réseau de tramway. Abrogation partielle de la délibération n° URBA 026-10004/21/BM du 4 juin 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

URB 027-138/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès d'ALTAREA COGEDIM REGIONS de deux emprises de terrain à détacher des parcelles cadastrées 842 I0022 et I0082 situées 2 place du Général FERRIE à MARSEILLE 8ème arrondissement, nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20367/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès d'ALTAREA COGEDIM REGIONS de deux emprises de terrain à détacher des parcelles cadastrées 842 I0022 et I0082 situées 2 place du Général FERRIE à MARSEILLE 8ème arrondissement, nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération n° DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron. Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par arrêté du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

ALTAREA COGEDIM REGIONS est propriétaire d'un tènement foncier sis 2 place du Général Ferrié à Marseille 8ème arrondissement, acquis en 2021 pour la réalisation d'un programme immobilier.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée d'ALTAREA COGEDIM REGIONS, en vue de procéder à l'acquisition amiable de deux emprises de terrains impactées par le projet de tramway détaillées dans le tableau ci-dessous.

Identifiant parcelle	Adresse	Surface cadastrale	Emprises acquérir	Nature du terrain
208842 I0022	2 Place du Général Ferrié	4191 m ²	1807 m ²	Terrain nu
208842 I0082	2 Place du Général Ferrié	374 m ²	4 m ²	Terrain nu

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Les biens sont acquis en l'état de terrain nu, le bâtiment actuel devant être démoli au préalable, libre de toute location ou occupation à la signature de l'acte authentique.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition des biens objets des présents arrêtés à 100 000 € HT soit 120 000 € TTC (cent vingt mille euros TTC), conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Un courrier de proposition financière du 9 avril 2021 a été adressé par la Métropole Aix- Marseille- Provence à ALTAREA COGEDIM REGIONS qui a accepté en retour cette proposition le 22 octobre 2021.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et les différentes servitudes à constituer et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13208005.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le projet d'acte déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès d'ALTAREA COGEDIM REGIONS de deux emprises de terrain à détacher des parcelles cadastrées 842 I0022 et I0082 situées 2 place du Général FERRIE à MARSEILLE 8^{ème} arrondissement, nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'acquisition auprès d'ALTAREA COGEDIM REGIONS d'un tènement foncier sis 2 place du Général Ferrié à Marseille 8ème arrondissement en vue d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération sus mentionné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès d'ALTAREA COGEDIM REGIONS de deux emprises de terrain à détacher des parcelles cadastrées 842 I0022 et I0082 situées 2 place du Général FERRIE à MARSEILLE 8^{ème} arrondissement, nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-133/22/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société SINVIM MEDITERRANEE représentée par BNP PARIBAS REAL ESTATE FINANCIAL PARTNER, d'une parcelle de terrain cadastrée 824 C0142, située avenue de Corinthe à Marseille 6ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20358/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société SINVIM MEDITERRANEE représentée par BNP PARIBAS REAL ESTATE FINANCIAL PARTNER, d'une parcelle de terrain cadastrée 824 C0142, située avenue de Corinthe à Marseille 6^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel / Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par un arrêté en date du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

La société SINVIM MEDITERRANEE, représentée par son liquidateur BNP PARIBAS REAL ESTATE FINANCIAL PARTNER (REFP), est propriétaire d'une parcelle de terrain située avenue de Corinthe à Marseille 6^{ème} arrondissement, cadastrée 824 C0142, de 1 865 m². Cette parcelle actuellement aménagée en voirie et ouverte à la circulation publique, est impactée en totalité par le projet d'extension de la ligne de tramway.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, devant s'assurer de la maîtrise totale du foncier impacté par le projet, s'est rapprochée de BNP PARIBAS REFP, liquidateur et représentant de la société SINVIM MEDITERRANEE, en vue de procéder à l'acquisition amiable de cette parcelle.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 1 euro symbolique HT (un euro), auquel n'est pas appliqué de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Un courrier de proposition financière du 25 novembre 2021 a été adressé par la Métropole Aix-Marseille-Provence à BNP PARIBAS REFP qui a accepté en retour cette proposition.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13206007T001.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le projet d'acte déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société SINVIM MEDITERRANEE représentée par BNP PARIBAS REAL ESTATE FINANCIAL PARTNER, d'une parcelle de terrain cadastrée 824 C0142, située avenue de Corinthe à Marseille 6^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la société SINVIM MEDITERRANEE représentée par BNP PARIBAS REFP d'une parcelle de terrain cadastrée 824 C0142, située avenue de Corinthe à Marseille 6^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille.
- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'acquisition auprès de la société SINVIM MEDITERRANEE représentée par BNP PARIBAS REFP d'une parcelle de terrain cadastrée 824 C0142, située avenue de Corinthe à Marseille 6^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération sus mentionné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la société SINVIM MEDITERRANEE représentée par BNP PARIBAS REAL ESTATE FINANCIAL PARTNER, d'une parcelle de terrain cadastrée 824 C0142, située avenue de Corinthe à Marseille 6^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-135/22/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de l'immeuble LE MIRADOR, représenté par son syndic SIGA PROVENCE, d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 855 P0132, située 13 boulevard des Acières à Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20362/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de l'immeuble LE MIRADOR, représenté par son syndic SIGA PROVENCE, d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 855 P0132, située 13 boulevard des Aciéries à Marseille 10ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel / Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par un arrêté en date du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

Le syndicat des copropriétaires de l'immeuble LE MIRADOR, représenté par son syndic SIGA PROVENCE, est propriétaire d'une emprise de terrain de 184 m² à détacher de la parcelle cadastrée 855 P0132 située 13 boulevard des Aciéries à Marseille 10ème arrondissement. Cette emprise, actuellement aménagée en parking et voirie, est impactée par le projet de tramway.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, devant s'assurer de la maîtrise totale du foncier impacté par le projet, s'est rapprochée de SIGA PROVENCE, syndic et représentant du syndicat des copropriétaires de l'immeuble LE MIRADOR, en vue de procéder à l'acquisition amiable de cette emprise de terrain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence prendra également en charge les travaux de restitution riveraine à savoir la réfection complète des parkings pour un coût de travaux estimé à 85 000 euros, incluant :

- pour le parking situé boulevard Rabatau, la reprise du revêtement enrobé, le marquage au sol et la signalisation ad hoc ;
- pour le parking situé en contrebas, boulevard des Aciéries, la création d'un parking en stabilisé de 9 places permettant ainsi le maintien du panneau publicitaire.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 1 euro symbolique HT (un euro), auquel n'est pas appliqué de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Un courrier de proposition financière du 2 juillet 2021 a été adressé par la Métropole Aix-Marseille-Provence au syndicat des copropriétaires de l'immeuble LE MIRADOR qui a accepté en retour cette proposition.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le projet de résolution a été adopté à la majorité des présents ou représentés au cours de l'assemblée générale ordinaire du 27 décembre 2021.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13210007T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de l'immeuble LE MIRADOR, représenté par son syndic SIGA PROVENCE, d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 855 P0132, située 13 boulevard des Aciéries à Marseille 10ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès du syndicat des copropriétaires de l'immeuble LE MIRADOR, représenté par son syndic SIGA PROVENCE, d'une emprise de terrain de 184 m² à détacher de la parcelle cadastrée 855 P0132, située 13 boulevard des Aciéries à Marseille 10^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille ;
- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'acquisition auprès du syndicat des copropriétaires de l'immeuble LE MIRADOR, représenté par son syndic SIGA PROVENCE, d'une emprise de terrain de 184 m² à détacher de la parcelle cadastrée 855 P0132, située 13 boulevard des Aciéries à Marseille 10^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération sus mentionné.

DELIBERE

Article unique :

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de l'immeuble LE MIRADOR, représenté par son syndic SIGA PROVENCE, d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 855 P0132, située 13 boulevard des Acières à Marseille 10ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-144/22/CT

■ CT1 - Cession à l'euro symbolique au profit de la SOLEAM d'une emprise de 4m² située à Marseille 1er Arrondissement angle ouest rue Nationale et rue de la Fare dans le cadre de l'Opération Grand Centre-Ville - Abrogation de la délibération n° URBA 025-9734/21/BM du 15 avril 2021

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20394/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à l'euro symbolique au profit de la SOLEAM d'une emprise de 4 m² située à Marseille 1er Arrondissement angle ouest rue Nationale et rue de la Fare dans le cadre de l'Opération Grand Centre-Ville – Abrogation de la délibération n° URBA 025-9734/21/BM (erreur matérielle) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de la Ville de MARSEILLE a approuvé le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération Grand Centre-Ville, pour contribuer à cette requalification. Cette opération d'aménagement, portant sur 35 pôles de projets, a été concédée à la société publique locale d'aménagement SOLEAM.

En vertu de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 et de la création de la Métropole Aix-Marseille Provence à compter du 1^{er} janvier 2016, cette collectivité s'est substituée à la Ville de Marseille pour la gestion de cette concession.

Sur les pôles Korsec – Velten - Fabre et Nationale – Providence, les programmes d'ensemble visent :

- La production d'une offre de logements sociaux de qualité en petites unités par création ou restructuration de logements sociaux ;
- Le curetage d'îlots dégradés défigurant le patrimoine bâti où se côtoient habitat dégradé et îlots industriels (îlot Korsec et îlot des Bains) ;
- L'aménagement d'espaces publics (place Fare – Petites Maries et Place de la Providence)
- La restructuration ou la création d'équipements publics de proximité (Velten et Nationale – Providence) ;
- La construction de logements en accession aidée à la propriété.

Afin d'atteindre ces objectifs, la SOLEAM et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont pour projet de réaliser sur le Pôle Nationale Providence la construction d'un immeuble mixte comprenant au rez-de-chaussée un centre municipal d'accueil d'enfants et des logements aux étages.

La réalisation de ce projet nécessite l'acquisition par la SOLEAM auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une emprise de terrain. A cet effet, par délibération du avril n° URBA 025-9734/21/BM, la Métropole a approuvé

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

la cession au profit de la SOLEAM, d'une emprise de terrain. Toutefois, c'est à tort et par erreur qu'il a été indiqué que ladite emprise se situait au droit de la parcelle cadastrée 201 801 C 257 au lieu de la parcelle 801 C 267.

Il convient donc d'abroger cette délibération et d'en faire approuver une nouvelle ainsi que le protocole foncier ci-annexé et dont les conditions juridiques et financières demeurent identiques au précédent.

Il convient de préciser que l'emprise, concernée par la présente délibération est d'une superficie de 4 m² issue du domaine public routier métropolitain, sise à l'angle ouest de la rue Nationale et de la rue de la Fare, telle que matérialisée sous la lettre B sur le plan cadastral ci-annexé.

Au préalable, le déclassement du domaine public routier métropolitain de cette emprise a été approuvé par délibération VOI 025-1527/16/ CM en date du 15 décembre 2016.

Régulièrement saisie, la Direction Immobilière de l'Etat a évalué la valeur vénale de cette emprise de 4 m² à 1 € (un euro), auquel n'est pas appliqué de TVA.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n°13201000t001

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant différentes mesures de simplification de l'action locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934 /21/CM du 16 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à l'euro symbolique au profit de la SOLEAM d'une emprise de 4 m² située à Marseille 1er Arrondissement angle ouest rue Nationale et rue de la Fare dans le cadre de l'Opération Grand Centre-Ville – Abrogation de la délibération n° URBA 025-9734/21/BM (erreur matérielle) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la cession au profit de la SOLEAM d'une emprise foncière déclassée de 4 m² issue du domaine public routier métropolitain lui permettra de réaliser un centre municipal d'accueil d'enfants dans le cadre de l'Opération Grand Centre-Ville sur le pôle Nationale Providence à Marseille 1^{er} arrondissement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à l'euro symbolique au profit de la SOLEAM d'une emprise de 4 m² située à Marseille 1er Arrondissement angle ouest rue Nationale et rue de la Fare dans le cadre de l'Opération Grand Centre-Ville - Abrogation de la délibération n° URBA 025-9734/21/BM (erreur matérielle).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-128/22/CT

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

■ CT1 - Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence - Modification n°3 - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20324/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence-Modification n°3 – Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général de Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

En vertu de l'article L.134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur chacun des territoires qui la compose.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le PLUi du Territoire Marseille-Provence le 19 décembre 2019.

Par délibération URBA-002-11099/21/CM du 16 décembre 2021, le Conseil de Métropole a sollicité Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

Par arrêté 22/098/CM Madame la Présidente a engagé la modification n°3 du PLUi Marseille-Provence.

La procédure de modification n°3 dite d'ordre général, aura notamment pour objet l'intégration de réflexions et d'analyses en matière d'urbanisme, et permettra la réalisation de projets indispensables à la mise en œuvre des politiques publiques métropolitaines.

Cette procédure donnera notamment lieu à des ouvertures de zones à l'urbanisation, à l'intégration de nouvelles mesures favorisant la nature en ville, et à l'évolution de droits à construire (majoration ou minoration).

Au regard de son contenu, la procédure de modification n°3 fera donc l'objet d'une évaluation environnementale.

Par ailleurs, en application de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme les procédures de modification des Plans Locaux d'Urbanisme soumises à évaluation environnementale font l'objet d'une concertation associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales notamment.

Dès lors, conformément à l'article L103-3 du Code de l'Urbanisme, il convient de définir les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation.

Les objectifs poursuivis :

- Assurer l'adaptation du PLUi à la dynamique du Territoire ;
- Permettre l'ouverture à l'urbanisation de certains secteurs ;
- Poursuivre les efforts engagés en matière environnementale.

Les modalités de concertation avec le public

1. Les objectifs de la concertation

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Donner un accès au public à une information claire tout au long de l'élaboration du projet de modification ;
- Permettre au public de formuler ses observations

2. La durée de la concertation

Conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme, la concertation se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet.

Les dates d'ouverture et de clôture de la concertation seront portées à la connaissance du public par voie d'affichage et par voie de publication dans 2 journaux locaux, au moins 15 jours avant la date d'ouverture et de clôture de la concertation.

3. Les modalités de la concertation

- Des éléments de présentation du champ d'application de la modification et des principaux enjeux abordés seront mis à disposition du public au siège de la Métropole Aix Marseille Provence et dans chacune des 18 mairies des 18 communes membres du Territoire Marseille Provence. Le site internet de la Métropole permettra un accès à l'ensemble de ces éléments ;
- Un registre destiné à recevoir les observations du public sera mis à disposition du public au siège de la Métropole Aix Marseille Provence et dans chacune des Communes membres du Conseil de Territoire ;
- Un registre dématérialisé sera également destiné à recevoir les observations du public à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/concertation-pluimp-modif3>
- Une adresse mail dédiée concertation-pluimp-modif3@scan.registre-numerique.fr permettra également de recueillir les observations du public.
- Le public pourra s'exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation selon les modalités ci- dessous :
 - o En les consignait dans les registres susmentionnés ;
 - o En les adressant par mail à l'adresse susmentionnée ;
 - o Et /ou en les adressant par courrier à l'attention de la Direction de La Planification et de l'Urbanisme du Conseil de Territoire Marseille Provence BP 48014 – 13567 Marseille Cedex 02.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole intitulé « Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence – Modification n°3 – Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation ».

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur « Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Modification n°3 - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation ».
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Modification n°3 - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-134/22/CT

**■ CT1 - Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence - Modification n°3 - Justification de l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU2 du Brégadan à Cassis et de la zone AU2 des Fourniers à Roquefort-la-Bédoule
DUF 22/20360/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-4 du même code, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que : « (...) le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de Territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées ».

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur chacun des territoires qui la compose.

Par délibération cadre n° URB 001-3635/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le PLUi du Territoire Marseille-Provence le 19 décembre 2019.

La délibération du 16 décembre 2021 « Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence » prévoit qu' : « à compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022, sous réserve des évolutions législatives postérieures, est délégué au Conseil de Territoire Marseille-Provence, avec l'accord de celui-ci et conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines (...) de l'Aménagement de l'espace métropolitain et du Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L.134-11 du Code de l'Urbanisme des délibérations cadres intervenues en matière de documents d'urbanisme ».

Par délibération URBA-002-11099/21/CM du 16 décembre 2021, le Conseil de Métropole a sollicité de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Par arrêté 22/098/CM Madame la Présidente a engagé la modification n°3 du PLUi Marseille Provence.

La procédure de modification n°3 dite d'ordre général, aura notamment pour objet l'intégration de réflexions et d'analyses en matière d'urbanisme, et permettra la réalisation de projets mettant en oeuvre des politiques publiques.

Cette procédure donnera lieu à l'ouverture à l'urbanisation de deux zones du territoire Marseille Provence : la zone AU2 du Brégadan sur la commune de Cassis, et la zone AU2 des Fourniers sur la commune de Roquefort-la-Bédoule.

Ainsi, au regard de son contenu et conformément aux articles L.103-2 à L.103-6 du code de l'urbanisme, la procédure de modification n°3 fera l'objet d'une évaluation environnementale.

Justification de l'ouverture à l'urbanisation de deux zones AU :

Considérant qu'aux termes de l'article L.153-38 du code de l'urbanisme : « Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones ».

Considérant que,

La zone AU2 du Brégadan à Cassis couvre une superficie de 7 ha, en partie occupée par une entreprise de construction/transformation automobile « Méhari Club Cassis ». Elle dispose encore d'un potentiel urbanisable en optimisant le foncier de cette entreprise, pour offrir environ 4 ha aménageables. La zone est limitrophe du pôle d'activités industrielles et artisanales de Cassis, qui s'est récemment étendue par l'opération du village artisanal « Horizon-Brégadan ». Elle jouxte également la gare ferroviaire, ce qui lui confère une desserte optimale en termes de transports en commun.

De par sa position, la zone est dévolue à un nouveau parc d'activités industrielles et artisanales pour accueillir des PME/PMI. Ainsi l'intégralité de sa superficie sera ouverte afin de passer dans le zonage AUE du PLUi.

La zone AU2 des Fourniers à Roquefort-la-Bédoule couvre quant à elle 17,5 ha. Elle est située à la sortie de la commune, le long de la route de Cassis. Elle englobe une ancienne usine de chaux et ciments comprenant des bâtiments en pierres, mais aussi des plateformes résiduelles de l'ancienne carrière de marne qui alimentait l'usine, ainsi que des friches ou des remblais, notamment le long du vallon des Brayes. Certaines parties non occupées ont été reconquises par la pinède et présentent un aspect plus naturel. La zone AU2 englobe également l'usine Léa Composites, premier fabricant européen de piscines en coque polyester, située au nord de la route départementale.

Ce site atypique, présente des opportunités d'urbanisation différentes. Ainsi, les études menées par la Métropole, en prenant en compte les besoins communaux, ont conduit à envisager un programme d'urbanisation mixte nécessitant l'ouverture d'un peu moins de 9 ha de la zone AU2 des Fourniers et comprenant :

- La modernisation du site de l'entreprise Léa Composites qui passera par la reconstruction de bâtiments plus adaptés à ses besoins de fonctionnement sur un foncier de 2 ha, là encore pour un zonage UEb2.
- Des logements en partie Est, sur un foncier privé de 2,5 ha limitrophe d'un programme de logements existants, des activités tertiaires sont envisagées dans la partie la plus près de la route départementale. Pour un zonage en AUM.

Puis deux variantes sur le reste de la zone :

1^{er} scénario :

- Le développent d'un parc d'activités sur la plateforme haute (2,9 ha), propriété de la métropole, pour un zonage en AUM.
- Une opération de réhabilitation des anciens fours à chaux situés sur un foncier d'environ 1,5 ha, mixant des locaux artisanaux ou tertiaires en rez-de-chaussée et 1^{er} étage et 7 logements aux étages supérieurs, pour un zonage AUM.

2^{ème} scénario

L'accueil d'une école privée internationale bilingue de 200 élèves environ qui s'implanterait dans les anciens fours à chaux réhabilités et qui se déploierait également sur la plateforme haute dont le foncier appartient à ce jour à la Métropole, afin d'aménager les équipements connexes à ce complexe d'enseignement.

Des discussions sont actuellement menées avec l'opérateur gestionnaire de ce complexe scolaire pour préciser la faisabilité sur ce site, projet qui amènerait une plus-value notable à la commune tant pour les emplois que cela induit que par la renommée d'un tel établissement.

Quel que soit le scénario retenu in fine, les différents programmes (hormis celui concernant la modernisation des locaux de l'entreprise Léa Composites situé de l'autre côté de la route départementale que traverse la zone AU2) sont intimement liés par leur accès commun depuis la route départementale, mais aussi la desserte interne aux différents sites, et les réseaux divers. Ainsi l'urbanisation d'ensemble envisagée offre une économie d'échelle qui compense les coûts induits par la topographie, les mises en sécurité et la réhabilitation globale du site.

A noter que pour le premier site (celui de l'entreprise Léa Composite) il ne s'agit pas d'une urbanisation nouvelle, mais d'un projet de réaménagement plus fonctionnel du site déjà occupé par l'usine.

Au vu des différents projets dans ces zones, la justification au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées nécessite trois analyses de données différentes :

- Une première analyse pour les projets économiques, commune aux deux sites, puisqu'ils ont une vocation identique et sont très proches géographiquement l'un de l'autre ;
- Une deuxième analyse pour le projet de logements sur le site des Fourniers à Roquefort-la-Bédoule.
- Enfin une troisième analyse concernant le projet d'école

I - Justification de l'ouverture à l'urbanisation des sites des Fourniers à Roquefort-la-Bédoule et du Brégadan à Cassis pour des projets économiques

A Cassis comme à Roquefort-la-Bédoule, la justification repose sur une même analyse du contexte, ces deux sites sont situés dans le même bassin de vie « Est » du territoire Marseille-Provence.

L'objectif du PADD du PLUi opposable sur le territoire Marseille-Provence est de créer 65 000 emplois entre 2014 et 2030, dont 4400 sur le bassin Est, qui comprend les communes de Cassis, Roquefort-la-Bédoule, Carnoux-en-Provence, La Ciotat, Ceyreste, et Gémenos.

Cet objectif ne peut être atteint que par une offre de locaux ou fonciers dédiés (terrains et bâtiments), surtout s'il s'agit d'industrie ou même d'artisanat, ne pouvant être exercés en milieu urbain.

Il est établi que les emplois de l'économie productive, bien que moins nombreux, sont généralement plus stables et plus rémunérateurs que ceux générés par l'économie résidentielle.

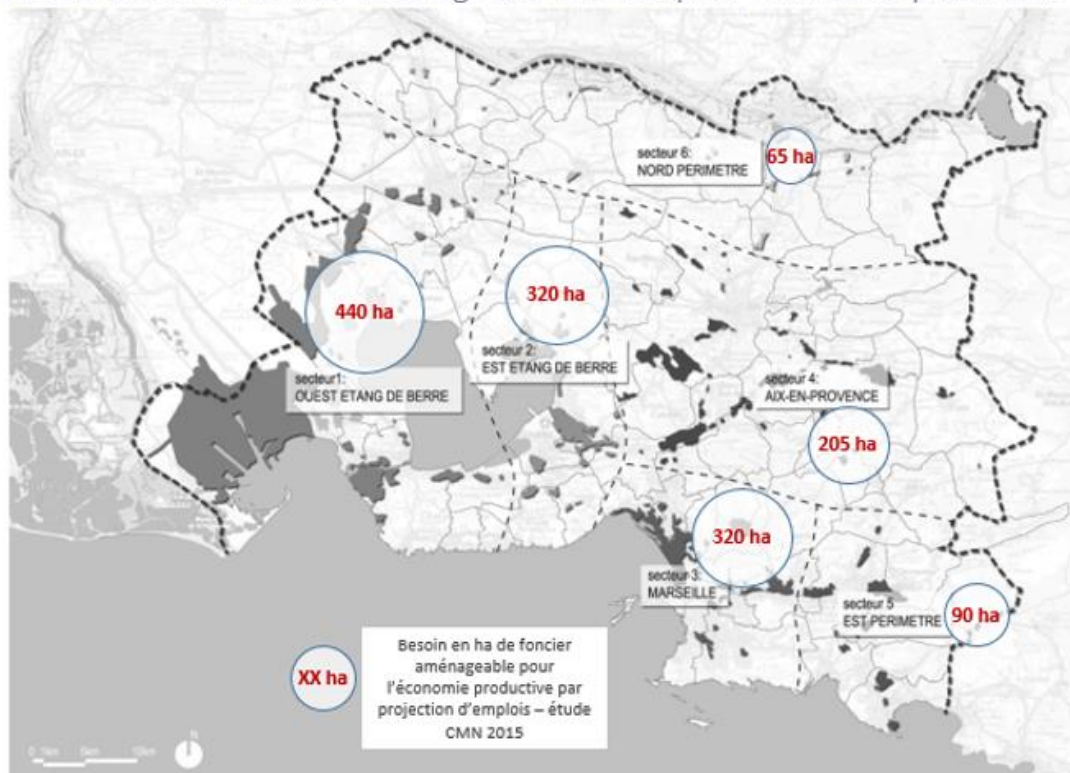
La localisation d'espaces dédiés à l'implantation et au développement d'activités économiques, qui conditionne le maintien à un bon niveau des emplois dans ces secteurs, est une priorité métropolitaine. Cela répond bien aux objectifs pages 18 du document d'orientations et d'objectifs (DOO) du schéma de cohérence territoriale (SCOT) qui prévoit de :

« Développer et valoriser des espaces d'activités plus adaptés pour répondre aux besoins des PME-PMI, comme par exemple Brégadan à Cassis, la Plaine du Caïre à Roquefort-la-Bédoule, Pré de l'Aube à Septèmes-les-Vallons, ... Les formes d'implantation de type villages d'entreprises seront favorisées »

Une étude du marché foncier économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence en 2015, a mis en évidence une inadéquation forte entre l'offre et la demande, et un déficit d'opérations de type « parc logistique » sur l'ensemble de la Métropole. Il en ressort le besoin de 1450 ha d'ici à 2030, afin de répondre aussi bien aux besoins d'implantations de nouvelles entreprises que de croissance des entreprises existantes, génératrices des emplois dont a besoin le territoire.

C'est dans ce cadre que la Métropole a approuvé le 13 décembre 2018 le Dispositif d'Offre Foncière et Immobilière Economique (DOFIE). Cet outil de programmation permet d'identifier les besoins en foncier et immobilier économique par secteur de marché et typologie de produits.

1 450 ha de besoin de foncier aménageable à 15 ans pour l'économie productive



L'objectif est de limiter au maximum les déplacements domicile-travail, la répartition des besoins est spatialisée par bassin de vie, ceci afin de répartir au mieux les sites offrant des emplois à proximité des lieux de résidence de la population.

La demande d'implantation des entreprises est très forte sur le bassin de vie Est du territoire Marseille-Provence, et les besoins exprimés pour l'économie productive s'élèvent à plus de 90 hectares.

En effet, la Métropole a enregistré sur le bassin Est une demande pour près de 500.000 m² de foncier et plus de de 300.000 m² de locaux d'activités durant les trois années passées.

L'offre existante à destination des PMI/PME et artisans du bassin de vie Est du territoire Marseille-Provence est saturée et les zones suivantes sont d'ores et déjà occupées à 100% : la Plaine-du-Caire à Roquefort-la-Bédoule, le village d'activités Horizon-Brégadan à Cassis, le Parc d'activités de Gémenos la ZI des Paluds, le Parc d'activités de Napollon et la zone Alpha, sur le territoire voisin d'Aubagne.

Quant à la dernière tranche de la zone Athélia à La Ciotat, elle sera totalement occupée à court terme (84% des lots sont d'ores et déjà acquis). Et de surcroît elle n'offre que de très grands lots pas nécessairement adaptés à toutes les entreprises.

Sur la seule commune de Roquefort-la-Bédoule, l'Association des entrepreneurs de la zone d'activités de la Plaine-du-Caire a fait valoir un besoin de 10 hectares de foncier pour des projets d'extensions d'entreprises déjà présentes sur site, avec un potentiel de 267 emplois supplémentaires, sans possibilité d'y pourvoir sur place.

En plus de la rareté du foncier vierge, une étude de 2017 a souligné l'absence sur le bassin Est de foncier à requalifier ou de dents creuses mobilisables, outre le site de l'ancienne usine des Fourniers à Roquefort-la-Bédoule. Or, les travaux et le coût de réhabilitation de ces vastes bâtiments en pierres, du 19^{ème} siècle, sont conséquents et la collectivité n'est pas propriétaire. Il n'en demeure pas moins qu'en égard à la valeur patrimoniale de ces bâtiments, la Métropole souhaite promouvoir un projet de réhabilitation exemplaire. Elle dispose seulement d'un foncier limitrophe situé en partie haute du site sur une plateforme de moins de 3 ha exploitable, acquise en vue d'y implanter un pôle économique qui viendrait conforter la réhabilitation de cet ancien site industriel.

Face à la carence avérée de foncier dédié aux activités sur ce territoire, il apparaît nécessaire d'offrir de nouvelles opportunités. Les deux sites proposés à l'ouverture sont à même de satisfaire ces besoins d'accueillir

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

de nouvelles activités artisanales, industrielles et productives (PME/PMI) tout en présentant l'opportunité de valoriser des fonciers délaissés et à requalifier :

- La zone du Brégadan est vouée à conforter le pôle limitrophe d'activités industrielles et artisanales de Cassis en optimisant le foncier déjà dédié à de l'activité industrielle. Elle remplit l'objectif défini dans le PADD (cahier communal de Cassis, page 176) qui est de « maintenir et valoriser la zone économique du secteur Brégadan en s'appuyant sur une diversification »
- Le site des Fourniers à Roquefort-la-Bédoule permettra, quant à lui, d'impulser une reconversion de friche industrielle en créant une dynamique pour la réhabilitation d'une partie des bâtiments historiques de l'ancienne usine et en traitant qualitativement les abords aujourd'hui en friches abandonnées, dévalorisées. Cette ouverture répond à l'objectif affiché du PADD (cahier communal de Roquefort-la-Bédoule, page 201) de « maintenir et conforter les activités artisanales et/ou industrielles dans les périmètres existants, c'est-à-dire aux Fourniers, et sur la ZI Plaine du Caire ».

II - Justification de l'ouverture à l'urbanisation pour un programme de logements, avec mixité de locaux tertiaires, sur une partie du site des Fourniers à Roquefort-la-Bédoule

Le programme envisagé s'inscrit sur un foncier de 2,5 ha presque entièrement libre, hormis quelques bâtisses sur la partie basse située près de la route départementale.

Ce terrain accueillera une centaine de logements en petits collectifs ou maisons individuelles groupées et étagées sur les différentes plateformes du site. Toutefois la partie basse, près de la route départementale pourra accueillir des locaux d'activités tertiaires intégrés parmi les bâtiments d'habitations, afin de réaliser un pôle de vie dans ce quartier appelé à se dynamiser.

Plusieurs arguments plaident en la faveur de l'ouverture à l'urbanisation de ce site :

En premier lieu, cette opération située sur le versant sud du vallon des Brayes, répond à l'objectif du PADD (cahier communal de Roquefort-la-Bédoule, page 201) de « valoriser la vocation résidentielle du site du Vallon des Brayes en prenant en compte ses spécificités, en termes de situation, d'accessibilité et d'exposition aux aléas feux de forêt ».

Par ailleurs, sur la commune de Roquefort-la-Bédoule, identifiée dans le PLUi comme « centralité de bassin » sur la partie Est du territoire de Marseille-Provence, il a été fixé dans le PADD, l'objectif de créer 400 logements à l'échéance de 2030. Or, depuis l'entrée en application du PLUi début 2020, seulement une trentaine de logements ont été réalisés.

La commune est également largement déficitaire en nombre de logements sociaux pour atteindre le pourcentage de 20 % fixé par la loi. L'Etat a quantifié ce déficit à 332 logements, la commune a ainsi été mise en état de carence pour l'année 2021.

Dans ce contexte, le rattrapage en logement sociaux doit s'engager et il ne pourra être atteint que par des opérations significatives qui nécessitent du foncier de taille relativement importante, mobilisable et aménageable rapidement.

D'autre part, les projets de développement économique sur les Fourniers et le Brégadan généreront des besoins en logements situés à distance raisonnable, pour accompagner les emplois créés.

Or, la commune de Cassis n'offre quasiment plus de capacités constructives du fait de ses nombreuses contraintes environnementales (relief, risques naturels, loi littoral, zones agricoles à préserver, Parc national des Calanques...) et du prix élevé de son foncier. Elle ne dispose plus, en outre, de zone nouvelle à urbaniser dédiée à l'habitat.

La commune de Roquefort-la-Bédoule limitrophe, offre en pour sa part des potentialités pour accueillir de nouveaux logements en l'occurrence, un terrain de 2,5 ha, enclavé entre le tissu résidentiel existant et les friches industrielles à réhabiliter des Fourniers. Ce terrain est situé, tout comme le site économique voisin ouvert à l'urbanisation, en zone à urbaniser au PLUi. Ce site nécessite également pour son ouverture à l'urbanisation à l'occasion de la modification n°3 du PLUi, une mise en perspective au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle des projets dans ces zones.

Une analyse des capacités foncières résiduelles de la commune de Roquefort-la-Bédoule a donc permis d'identifier les terrains libres en zone urbaine (carte en annexe). Au regard des règles du PLUi applicables à ces terrains, il serait théoriquement envisageable d'y construire environ 240 logements. Mais dans les faits, une quarantaine de terrains - sur la soixantaine identifiée - sont situés dans un tissu urbain diffus et ne permettent de

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

réaliser qu'un nombre inférieur ou égal à 5 logements sur chacun d'eux. Et seuls 3 tènements fonciers permettent de réaliser plus de 20 logements, soit environ 65 logements au total.

Qui plus est, la capacité foncière résiduelle théorique pour 240 logements en zones déjà urbanisées ne tient pas compte du phénomène de rétention foncière de la part de leurs propriétaires. Ces terrains n'ont en effet pas été utilisés jusqu'à ce jour. Il est par conséquent prévisible que cette situation perdurera encore plusieurs années pour la majorité d'entre eux.

Quand bien même des fonciers libres venaient à être mis sur le marché par leurs propriétaires, les caractéristiques de la majorité d'entre eux ne permettent pas de réaliser un nombre significatif de logements. A fortiori, la production de logements sociaux est d'autant plus problématique sur ces petits fonciers qu'elle est incompatible avec des programmes de très petites unités, pour des questions opérationnelles, de coût et de gestion.

En conséquence, les conditions d'utilisation de ces fonciers disponibles sont loin d'être réunies pour permettre d'atteindre à court ou moyen terme, aussi bien l'objectif de production totale de logements, que les 332 logements sociaux, attendus sur la commune.

III - Justification de l'ouverture à l'urbanisation pour l'école internationale bilingue

Ce projet occupera en majeure partie les constructions existantes de l'ancienne usine à ciment (urbanisation existante). Ces bâtiments imposants sont l'atout qualitatif de ce projet de par la valeur patrimoniale qu'ils présentent. Ils seront ainsi réhabilités pour les locaux scolaires.

Toutefois l'équipement d'enseignement nécessite plus d'espace et le plateau limitrophe de 2,9 ha situé au-dessus du site sera occupé par des aménagements nécessaires au fonctionnement du complexe scolaire (équipements sportifs notamment).

Ainsi, afin d'optimiser la réhabilitation des anciens bâtiments de l'usine et pour le bon fonctionnement de l'ensemble du complexe scolaire, l'utilisation de ce terrain mitoyen est nécessaire.

En ce sens, bien que ce plateau ne soit pas un site à proprement parler « naturel » car il s'agit d'un aménagement artificiel résultant de l'ancienne exploitation de la carrière de marne - et qui depuis a été occupé par divers dépôts -, le fait qu'il ne comporte pas de bâtiment existant, hormis un ancien bassin, peut être assimilé à une extension de l'urbanisation. Mais comme indiqué précédemment seul ce site limitrophe permettra la réalisation de ce projet d'équipement qualitatif qui permettra la mise en valeur patrimoniale des anciens bâtiments de l'usine mitoyenne.

IV- Justification de l'ouverture à l'urbanisation sur la partie du site des Fourniers à Roquefort-la-Bédoule, occupée par l'entreprise Léa Composites

Ce site est déjà occupé par une usine comprenant bâtiment et zone d'entrepôts en plein-air. Le projet de modernisation de l'usine (reconstruction de bâtiments, meilleure organisation du site) nécessite des permis de construire et donc une réglementation qui permette de fixer le cadre de ces nouvelles constructions. Cette partie de la zone AU2 est par conséquent reconvertie en zone UEb2 avec un règlement adéquat. Outre son utilité pour permettre à l'entreprise de continuer son activité dans des conditions plus appropriées, et ainsi de se développer en maintenant les emplois sur la commune, ce projet offrira également une amélioration visuelle qualitative de l'entrée de la commune depuis Cassis, par rapport à l'état actuel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-44 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°URBA-002-11099/21/CM du 16 décembre 2021 demandant l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°22/098/CM de Madame La Présidente engageant la procédure de modification n°3.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence ;
- Que ladite procédure fera l'objet d'une évaluation environnementale ;
- Que ladite procédure est soumise à concertation au titre de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme ;
- Que ladite procédure prévoit des ouvertures à l'urbanisation nécessitant une justification, objet de la présente délibération ;
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence délibère afin de justifier l'utilité des ouvertures à l'urbanisation au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence décide que l'ouverture à l'urbanisation des zones AU2 du Brégadan à Cassis et des Fourniers à Roquefort-la-Bédoule est justifiée au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et de la faisabilité opérationnelle des projets dans ces zones.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-129/22/CT

■ CT1 - Règlement Local de Publicité intercommunal du Territoire Marseille Provence - Approbation

Avis du Conseil de Territoire

DUFVS 22/20325/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

La délibération « Règlement local de publicité intercommunal du Conseil de Territoire Marseille Provence – Approbation » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L. 581-2 du Code de l'Environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L. 581-7 Code de l'Environnement) et autorisée en agglomération (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Les dispositions réglementaires du Code de l'Environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (art. L. 581-14 du Code de l'Environnement).

Depuis la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite Loi Grenelle II, l'EPCI compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme est également compétent en matière de Règlement Local de Publicité.

Le RLP doit alors être élaboré à l'échelle intercommunale (article L. 581-14 du Code de l'Environnement).

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM).

Depuis cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et donc du Règlement Local de Publicité sur le périmètre du Territoire Marseille-Provence (article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a modifié le régime des Règlements Locaux de Publicité :

- avant la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, hors agglomération, le règlement local de publicité pouvait instituer des zones de publicité autorisée, où la publicité était admise par exception. En agglomération, le RLP pouvait instituer des zones de publicité restreinte, où les règles locales étaient plus restrictives que le règlement national de publicité, et des zones de publicité élargie, où les règles locales étaient plus souples que le règlement national de publicité;
- depuis la loi Grenelle II, en agglomération, le règlement local de publicité ne peut désormais plus définir qu'une ou plusieurs zones où une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national s'appliquent (art. L. 581-14 Code de l'Environnement). Hors agglomération, le RLP peut seulement autoriser la publicité « à proximité immédiate des centres commerciaux exclusifs de toute habitation et situés hors agglomération » (art. L. 581-7 du Code de l'environnement).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a également fixé un délai de dix ans à compter de sa publication pour mettre en conformité les RLP existants avec ses dispositions (article L. 581-14-3 du Code de l'Environnement).

Par suite, la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 a prorogé de deux ans, le délai de dix ans de la loi Grenelle II pour permettre cette mise en conformité.

Les règlements locaux de publicité en vigueur sur le Territoire Marseille Provence, adoptés avant la loi Grenelle II, n'étant pas conformes aux dispositions issues de ladite loi, l'élaboration du RLPi a été prescrite à l'échelle intercommunale du Territoire Marseille Provence.

Conformément aux articles L. 581-14-1 du Code de l'Environnement et L.153-11 et L. 103-4 du Code de l'Urbanisme, le Conseil de la Métropole, par délibération du 13 juillet 2017, a prescrit l'élaboration du RLPi et précisé les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de la concertation avec le public après avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Conformément au Code de l'Urbanisme, le Règlement Local de Publicité intercommunal a été élaboré en collaboration avec les Communes. Le Conseil de la Métropole a donc arrêté les modalités de collaboration, après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant à l'initiative de son président l'ensemble des maires des communes, suivant délibération du Conseil de la Métropole n°URB 025-2364/17/CM en date du 13 juillet 2017.

L'élaboration du RLPi du Territoire Marseille Provence vient rejoindre la démarche de protection des paysages et

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

du cadre de vie engagée dans le Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

L'ambition du RLPi est de permettre de régir le droit d'affichage sur le Territoire Marseille Provence. C'est un document aux enjeux multiples, devant accorder protection de notre cadre de vie, liberté d'expression et nécessités économiques.

1- LES OBJECTIFS DU RLPi :

- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire Marseille Provence ;
- Identifier les espaces à protéger pour des raisons paysagères ou patrimoniales, et les protéger ;
- Revoir le contenu des zones réglementaires en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- Réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouvelles orientations.

2- LES GRANDES ORIENTATIONS DU RLPi :

Les orientations ont été définies au regard des objectifs poursuivis et des enjeux identifiés aux étapes de diagnostic.

Ces ambitions ont été traduites dans le Rapport de Présentation, pièce essentielle du RLPi. En effet, celui-ci définit les orientations générales des politiques en matière de publicité, d'enseigne et de pré-enseigne.

Ces orientations s'articulent autour de 4 axes principaux :

1) Conforter l'attractivité du Territoire :

- En préservant les richesses touristiques du territoire notamment les paysages de bords de mer et les portes d'entrée des grands espaces naturels ;
- En accompagnant les grands projets urbains vers une meilleure qualité paysagère des secteurs concernés.

2) Valoriser les paysages porteurs des identités locales :

- En améliorant la mise en scène paysagère des principales entrées de ville et traversées urbaines du Territoire ;
- En mettant en valeur les éléments remarquables du patrimoine.

3) Améliorer le cadre de vie sur l'ensemble du Territoire :

- En améliorant la qualité des paysages urbains ordinaires ;
- En préservant les espaces de nature en ville ;
- En limitant la pollution lumineuse des publicités et enseignes.

4) Assurer la lisibilité des activités économiques et culturelles :

- En encadrant la densité des dispositifs pour une meilleure lisibilité de l'espace et des activités dans les zones commerciales et pôles commerciaux de proximité ;
- En assurant la lisibilité des informations culturelles et institutionnelles.

3- LA CONCERTATION :

Conformément aux objectifs poursuivis et aux modalités définies dans la délibération du 13 juillet 2017, la concertation a débuté au mois de juillet 2017 et s'est terminée le 26 mars 2021 en vue de l'arrêt du projet de RLP intercommunal. Elle aura duré 4 ans.

Elle s'est adressée à tout public, notamment les habitants, les associations, les partenaires institutionnels (Communes, Départements, services de l'Etat), les commerçants, professionnels de l'affichage et enseignistes.

Tous ont été des partenaires importants tout au long de la démarche à travers leurs avis et remarques ainsi que dans le cadre de diverses rencontres.

Cinq réunions publiques annoncées par voie de presse ont été organisées. Elles ont eu pour objet de présenter les grands éléments de diagnostic du Territoire en termes d'affichage publicitaire, d'enseignes et de pré-enseignes, puis d'expliquer les orientations politiques et leurs traductions réglementaires selon les zones identifiées.

Pour mieux informer le public, un kit de concertation a été mis à disposition dans les mairies, composé de 4 cahiers de concertation et de 5 panneaux didactiques.

En outre, des réunions de co-construction du Règlement de Publicité ont eu lieu avec les acteurs du Territoire :

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

professionnels de l'affichage, l'aéroport de Marseille Provence, les associations, les services de l'Etat et les maires des communes membres du Territoire.

Le RLPi est donc le fruit d'une construction multi-partenaire.

Le bilan de la concertation a été arrêté par délibération en date du 15 avril 2021 suivi le même jour de l'arrêt du projet de RLPi.

4- UNE COLLABORATION ETROITE AVEC LES COMMUNES :

En ce qui concerne la collaboration avec les communes, 6 Conférences Intercommunales (maires des 18 communes du Territoire), et 17 « Groupes de Travail RLPi » rassemblant les maires, élus et techniciens, se sont également tenus tout au long de la procédure, leur permettant de travailler sur un même document, à un même rythme, avec une même ambition et dans le cadre d'une même procédure.

Conformément à la délibération du 13 juillet 2017 définissant les modalités de collaboration avec les communes, le projet de RLPi, prêt à être arrêté, a été présenté par le Président du Conseil de Territoire aux Maires des 18 communes lors de la Conférence intercommunale des Maires du 4 février 2021.

Par ailleurs, les différents conseils municipaux ont pu donner leur avis à chaque étape de la procédure.

5- UNE CONSULTATION DES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS SUR LE PROJET DE RLPI ARRETE :

Le projet de RLPi arrêté en Conseil de Métropole du 15 avril 2021 a été soumis pour avis aux Personnes Publiques Associées (PPA) et Personnes Publiques Consultées (PPC), aux communes limitrophes, et aux établissements publics de coopération intercommunale qui disposaient d'un délai de trois mois pour rendre leur avis.

Les communes du Territoire Marseille Provence ont également eu trois mois après l'arrêt du projet pour exprimer leur avis.

En outre, le projet de RLPi arrêté a fait l'objet d'un examen par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS).

Au total, 79 consultations ont été réalisées.

6- L'AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES - POINTS FORTS ET AXES D'AMELIORATION :

De façon générale, le projet de RLPi a été bien accueilli par l'ensemble des personnes publiques, 13 avis ont été reçus dans les 3 mois suivants la notification.

Le Préfet, dans son avis, a notamment salué « un projet globalement de qualité, qui a su adapter la réglementation à un territoire très hétérogène tout en s'inscrivant dans le respect de la préservation du patrimoine naturel ».

La présidente de la Commission Départementale de la Nature des Paysage et des Sites a, quant à elle, salué « la qualité du travail minutieux mené dans ce document et pris en compte l'ambition affichée de ce RLPi d'aller au-delà de la réglementation nationale et vers une amélioration qualitative des territoires de la Métropole. »

En outre, les avis des autres PPA ont été positifs vis-à-vis de la démarche. Ils ont souligné la qualité et la rigueur du travail effectué et la volonté du RLPi de concilier visibilité et lisibilité des activités économiques avec la préservation du patrimoine et des paysages.

Les Personnes Publiques Associées ont également relevé des axes d'amélioration :

- Revoir certaines règles relatives aux dispositifs publicitaires le long du front de mer ;
- Mener une réflexion sur les périmètres de protection des Monuments Historiques ;
- Ajuster certains zonages pour correspondre à la réalité de l'urbanisation ;
- Améliorer la concordance entre zonages RLPi et PLUi ;
- Simplifier des zonages dans les zones économiques.

7- L'ENQUETE PUBLIQUE :

Après l'arrêt du projet et conformément aux articles L.153-19 et R.153-8 du Code de l'Urbanisme, et R. 123-1 et suivant du Code de l'Environnement, le projet de RLPi a été soumis à enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée durant 33 jours consécutifs, du Jeudi 16 septembre 2021 à 9h00 au lundi 18 octobre 2021 à 17h00, soit sur une durée supérieure au mois requis légalement pour ce type d'enquête.

Par décision de Madame la Présidente du tribunal administratif de Marseille n° E2100041/13 du 27 avril 2021, une commission d'enquête publique a été constituée et présidée par Monsieur Jacques RETUR et désignant

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Madame Brigitte HERUBEL et Monsieur François COLETTI membres titulaires.

Cette commission a tenu 27 permanences sur 19 lieux d'enquête différents (le Siège de la Métropole et les 18 communes du Territoire Marseille Provence).

Répondant aux dispositions de l'article R. 123-11 du code de l'environnement, la publication réglementaire a été réalisée. Elle a également été complétée par un dispositif de communication notamment sur le Site internet du Territoire.

Le dossier d'enquête publique a été mis à disposition du public sous forme dématérialisée (dossier numérique), et sous format papier.

Pendant la durée de l'enquête, le public a pu formuler ses observations et propositions par voie électronique sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, par courrier électronique, sur les registres d'enquête mis à disposition dans les 19 lieux d'enquête ou bien encore par courrier adressé au Président de la Commission d'Enquête.

Le dossier d'enquête publique était constitué :

- Des pièces administratives liées à l'enquête publique (notamment les délibérations et arrêtés liés à cette procédure) ;
- Du projet de RLPi arrêté par le Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 ;
- Des avis émis par les personnes publiques associées (PPA) ou simplement consultées, par le Préfet, par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS).

Au terme de l'enquête, la Commission d'Enquête a dressé un procès-verbal de synthèse des observations remis le 26 octobre 2021. Le mémoire en réponse de la Métropole Aix Marseille Provence a été adressé au Président de la Commission d'Enquête par courrier électronique en date du 9 novembre 2021 et remis en main propre à Monsieur le Président de la commission d'enquête, le 10 novembre 2021.

La commission a remis, le 17 Novembre 2021, son rapport et ses conclusions motivées.

Ces documents ont été mis à la disposition du public, et ce pour un an, sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille- Provence: <https://www.registre-numerique.fr/rloi-territoire-marseille-provence>.

Une copie en a été adressée aux 18 communes et au Préfet pour être tenue à disposition du public.

Dans ses Conclusions, la Commission d' Enquête considère que ce projet de RLPi « du Territoire Marseille Provence, 1^{er} Territoire de la Métropole Aix Marseille Provence à s'en doter est un équilibre entre d'une part la protection de l'environnement et du cadre de vie et d'autre part la liberté d'expression publicitaire pour le dynamisme économique et commercial ».

Au total, la Commission d'Enquête a dénombré 48 observations (ventilées en 163 contributions par thèmes) : 55% émanent de particuliers et 22% des Associations et représentants de la société civile, mais également des communes du Territoire Marseille Provence.

Les administrés ont pu s'exprimer à partir d'un registre dématérialisé mis à leur disposition. Le site internet dédié a enregistré 1323 visualisations de documents durant l'enquête publique, 1258 téléchargements de documents ont été recensés.

Les autres modes d'expression ont également été utilisés que ce soit les registres papier disponibles dans les lieux d'enquête ou les courriers à l'attention de Monsieur le Président de la Commission d'enquête.

Toutes les observations et avis (PPA et PPC) recueillis ont été étudiés par la commission d'enquête.

A la lecture des 48 observations, et des divers avis, la commission a identifié 17 thématiques récurrentes : (1) Les types de dispositifs, (2) Le zonage, (3) Les abords des monuments historiques, (4) Le front de mer, (5) La publicité lumineuse, (6) La publicité numérique, (7) La sécurité, (8) Le délai de mise en conformité, (9) La libre expression, (10) La densité, (11) La taille des panneaux, (12) Les bâches, (13) La publicité sur toiture, (14) Les plages d'extinction, (15) Les enseignes vitrines, (16) Les enseignes sur toitures, (17) Les enseignes lumineuses.

Ces thématiques couvrent l'ensemble des problématiques soulevées lors de l'enquête publique (ensemble des avis joints au dossier d'enquête, observations du public, des associations, et des professionnels notamment).

Pour chacune d'entre elles, la commission d'enquête donne une appréciation argumentée qui peut être générale à la thématique, et parfois spécifique à un type de dispositif et/ou à une modification d'une des règles du RLPi.

La commission d'enquête s'est forgée un avis au regard des observations relevées au cours de l'enquête

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

publique, de l'avis des PPA, des différents échanges avec la maîtrise d'ouvrage - notamment le mémoire en réponse du Territoire Marseille Provence au procès-verbal de synthèse.

Dans son rapport et ses conclusions motivées, elle donne : Un avis favorable sur le projet de règlement Local de Publicité intercommunal du Territoire Marseille Provence.

Cet avis est accompagné de 3 réserves et de 5 recommandations.

8- LA PRISE EN COMPTE DES RESERVES

La Métropole Aix-Marseille-Provence a examiné chacune des réserves et des recommandations au prisme de deux objectifs à garantir : la cohérence d'ensemble et le respect de l'économie générale du RLPi.

Réserve 1 - Interdire la publicité côté mer, sur tous les fronts de mer, quel que soit le zonage

Il est proposé de lever la réserve :

- En interdisant la publicité sur le côté des voies bordant le front de mer : D568, corniche Kennedy, promenade Georges Pompidou, avenue Mendès France et Avenue Montredon (ZP2d) ;
- En interdisant les bâches publicitaires (ZP2d) ;
- En reclassant les résidus de ZP6c en ZP2d ;
- En interdisant la publicité sur le mobilier urbain du côté des voies bordant le front de mer en ZP2a ;
- En étendant la ZP2a au secteur Saint Jean à la Ciotat.

Réserve 2 - Etendre la zone de protection des 500m autour des monuments historiques aux autres monuments répertoriés dans la liste complète de l'ABF (Architecte des Bâtiments de France), en concertation avec ce dernier.

Il est proposé de lever la réserve.

En instaurant un périmètre de 500 m autour des monuments historiques suivants :

- la Chapelle Notre-Dame de Beauvois et l'Eglise paroissiale Saint-Sébastien, à Allauch ;
- l'ancien Hôtel Désiré de Moustiers et la Fontaine des Quatre-Nations, à Cassis ;
- le Château d'Albertas, à Gémenos ;
- la Chapelle des Pénitents Bleus et l'Eden-Concert, à La Ciotat ;
- les Forts Saint Jean, Saint Nicolas et Entrecastaux, à Marseille ;
- les Eglises de l'Abbaye de Saint Victor, Saint Laurent et des Réformés, à Marseille ;
- la Cathédrale de la Major et l'Ancienne Major, à Marseille ;
- l'Hôtel de Ville, l'Hôtel Daviel et l'Hôtel de la Préfecture, à Marseille ;
- la Maison Diamantée et l'Hôtel Dieu, à Marseille
- le Clocher des Accoules, à Marseille ;
- le Palais Longchamp, à Marseille ;
- 44/66 quai du Port, à Marseille.

Il convient de préciser que 3 Monuments Historiques faisaient l'objet d'un périmètre de protection à 500m dans le projet de RLPi arrêté :

- la Cité radieuse de Le Corbusier, à Marseille ;
- le Monument aux morts de l'Armée d'Orient et des terres lointaines, à Marseille ;
- le château Borély, à Marseille.

Réserve 3 - Porter de deux à trois ans le délai de mise en conformité pour les dispositifs publicitaires et préenseignes

La Métropole n'a pas de levier d'action à ce sujet, ce délai réglementaire est issu de l'article L. 581-43 du Code de l'Environnement.

Le RLPi n'a pas vocation à réglementer le délai de mise en conformité, une telle mesure serait illégale dans un RLPi.

9- LE TRAITEMENT DES RECOMMANDATIONS :

Recommandation 1 - Réserver exclusivement une face des « sucettes » à l'information municipale et métropolitaine

Cette recommandation est déjà prise en compte au titre de la législation actuelle. En effet la loi impose d'ores et déjà en son article R. 581-47 du Code de l'Environnement que « Le mobilier urbain destiné à recevoir des

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques, ne peut supporter une publicité commerciale excédant la surface totale réservée à ces informations et œuvres ».

Recommandation 2 - Réexaminer les points des zonages mentionnés dans les observations et fournir des cartes de zonage par commune

Il est proposé de ne pas suivre la recommandation relative à la production de planches par communes. En effet, les planches communales ne permettent pas de conserver une échelle harmonisée des planches.

En ce qui concerne les points de zonage, la Métropole a suivi la recommandation en réexaminant chacun des points de zonages mentionnés dans les observations et en procédant à des ajustements le cas échéant.

Recommandation 3 - Supprimer le traitement différencié entre les quartiers résidentiels de Marseille (ZP6c) et ceux des autres communes (ZP6b)

- Concernant la publicité numérique, la surface admise devrait être uniformément limitée à 2 m² ;
- Concernant tous les autres dispositifs, elle devrait l'être à 4m².

Il est proposé de suivre en partie la recommandation :

- Concernant la publicité numérique, il est proposé de limiter le format de ce type de dispositifs à 2m² en ZP6C pour prendre en compte la recommandation ;
- Concernant les autres dispositifs, il est proposé de ne pas suivre la recommandation qui est trop impactante par rapport au projet arrêté au regard de l'étendu de la zone concernée.

Recommandation 4 - Interdire les enseignes sur toitures en centre-ville et secteurs emblématiques

Il est proposé de ne pas suivre cette recommandation.

Il est proposé de maintenir les dispositions existantes au RLPi arrêté qui permettent d'encadrer suffisamment ce type de dispositifs et d'assurer un traitement qualitatif favorisant une intégration dans le paysage urbain. Une interdiction stricte n'apparaît pas justifiée au regard de ces éléments.

Recommandation 5 - Maintenir la hauteur des enseignes lumineuses sur toiture au 1/10ème de la hauteur de la façade, mais en la limitant à 2 m :

Il est proposé de ne pas suivre cette recommandation.

En effet, la règle de hauteur maximale de 3 mètres est complétée par d'autres règles de hauteur permettant ainsi d'encadrer ce type de dispositifs de manière à préserver la qualité du cadre urbain et paysager.

10- LES EVOLUTIONS DU DOSSIER APRES L'ENQUETE PUBLIQUE :

Conformément à l'article L153-21 du Code de l'Urbanisme, les avis joints au dossier l'enquête, les observations du public et le rapport et les conclusions de la Commission d'Enquête ont été présentés lors d'une Conférence Intercommunale des Maires le 7 décembre 2021.

De manière générale, les réserves et recommandations font écho aux axes d'amélioration pointés par les Personnes Publiques Associées. Ce faisant, les réponses positives apportées par la Métropole aux réserves et recommandations formulées par la Commission d'Enquête vont dans le sens des améliorations souhaitées par les Personnes Publiques Associées.

La Métropole a souhaité renforcer la protection des paysages emblématiques de son territoire en étendant notamment l'interdiction d'affichage sur le front de mer et en étendant le périmètre de protection autour de certains monuments historiques.

En ce qui concerne le zonage, la Métropole a souhaité améliorer la concordance entre le zonage du Règlement Local de Publicité intercommunal et le zonage issu du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Au-delà des modifications issues des réserves et recommandations, il est proposé d'apporter d'autres évolutions au projet de RLPi arrêté pour tenir compte des différents avis recueillis, des observations formulées à l'enquête publique ainsi que du rapport et des conclusions de la commission d'enquête.

Un document annexé à la présente délibération met en exergue l'ensemble des modifications proposées. Les modifications sont présentées par pièce du RLPi.

L'ensemble des adaptations ne modifient pas l'économie générale du projet de RLPi tel qu'arrêté par le Conseil de la Métropole le 15 avril 2021.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

11- LES AVIS DES COMMUNES :

Conformément aux modalités de collaboration avec les Communes membres définies dans la délibération d'engagement en date du 13 juillet 2017, une nouvelle et dernière conférence intercommunale des Maires s'est tenue le 1^{er} février 2022 ayant pour objet la présentation du RLPi tel que modifié après enquête publique.

Les conseils municipaux ont été appelés à émettre un avis sur le projet de RLPi prêt à être soumis au Conseil de Métropole. Le projet de RLPi a donc été soumis pour avis aux Conseils Municipaux.

12- L'AVIS DU CONSEIL DE TERRITOIRE :

Conformément à l'article L 5218-7 du CGCT le Conseil de Territoire a été saisi pour avis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 n°URB 025-2364/17/CM prescrivant l'élaboration du RLPi du Territoire Marseille Provence, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation;
- La délibération du Conseil de Métropole du 13 juillet 2017 n° URB 024-2363/17/CM arrêtant les modalités de collaboration avec les communes du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 n° URBA 009-9860/21/CM d'arrêt du Bilan de la Concertation du projet de RLPi du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 n° URBA 010-9861/21/CM d'arrêt du Projet de Règlement Local de Publicité intercommunal du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le rapport et les conclusions de la Commission d'enquête remis à la Métropole le 17 novembre 2021;
- La conférence intercommunale qui s'est tenue le 7 décembre 2021, et le compte rendu établi lors de cette conférence
- La conférence intercommunale qui s'est tenue le 1er février 2022, et le compte rendu établi lors de cette conférence ;
- Les avis des Communes membres du Territoire Marseille Provence sur le projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal du Territoire Marseille-Provence à approuver ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole « Règlement Local de Publicité Intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Approbation »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

CONSIDERANT

- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation du Règlement Local de Publicité Intercommunal du Territoire Marseille Provence ;
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le règlement Local de Publicité intercommunal du Territoire Marseille-Provence - Approbation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-132/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée relative à la participation financière de la Métropole pour 2022

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20355/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée relative à la participation financière de la Métropole pour 2022 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Selon la délibération URB 063-5194/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le protocole cadre de partenariat n°V pour l'extension d'Euroméditerranée et le contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis (2019-2030).

Le protocole cadre règle pour la période 2011-2030 les rapports de type contractuel entre les partenaires tandis que le contrat de partenariat pluriannuel définit le programme de la phase 1 bis, cette dernière couvrant l'ensemble des projets à lancer immédiatement.

Par délibération URB 001-5737/19/CM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole a également approuvé une autorisation de programme pour un montant de 21,079 millions d'euros.

Ce montant correspond au financement apporté par la Métropole pour la phase 1 bis portant sur la période 2019-2030 et les engagements des partenaires sont repris à l'article XV du protocole :

Etat 32 800,5 K€HT

Ville de Marseille 14 873,5 K€HT

Conseil Régional PACA 14 873,5 K€HT

Conseil Départemental Bouches-du-Rhône 14 873,5 K€HT

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Métropole Aix-Marseille Provence 21 079 K€HT

TOTAL 98 500 K€HT

Ont également été approuvés par les partenaires un engagement financier sur les cinq premières années du protocole afin de massifier l'apport des financements publics, l'adoption du principe d'une subvention globale annuelle ainsi que des versements linéaires pour permettre la réduction du niveau maximum d'endettement de l'Opération d'Intérêt National (OIN).

Ainsi en 2022, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à verser une participation de 4,2158 M€, l'EPAEM intégrant dans son budget 2022 voté par son conseil d'administration le 26 novembre 2021 les participations des partenaires.

Ce budget 2022 traduit la mise en œuvre de l'ensemble des propositions menées par l'EPAEM avec en dépenses des autorisations de programme de 84,3 millions d'euros et 67,3 millions d'euros de droits constatés (crédits de paiement) et en recettes 60,8 M€ en droits constatés.

La convention proposée prévoit un versement de 4 215 800 euros dès notification de la convention, sur appels de fonds de la part de l'EPAEM ainsi qu'un compte-rendu de l'exécution de cette convention qui sera présenté à l'issue de l'exercice budgétaire.

Le Budget principal 2022 présente une somme de 2M€ en crédit de paiement sur l'AP Convention financière Métropole – EPAEM. Il convient donc, pour couvrir l'intégralité du versement de la participation de la Métropole pour l'année 2022, d'inscrire la somme supplémentaire de 2 215 800 € lors de la prochaine décision modificative du Budget 2022 prévue à l'approbation du conseil de Mai 2022.

Dès le complément de crédit de paiement effectué, il pourra être présenté au Conseil de la Métropole l'approbation de la convention de versement de subvention avec l'EPAEM sur l'intégralité du versement de la subvention Métropolitaine au titre de l'année 2022, soit 4 215 800€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le rapport « Approbation d'une convention avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée relative à la participation financière de la Métropole pour 2022 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2022.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour la participation financière de la Métropole pour l'année 2022 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 035-139/22/CT

■ CT1 - ZAC des Hauts de Sainte Marthe 13013/13014 - Quartier St Mitre - Approbation de la convention de participation constructeur avec le groupe Edouard Denis Immobilier EMDP-PACA

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20369/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « ZAC des Hauts de Sainte Marthe 13013/13014 - Quartier St Mitre - Approbation de la convention de participation constructeur avec le groupe Edouard Denis Immobilier EMDP-PACA » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans les 13ème et 14ème arrondissements a été créée par délibération du Conseil Municipal N°04/1150/TUGE, en date du 13 avril 2004

Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil Municipal N°06/1064/TUGE en date du 13 novembre 2006.

Par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal de Marseille de Marseille a approuvé la concession d'aménagement liant la Ville de Marseille et Marseille Aménagement pour une durée de dix ans. L'avenant 7 à la concession d'aménagement 06/1306 « les Hauts de Sainte Marthe » notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

La Ville de Marseille et Marseille Aménagement (aujourd'hui SOLEAM) ont cosigné une convention cadre relative à la perception des participations des constructeurs dans les ZAC en avril 2008 qui prévoit le versement direct du montant des participations à Marseille Aménagement.

Par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de Marseille de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

L'opération a été transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Depuis le 1er janvier 2016, l'opération d'aménagement de la ZAC des Hauts de Sainte-Marthe relève de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Métropole.

La Ville a également décidé au moment du dossier de création d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC.

En 2012, la taxe d'aménagement (TA) s'est substituée à la Taxe locale d'équipement (TLE). Elle a été instaurée par Marseille Provence Métropole par délibération du 21 octobre 2011, et par le Conseil Général des Bouches du Rhône (CG 13) par délibération du 24 juin 2011. En ZAC, le constructeur est exonéré de la part intercommunale de la TA mais il reste assujéti à la part départementale.

L'Aménageur de la ZAC, la SOLEAM, a souhaité laisser aux propriétaires en place dans la ZAC, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière à condition qu'elle corresponde au programme de la ZAC, dans le respect des documents organiques de la zone, notamment le document d'urbanisme applicable et le Programme des Équipements Publics.

Il a donc été décidé de demander aux constructeurs concernés, exonérés de taxe d'aménagement ainsi qu'il est dit ci-dessus, de participer au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge le coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Le Constructeur, le groupe Edouard Denis Immobilier (EDMP-PACA), est titulaire d'une promesse de vente conclue avec les propriétaires TAILHADES portant sur l'acquisition du terrain sis 42 Avenue des Pâquerettes cadastré Commune de Marseille, Quartier Sainte-Marthe, 889 Section L, n° 448, sur lequel il souhaite construire un ensemble immobilier de logements collectifs. Ce terrain est situé dans le périmètre de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe en secteur UC2 et répondant au règlement de la pièce graphique Centre 22 du document d'urbanisme applicable.

Le constructeur a déposé le 15/11/2021 un permis de construire n° PC 013055 21 01072P0 relatif à la construction d'un ensemble immobilier de logements collectifs d'une SDP totale de 1 747 m² à destination de logements en accession libre.

MONTANT DE LA PARTICIPATION:

Le montant de la participation exigé des constructeurs en ZAC des Hauts de sainte Marthe est fixé à un montant de 212€/m² de SDP, ce qui représente pour le programme susvisé d'une surface de 1 747m²/SDP une participation globale de 370 364€ actualisable selon l'article 6.3 de la convention précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Bureau de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de participation constructeur avec le groupe Edouard Denis immobilier / EMDP-PACA.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention de participation constructeur avec le groupe Edouard Denis immobilier / EMDP-PACA ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le présent rapport.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de participation constructeur avec le groupe Edouard Denis immobilier / EMDP-PACA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 036-140/22/CT

■ CT1 - Concession d'aménagement Mardirossian - Madrague - Plan à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Abrogation de la délibération URBA 021-10537/21/CM du 07 octobre 2021 - Approbation du Bilan de Clôture établi au 31 décembre 2021 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20370/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement Mardirossian - Madrague - Plan à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Abrogation de la délibération URBA 021-10537/21/CM du 07 octobre 2021 - Approbation du Bilan de Clôture établi au 31 décembre 2021 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Historique

Dans le cadre du renouvellement urbain impulsé en 2003 par la Ville de Marseille sur la « Façade Maritime Nord », les quartiers de la Cabucelle et de Saint-Louis ont fait l'objet d'études urbaines pour orienter la mutation de cette zone et d'une veille foncière dans le cadre de conventions passées avec l'Établissement Public Foncier PACA.

Sur la base de ces études et compte tenu de la maîtrise foncière d'un certain nombre de terrains par la collectivité, le Conseil municipal de Marseille a approuvé par délibération n°10/0978/DEVD du 25 octobre 2010, la convention de concession d'aménagement « Mardirossian - Madrague Plan » à conclure avec la SOLEAM.

Cette opération devait redonner au secteur un caractère attractif visant le développement de l'offre en logement et des activités économiques, permettant de développer environ 90 000 m² de surface de planchers.

La concession d'aménagement d'une durée initiale de 7 ans à compter de la notification en date du 7 janvier 2011 recouvre un périmètre de 9 hectares englobant trois secteurs : Mardirossian, Madrague-Plan et le terrain situé 211 chemin de la Madrague-Ville.

Cette concession a été prorogée de 5 ans, soit jusqu'au 7 janvier 2023 par avenant n°3 approuvé par le Conseil municipal de Marseille le 16 décembre 2015.

Cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°4 à la convention de concession d'aménagement N° T1600910CO notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par avenant 5 notifié en Janvier 2017, le périmètre d'intervention de SOLEAM a été réduit au secteur de Mardirossian, avec une modification de programme. Le bilan de l'opération a été profondément remanié.

La participation du concédant à l'opération a été portée à 7 708 919 euros par avenant 7 approuvé par délibération du 28 juin 2018.

Le Bilan de Pré-clôture établi au 31 décembre 2019 a été approuvé par délibération URBA 011-8498/20/BM du 15 octobre 2020. Le terme de l'opération était alors prévu pour le 7 janvier 2023.

Le présent rapport a pour objets :

- L'abrogation de la délibération URBA 021-10537/21/CM du 07 octobre 2021 due à une erreur de bilan par la SOLEAM,
- La présentation à la Métropole du Bilan de Clôture modifié de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2021 qui prévoit le terme de la concession fin 2021 et de donner à la SOLEAM le quitus de ses missions.

Objectifs de la concession

Cette concession d'aménagement avait pour principaux objectifs de redonner au secteur un caractère attractif visant au développement de l'offre en logement et en activité économique.

Programme

Le programme global de construction était destiné à la commercialisation d'environ 8 200 m² de terrains.

Le programme des équipements publics de la concession d'aménagement portait sur la réalisation des équipements secondaires (réseaux, aménagement des voiries).

Missions du concessionnaire (non-exhaustives)

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé, entre autres, de :

- Acquérir et gérer la propriété, prendre à bail emphytéotique ou à construction, les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, ainsi que les droits mobiliers compris dans le périmètre de l'opération, ainsi que ceux qui, situés en dehors de ce périmètre, sont nécessaires pour la réalisation des ouvrages inclus dans l'opération,
- Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet (suivi du plan d'organisation spatiale de l'opération, études nécessaires à toutes les actions de démolition, d'aménagement et de construction, mise au point des actions de gestion urbaine, d'accompagnement et de suivi social etc.)
- Démolir les bâtiments existants si cela est nécessaire ainsi qu'aménager les sols et réaliser les équipements d'infrastructures propres à l'opération destinés à être remis à la Collectivité,
- De manière générale, réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération,
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération (coordination des différents opérateurs intervenant pour la mise en œuvre des éléments du programme, suivi et coordination de la réalisation des aménagements et équipements, suivi comptable et de l'équilibre financier de l'opération, assurer en temps réel une complète information de la Collectivité concédante sur les conditions de déroulement de l'opération etc.)

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 15 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
- Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
- Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Bilan de Clôture

Avancement de l'opération

L'opération initiale se développait sur trois sites :

- le terrain situé 211 chemin de la Madrague Ville a été acquis par la SOLEAM auprès de l'EPF PACA, puis à la demande de la Ville, a été cédé à titre gratuit en 2012 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole afin de réaliser un pôle de création d'entreprises et un pôle artisanal dans le cadre du Plan local de redynamisation avec l'État. Sur ce secteur la SOLEAM est devenue l'opérateur de MPM et sa mission dans le cadre de la concession s'est terminée,

- sur le secteur Madrague Plan un appel à projet lancé en 2012 a été interrompu car le terrain principal nécessaire à l'opération, situé au 287 chemin de la Madrague Ville, n'a finalement pas été maîtrisé. En effet, la décision de préemption par la Ville de ce bien a été annulée par la juridiction administrative (jugement du TA de Marseille du 22 mars 2012, arrêt de la cour administrative d'appel du 29 novembre 2012, Conseil d'État du 27 août 2014) et la Ville a été condamnée à rétrocéder le bien à l'acquéreur évincé.

Aussi l'opération d'aménagement sur ce secteur serait désormais conditionnée par l'acquisition du foncier à un tiers qui pourrait s'envisager par voie d'expropriation, option qui n'est pas retenue à ce jour.

Enfin l'éviction des entreprises occupant les bâtiments (ex Baccuet) appartenant à la Ville le long du chemin de la Madrague Ville a été menée à terme et la Ville a souhaité conserver ces locaux pour y reloger des services.

- le secteur Mardirossian prévu initialement pour de l'habitat est désormais positionné pour de l'activité économique en raison du marché de l'immobilier du logement qui n'est pas favorable dans cette zone pour de l'accession et suite à des dispositions gouvernementales qui ne favorisent pas le logement social dans le quartier prioritaire dont fait partie le périmètre de l'opération.

La relocalisation de services municipaux est encore à l'étude côté Ville de Marseille, sur les terrains libres de ce secteur acquis auprès de l'EPF pour partie par la Ville de Marseille en 2016 et par la SOLEAM en 2017.

Enfin le service propreté de la Métropole occupe des bâtiments industriels implantés sur 13 150 m² de terrain.

Pour l'ensemble de ces raisons l'intervention de SOLEAM a été restreinte à une partie du secteur de Mardirossian afin d'aménager les terrains maîtrisés (démolitions et travaux de viabilité des lots cessibles), de réaliser des travaux d'élargissement de la traverse Mardirossian et d'assurer la commercialisation d'environ 8 200m² de terrains.

Sur ce dernier site, SOLEAM avait confié une étude urbaine à l'agence KERN en vue d'étudier la faisabilité de conjuguer l'implantation d'une station-service à délocaliser du territoire d'Euro Méditerranée avec des bâtiments que la Ville de Marseille souhaitait réaliser pour relocaliser les régies communales. Cette étude avait été transmise à la Ville, en attente d'une décision de cette dernière.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

La SOLEAM avait engagé la démolition d'anciens bâtiments et entrepôts du site fin 2018.

Les études de maîtrise d'œuvre pour l'élargissement de la traverse Mardirossian avaient été reportées à 2019 pour une réalisation des travaux en 2020 en lien avec le calendrier de la commercialisation des terrains à la Ville de Marseille. La phase AVP de ces études n'a finalement pas été engagée. En effet, la Ville a renoncé à l'acquisition du foncier et le projet de construction et les modalités d'aménagement du terrain que doit desservir la traverse Mardirossian élargie n'ont pas été arrêtées.

Pour ces raisons, la Métropole et la SOLEAM sont convenus de mettre un terme à cette opération et de clôturer la concession d'aménagement.

Bilan de Clôture au 31 décembre 2021

Les dépenses définitives du bilan de clôture recalé au 31/12/2021 sont de 7 683 553,74 € TTC, TVA résiduelle comprise.

Un excédent de trésorerie de 54 406,57 € TTC sera reversé à la Métropole à la clôture de la concession. Ce montant est en diminution de 68 837,43 € par rapport au bilan de pré-clôture établi au 31/12/2019 notamment car la SOLEAM a pris en charge les frais de cession à la Métropole d'un montant de 40 700 € qui vient en diminution du solde à reverser.

Abrogation de la délibération URBA 021-10537/21/CM du 07 octobre 2021

Au vu de la modification du montant de l'excédent de trésorerie passant de 60 306,46 à 54 406,57 €, il est proposé au Conseil de la Métropole d'abroger la délibération URBA 021-10537/21/CM du 07 octobre 2021.

Cet excédent sera reversé à la Métropole à la clôture de la concession après émission par le concédant d'un titre de recette à la SOLEAM.

Participation

Le bilan de clôture fait état d'une restitution par l'aménageur au concédant d'un montant de 54 406,57€.

Compte-rendu de l'année 2021

La signature de l'acte authentique afin d'entériner la cession des biens de retours à la Métropole a eu lieu au mois de septembre 2021.

Transfert du foncier à la Métropole

Par délibération URB 014-241/21/CT du 1er juin 2021, a été approuvée la cession par la SOLEAM des terrains détenus par cette dernière, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de la clôture de la concession d'aménagement Mardirossian – Madrague-Plan Marseille, 15ème arrondissement.

Ainsi, ces parcelles, d'une contenance totale de 10 214m², sont acquises par la Métropole afin que tous les biens appartenant à la SOLEAM dans le cadre de cette concession reviennent dans son patrimoine conformément aux dispositions du cahier des charges de la concession.

La Direction de l'Immobilier de l'État a évalué leur valeur vénale à 2 990 800, 00 € HT soit 3.588.960,00 € TTC.

Il est à noter que ce montant, imputé sur le trop-perçu de participation par SOLEAM conformément à la délibération approuvant le bilan de pré clôture, ne donnera pas lieu à un paiement effectif de la Métropole.

Le projet d'acte notarié, annexé à ladite délibération, définit les conditions de cette acquisition foncière et sa réitération a eu lieu préalablement à la clôture de la concession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FPBA 062-10934/21/CM du 16 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le rapport portant sur la « Concession d'aménagement Mardirossian - Madrague - Plan à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Abrogation de la délibération URBA 021-10537/21/CM du 07 octobre 2021 - Approbation du Bilan de Clôture établi au 31 décembre 2021 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement Mardirossian - Madrague - Plan à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Abrogation de la délibération URBA 021-10537/21/CM du 07 octobre 2021 - Approbation du Bilan de Clôture établi au 31 décembre 2021 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce rapport.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement Mardirossian - Madrague - Plan à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Abrogation de la délibération URBA 021-10537/21/CM du 07 octobre 2021 - Approbation du Bilan de Clôture établi au 31 décembre 2021 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 037-141/22/CT

■ CT1 - Institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille - Modification de la délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20382/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille - Modification de la délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020 », satisfait les conditions de l'article L518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L.5211-41-3 du code général des collectivités territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2-I, du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L.134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération URBA 029-8700/20/CM du 15 octobre 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'Institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence.

Compte tenu des modifications ou suppressions des secteurs d'intervention survenues depuis lors notamment avec l'échéance de la ZAD façade Maritime Nord au 2 juin 2022, il convient de redéfinir à compter de cette date, certains périmètres de Droit de Préemption Urbain Renforcé afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagements conduites par ce biais sur le territoire de la Ville de Marseille et ainsi de renforcer et poursuivre une maîtrise foncière sur des secteurs ciblés.

Il convient aujourd'hui, d'élargir ce périmètre aux 5 secteurs suivants auparavant intégrés dans le ZAD façade maritime nord pour laquelle la Ville de Marseille était titulaire du DPUR par arrêté Préfectoral du 5 avril 2016 :

- Copropriété « Maison Blanche »
- Secteur dit « Moulins – Docks Libres – Villette »
- Extension du périmètre « Hoche Versailles »
- Ilot « Cœur Belle de Mai »
- Copropriété Résidence « Plombières »

Copropriété Maison Blanche :

La copropriété Maison Blanche située 221, boulevard Danièle Casanova au Canet dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille fait partie des 10 grandes copropriétés de Marseille dont la dégradation est avérée. Du fait de sa localisation stratégique et de sa proximité avec les aménagements liés à l'extension de l'OIN EUROMEDITERRANEE, Maison Blanche se trouve à l'articulation entre des secteurs à forte mutation et les quartiers existants (le Canet, les Arnavaux....).

Par ailleurs, elle fait partie des 5 copropriétés inscrites au Plan Initiative Copropriétés (PIC) lancé récemment par l'Etat en concertation avec les collectivités locales. Ce plan opérationnel doit permettre aux collectivités d'intervenir de façon plus efficace sur les copropriétés dégradées avec un appui de l'Etat et de ses agences.

Cette copropriété, qui compte 220 logements, concentre des difficultés sociales, bâtimentaires, financières et urbaines.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Afin de préparer la mutation future de cette propriété, une convention d'intervention foncière a été signée par la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier PACA le 24 mai 2019. Celle-ci a pour but de mettre en place un portage immobilier permettant à l'EPF PACA l'acquisition de lots et des mesures de gestion renforcée recouvrant des missions techniques et de travaux, des missions de gestion locative et des missions d'accompagnement au relogement.

Secteur Moulins – Docks libres –Villette :

Le projet urbain sur le secteur « Moulins – Docks Libres – Villette » est un projet urbain de 7 hectares, initié en 2006, qui prend place dans le quartier de Saint-Mauront (3ème arrondissement), à l'articulation entre l'OIN Euroméditerranée, son extension, et la copropriété Bellevue.

Afin d'encadrer et de conforter l'action publique foncière sur ce périmètre, la Ville de Marseille a approuvé par délibération du 16 décembre 2015 une convention d'intervention foncière, permettant de mettre en œuvre un projet en partenariat avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par délibération du bureau de la Métropole du 28 février 2019, le projet d'aménagement du secteur « Moulins – Docks Libres – Villette » a été pris en considération. Ce projet doit permettre de favoriser le renouvellement urbain aux abords de la station de métro National, d'améliorer la perméabilité de cet îlot en créant des espaces publics, de favoriser une mixité programmatique qui offre une bonne compatibilité entre des usages résidentiels, artisanaux, productifs et tertiaires, de lutter contre l'îlot de chaleur urbain, en prenant en compte le risque inondation.

En mai 2019, un avenant à la CIF avec l'EPF a été formalisé afin d'accélérer l'action foncière publique de l'EPF dans son objectif de lutte contre l'habitat indigne, permettant des actions allant jusqu'à la mise en œuvre de procédure de DUP.

Secteurs Extension Hoche-Versailles et Cœur Belle de Mai :

En ce qui concerne les secteurs dit « Extension Est Hoche Versailles » et l'îlot « Cœur Belle de Mai », la stratégie de lutte contre l'habitat indigne de la Métropole sur le grand centre-ville de Marseille se décline notamment au travers du contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, contrat de gouvernance signé le 15 juillet 2019 qui établit le programme de travail et d'actions entre différentes parties prenantes que sont l'Etat, la ville de Marseille, la métropole Aix-Marseille-Provence et 8 autres partenaires institutionnels.

Les interventions sur l'habitat privé ancien et dégradé constituent le levier principal de la démarche de projet urbain ainsi mise en œuvre.

Sur ces secteurs, l'intervention publique se fera selon deux axes prioritaires qui sont l'amélioration et de recyclage de l'habitat privé ancien, et la requalification des voiries, réseaux et espaces publics. L'ensemble de ces actions nécessite une connaissance et une maîtrise foncière poussée.

Copropriété Plombières :

La copropriété de la résidence « Plombières » située au 27 Bd de la Révolution 13003, comprenant 285 logements, fait partie des 12 copropriétés marseillaise du cercle 1 de l'accord partenarial sur les copropriétés dégradées.

Afin de redresser cette copropriété, une OPAH copropriété dégradée a été mise en place depuis le 20 juin 2018 pour une durée de 5 ans. Par ailleurs une convention de portage ciblé tripartite expirant au 31 décembre 2029 a été signée entre Marseille Habitat, la Ville de Marseille et MAMP pour limiter la remise sur le marché dans des conditions incontrôlables des biens des copropriétaires en phase de saisie vente ou souhaitant vendre.

Cette convention stipule la possibilité de mobiliser le droit de préemption.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur « Institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille - Modification de la délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille - Modification de la délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille - Modification de la délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 038-142/22/CT

■ CT1 - Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le Territoire Marseille Provence : Périmètre élargi aux secteurs de la copropriété Maison Blanche 14ème arrondissement et au périmètre Est de l'ilot Hoche-Versailles

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20383/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

La délibération « Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence : Périmètre élargi aux secteurs de la copropriété "Maison Blanche" 14ème arrondissement et au périmètre Est de l'îlot "Hoche Versailles" 3ème arrondissement » satisfait les conditions de l'article L518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L.211-2 2ème alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L5211-41-3 du code général des collectivités territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019, le conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille Provence.

Par délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la délégation du Droit de Préemption et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence.

Compte tenu des modifications ou suppressions des secteurs d'intervention survenues depuis lors notamment avec l'échéance de la ZAD façade Maritime Nord au 2 juin 2022, il convient de redéfinir à compter de cette date, certains périmètres de délégation de Droit de Préemption Urbain Renforcé afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagements conduites par ce biais sur le territoire de la Ville de Marseille.

Il convient aujourd'hui, d'élargir ce périmètre de délégation à 2 secteurs l'un dit copropriété « Maison Blanche » et l'autre dit « Extension Est Ilot Hoche Versailles ».

L'instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé est définie dans des délibérations conjointes du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur « Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence : Périmètre élargi aux secteurs de la copropriété "Maison Blanche" 14ème arrondissement et au périmètre Est de l'îlot "Hoche Versailles" 3ème arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence : Périmètre élargi aux secteurs de la copropriété "Maison Blanche" 14ème arrondissement et au périmètre Est de l'îlot "Hoche Versailles" 3ème arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence : Périmètre élargi aux secteurs de la copropriété "Maison Blanche" 14ème arrondissement et au périmètre Est de l'îlot "Hoche Versailles" 3ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 039-143/22/CT

■ CT1 - Approbation des Conditions Générales d'Utilisation CGU pour la saisine par voie électronique des déclarations d'intention d'aliéner DIA

Information du Conseil de Territoire

DUF 22/20390/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain. La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire. Pour ce qui est du foncier, et conformément à l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la mise en œuvre du Droit de Préemption Urbain (DPU) est donc une compétence de la Métropole. Elle instruit les déclarations d'intention d'aliéner (DIA), conformément à l'article R213-5 du Code de l'urbanisme, après transmission des dossiers déposés en commune qui restent guichet unique.

Pour sécuriser les procédures de DIA, et respecter strictement les délais légalement impartis, la Métropole a mis en place un outil de gestion des DIA en déployant sur l'ensemble du territoire une application métier, « CART@DS ». La Métropole a fait le choix d'un outil d'instruction des DIA sécurisé et interfacé au SIG (Système d'Information Géographique) permettant l'enregistrement et le traitement des DIA. Cette base de donnée centralisée a également participé à la mise en place, à l'échelle Métropolitaine, d'un outil d'analyse des DIA (géo localisées) et contribue à la constitution de l'observatoire foncier.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

L'article L. 423-3 du code de l'urbanisme, issu de la loi ELAN dans son article 62, prévoit que « les communes, dont le nombre total d'habitants est supérieur à 3500, disposent d'une téléprocédure spécifique leur permettant de recevoir et d'instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme »

En l'absence de dispositions spéciales, comme c'est le cas pour les DIA, c'est exclusivement le code des relations entre le public et l'administration (CRPA) qui encadre la dématérialisation des échanges avec les administrés.

La Métropole Aix Marseille Provence s'est dotée d'une plateforme « Guichet Unique » permettant le dépôt par voie dématérialisée des DIA pouvant être mis à disposition des communes intéressées. Cette mise en commun du « Guichet Unique », acquis par la Métropole Aix Marseille Provence, favorisera la réalisation d'économies d'échelle, via la mise en place d'un guichet numérique unique harmonisant les pratiques des usagers sur l'ensemble du territoire. Elle permettra également de faciliter la gestion globale des DIA par les services de la Métropole Aix Marseille Provence, dépôt des demandes, instruction, et, à terme, archivage.

Dans ce cadre, une convention type a été approuvée par délibération du Conseil de la Métropole n° t URBA 037-10553/21/CM le 7 octobre 2021 afin de permettre la mise en place ce guichet unique dématérialisé auprès des communes intéressées. .

Conformément à l'article L. 112-9 du Code des relations entre le public et l'administration, la Métropole doit définir et rendre accessible les modalités d'utilisation de ce téléservice dans le respect des dispositions de [loi n° 78-17 du 6 janvier 1978](#) relative à l'informatique et aux libertés et des règles de sécurité et d'interopérabilité prévues aux chapitres IV et V de l'ordonnance n° [2005-1516](#) du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives.

Ces modalités, conditions générales d'utilisation (CGU) doivent notamment rappeler les droits et obligations de l'utilisateur et de l'administration, le fonctionnement du télé service, les modalités d'identification de l'utilisateur, les créneaux de disponibilité, les spécificités techniques, le traitement des données à caractère personnel et celui des demandes abusives ou frauduleuses. Ces CGU doivent être acceptées par les utilisateurs et s'imposent à ceux-ci. L'utilisateur, quel que soit son statut, devra ainsi accepter les CGU avant de pouvoir déposer son dossier de demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'« Approbation des Conditions Générales d'Utilisation (CGU) pour la saisine par voie électronique des déclarations d'intention d'aliéner».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a mis à disposition des communes à titre gracieux un dispositif donnant lieu de « Guichet unique » interfacé avec l'outil CARTE@DS afin de canaliser et centraliser la réception des DIA sous forme dématérialisée ;
- Que le Conseil de Territoire est informé du projet de délibération métropolitaine sur l'approbation des conditions générales d'utilisation (CGU) pour la saisine par voie électronique des déclarations d'intention d'aliéner DIA.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation des conditions générales d'utilisation (CGU) pour la saisine par voie électronique des déclarations d'intention d'aliéner DIA.

URB 040-145/22/CT

■ CT 1 - Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Eric HADJEDJ

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20428/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « l'Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Eric HADJEDJ » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par décision N°21/335/D du 7 juin 2021, la Métropole Aix-Marseille-Provence a acquis un immeuble situé 2 Place Migranier, Boulevard de Saint Loup, 13010 MARSEILLE. Aux termes de l'acte de vente en date du 18 et 19 octobre 2021, la Métropole a donc acquis auprès de Monsieur André MEFFRE, moyennant la somme de 303.192,00 €, une maison à usage d'habitation élevée de deux étages sur rez-de-chaussée.

L'ensemble immobilier ainsi acquis abrite un fonds de commerce exploité par Monsieur Eric HADJEDJ, gérant du COMPTOIR DES VIANDES. En effet, et suivant bail commercial conclu le 1er janvier 1988, Monsieur Fernand MEFFRE, avait donné à bail commercial à Monsieur Eric HADJEDJ des locaux susvisés pour une durée de neuf années entières et consécutives.

Ce bail débutait le 1er janvier 1988 pour se terminer le 31 décembre 1996, consentie pour un commerce de boucherie, charcuterie, volailles et conserves, moyennant un loyer annuel de 26.400 F, revalorisé aujourd'hui à 6.155,52 €. Ledit bail a été prolongé tacitement depuis.

La Métropole souhaitant résilier le bail en raison d'un projet de réaménagement de l'espace public, nécessitant la destruction de l'intégralité du tènement foncier, celle-ci a fait délivrer, le 28 décembre 2021, par la SAS PROVJURIS un courrier de résiliation du présent contrat à Monsieur HADJEDJ ; ce dernier devant quitter les lieux au 30 juin 2022.

M. HADJEDI n'exploitant plus le fonds de commerce depuis 2019, une offre d'indemnité d'éviction d'un montant de 16.128,00 €, correspondant à l'évaluation de son droit au bail, a été transmise au conseil de M. HADJEDJ, à savoir Me Géraldine ADRAI-LACHKAR.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Par courriel en date du 25 février 2022, le Conseil de Monsieur HADJEDJ confirmait l'accord de son client de quitter les lieux au 30 juin 2022 et de voir fixer le montant de l'indemnité d'éviction à la somme de 16.128,00 €, conformément à l'avis formulé par le service des Domaines.

Aussi, il est proposé d'acter le règlement de cette indemnité transactionnelle en contrepartie de la résiliation et la libération effective des lieux au 30 juin 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les pièces-jointes à la présente délibération ;
- L'avis du service des Domaines du 25 février 2021 ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « l'Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Eric HADJEDJ ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « l'Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Eric HADJEDJ » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'Approbation d'un protocole d'accord transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Eric HADJEDJ.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Commission "Ports - Nautisme"

PORTS 001-148/22/CT

■ **CT1 - Présentation du rapport d'activité du délégataire CARENES SERVICES pour l'exploitation des services de grutage-carénage du Port de Plaisance de la Pointe Rouge pour l'année 2020, DSP 07-64**

**Information du Conseil de Territoire
DIPOR 22/20241/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération POR 1/343/CC du 26 mars 2007 et convention approuvant la délégation de service public n° 07/064, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société Carenes Services l'exploitation du service de grutage et de carénage du port de la Pointe-Rouge. Ce contrat a pris effet le 24 mai 2007 pour une durée de 15 ans.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service.

L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de cette autorité qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse économique par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du délégataire CARENES SERVICES pour l'exploitation des Services de grutage-carénage du port de la Pointe Rouge pour l'année 2020, DSP 07-64.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire est informé du projet de délibération métropolitaine sur la présentation du rapport d'activité du délégataire CARENES SERVICES pour l'exploitation des Services de grutage-carénage du port de la Pointe Rouge pour l'année 2020, DSP 07-64.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du délégataire CARENES SERVICES pour l'exploitation des Services de grutage-carénage du port de la Pointe Rouge pour l'année 2020, DSP 07-64.

PORTS 002-146/22/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 de prolongation au contrat de Délégation de Service Public conclu avec la Société CARENES SERVICES pour l'exploitation des services de grutage-carénage du Port de Plaisance de la Pointe Rouge, DSP 07-64**

Information du Conseil de Territoire DIPOR 22/20239/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activités portuaires, elle gère à ce titre 28 ports de plaisance représentant près de 10 000 postes à flot.

Dans chacune de ces ports des périmètres de terre-pleins et les plans d'eau adjacents sont dédiés aux activités de grutage et carénage nécessaires à l'entretien des navires des plaisanciers.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le contrat de délégation de service public d'exploitation de l'aire de grutage et de carénage du port de la Pointe Rouge à MARSEILLE a été attribué à la Société Carènes Services pour une durée de 15 ans, avec prise d'effet au 24 mai 2007.

Le présent avenant a donc pour objet de prolonger l'exécution du contrat actuel de 12 mois, temps nécessaire à la Collectivité pour la passation d'un nouveau contrat de délégation de service public, tout en assurant la continuité du service public de grutage et de carénage.

Le calendrier prévisionnel de la procédure de renouvellement serait le suivant dès lors que le choix de ce mode de gestion sera approuvé en assemblée délibérante :

- Délibération sur le choix du mode de gestion : Conseil Métropolitain du mois de juin 2022
- Lancement de la consultation : Juin 2022 appel public à candidatures
- Envoi du Dossier de consultation : Juillet 2022
- Retour des offres : Septembre 2022
- Négociation : de mi-novembre 2022 à mi-janvier 2023
- Offres finales : Mi-février 2023
- Attribution du contrat : Mars-Avril 2023
- Notification au titulaire : Début Mai 2023

A ce délai de procédure, s'ajoute une période de tuilage entre ancien et nouveau contrat pour assurer au mieux la continuité du service public.

Le nouveau contrat débiterait le 24 mai 2023.

Dans ces conditions, il est nécessaire de prolonger le contrat d'une durée de 12 mois et de porter ainsi la fin du contrat au 23 mai 2023.

Ces modifications apportées au contrat n'ont pas d'impact sur les tarifs.

Le compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce qu'il ajoute une période d'exécution de 12 mois.

La prolongation du contrat a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de moins de 7%, équivalent à environ 890 000€ pour un chiffre d'affaires contractuel estimé à 13,4 M€ HT du 24 mai 2007 au 23 mai 2022.

Ce rapport n'a aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence qui percevra la redevance contractuelle prévue initialement pour la période des 12 mois supplémentaires susvisés soit un montant estimé à 64K€ indexation incluse.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-7 du code de la commande publique, les modifications introduites au titre du présent avenant ne peuvent pas être qualifiées de substantielles. Le présent avenant peut régulièrement être conclu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 de prolongation au contrat de Délégation de Service Public conclu avec la Société CARENES SERVICES pour l'exploitation des services de grutage-carénage du Port de Plaisance de la Pointe Rouge, DSP 07-64.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire est informé du projet de délibération métropolitaine sur l'approbation de l'avenant n°1 de prolongation au contrat de Délégation de Service Public conclu avec la Société CARENES SERVICES pour l'exploitation des services de grutage-carénage du Port de Plaisance de la Pointe Rouge, DSP 07-64.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 de prolongation au contrat de Délégation de Service Public conclu avec la Société CARENES SERVICES pour l'exploitation des services de grutage-carénage du Port de Plaisance de la Pointe Rouge, DSP 07-64.

PORTS 003-150/22/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité du délégataire l'association Cercle Nautique et Touristique du Lacydon CNTL pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 1, pour l'année 2020, DSP 18-04

**Information du Conseil de Territoire
DIPOR 22/20244/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant près de 10 000 postes à flot. Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports de plaisance.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Par délibération n° MER 001-4234/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé l'attribution de la délégation de service public pour la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL). Le contrat de délégation de service public a pris effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 10 ans. Avec un périmètre modifié, le CNTL assure désormais la gestion de la panne de la Criée dite « panne des professionnels », sans le site de l'Anse de la Réserve qui fait l'objet d'un autre contrat de délégation de service public.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse économique par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du délégataire l'association Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 1, pour l'année 2020, DSP 18-04.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire est informé du projet de délibération métropolitaine sur la présentation du rapport d'activité du délégataire l'association Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 1, pour l'année 2020, DSP 18-04.

DELIBERE

Article unique:

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du délégataire l'association Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 1, pour l'année 2020, DSP 18-04.

PORTS 004-147/22/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°2 de clarification des clauses financières du contrat de Délégation de Service Public conclu avec l'association Cercle Nautique et Touristique du Lacydon CNTL pour l'exploitation et l'animation du Port de Plaisance du Vieux-Port Périmètre 1**

Avis du Conseil de Territoire DIPOR 22/20240/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération. La délibération « Approbation de l'avenant n°2 de clarification des clauses financières du contrat de Délégation de Service Public conclu avec l'association Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) pour l'exploitation et l'animation du Port de Plaisance du Vieux Port - périmètre 1. » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le contrat de délégation a été attribué au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon par délibération du Conseil Métropolitain n° MER 001-4234/18/CM du 28 juin 2018. Le contrat a pris effet à sa date de notification le 14 août 2018, pour une durée d'exécution de 10 ans débutant le 1^{er} septembre 2018.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activités portuaires, elle gère à ce titre 28 ports de plaisance représentant près de 10 000 postes à flot.

Dans chacun de ces ports de plaisance les plans d'eau et les terre-pleins adjacents sont dédiés à l'accueil des navires des plaisanciers et aux services utiles à leur stationnement dans le port et de manière accessoire à leur entretien en état de navigabilité.

Rappel de l'objet des avenants conclus antérieurement :

Un avenant n°1 a été approuvé par délibération du Conseil Métropolitain n° MER 001-6506/19/CM du 24 juin 2019, il a été conclu afin d'ajuster certaines conditions d'exécution techniques et financières :

En effet, la périodicité de certains documents de suivi entre le délégataire et le délégant devait être précisée, en outre par dérogation aux autres redevances-usagers de la grille tarifaire dite « annexe n°9 » est introduite la faculté pour le délégataire de faire varier jusqu'à un plafond de 20% les seuls tarifs de redevances-usagers pour des activités à finalité commerciale, également est dérogé à l'exclusivité d'accès à l'aire de carénage de la délégation aux seuls usagers du périmètre délégué, dans tous les cas motivés par des sujétions techniques ou fonctionnelles liées à la configuration des espaces du Vieux-Port, enfin est introduite au contrat, l'indexation du forfait établi pour mettre la taxe foncière de plan d'eau du délégant à la charge de la délégation.

Un avenant n°2 a fait l'objet d'une délibération du Conseil Métropolitain n° MER 003-8037/19/CM du 17 janvier 2020, il visait les conséquences financières d'une extension de périmètre motivée par l'organisation future de la phase d'accueil et de préparation des équipes de voile aux épreuves des JO 2024.

L'organisation mise en place in fine ayant évolué, les parties ont convenu de la caducité de son objet, cet avenant n° 2 n'ayant plus d'objet, il est abrogé par la présente délibération.

Le présent avenant d'un objet distinct et d'une finalité différente devient, compte-tenu de cette abrogation l'avenant n°2.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le présent avenant n°2 a pour objet principal de fixer et clarifier la commune intention des parties concernant le régime financier de la délégation établi principalement sur le mécanisme de versement d'une redevance par le délégataire au délégant en contrepartie de la mise à disposition des biens et avantages de toute nature procurés. Les parties ont donc convenu de fixer et clarifier les différentes composantes et valeurs de références prévues pour le recouvrement, l'indexation et le paiement de la redevance due par le délégataire au délégant.

L'avenant clarifie accessoirement l'article 2 relatif à la durée de la délégation eu égard à sa date de notification et simplifie les données relatives aux documents de suivi visés par l'avenant n°1 sus visé.

Parmi les composantes et valeurs de référence, le mois M_0 précédant la date de la remise de l'offre est corrigé à raison de la dernière offre déposée et non de l'offre initiale.

La durée du contrat, les périodes contractuelles, la valeur de référence de la redevance pris pour l'indexation, la formule d'indexation et le choix de l'indice sont inchangés.

Ces précisions, ces ajouts et clarifications apportées au régime financier du contrat n'ont pas d'impact sur l'équilibre économique ni sur son montant contractuel. Le compte d'exploitation prévisionnel du contrat n'est pas modifié par le présent avenant n°2, il est cependant mis à jour de l'impact financier non substantiel de l'avenant n°1.

Ce rapport n'a aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-7 du code de la commande publique, les modifications introduites au titre du présent avenant ne peuvent pas être qualifiées de substantielles. Le présent avenant peut régulièrement être conclu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 de clarification des clauses financières du contrat de Délégation de Service Public conclu avec l'association Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) pour l'exploitation et l'animation du Port de Plaisance du Vieux-Port - périmètre 1.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative l'approbation de l'avenant n°2 de clarification des clauses financières du contrat de Délégation de Service Public conclu avec l'association Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) pour l'exploitation et l'animation du Port de Plaisance du Vieux-Port - périmètre 1, ainsi qu'au projet d'abrogation de la délibération n° MER 003-8037/19/CM du 17 janvier 2020 approuvant le précédent avenant n°2 devenu sans objet ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 de clarification des clauses financières du contrat de Délégation de Service Public conclu avec l'association Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) pour l'exploitation et l'animation du Port de Plaisance du Vieux-Port - périmètre 1, ainsi qu'au projet d'abrogation de la délibération n° MER 003-8037/19/CM du 17 janvier 2020 approuvant le précédent avenant n°2 devenu sans objet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PORTS 005-149/22/CT

■ **CT1 - Présentation du rapport d'activité du délégataire Chambre de Commerce et d'industrie Marseille Provence CCIMP pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 4, pour l'année 2020, DSP 18-07**

Information du Conseil de Territoire DIPOR 22/20243/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant près de 10 000 postes à flot. Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports de plaisance.

Par délibération n° MER 004-4237/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Vieux Port de Marseille à la CCI Marseille Provence via sa société dédiée la SAS Anse de la Réserve. Le contrat de délégation de service public a pris effet au 1er septembre 2018 pour une durée de 12 ans.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce premier rapport d'activité a fait l'objet d'une analyse économique par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du délégataire Chambre de Commerce et d'industrie Marseille Provence (CCIMP) pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 4, pour l'année 2020, DSP 18-07.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire est informé du projet de délibération métropolitaine sur la présentation du rapport d'activité du délégataire Chambre de Commerce et d'industrie Marseille Provence (CCIMP) pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 4, pour l'année 2020, DSP 18-07.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du délégataire Chambre de Commerce et d'industrie Marseille Provence (CCIMP) pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 4, pour l'année 2020, DSP 18-07.

PORTS 006-151/22/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité du délégataire association Société Nautique de Marseille SNM pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 2, pour l'année 2020, DSP 18-05

**Information du Conseil de Territoire
DIPOR 22/20245/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant près de 10 000 postes à flot. Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports de plaisance.

Par délibération MER 002-4235/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation des plans d'eau et des terre-pleins d'une partie du Vieux-Port de Marseille à la Société Nautique de Marseille (SNM), association régie par la loi du 1er juillet 1901. Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1er septembre 2018 pour une durée de 10 ans. Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service.

L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse économique par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du délégataire de l'Association Société Nautique de Marseille (SNM) pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du vieux port de Marseille Périmètre 2, pour l'année 2020, DSP 18-05.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire est informé du projet de délibération métropolitaine sur la présentation du rapport d'activité du délégataire de l'Association Société Nautique de Marseille (SNM) pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du vieux port de Marseille Périmètre 2, pour l'année 2020, DSP 18-05.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du délégataire de l'Association Société Nautique de Marseille (SNM) pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du vieux port de Marseille Périmètre 2, pour l'année 2020, DSP 18-05.

PORTS 007-152/22/CT

■ CT1 - Présentation du rapport d'activité du délégataire association Yachting Club de la Pointe Rouge YCPR pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins port de la Pointe Rouge de Marseille Périmètre 3, pour l'année 2020 DSP 18-06

Information du Conseil de Territoire DIPOR 22/20246/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant près de 10 000 postes à flot. Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports de plaisance.

Par délibération n° MER 003-4236/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Port de la Pointe-Rouge au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR), association régie par la loi du 1er juillet 1901. Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1er septembre 2018 pour une durée de 10 ans.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce premier rapport d'activité a fait l'objet d'une analyse économique par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2020.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du délégataire association Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins port de la Pointe Rouge de Marseille Périmètre 3, pour l'année 2020 DSP 18-06.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire est informé du projet de délibération métropolitaine sur la présentation du rapport d'activité du délégataire association Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins port de la Pointe Rouge de Marseille Périmètre 3, pour l'année 2020 DSP 18-06.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité du délégataire association Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins port de la Pointe Rouge de Marseille Périmètre 3, pour l'année 2020 DSP 18-06.

PORTS 008-153/22/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public conclu avec la Société NOUVELLE AIRE pour l'avitaillement du port de plaisance du Vieux-Port suite au report des travaux de mise à niveau du site

**Avis du Conseil de Territoire
DIPOR 22/20247/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public conclu avec la Société NOUVELLE AIRE pour l'avitaillement du port de plaisance du Vieux-Port suite au report des travaux de mise à niveau du site », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activités portuaires, elle gère à ce titre 28 ports de plaisance représentant près de 10 000 postes à flot.

Dans chacun de ces ports des périmètres de terre-pleins et les plans d'eau adjacents sont dédiés aux activités d'avitaillement en carburants à destination des usagers des ports de plaisance.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le contrat de délégation de service public d'exploitation de l'aire d'avitaillement du Vieux Port à MARSEILLE a été attribué à la Société Nouvelle Aire pour une durée de 5 ans, avec prise d'effet à sa date de notification le 11 septembre 2020.

Le présent avenant a pour objet de tirer les conséquences financières et opérationnelles sur du contrat en cours, du retard pris par l'autorité délégante dans les travaux mis à sa charge pour la mise aux normes des équipements de la station d'avitaillement.

Le contrat prévoyait dans son article 5, un démarrage de l'activité déléguée le 7 novembre 2020, jour prévu de la mise à disposition des installations par la Métropole au délégataire, or la Société Nouvelle Aire n'a pu démarrer l'exploitation du site qu'à partir du 08/03/2021, la réception des travaux n'ayant pu se faire à la date prévue.

La délégation n'a donc pu s'exécuter durant les 121 premiers jours prévus, période qu'il convient de retrancher des engagements financiers pris en début de délégation pour les reporter en fin de délégation.

Les travaux pris en charge par la Métropole sur le site de station d'avitaillement consistaient pour mémoire principalement en une mise aux normes des cuves de stockage de carburant.

Il est précisé que le retard pris dans les opérations de réception reportées n'a pas généré de charges supplémentaires à l'exploitant ni de manque à gagner car la période d'exécution neutralisée par les travaux se situait en saison creuse :

- dépose des cuves et événements existant ;
- mise en place de 4 nouvelles cuves double enveloppe, remplacement des tuyauteries de carburant ;
- mise en œuvre d'une aire de dépotage et d'un nouveau séparateur d'hydrocarbures ;
- mise en œuvre d'événements et des circuits de récupération des vapeurs RV1 et RV2.

Dans ces conditions, il est nécessaire de reporter la période d'exécution affectée par le retard en fin de contrat et de constater ainsi la nouvelle date d'échéance de la délégation au 7 mars 2026 au lieu du 6 novembre 2025.

Ces modifications apportées au contrat n'ont pas d'impact sur les tarifs ni sur les montants globaux du Compte d'Exploitation Prévisionnel.

Le compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.

Ce rapport n'a aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-7 du code de la commande publique, les modifications introduites au titre du présent avenant ne peuvent pas être qualifiées de substantielles. Le présent avenant peut régulièrement être conclu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public conclu avec la Société NOUVELLE AIRE pour l'avitaillement du port de plaisance du Vieux-Port suite au report des travaux de mise à niveau du site.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public conclu avec la Société NOUVELLE AIRE pour l'avitaillement du port de plaisance du Vieux-Port suite au report des travaux de mise à niveau du site ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public conclu avec la Société NOUVELLE AIRE pour l'avitaillement du port de plaisance du Vieux-Port suite au report des travaux de mise à niveau du site.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PORTS 009-154/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention et attribution d'une subvention à l'Association Médiation Sociale AMS pour la mise en place d'un dispositif de médiation sociale dans les ports de la Ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DIPOR 22/20332/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention et attribution d'une subvention à l'Association Médiation Sociale AMS pour la mise en place d'un dispositif de médiation sociale dans les ports de la Ville de Marseille », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

L'Association de Médiation Sociale (AMS) propose de mettre en place un dispositif spécifique de médiation sociale dans les ports marseillais gérés par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette action s'inscrit dans le cadre général de leurs interventions de médiation sur l'espace public pendant la période estivale 2022. Leur action est nécessaire face à un climat d'insécurité qui s'installe dans les zones portuaires, et où les rapports sociaux se complexifient de plus en plus.

Dans le cadre spécifique de l'accueil des équipes pour les jeux olympiques, certaines équipes étrangères seront présentes dès le printemps 2022 sur des sites portuaires pour stocker leur matériel, s'entraîner, s'acclimater à la rade de Marseille et se préparer au mieux à l'obtention de médailles.

L'expérience des médiateurs sociaux, qui interviennent depuis 2002 sur l'espace public de la bande littorale est un atout indéniable dans la mise en place d'un tel dispositif, autant auprès des estivants, des plaisanciers, des compétiteurs, des jeunes et de la population locale.

Ainsi, les équipes d'agents de médiation expérimentés, possédant des capacités d'écoute et de compréhension des différentes conduites en jeu, faciliteront la mise en place de relations interpersonnelles positives. Écoute, dialogue, responsabilisation et réactivité sont les axes prioritaires de ces prestations.

Depuis le déconfinement du printemps 2020, les zones portuaires sont victimes de sur fréquentation avec une forte augmentation des problématiques de niveau de gravité élevé, tensions et conflits interpersonnels, incivilités, vols, absence de respect de l'environnement, populations perturbant la tranquillité des sites, comportements suspicieux d'individus, tags sauvages, barbecues, fêtes nocturnes...

Les sites concernés par ce dispositif sont :

1) Vieux-Port / Quai du Mucem / Quai St Jean

Les zones portuaires du Mucem et du Quai St Jean sont situées à la sortie et à l'entrée du Vieux Port. Elles sont situées aussi à proximité immédiate des habitations du centre-ville et du quartier du Panier, connu pour être un quartier populaire et éclectique du fait de sa mixité sociale. Une partie de la population locale connaît des difficultés sociales et économiques et de nombreux jeunes sont sans emploi et sont souvent désœuvrés.

Ces lieux deviennent à partir du mois de juin, des lieux de rendez-vous de groupes de jeunes, avec des comportements souvent excessifs, agités, bruyants voire incivils. Ils se livrent à d'autres comportements à risques (tentatives de baignade dans les darses, saut des rochers du fort Saint Jean, saut de la passerelle du Mucem...) et à quelques provocations envers les estivants, les loueurs de bateaux ou envers les plaisanciers qui s'amarrent pour un ou plusieurs jours au quai du Mucem.

L'ensemble de ces comportements déviants ne sont pas toujours des infractions pénales conséquentes, toutefois un sentiment d'insécurité et de danger est souvent ressenti par les utilisateurs des installations portuaires métropolitaines.

La présence des médiateurs de l'association, depuis 2017, dans le cadre d'un partenariat avec le Mucem a prouvé que la réponse préventive de médiation était très souvent adaptée.

2) Vieux-Port / Quai Marcel Pagnol

Cette partie portuaire, très vaste et située au cœur du centre-ville de Marseille, a pour particularité d'être un lieu très fréquenté par une population hétérogène y compris les membres des sociétés nautiques.

La présence d'AMS tout au long de l'année sur l'espace public, leur permet à la fois de connaître ces publics mais aussi de tisser un réseau de partenaires institutionnels et associatifs.

La présence de médiateurs est une nécessité car de nombreuses problématiques peuvent se résoudre par le dialogue. Les traversées à la nage du chenal entre le quai Marcel Pagnol et le fort Saint Jean / Mucem pourront ainsi être évitées.

3) Frioul / Centre de préparation des jeux olympiques

L'Ile du Frioul connaît une forte affluence de la population, de plus en plus tôt, et ce d'année en année. En 2021, l'affluence a pu atteindre 3000 personnes jour sur la période mai / juin, et ce sans compter les nombreux plaisanciers qui se trouvent dans le port de plaisance.

Ces situations génèrent des tensions et / ou des conflits et la présence de médiateurs aux abords de la gare maritime contribue à l'apaisement des situations.

Toutefois, face à la présence de groupes de jeunes ou d'adultes vers les parties les plus faciles d'accès (Chemin menant à la plage de Saint Estève, abords du centre Leo Lagrange, criques et le futur Centre de préparation des JO), la mise en place de deux médiateurs dédiés permettra d'aller vers ces populations pour accueillir, échanger,

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

renseigner et gérer les conflits de basses intensité ainsi que de favoriser la non perturbation des équipes internationales installées pour les futures compétitions sportives.

4) Pointe Rouge / Espace voiles légères

AMS est déjà présente en période estivale sur le secteur de la Pointe Rouge et aux abords immédiats de la plage. Cette présence a permis de répondre par l'écoute active et le dialogue à de nombreuses problématiques liées à la fréquentation excessive, au non-respect du partage de l'espace public et des conduites déviantes associées.

En ce qui concerne plus précisément l'espace voiles légères, la présence de médiateurs pourra apaiser les situations de tensions et rappeler les règles d'utilisations des installations de la Métropole, le partage de cet espace entre enfants stagiaires des clubs de voile, équipes olympiques et estivants.

5) Les Goudes

Le Port des Goudes est connu de nombreux estivants qui souhaitent profiter de la beauté des lieux mais aussi se baigner dans le port et au niveau de l'embarcadère des navettes maritimes.

Nombre d'accidents peuvent être évités en diffusant des messages de prévention par des médiateurs. Il est nécessaire d'y dédier un binôme de médiateur.

Exemples d'interventions des médiateurs sociaux :

- Rappel du règlement particulier de police portuaire et notamment les articles énonçant l'interdiction des baignades, des sauts et plongeon des rochers ;
- Prévention des actes d'incivilités et de délinquance ;
- Renforcement du lien social avec tous les publics ;
- Interventions auprès des publics hétérogènes qui fréquentent les zones portuaires ;
- Gestion de conflits de basse intensité ;
- Canalisations des tensions entre groupes de jeunes, entre jeunes, plaisanciers, riverains ou sportifs de haut niveau ;
- Intervention sur les flux aux abords de la gare maritime ;
- Diffusion de messages de prévention des risques : alcool, cannabis, respect des espaces publics, vigilance en terme de sécurité routière ;
- Rappel du respect des gestes barrières (dans la mesure où ceux-ci seront encore à l'ordre du jour) ;
- Délivrance de messages relatifs à la préservation de l'environnement ;
- Rappels des règles nécessaires au mieux vivre ensemble (respect des lieux, des espaces privés et publics ...) ;
- Veille active, information et orientation en direction des publics.

Partenaires de AMS :

- Partenaires institutionnels : Direction des ports de la Métropole, Services Techniques, Conseil Local de Prévention de la Délinquance de la Ville de Marseille, Police Nationale et Municipale.
- Partenaires de terrain : interventions quotidiennes auprès des habitants, des commerçants et des structures associatives afin de mieux appréhender les problématiques et leurs évolutions.

Cadre Général d'Intervention

Zones Portuaires Concernées

- Vieux Port : Mucem / Quai St Jean
- Vieux Port : Quai Marcel Pagnol

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Frioul : entre gare maritime et centre de préparation aux JO
- Pointe Rouge : espace voiles légères
- Les Goudes : débarcadère navettes maritimes

Temporalité

La mise en place du dispositif du mois de juin à août 2022.

- Pour le Mois de juin : Mercredi, Samedi, Dimanche et Fériés
- Pour le Mois de Juillet et Août : 7 jours sur 7

Les horaires : 13h00 à 19h00

Moyens humains

Les médiateurs : 10 médiateurs par jour soit 5 binômes répartis sur l'ensemble des ports concernés. Afin d'assurer un service 7 jours sur 7 au mois de juillet et Août, un effectif de 14 personnes est nécessaire.

L'encadrement de proximité : l'encadrant connaît les territoires, les problématiques. Les coordonnateurs, depuis de nombreuses années pour certains, sont connus et reconnus par les divers partenaires locaux, les riverains et présidents de CIQ. Leur vigilance et leur réactivité est appréciée. Ces conditions réunies favorisent la mise en œuvre d'un service de qualité car il s'est inscrit dans la continuité des actions de médiation engagée par ailleurs. Il interviendra en soutien des médiateurs, supervisera l'organisation du travail, il organisera, en accord avec le chef de projet et les partenaires, l'activité des médiateurs et sera un soutien aux situations complexes rencontrés.

Le chef de projets : le dispositif est sous la responsabilité d'un chef de projet. Il veille au bon déroulement de l'action, rédige avec les médiateurs et l'encadrant les notes d'ambiance et les bilans, communique avec les partenaires locaux et institutionnels. Il participe à l'ensemble des réunions hebdomadaires, réajuste en cas de nécessité les modes d'interventions, est attentif à l'expression de l'ensemble des acteurs et partenaires impliqués.

La direction de l'association : elle est garante du fonctionnement global et supervisera les actions mises en œuvre. En lien avec les partenaires institutionnels, elle veillera au respect des modalités de fonctionnement du dispositif de médiation sociale.

Moyens matériels

Pour l'exécution de leur mission, les médiateurs seront équipés d'une tenue vestimentaire spécifique correspondant à la demande exprimée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'un téléphone portable (par binôme), d'un carnet de Bord, d'une fiche d'évaluation quantitative et qualitative, d'une carte de transport RTM, d'un véhicule pour l'encadrement.

Formations internes réalisées

- Rappels déontologiques / Charte de la médiation / Évaluation des Pratiques / Normes Métiers,
- Objectifs et cadre d'intervention de la médiation sur les territoires d'affectation
- Études de cas,
- Travail sur la posture professionnelle (Jeux de Rôle, exercice sur les techniques de communication),
- Rencontres avec les partenaires institutionnels et opérationnels
- Laïcité et Valeurs de la République
- Formations à organiser en partenariat avec la direction des ports de la Métropole.

Évaluation qualitative et quantitative

Au quotidien, les médiateurs disposent d'une fiche d'évaluation qualitative et quantitative, à la fin de leur journée de travail, ils ont pour objectif de mentionner le nombre d'interventions effectuées et de décrire, de manière la plus détaillée possible, les circonstances de l'incident et les méthodes d'intervention adoptées. Le travail est coordonné par l'encadrant qui vérifie la bonne réalisation des remontées des informations en y intégrant ses propres observations.

Les éléments quantitatifs sont reportés sur une base de données pour chacun des sites et secteurs d'interventions.

Les éléments qualitatifs font l'objet de rédaction et permettent de réaliser une « note d'ambiance » hebdomadaire ou par quinzaine.

Lors d'incident majeur, un mail est expédié aux différents services concernés et à leur direction, ces outils permettent de réajuster et/ou d'opter pour des solutions ou nouvelles stratégies dans l'immédiateté.

Par ailleurs, le chef de projets et/ou le coordonnateur en charge du service participeront à l'ensemble des réunions de bilans, initiés par la direction des ports.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de subventionner l'activité de cette association pour un montant de 126 179,00 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 1decembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention et attribution d'une subvention à l'Association Médiation Sociale (AMS) pour la mise en place d'un dispositif de médiation sociale dans les ports de la ville de Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative l'approbation d'une convention et attribution d'une subvention à l'Association Médiation Sociale (AMS) pour la mise en place d'un dispositif de médiation sociale dans les ports de la ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention et attribution d'une subvention à l'Association Médiation Sociale (AMS) pour la mise en place d'un dispositif de médiation sociale dans les ports de la ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PORTS 010-155/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération n°2022001800 Travaux d'aménagements spécifiques sur le Domaine Public Maritime - JO 2024

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 22/20393/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022001800 - Travaux d'aménagements spécifiques sur le Domaine Public Maritime - JO 2024 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de Marseille a été désignée par le Comité International Olympique pour accueillir les épreuves de voile légère dans le cadre des Jeux Olympiques 2024.

Cette discipline, très dépendante des conditions climatiques, nécessitent une présence sur site très en amont des compétitions afin que les équipes internationales s'approprient les conditions de navigation du plan d'eau de Marseille.

Dès 2022, les fédérations internationales cherchent des lieux proches des mises à l'eau pour accueillir leurs équipes et tout le matériel nécessaire aux différentes épreuves inscrites pour l'été 2024.

La base nautique du Roucas Blanc n'étant pas encore opérationnelle, le nombre d'équipe à accueillir est important ce qui nécessite de réaliser des aménagements spécifiques dans les ports de plaisance : aménagement de surface, alimentations en eau et en électricité, pontons amovibles, éclairages, mise en place de bungalows...

Ces travaux seront réalisés sur le domaine public maritime sur des sites déjà identifiés comme le port de la Pointe-Rouge, la Vieux-Port, le port du Frioul... dans le cadre d'un événement sportif d'une envergure internationale.

Ces travaux seront pris en charge sur le budget principal mais ils pourront faire l'objet également de remboursement au budget annexe Ports de plaisance sous la forme de fonds de concours pour la partie initiée sur les mois de mars et avril 2022.

L'opération d'investissement n°2022001800 « Travaux d'aménagements spécifiques sur le Domaine Public Maritime – JO 2024 » d'un montant de 3 600 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 220022BP du programme 02, doit être affectée pour permettre la réalisation de ces travaux ou le versement de fonds de concours au budget annexe Ports de plaisance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

**Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022**

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022001800 – Travaux d'aménagements spécifiques sur le Domaine Public Maritime – JO 2024 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022001800 – Travaux d'aménagements spécifiques sur le Domaine Public Maritime – JO 2024 » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2022001800 Travaux d'aménagements spécifiques sur le Domaine Public Maritime – JO 2024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PORTS 011-156/22/CT

■ CT1 - Renouvellement de l'Adhésion à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur UPACA et Paiement de la cotisation 2022

Information du Conseil de Territoire DIPOR 22/20412/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Face au développement des activités de plaisance, la gestion et l'exploitation des ports de plaisance se complexifient.

Aussi, les responsables de nombreux ports tant privés que publics ont ressenti la nécessité de coordonner leurs actions au sein d'un groupement associatif régional appelé l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur (UPACA).

L'UPACA est donc une association loi 1901 qui n'est autre que l'organisme professionnel des ports de plaisance. Elle a été créée par et pour les gestionnaires des ports de plaisance. C'est leur outil collectif à l'échelle de la région PACA. Elle vit et évolue au travers des besoins, des demandes et souhaits de développement exprimés par ses membres. Elle représente les gestionnaires de port de plaisance auprès des institutions, de l'Etat et des collectivités territoriales.

L'UPACA qui regroupe plus de 90% des ports de plaisance de la région :

- Fédère les ports à gestion publique et à gestion privée et leur apporte des conseils, de l'assistance technique, administrative, sociale, environnementale et juridique dans tous les domaines relatifs à la gestion portuaire,
- Anime le réseau des ports de plaisance et les échanges de bonnes pratiques,
- Est en interface entre les gestionnaires portuaires et nautiques de la région PACA,

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Assure la promotion des activités portuaires et nautiques de la région PACA,
- Entretien des relations avec tous les organismes ayant trait à la navigation de plaisance, et tout particulièrement la Région Sud, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, la DREAL, la DIRM, les conseils Départementaux des six départements, les chambres consulaires, le Crossmed, la S.N.S.M, les Prud'homies de pêche et toutes les entités représentatives dans le domaine portuaire et nautique,
- Négocie des subventions pour les ports de plaisance en matière d'équipements portuaires, d'actions de communication et de prestations de toute nature avec les acteurs cités précédemment,
- Collabore au développement économique, touristique et social de la région PACA dans le domaine portuaire et nautique,
- Participe à la mise en place de tout programme et action concernant l'amélioration, l'extension des installations portuaires et la protection de l'environnement,
- A des missions de coopération avec les autres acteurs de la plaisance, comme les professionnels de la pêche, en règle générale, tous les acteurs du nautisme, et avec les professionnels du tourisme en lien avec la plaisance,
- Assure et coordonne des programmes de formations sur tous les métiers et les règlements en lien avec l'activité portuaire.

L'UPACA est membre à part entière de la Fédération Française des Ports de Plaisance et réunit en son sein des gestionnaires intervenant dans le monde maritime permettant d'initier une politique de développement basée sur une connaissance globale des ports de plaisance.

L'UPACA fait aussi de la coopération inter-régionale, européenne et mondiale. Elle a un poste de vice-présidente de l'assemblée Maritime pour la croissance Régionale et l'Environnement (AMCRE). Elle est par ailleurs membre du Conseil Maritime de Façade.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports : 24 sur le conseil de territoire Marseille-Provence et 2 sur le Conseil de Territoire de Istres Ouest-Provence et 2 sur le Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Dans ce cadre, et compte tenu des actions menées par l'UPACA à destination de ses membres, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association.

En tant qu'adhérent, la Métropole Aix-Marseille-Provence disposera d'un siège au Conseil d'Administration de l'association.

Le montant de la cotisation, pour l'exercice 2022 calculé sur la base du nombre d'anneaux gérés en régie directe, est fixé à 16 571,45 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur le renouvellement de l'adhésion à l'union des ports de plaisance de Provence Alpes Côte d'Azur (UPACA) et règlement de la cotisation pour l'année 2022.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Que le conseil de territoire est informé du projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation du renouvellement de l'adhésion à l'union des ports de plaisance de Provence Alpes Côte d'Azur (UPACA) et règlement de la cotisation pour l'année 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation du renouvellement de l'adhésion à l'union des ports de plaisance de Provence Alpes Côte d'Azur (UPACA) et règlement de la cotisation pour l'année 2022.

Commission "Voirie - Mobilité"

VOIMOB 001-159/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Marseille dans le cadre de l'aménagement du rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile à Marseille 13008**

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 22/20260/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Marseille dans le cadre de l'aménagement du rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile à Marseille 13008 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans la perspective de l'accueil des épreuves de voile des Jeux olympiques 2024, la Ville de Marseille souhaite moderniser le site du stade nautique du Roucas Blanc, selon les chartes imposées par l'organisation Paris 2024. Ce projet permettra de pérenniser les activités proposées à ce jour (sports de voile et de glisse...), en améliorant l'accueil et la promotion des sports nautiques par le Centre Municipal de Voile (CMV). Il permettra également au pôle France de Voile, déjà installé sur le site, de disposer d'une structure performante pour la préparation et la formation d'athlètes de haut-niveau.

Dans ce cadre, la Métropole s'est engagée à réaliser l'accès à ce site avec la mise en place d'un carrefour giratoire, l'aménagement des abords immédiats des allées piétonnes, et de l'accès au parvis du centre nautique. Il s'agit précisément de requalifier un tronçon de voirie pour créer un accès direct sur la base nautique au niveau du croisement entre la promenade Georges Pompidou et la rue du Commandant Rolland dans le 8ème arrondissement.

L'ensemble des travaux d'aménagement urbain nécessaires à cette opération seront réalisés sous l'autorité de la Métropole, désignée maître d'ouvrage unique en vertu d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conclue en parallèle avec la Ville de Marseille. En effet, cette convention vise à autoriser la Métropole à exercer la maîtrise d'ouvrage de travaux relevant de la compétence communale (mise en place de mobilier urbain, installation de fourreaux dédiés à la fibre optique, création d'espaces verts ornementaux incluant l'aménagement de l'arrosage). Ces travaux rattachés au « bloc communal » feront ainsi l'objet d'un remboursement par la Ville de Marseille dans les conditions fixées par cette convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

En revanche, les travaux qui impactent l'éclairage public et les « espaces verts d'alignement » doivent faire l'objet d'un traitement financier spécifique.

En effet, dans le cadre de l'exercice de son contrôle de légalité, le Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué à plusieurs reprises que la compétence métropolitaine en matière d'aménagement métropolitain incluait l'éclairage public « en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ». Compte tenu de cette position préfectorale, la Métropole a dû adapter son organisation vis-à-vis de cette compétence, dans l'attente du rapport de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT).

De la même manière, la compétence « espaces verts d'alignement » (plantation d'alignement et arrosage) incombe à la Métropole sans que son transfert ait donné lieu à une évaluation de la charge transférée et qu'une compensation financière ait été établie.

Dans ce contexte, il est nécessaire - dans le cadre des opérations d'investissement impactant de l'éclairage public ou des espaces verts d'alignement - de prévoir un mécanisme de compensation financière par les communes membres.

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la commune.

En conséquence, et pour acter cet accord financier, les parties sont convenues des termes de la convention présentée ci-après.

Ces modalités financières viennent compléter la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage susvisée.

Le montant global de l'opération d'aménagement du rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile est estimé à 2 000 000 euros TTC (soit environ 1 666 667 euros HT).

La part des travaux de compétence Ville est évaluée à 158 212,15 euros TTC (soit 131 843,46 euros HT).

Le coût prévisionnel des travaux portés par la Métropole dans le cadre cette opération s'établit à 1 841 787,85 € TTC (soit 1 534 823,21 euros HT).

La participation de la commune s'élèvera à 50% du coût total hors taxe des travaux et études afférents à l'éclairage public et aux espaces verts d'alignement, dans la limite d'un montant de 29 030 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune de Marseille afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge des travaux d'aménagement du rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile à Marseille (13008) ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Marseille dans le cadre de l'aménagement du rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile à Marseille 13008 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Marseille dans le cadre de l'aménagement du rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile à Marseille 13008.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 002-157/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille dans le cadre de l'aménagement du rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile à Marseille 13008
DRMVEP 22/20163/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans la perspective de l'accueil des épreuves de voiles des Jeux olympiques 2024, la Ville de Marseille souhaite moderniser le site du stade nautique du Roucas Blanc selon les chartes imposées par l'organisation Paris 2024. Ce projet permettra de pérenniser les activités actuellement proposées (sports de voile et de glisse...), en améliorant l'accueil et la promotion des sports nautiques par le Centre Municipal de Voile (CMV). Il permettra également au pôle France de Voile, déjà installé sur le site, de disposer d'une structure performante pour la préparation et la formation d'athlètes de haut-niveau.

Dans ce cadre, la Métropole s'est engagée à réaliser l'accès à ce site avec la mise en place d'un carrefour giratoire, l'aménagement des abords immédiats des allées piétonnes, et de l'accès au parvis du centre nautique. Il s'agit précisément de requalifier un tronçon de voirie pour créer un accès direct sur la base nautique au niveau du croisement entre la promenade Georges Pompidou et la rue du Commandant Rolland dans le 8ème arrondissement.

Le projet portera notamment sur :

- La prise en compte des éléments structurants existants : cheminements, traversées piétonnes, stationnement, déposes minutes et arrêts de bus.
- Le déplacement de la piste cyclable existante sur chaussée, protégée de la circulation automobile par un îlot séparateur.
- La gestion de la topographie permettant une meilleure évacuation des eaux pluviales.
- Le respect et la sécurité liés aux usages avec la présence sur site des écoles de navigation, d'une base nautique, des locaux de la Direction de la mer et des clubs nautiques.
- La valorisation de l'espace situé au droit du parvis d'entrée du site en harmonie avec l'aménagement de la base nautique.
- Un traitement paysager de l'ensemble du site par une approche qualitative des ambiances, du végétal et de la nature des espaces proposés.
- La circulation et le stationnement des véhicules légers et poids lourds.

Si la majeure partie des ouvrages et équipements compris dans cette opération relève de la compétence « Voirie » de la Métropole, certains demeurent de compétence communale (mobilier urbain de type bancs, fourreaux de fibre optique, espaces verts ornementaux).

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Ainsi, afin que la dévolution des marchés et la réalisation des travaux de voirie intéressant à la fois la Commune et la Métropole s'effectuent dans les meilleures conditions possibles en termes de coût et de coordination des prestations, les parties entendent désigner, par convention conclue sur le fondement de l'article L2224-12 du Code de la commande publique, celle qui exercera la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération.

En outre, parmi l'ensemble des travaux et études relevant de cette opération, ceux qui impactent l'éclairage public et les espaces verts « d'alignement » doivent faire l'objet d'un traitement financier spécifique, dans la mesure où ils relèvent des attributions métropolitaines, sans que ce transfert de compétences (initialement communales) ait donné lieu à une évaluation de la charge transférée par la Commission Locale d'évaluation des Charges Transférées (CLECT). Le volet financier de la présente convention sera ainsi complété par les dispositions de la convention de fonds de concours conclue concomitamment avec la Commune.

Le montant global de l'opération d'aménagement du rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile est estimé à 2 000 000 euros TTC (soit environ 1 666 667 euros HT).

La part des travaux de compétence Ville est évaluée à 158 212,15 € TTC (soit 131 843,46 euros HT).

Le coût prévisionnel des travaux portés par la Métropole s'établit à 1 841 787,85 € TTC (soit 1 534 823,21 € HT).

Les dépenses afférentes à l'éclairage public et aux espaces verts d'alignement seront compensées pour la Métropole par :

- un fonds de concours dont la commune se porte redevable à hauteur de 29 030 € ;
- la récupération du FCTVA pour un montant de 11 429 € ;
- un prélèvement sur l'attribution de compensation équivalent à 29 213 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- L'article L. 2224-12 du Code de la commande publique ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de permettre un transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération d'aménagement du rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile à Marseille (13008).

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, conclue avec la Ville de Marseille, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'aménagement du rond-point d'accès au Centre Municipal de Voile à Marseille (13008).

Article 2 :

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes sont constatées au Budget EST 2022 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Opération n°2019103300 – Nature : 4582191003 – Fonction : 844 – Sous politique C 310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 003-164/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel valant rectificatif et substitution en lieu et place du protocole transactionnel n°Z210078PRO conclu avec le groupement INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE mandataire/TEM/ENVEO concernant le marché relatif à la maîtrise d'œuvre pour la requalification du Port-Vieux de La Ciotat**

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 22/20334/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole transactionnel valant rectificatif et substitution en lieu et place du protocole transactionnel n°Z210078PRO conclu avec le groupement INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE mandataire/TEM/ENVEO concernant le marché relatif à la maîtrise d'œuvre pour la requalification du Port-Vieux de La Ciotat », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'opération de requalification du Port-Vieux de La Ciotat s'inscrivait dans la continuité des aménagements réalisés sur le boulevard Anatole France, afin de retrouver à terme, des espaces publics de qualité comme lieux de vie autour du port.

Le périmètre d'intervention couvrait une zone d'environ 15 000 m², comprise entre la rue Victor Giraud et le rond-point Pons.

Les aménagements réalisés sur les quais Ganteaume, de Gaulle et Mitterrand, ont permis de réduire l'espace de la voiture sur les quais, en restituant l'espace ainsi gagné aux piétons. Des revêtements qualitatifs en pierre ont été mis en œuvre depuis les façades des bâtiments jusqu'aux nez de quai, en différenciant les zones circulées et espaces piétons. La reconfiguration complète des terrasses des restaurateurs a également été intégrée au projet.

Le groupement INGEROP Conseil & Ingénierie (mandataire)/Eric GIROUD/ENVEO a été attributaire du marché de maîtrise d'œuvre, lors de la commission d'appel d'offres du 26 janvier 2017.

Le marché n°T17/034 a été notifié le 13 mars 2017, pour un montant global de 412 322,25 €HT, deux tranches confondues.

Par courrier en date 31 août 2020, le groupement de maîtrise d'œuvre a adressé au maître d'Ouvrage une demande de rémunération complémentaire, pour des prestations complémentaires intervenues en phase d'exécution depuis l'avenant n°2.

Le montant total de la réclamation présentée par le groupement s'élevait à 40 825 €HT.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Après analyse de la demande, le maître d'ouvrage a proposé à l'époque au groupement, dans un courrier en date du 15 octobre 2020, de ramener ce montant à 31 700 €HT, soit 38 040 €TTC.

Le groupement ayant accepté cette proposition par courrier en date du 19 octobre 2020, il a été convenu qu'un protocole transactionnel serait établi pour permettre la rémunération des sommes acceptées par le maître d'ouvrage. Aussi, les parties au protocole, soucieuses de trouver une solution équitable à leur différend ont convenu de mettre fin à leur litige par référence aux articles 2044 et suivants du Code Civil.

Par conséquent, par délibération MOB 010-8946/20/BM en date du 17 décembre 2020, le bureau de la Métropole a approuvé le protocole transactionnel permettant de ramener le montant de la demande d'indemnisation initiale de 40 825 €HT à 31 700 €HT.

Après paiement des révisions de prix au titre du marché de maîtrise d'œuvre n°T17/034, le protocole transactionnel précité devait constituer le point d'orgue de la relation contractuelle avec le groupement.

Or, il ressort que par courrier en date du 22 février 2022, la métropole a été informée qu'un des cotraitants du groupement de maîtrise d'œuvre, Eric Giroud, avait cédé son activité de paysagiste concepteur à la société TEM, entraînant de facto la substitution que cette dernière société dans tous les droits et obligations de la structure initiale, cotraitante, Eric Giroud libéral.

Par conséquent, pour permettre le règlement des révisions de prix du marché de maîtrise d'œuvre n°T17/034 d'une part, pour un montant de 12 025,09 €HT, et d'autre part, l'indemnisation transactionnelle précédemment délibérée pour un montant de 31 700 €HT, il convient d'approuver le présent protocole transactionnel qui annule et remplace le précédent protocole notifié sous le n°Z210078PRO.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le marché n°T17/034 relatif à la maîtrise d'œuvre de la requalification de la promenade du Port-Vieux de la Ciotat ;
- La demande de rémunération complémentaire présentée par le groupement INGEROP

Conseil & Ingénierie (mandataire)/Eric GIROUD/ENVEO le 31 août 2020, concernant le marché susvisé;

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération MOB 010-8946 du 17 décembre 2020 approuvant le protocole transactionnel passé avec le groupement INGEROP Conseil & Ingénierie (mandataire)/Eric GIROUD/ENVEO ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du présent protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°T17/034, et entraîne que le groupement de maîtrise d'œuvre renonce à toute instance et action future devant les tribunaux, sur le fondement du même litige ;
- Qu'il convient de rendre caduque le précédent protocole transactionnel n°Z210078PRO approuvé par délibération MOB 010-8946/20/BM du 17 décembre 2020 ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole transactionnel valant restitution en lieu et place du protocole transactionnel n°Z210078PRO conclu avec le groupement INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE (mandataire)TEM/ENVEO concernant le marché relatif à la maîtrise d'œuvre pour la requalification du Port-Vieux de la Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel valant restitution en lieu et place du protocole transactionnel n°Z210078PRO conclu avec le groupement INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE (mandataire)TEM/ENVEO concernant le marché relatif à la maîtrise d'œuvre pour la requalification du Port-Vieux de la Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 004-168/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Régie des Transports Métropolitains relatif au prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville-Capitaine Gèze et la création d'un pôle d'échanges**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 22/20413/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole transactionnel avec la Régie des Transports Métropolitains relatif au prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville-Capitaine Gèze et la création d'un pôle d'échanges », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par un contrat d'obligation de service public pour l'exploitation de services de transport public urbain en date du 22 décembre 2010 n°13/1380, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la Régie des Transports Métropolitains la gestion et l'exploitation de l'ensemble des lignes de transport public de voyageurs relevant de sa compétence, quel que soit le mode de transport.

Par ce même contrat, selon les termes de l'article 219, la Régie des Transports Métropolitains assure à la demande de l'Autorité organisatrice des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le compte de l'Autorité Organisatrice.

Pour ce faire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié le 14 février 2018 à la Régie des Transports Métropolitains une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de préparation à la mise en service dans le cadre de l'opération de prolongement de la ligne 2 du métro de Marseille Bougainville - capitaine Gèze et la création d'un pôle d'échanges dans le cadre du marché n° Z18061.

Dans le cadre de l'exécution de cette mission d'assistance technique, afin d'assurer la mise en service de la station de métro de Capitaine Gèze en décembre 2019, la RTM a engagé un certain nombre de coûts liés :

- Aux essais et à la marche à blanc ;
- A la remise en état de la station afin d'assurer son ouverture ;
- A la sécurisation et à la lutte contre la fraude ;
- A des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Les conséquences financières des coûts supplémentaires engagés liés aux prestations de fonctionnement (sécurisation et lutte contre la fraude) ont déjà été réglées dans le cadre la facture définitive 2020. Il y a lieu de régler par un protocole transactionnel les conséquences financières des dépenses d'investissement que la Métropole a accepté de prendre en charge.

L'incidence financière est de 298 388,79 € HT, soit 358 066,55 € TTC (TVA 20 %) à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les postes pris en compte sont les suivants :

- Surcoûts liés à l'encadrement de la conduite d'une partie des essais par la RTM sur le mois d'août 2019, à hauteur de 43 795,64 € HT ;
- Travaux complémentaires et prestations de remise en état de la station GEZE indispensables à la mise en service de la station, à hauteur de 254 593,15 € HT ;

Il est proposé d'approuver le protocole transactionnel joint en annexe et soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole transactionnel avec la Régie des Transports Métropolitains relatif au prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville-Capitaine Gèze et la création d'un pôle d'échanges ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la Régie des Transports Métropolitains relatif au prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville-Capitaine Gèze et la création d'un pôle d'échanges.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 005-171/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement GTM SUD / SOLETANCHE BACHY FRANCE/BOTTE FONDATIONS INTERTRAVAUX / MARENCO ET CIE / SOGEA PROVENCE / EUROVIA Provence-Alpes-Côte d'Azur relatif à la réalisation de travaux de génie-civil pour la création du tunnel Saint Loup à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT1I 22/20418/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement GTM SUD / SOLETANCHE BACHY FRANCE/BOTTE FONDATIONS INTERTRAVAUX / MARENCO ET CIE / SOGEA PROVENCE / EUROVIA Provence-Alpes-Côte d'Azur relatif à la réalisation de travaux de génie-civil pour la création du tunnel Saint Loup à Marseille », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le projet du Boulevard Urbain Sud reliant l'échangeur Florian au littoral a pour objectif général d'améliorer la desserte des quartiers Sud de la Ville.

L'organisation de ces quartiers s'est faite, au fil des années, par le développement des noyaux villageois en relation quasi exclusive avec le centre de Marseille. Le Boulevard Urbain Sud doit permettre une nouvelle liaison inter-quartier structurante, entre la mer et Saint Loup.

Son profil transversal a été élaboré dans une optique d'un partage équilibré de l'espace entre les modes actifs de déplacement (piétons, vélos) la circulation automobile et les transports en commun, avec des voies en site propre pour accueillir le BHNS B5.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

La Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage de l'opération.

La maîtrise d'œuvre de l'opération a été confiée au groupement constitué des sociétés EGIS et INGEROP.

Par acte d'engagement notifié le 28 juin 2017 sous le n°T17-078, la Métropole a conclu un marché de travaux ayant pour objet la réalisation de travaux de génie civil pour la création des tranchées couvertes du BUS, dans sa section comprise entre l'échangeur Florian et la rue Verdillon avec le groupement initialement composé des sociétés CAMPENON BERNARD Sud Est (mandataire)/GTM Sud/ SOLETANCHE BACHY France/BOTTE FONDATIONS/EUROVIA MEDITERRANEE/ CHANTIERS MODERNES Sud/MARENCO/INTER TRAVAUX/SOGEA Sud, pour un montant de 69.975.288,67 euros HT.

Les travaux faisant l'objet du marché intégraient :

- Les travaux préparatoires de démolition (démolition de l'autopont de Saint-Loup, démolition de bâtis) ;
- Les travaux de génie civil des tranchées couvertes et de leurs ouvrages annexes (soutènement, terrassement, structures principales, réseaux, chaussées, niches de sécurité et issues de secours, local technique, station de pompage) ;
- Les travaux annexes (trottoirs, paralumes, habillages architecturaux de certaines parties d'ouvrages) ;
- Les travaux de dévoisement de réseaux (réseaux humides, réseaux secs) ;
- Les travaux en surface ;
- Le rétablissement de voiries de surface.

Le démarrage des prestations a été fixé au 13 juillet 2017 par ordre de service n°1.

L'exécution du marché a donné lieu à la conclusion de trois avenants.

Tout d'abord, par avenant n°1 notifié le 30 novembre 2017, il a été acté la modification de la composition du groupement liée à la fusion des sociétés CAMPENON BERNARD Sud Est et CHANTIERS MODERNES Sud et la désignation de la société GTM SUD comme mandataire du groupement.

Puis, par avenant n°2, le marché a été modifié afin d'intégrer notamment des adaptations des travaux liés à la mise à disposition tardive des emprises de chantier, des adaptations techniques liées aux contraintes géologiques et hydrogéologiques, des travaux de réseaux nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages, des adaptations aux emprises et à l'environnement existant. Cet avenant n°2, notifié le 22 octobre 2018, a ainsi porté le prix du marché à 72.997.631,77 euros HT.

Enfin, par avenant n°3, le marché a dû être adapté compte tenu de la survenance de faits nouveaux et sujétions imprévues. Cet avenant n°3, notifié le 13 septembre 2019, a ainsi porté le prix du marché à 80.102.364,52 euros HT.

La date d'achèvement des travaux était donc prévue au 31 décembre 2019.

L'exécution de ce marché public a impliqué une mise à disposition différée des emprises du chantier, réalisée à compter de la fin du mois d'octobre 2017 jusqu'au 12 juillet 2018. En outre, l'exécution du marché a été suspendue afin de prendre en compte un imprévu hydrogéologique.

En dépit de ces circonstances, les parties ont convenu de ne pas prolonger le délai d'exécution d'une part, et de mettre en œuvre des moyens supplémentaires d'autre part, afin de permettre le maintien du terme prévu pour l'achèvement des travaux et pour la mise en service de l'ouvrage.

Le 19 juin 2020, le maître d'ouvrage a notifié le décompte général du marché, faisant apparaître un montant contractuel des travaux, à 80.102.362,63 euros HT.

Le même jour, le groupement a adressé au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre un mémoire en réclamation alléguant :

- D'une part, que le montant des travaux réellement exécutés correspondait à la somme de 83.603.861,07 euros HT, excédant ainsi le montant contractuel pour un montant de 3.501.498,44 euros HT au titre des travaux exécutés sur la période à compter du 08/11/2019 au 10/12/2019 ;

- D'autre part, la rémunération complémentaire faisant état de la somme de 18.178.951,33 euros HT.

Ainsi, le groupement d'entreprises sollicitait une demande indemnitaire globale à hauteur de 21.680.449,77 euros HT.

Le rejet implicite par le Maître d'Ouvrage du mémoire en réclamation présenté par le groupement a conduit ce dernier à saisir le Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends relatifs aux marchés

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

publics de Marseille (CCRA) en vertu de l'article 50.4 du CCAG travaux, d'une demande d'avis sur sa réclamation enregistrée le 26 juin 2020 sous le n°2020-08.

Par courrier en date du 2 juillet 2020, le secrétariat du CCRA a transmis à la Métropole le mémoire du groupement d'entreprises en demandant la transmission du mémoire en défense.

Le maître d'ouvrage a produit le 8 février 2021 ses observations en défense dans un mémoire en réponse.

La proposition du rapporteur s'élevait à 14.662.790,39 euros HT, la séance de conciliation du CCRA du 25 novembre 2021 a permis de ramener ce montant à la somme de 13.269.379,31 euros HT.

Conformément aux dispositions prévues par le Code de la Commande Publique et du décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics et suite à sa séance du 25 novembre 2021, le CCRA de Marseille a rendu un avis notifié aux parties, aux termes duquel il considère que le litige entre le groupement GTM Sud (mandataire)/ SOLETANCHE BACHY France/ BOTTE FONDATIONS/ EUROVIA PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR/ CHANTIERS MODERNES Sud/ MARENCO ET CIE/ INTERTRAVAUX/ SOGEA Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence trouverait une solution équitable par l'octroi audit groupement d'une indemnité de 13.269.379,31 euros HT dont la décomposition forfaitaire figure en Annexe du protocole transactionnel.

Par conséquent, dans la perspective de concessions réciproques et sur la base de l'avis rendu par le CCRA, le titulaire accepte, en contrepartie des prestations qu'il a effectuées au profit du Maître d'Ouvrage et sur la base du service fait certifier, le versement d'une indemnité transactionnelle par la voie du présent protocole transactionnel, permettant de ramener la réclamation de 21.680.449,77 euros HT à 13.269.379,31 euros HT.

En ajoutant les révisions de prix à hauteur de 246.219,65 euros HT le montant total sera de 13.515.598,96 euros HT soit 16.218.718,75 euros TTC (révision de prix inclus).

De surcroît, ce montant sera majoré des intérêts moratoires qui sont dus de droit.

Pour respecter les principes comptables de prudence, les services de la Métropole ont provisionné les crédits nécessaires au mandatement de ladite indemnité et les intérêts moratoires sur les budgets concernés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le marché n° T17/078 relatif aux travaux du génie civil des tranchées couvertes du BUS dans sa section comprise entre l'échangeur Florian et la rue Verdillon ;
- La réclamation présentée par le groupement GTM Sud (mandataire)/ SOLETANCHE BACHY France/ BOTTE FONDATIONS/ EUROVIA PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR/ CHANTIERS MODERNES Sud/ MARENCO ET CIE/ INTERTRAVAUX/ SOGEA Provence le 26 juin 2020, concernant le marché susvisé ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis du CCRA du 26 novembre 2021 portant sur la réclamation du groupement susvisé sur le marché n°T17/078 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°T17-078, et entraîne que le groupement titulaire des travaux renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement GTM SUD/SOLETANCHE BACHY France/BOTTE FONDATIONS INTERTRAVAUX/ MARENCO ET CIE/ SOGEA PROVENCE/ EUROVIA PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR relatif à la réalisation de travaux de génie-civil pour la création du tunnel Saint Loup à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement GTM SUD/SOLETANCHE BACHY France/BOTTE FONDATIONS INTERTRAVAUX/ MARENCO ET CIE/ SOGEA PROVENCE/ EUROVIA PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR relatif à la réalisation de travaux de génie-civil pour la création du tunnel Saint Loup à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 006-169/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/342 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 22/20416/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/342 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération MOB 006-10687/21/CM du 19 novembre 2021, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2021 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Castellane et Préfecture à Marseille, les samedis et dimanches 11, 12, 18 et 19 décembre 2021, pour permettre aux usagers de profiter de deux heures de stationnement gratuit durant la plage horaire d'ouverture des commerces.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 8 018,50 € HT (9 622,20 € TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/342 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/342 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 007-170/22/CT

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/343 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 22/20417/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/343 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération MOB 006-19687/21/CM du 19 novembre 2021, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2021 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mis en œuvre dans les parcs De Gaulle et Jaurès à Marseille, les samedis et dimanches 11, 12, 18 et 19 décembre 2021 pour permettre aux usagers de profiter de deux heures de stationnement gratuit durant la plage horaire d'ouverture des commerces.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société INDIGO afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 11 558,75 € HT (13 870,50 € TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/343 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/343 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 008-172/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/354 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Monthyon, cours julien, Gambetta, Timone, Phocéens et corderie à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 22/20419/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/354 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Monthyon, cours julien, Gambetta, Timone, Phocéens et corderie à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération MOB 006-10687/21/CM du 19 novembre 2021, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2021 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Phocéens et Corderie à Marseille (le parking Timone ne faisant pas partie du dispositif), les samedis et dimanches 11, 12, 18

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

et 19 décembre 2021 pour permettre aux usagers de profiter de deux heures de stationnement gratuit durant la plage horaire d'ouverture des commerces.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société QPARK afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 11 262,00 € HT (13 514,40 € TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/354 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Monthyon, cours julien, Gambetta, Timone, Phocéens et corderie à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°91/354 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Monthyon, cours julien,

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Gambetta, Timone, Phocéens et corderie à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 009-173/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°15/1623 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement des plages p1 à p7, Beaugeard, Tilleuls et Providence à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 22/20420/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°15/1623 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement des plages p1 à p7, Beaugeard, Tilleuls et Providence à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération MOB 006-10687/21/CM du 19 novembre 2021, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2021 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs de stationnement des plages (P1 à P7), Providence, Tilleuls et Beaugeard à Marseille, les samedis et dimanches 11, 12, 18 et 19 décembre 2021, pour permettre aux usagers de profiter de deux heures de stationnement gratuit durant la plage horaire d'ouverture des commerces.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société EFFIA afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 5 048 € HT (6 057,60 € TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°15/1623 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement des plages p1 a p7, Beaugeard, Tilleuls et Providence à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°15/1623 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement des plages p1 a p7, Beaugeard, Tilleuls et Providence à Marseille, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 010-174/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°14/026 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie à Cassis, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 22/20421/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°14/026 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Mimosas, Viguerie,

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Daudet, Bestouan et Madie à Cassis, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération MOB 006-10687/21/CM du 19 novembre 2021, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2021 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie à Cassis, les samedis et dimanches 11, 12, 18 et 19 décembre 2021, pour permettre aux usagers de profiter de deux heures de stationnement gratuit durant la plage horaire d'ouverture des commerces.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société EFFIA afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 8 775,17 € HT (10 530,20 € TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°14/026 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie à Cassis, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°14/026 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie à Cassis, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 011-175/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°2015/160 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Verdun et port de plaisance à la Ciotat, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 22/20422/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°2015/160 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Verdun et port de plaisance à la Ciotat, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération MOB 006-10687/21/CM du 19 novembre 2021, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2021 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre au sein du parc Verdun à La Ciotat (le parking Port de Plaisance n'étant pas concerné par le dispositif), les samedis et dimanches 11, 12, 18 et 19 décembre 2021 pour permettre aux usagers de profiter de deux heures de stationnement gratuit durant la plage horaire d'ouverture des commerces.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société SAGS afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 725,25 € HT (870,30 € TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°2015/160 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Verdun et port de plaisance à la Ciotat, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public n°2015/160 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Verdun et port de plaisance à la Ciotat, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 012-177/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire relatif à l'exploitation du parc de stationnement Port de Plaisance à la Ciotat dans le cadre de la fermeture exceptionnelle de sa cale de mise à l'eau du 1er juillet au 31 août 2021**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 22/20424/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole indemnitaire relatif à l'exploitation du parc de stationnement Port de Plaisance à la Ciotat dans le cadre de la fermeture exceptionnelle de sa cale de mise à l'eau du 1^{er} juillet au 31 août 2021 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération TRA 007-3631/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage n° 2015/160 concernant l'exploitation des parkings Verdun et Port de Plaisance et sa mise à l'eau à la Ciotat, confiée à la Société SAGS pour une durée de 10 ans.

La ville de La Ciotat, par courrier du 15 avril 2021, a demandé à la Métropole Aix-Marseille- Provence, compétente en matière de « Stationnement » et « Gestion des zones d'activités portuaires », de procéder à la fermeture exceptionnelle de la cale de mise à l'eau publique suite aux incivilités et comportements excessifs constatés ayant engendré des désordres sur le domaine public maritime et représentant un risque d'atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

Par arrêté n°21/518/CM du 14 juin 2021, la Métropole a consenti à la demande de la ville de fermer la mise à l'eau du port de plaisance de La Ciotat du 1^{er} juillet au 31 août 2021 inclus.

La fermeture de la mise à l'eau, non prévue contractuellement et ayant impacté la fréquentation du parking Port de Plaisance attenant, a occasionné un manque à gagner pour le concessionnaire qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société SAGS afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 19 161,08 € HT (22 993,30 € TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole indemnitaire relatif à l'exploitation du parc de stationnement Port de Plaisance à la Ciotat dans le cadre de la fermeture exceptionnelle de sa cale de mise à l'eau du 1^{er} juillet au 31 août 2021 ;

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole indemnitaire relatif à l'exploitation du parc de stationnement Port de Plaisance à la Ciotat dans le cadre de la fermeture exceptionnelle de sa cale de mise à l'eau du 1er juillet au 31 août 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 013-176/22/CT

■ CT1 - Approbation du principe de lancement d'un contrat de délégation de service public pour l'exploitation de parcs de stationnement à Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 22/20423/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du principe de lancement d'un contrat de délégation de service public pour l'exploitation de parcs de stationnement à Marseille », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2016, exerce la compétence en matière de réalisation et de gestion d'aires et parcs de stationnement.

Par contrat de délégation de service public conclu le 1^{er} avril 1991, la ville de Marseille à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la société QPARK l'exploitation des parkings Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Timone, Phocéens et Corderie. Il s'achèvera le 2 décembre 2022.

Les parcs Timone et Phocéens ont été regroupés avec deux autres parcs et font désormais l'objet de deux contrats distincts.

Dans ce cadre, il convient de proposer le lancement d'un contrat de délégation de service public avec les cinq autres parcs restant, Baret, Monthyon, Cours Julien, Corderie et Gambetta. En effet, compte tenu des économies d'échelle qui découleraient de cette modification de périmètre, le recours à ce mode de gestion apporterait une cohérence tant économique que technique (optimisation du niveau des redevances, des coûts de fonctionnement et amélioration de la qualité des ouvrages).

Par conséquent, le contrat de délégation de service public en affermage sera relancé avec le périmètre suivant :

- Baret, Monthyon, Cours Julien, Corderie et Gambetta.

Le choix du mode de gestion du service public de stationnement incombe à la Métropole qui demeure libre de décider du mode de gestion qu'elle estime le plus approprié.

Plusieurs modes de gestion ont été envisagés : la gestion en régie (la régie dotée de la seule autonomie financière, la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière), la gestion dans le cadre d'un marché d'exploitation, la gestion déléguée (la régie intéressée, la concession de service public et l'affermage).

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Eu égard aux besoins en termes de souplesse et de dynamisme de gestion, ainsi que d'innovation, la délégation de service public à un opérateur privé apparaît comme la solution la plus efficace.

Elle permettrait à la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apporterait son savoir-faire en matière d'exploitation de parcs de stationnement tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée, mieux adaptée à une activité commerciale. Le service confié étant aux risques et périls du fermier, la collectivité maintiendrait un contrôle étroit sur l'exécution de celui-ci, sur les plans techniques, comptables et financiers.

Par ailleurs, le recours à ce type de contrat permettrait à la Métropole Aix-Marseille-Provence de percevoir une redevance d'occupation du domaine public composée d'une part fixe (garantie) et d'une part variable, tout en procurant une rémunération acceptable aux délégataires, et en garantissant le maintien en bon état des ouvrages et le renouvellement des matériels d'exploitation. De plus, le mode de rémunération des délégataires, directement lié aux résultats de l'exploitation incitera ceux-ci à améliorer la gestion du service.

Le fermier devra se conformer au programme de travaux prévu au contrat et assurera les travaux d'entretien et de réparation des installations ainsi que le renouvellement des équipements d'exploitation.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil Métropolitain sur les modes de gestion envisageables pour chaque contrat et de soumettre à votre approbation, le principe, pour chacun d'eux, d'une exploitation dans le cadre d'une concession de service public, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Compte tenu des prestations confiées aux concessionnaires, il est préconisé de déléguer ce service pour une durée 7 ans.

Les caractéristiques des prestations que devront assurer le délégataire sont décrites dans le rapport précité.

L'exploitant sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par la loi du 29 janvier 1993, dite loi Sapin, codifiée aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et au code de la commande publique dans sa troisième partie.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du principe de lancement d'un contrat de délégation de service public pour l'exploitation de parcs de stationnement à Marseille ;

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation du principe de lancement d'un contrat de délégation de service public pour l'exploitation de parcs de stationnement à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 014-158/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention d'exploitation des voiries métropolitaines situées en interface directe avec les réseaux autoroutiers A50, A7 et A55 en entrée et sortie d'agglomération sur le territoire de la Ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 22/20183/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention d'exploitation des voiries métropolitaines situées en interface directe avec les réseaux autoroutiers A50, A7 et A55 en entrée et sortie d'agglomération sur le territoire de la Ville de Marseille », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par décret n°2015-1085 du 28 août 2015, la Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée en droit à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille dispose de réseaux viaires en interface directe avec le réseau autoroutier de l'État géré par la DIRMED. Il s'agit des tronçons de voirie ci-après délimités :

Celle-ci dispose de réseaux viaires en interface directe avec le réseau autoroutier de l'État géré par la DIRMED. Il s'agit des tronçons de voirie ci-après délimités :

- la voirie métropolitaine entre l'autoroute A50 PR0+557 et la concession du Tunnel Prado- Carénage, dite S10,
- la voirie métropolitaine entre l'autoroute A7 PR282+100 et l'avenue du Général Leclerc suite au déclassement autoroutier pour la réalisation de l'aménagement urbain d'entrée de ville d'Euroméditerranée,
- la voirie métropolitaine entre l'autoroute A55 PR1+000 sens sortant de Marseille / PR1+349 sens entrant à Marseille et la sortie n°1-Joliette suite au déclassement autoroutier pour la réalisation du tunnel Joliette.

La gestion de ces réseaux est étroitement liée à celle du réseau autoroutier et nécessite des interventions par la DIRMED avec un niveau de service comparable.

La Métropole ne disposant pas des moyens nécessaires à une gestion équivalente à celui d'un réseau autoroutier, il est envisagé par la présente convention de confier à la DIRMED l'exploitation de ces réseaux appartenant à la Métropole.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le coût global du fonctionnement annuel et du prévisionnel d'interventions sur incidents est estimé à 13 000 € HT / an.

Pour les prestations liées à de gros travaux de rénovation ou de maintenance, la DIRMED et la Métropole établiront des conventions financières spécifiques.

La convention prendra effet à la date de notification pour une durée de 6 ans. La dénonciation de la présente convention est possible par l'une des deux parties en notifiant la demande de résiliation six mois au moins avant le terme souhaité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de confier à la DIRMED l'exploitation des réseaux viaries ci-dessus référencés et en interface directe avec le réseau autoroutier de l'État appartenant à la Métropole ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention d'exploitation des voiries métropolitaines situées en interface directe avec les réseaux autoroutiers A50, A7 et A55 en entrée et sortie d'agglomération sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention d'exploitation des voiries métropolitaines situées en interface directe avec les réseaux autoroutiers A50, A7 et A55 en entrée et sortie d'agglomération sur le territoire de la Ville de Marseille, ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 015-161/22/CT

■ CT1 - Approbation des conditions particulières de la convention d'exploitation de l'installation de consommation d'énergie électrique Haute Tension A pour le Tunnel Saint-Charles avec la société Enedis DRMVEP 22/20327/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), la Métropole exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, la compétence « création, aménagement et entretien de voirie » sur le territoire Marseille Provence.

A ce titre, il lui appartient de gérer quatre tunnels routiers (tunnel du Vieux-Port, tunnel de la Major, tunnel Joliette et tunnel Saint-Charles) sur le territoire de la ville de Marseille.

En ce qui concerne le tunnel Saint-Charles, cet ouvrage comporte deux bretelles d'accès à une voie, une située boulevard Voltaire, d'une longueur de 60 mètres, et l'autre boulevard d'Athènes, d'une longueur de 190 mètres, qui se rejoignent au niveau d'une section courante à deux voies de 360 mètres de longueur.

Il s'agit d'un tunnel dont le gabarit est réduit à 3,2 mètres, à circulation unidirectionnelle et interdit aux transports de marchandises dangereuses.

La gestion du tunnel Saint-Charles, assurée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit respecter les préconisations de l'annexe 2 à la circulaire n°2000-63 du 25 août 2000 relative à la sécurité dans les tunnels du réseau routier national.

Par arrêté préfectoral en date du 7 septembre 2021, la poursuite de l'exploitation de ce tunnel a été autorisée pour six années supplémentaires.

Toutefois cet arrêté a prescrit à la Métropole de « (...) formaliser avec Enedis une convention permettant de fixer un délai maximal de basculement par télécommande entre les artères normales et secours du tunnel et d'identifier les coordonnées du service en charge d'une consignation d'urgence (...)».

Cette prescription s'appuie sur le dernier rapport d'expertise relatif au dossier de sécurité de renouvellement d'autorisation de mise en service du tunnel Saint Charles. Ce rapport de sécurité préconisait ainsi dans le cadre de l'alimentation et la distribution électrique de ce tunnel, de mettre en place une convention, avec la société Enedis (fournisseur d'énergie), définissant l'engagement de délai maximal de reconfiguration du réseau en cas de basculement entre l'alimentation électrique primaire et de secours.

Suite à cette préconisation, un document technique décrivant les installations connectées au Réseau Public de Distribution Enedis et leur fonctionnement en schéma d'exploitation normal / régime perturbé a été élaboré entre les parties et se trouve désormais soumis ci-après à son approbation en Conseil de Territoire.

Ces nouvelles conditions particulières ajoutées à la Convention d'Exploitation de l'installation de Consommation d'énergie électrique HTA du Tunnel Saint-Charles ne comportent pas d'incidences financières spécifiques à la charge de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Le rapport d'expertise de CA Ingénierie relatif au Dossier de sécurité de renouvellement d'autorisation de mise en service du Tunnel Saint-Charles en date du 22 avril 2021 ;
- L'arrêté préfectoral en date du 7 septembre 2021 autorisant pour 6 ans la poursuite de l'exploitation du tunnel Saint-Charles à Marseille par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de formaliser avec la société Enedis une convention permettant de fixer un délai maximal de basculement par télécommande entre les artères normales et secours du tunnel Saint-Charles et d'identifier les coordonnées du service en charge d'une consignation d'urgence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve les conditions particulières ci-annexées portant sur la convention d'exploitation de l'installation de consommation d'énergie électrique Haute Tension A pour le Tunnel Saint-Charles avec la société Enedis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 016-162/22/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention travaux n°20/0558 relative aux travaux de déviation et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication dans le cadre de l'opération d'extension du tramway T3

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT1I 22/20329/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n°1 à la convention travaux n°20/0558 relative aux travaux de déviation et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication dans le cadre de l'opération d'extension du tramway T3 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel/Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Par délibération MOB 001-9654/21/BM du 15 avril 2021, le Bureau de la Métropole a approuvé la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais.

Par arrêté n°57-2019 AE du 3 mars 2021, le Préfet des Bouches-du-Rhône a délivré l'autorisation environnementale des aménagements de l'opération au titre des articles L. 181-2 et suivants du code de l'environnement.

Par arrêté n° 2021-34 du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches-du-Rhône a déclaré d'utilité publique les travaux de l'opération ;

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et La Gaye (9ème arrondissement) sur un linéaire de 4,4 km ; sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel/Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Vîton jusqu'au rond-point de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunication d'ORANGE, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway.

Par délibération n° TRA 002-2475/17/BM du 19 octobre 2017, la convention n°17/0861 portant sur les études de déviation et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication a été conclue avec Orange le 5 décembre 2017.

Par délibération n° MOB-002-8150-20-BM du 31 juillet 2020, la convention n°20/0558 portant sur les travaux de déviation et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication a été conclue avec Orange le 26 août 2020.

Il y a lieu d'établir un avenant n°1 à ladite convention n° 20/0558 afin d'entériner les modalités techniques et la prise en charge financière des travaux supplémentaires consécutifs à des modifications de projet sollicitées par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'incidence financière est de 43 722,00 euros HT : soit 52 466,40 euros TTC

- 43 722,00 € HT à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Aucune incidence financière pour le concessionnaire Orange.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 002-2475/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°17/0861 portant sur les études de déviation et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication d'Orange ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ; délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° MOB-002-8150-20-BM du 31 juillet 2020 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°20/0558 portant sur les travaux de déviation et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication d'Orange ;
- La délibération MOB 001-9654/21/BM du 15 avril 2021 du Bureau de la Métropole approuvant la déclaration de projet portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais ;
- L'arrêté d'autorisation environnementale du Préfet des Bouches-du-Rhône du 3 mars 2021 ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône n° 2021-34 du 15 juin 2021 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation par la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille et de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;
- Que la société Orange est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipés de ses installations et réseaux de télécommunications ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Qu'une convention n°17/0861 relative aux études de déviation et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication a été conclue avec Orange ;
- Qu'une convention n°20/0558 relative aux travaux de déviation et protection des installations et réseaux enterrés de télécommunication a été conclue avec Orange ;
- Qu'il convient d'établir un avenant n°1 à ladite convention en vue d'entériner tant les modalités et la prise en charge financière des travaux supplémentaires consécutifs à des modifications de projets ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention travaux n°20/0558 avec ORANGE relative aux travaux de déviation et protection des installations et réseaux enterrés dans le cadre de l'opération d'extension du tramway T3.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 017-167/22/CT

■ CT1 - Extension de réseau de tramway Nord-Sud - 2ème phase - Précisions sur le tracé du programme de l'extension Nord et le dispositif de concertation préalable de l'opération

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 22/20410/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Extension de réseau de tramway Nord-Sud - 2ème phase – Précisions sur le tracé du programme de l'extension Nord et le dispositif de concertation préalable de l'opération », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix Marseille Provence envisage de prolonger le réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à La Castellane, au Sud jusqu'à La Rouvière.

Une première phase d'extension du réseau de tramway est en cours de réalisation comprenant au Nord, un prolongement du réseau de tramway de 1,8 km entre le terminus existant d'Arenc et Gèze et au Sud, un prolongement du réseau de 4,2 km entre Castellane et La Gaye ainsi que la réalisation d'un ouvrage en superstructure sur le site de Dromel-Montfuron accueillant un parking relais et un centre de remisage des tramways.

La deuxième phase de ce projet d'extension consiste à prolonger le tramway de Marseille vers le Nord sur une longueur de 6,3 à 7,1 km dans les 15ème et 16ème arrondissements entre Gèze et La Castellane et vers le Sud sur 1,5 km dans le 9ème arrondissement entre La Gaye et La Rouvière.

Par délibération n° TRA 011-6416/19/CM du 20 juin 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la deuxième phase de l'extension du réseau de tramway Nord-Sud, pour permettre la réalisation des études jusqu'à l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique.

Par délibération n° TRA 004-7842/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le programme détaillé de cette opération, présentant l'ensemble des objectifs de l'opération tramway ayant pour

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

objet la deuxième phase du prolongement du réseau de tramway au Nord (La Castellane) et au Sud (la Rouvière) et la création d'un site de remisage de tramways.

Par délibération n° MOB 001-8937/20/BM du 17 décembre 2020, le Bureau de la Métropole a approuvé le lancement de la concertation préalable pour l'extension du réseau de tramway Nord- Sud de Marseille – Deuxième phase.

Le projet permettra notamment la réalisation d'un grand axe Nord-Sud participant à l'atteinte des objectifs fixés par le Plan De Mobilité 2020 – 2030 approuvé le 16 décembre 2021 en matière de développement du réseau de transport à haut niveau de service.

La deuxième phase d'extension du tramway Nord - Sud figure dans le volet mobilité du plan Marseille En Grand annoncé par le Président de la République en septembre 2021.

La Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence partagent la volonté d'un développement ambitieux des quartiers Nord de Marseille par des modes de transports lourds. Ce projet répond à cette ambition.

Au cours de l'enquête publique pour la phase 1 de ce projet, la ville de Marseille s'est exprimée en faveur d'une accélération de la seconde phase vers le Nord. Par la suite, elle a manifesté sa volonté de privilégier le tracé via le chemin du littoral pour la partie Nord de ce projet, différant du tracé de base retenu dans le programme.

Au regard de ces éléments, le dispositif de concertation préalable doit être précisé en ce sens, afin d'inclure la variante de tracé "littoral" .

En proposant une liaison avec le centre-ville et avec les lignes structurantes (TER, Métro), l'extension du tramway permettra le désenclavement de nombreux quartiers prioritaires aujourd'hui peu accessibles en transports en commun, ainsi que la desserte de grands équipements et de pôles d'échanges multimodaux.

Au Nord, depuis l'avenue du Cap Pinède, le tracé du tramway emprunte la rue de Lyon jusqu'à la mairie du 15/16ème arrondissement. La mise en œuvre de l'ensemble des usages sur cet axe nécessite son élargissement. Le maintien des flux circulatoires et l'insertion d'un aménagement cyclable en complément de la plateforme tramway engendrera des impacts fonciers sur le front bâti Est. En alternative, une solution de modification du plan de circulation avec la création d'une voie nouvelle reliant la rue de Lyon à l'avenue Ibrahim Ali via l'ancienne emprise ferroviaire du Canet, pourrait permettre de conserver un unique sens de circulation sur le bas de la rue de Lyon et de limiter l'impact foncier sur le bâti. Cette nouvelle voirie devrait être conçue en cohérence avec le projet de parc sur ce secteur. Ce point sera soumis à la concertation.

Le tracé emprunte ensuite le boulevard Méditerranée, qui sera mis à sens unique pour la circulation des véhicules, afin de rejoindre le chemin de la Madrague-Ville. Le maintien des accès aux activités économiques actuelles de cet axe (garages automobiles notamment) sera recherché dans le développement du projet.

Entre le boulevard Méditerranée et les anciens abattoirs, la trame viaire étant très contrainte en termes d'emprise, un élargissement de l'assiette de l'espace public avec des impacts fonciers bâtis (logements et entrepôts) est nécessaire afin de maintenir deux sens de circulation des véhicules et l'intégration d'un aménagement cyclable en complément de la plateforme du tramway. Des projets urbains connexes pourraient voir le jour dans les emprises libérées.

L'insertion du tramway sur la place des Abattoirs permet de mettre en valeur le patrimoine architectural et de desservir les équipements publics de ce secteur, notamment l'école de la deuxième chance et le projet de cité du cinéma des abattoirs.

Le tramway rejoint ensuite le lycée Saint Exupéry en continuant sur le chemin de la Madrague-Ville. Depuis le lycée Saint-Exupéry, le tracé de base emprunte le chemin de Saint-Louis au Rove vers le nord avec la création d'une plateforme en site propre s'adaptant à la topographie marquée du terrain.

Sur le chemin de la Madrague-Ville et le chemin Saint-Louis au Rove, le projet s'accompagne d'un élargissement de l'espace public permettant d'intégrer les cheminements pour les modes actifs.

Des solutions d'aménagement qualitatives devront être recherchées en accompagnement du projet de tramway pour favoriser l'accessibilité piétonne aux stations du tramway depuis les résidences des cités Consolat, Saint-Louis, La Calade et La Viste.

Le tracé emprunte ensuite la traverse de Pradel et l'avenue Fernand Sardou jusqu'au pôle d'échange de Saint André. Le tramway longe la voie ferrée et le noyau villageois de Saint-André, dont la desserte sera assurée par des cheminements modes actifs à aménager sous les voies ferrées en exploitation. Il rejoint la future halte Ferroviaire de Saint-André qui accueillera un pôle d'échange multimodal (TER, Tramway, Bus, parking relais, modes actifs).

Pour finir, le tracé du tramway passe sous les voies ferrées et l'autoroute, pour rejoindre le boulevard Henri Barnier et remonter jusqu'à la cité La Castellane, où est implanté le terminus de la ligne. L'insertion de ce tracé nécessitera de décaler ou de reconfigurer le rond-point du Docteur Maria.

Depuis le chemin de Saint-Louis-au-Rove, l'alternative de tracé "littoral" emprunterait alors le chemin du Ruisseau Mirabeau pour rejoindre le chemin du Littoral. Cet axe, fortement fréquenté par le flux routier lié à

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

l'activité du Grand Port Maritime de Marseille (notamment un flux poids lourds) intercepte deux lignes ferroviaires (vers Arenc et vers Mourepiane).

Deux ouvrages pont-rail permettent aux voies ferrées de passer par-dessus l'axe routier. L'insertion du tramway nécessiterait donc d'élargir l'ouvrage de la voie ferroviaire du littoral (vers Arenc), afin de permettre le passage du tramway et de maintenir le gabarit routier existant sous les ouvrages. Les opérations sur les ouvrages du Réseau Ferré National nécessiteraient une coordination étroite avec SNCF Réseau dont les modalités restent à définir. A ce stade, il convient de préciser que les délais inhérents à cet élargissement dépendent fortement de SNCF Réseau, qui pourrait assurer la maîtrise d'ouvrage de l'élargissement du pont-rail.

Le tramway longerait ensuite le Grand Port Maritime de Marseille via le chemin du Littoral pour rejoindre l'avenue André Roussin jusqu'à la future halte ferroviaire Saint-André. Ensuite, le tracé par l'avenue Henri Barnier jusqu'à la Castellane est commun aux deux alternatives.

En rejoignant les zones d'activité du Grand Port Maritime de Marseille et d'André Roussin, la variante « littoral » permet de desservir un plus grand nombre d'habitants et emplois. Elle est susceptible d'induire des délais de réalisation supplémentaires liés aux travaux sur l'ouvrage SNCF et d'engendrer un surcoût d'investissement estimé à 45 à 50 M€ par rapport au tracé initial. La variante de tracé « littoral » sera soumise à la concertation.

Au Sud, à partir du terminus provisoire de la Gaye réalisé en phase 1, le tracé emprunte le chemin de la colline Saint Joseph jusqu'au futur terminus situé sur le boulevard du Redon en contre bas de la résidence de la Rouvière.

Considérant la priorité affirmée de développement des transports collectifs au Nord de la ville de Marseille, le calendrier opérationnel suivant est proposé :

- Tranche 1 : depuis le pôle d'échange Capitaine Gèze jusqu'au lycée Saint Exupéry,
- Tranche 2 : depuis le lycée Saint Exupéry jusqu'à la Castellane
- Tranche 3 : depuis le pôle d'échange de la Gaye jusqu'à la Rouvière.

Aussi, le calendrier de réalisation conduit à envisager :

- La réalisation de deux concertations (une pour le Nord et une pour le Sud) au second semestre de l'année 2022 ;
- La désignation d'un maître d'œuvre fin 2023. La lancement d'une procédure de concours de maîtrise d'œuvre est envisagée dès 2022 ;
- La réalisation des études détaillées en 2024 et 2025 ;
- L'établissement des procédures d'enquête publique et d'acquisitions foncières en 2024 et 2025 ;
- La réalisation des travaux principaux : 2026-2028, et notamment sur le Nord dans la continuité du chantier 1^{ère} phase ;
- Une mise en service échelonnée des différentes tranches à partir de 2028.

La réalisation de l'ensemble du projet est soumis à l'organisation d'une concertation préalable en application de l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La délibération TRA 011-6416/19/CM du 20 juin 2019 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'extension Nord - Sud du réseau de tramway de Marseille deuxième phase afin de permettre la réalisation des études ;
- La délibération TRA 004-7842/19/CM, du 19 décembre 2019 approuvant le programme détaillé de cette opération, présentant l'ensemble des objectifs de l'opération tramway ayant pour objet la deuxième phase du prolongement du réseau de tramway au Nord (La Castellane) et au Sud (la Rouvière) et la création d'un site de remisage de tramways ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération MOB 001-8937/20/BM, du 17 décembre 2020 approuvant le lancement de la concertation préalable pour l'extension du réseau de tramway Nord-sud de Marseille - deuxième phase ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de préciser que l'opération d'extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille - Deuxième phase intègre un tracé de base et une variante « littoral » au Nord ;
- Qu'il convient de préciser le dispositif de concertation préalable pour la deuxième phase des extensions Nord-Sud du tramway : au Nord entre Gèze et La Castellane et au Sud entre La Gaye et la Rouvière ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'extension de réseau de Tramway Nord-Sud - Deuxième phase - Précisions sur le tracé du programme de l'extension Nord et le dispositif de concertation préalable de l'opération ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'extension de réseau de tramway Nord-Sud - deuxième phase - Précisions sur le tracé du programme de l'extension Nord et le dispositif de concertation préalable de l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 018-166/22/CT

■ CT1 - Approbation de la convention relative aux études et travaux de déviations et protection des installations et réseaux de télécommunication de COMPLETEL pour l'opération de mise en accessibilité PMR de la station Vieux-Port

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT1I 22/20395/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention relative aux études et travaux de déviations et protection des installations et réseaux de télécommunication de COMPLETEL pour l'opération de mise en accessibilité PMR de la station Vieux-Port », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n° DTM 006-322/14/CC du 18 juillet 2014, le Conseil de Communauté a approuvé la création d'une opération et l'affectation d'une autorisation de programme sur la mise en accessibilité de quatre stations du métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite : la station Sainte Marguerite-Dromel, terminus actuel de la ligne 2 et les stations Castellane, Vieux-Port et Timone.

Par délibération n° DTM 002-1409/15/CC du 23 octobre 2015, le Conseil de Communauté a modifié l'intitulé de l'opération n° 2014/00017 « Métro- Mise en accessibilité de quatre stations de métro aux personnes à mobilité réduite » par celui de « Métro- Mise en accessibilité de six stations de métro aux personnes à mobilité réduite », afin de permettre la prise en compte dans le programme de mise en accessibilité des stations La Rose et Jules Guesde du Métro de Marseille.

Par délibération n° TRA 005-3629/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la révision et l'affectation de l'opération d'investissement pour la mise en accessibilité de six stations du métro de Marseille.

Par délibération n° TRA 007-5731/19/CM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019003500, portant sur la mise en accessibilité de la station de métro Rond-point du Prado.

Par délibération n° TRA 001-7090/19/CM du 24 octobre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé la fusion de deux autorisations de programme et de son affectation à l'opération d'investissement relative à la mise en accessibilité des sept stations Castellane, Vieux Port, La Timone, Jules Guesde, La Rose, Rond-point du Prado et Sainte-Marguerite Dromel.

La réalisation du projet de mise en accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) de la station de métro Vieux Port nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification et au déplacement d'une partie des installations et des réseaux de télécommunication de COMPLETEL, afin de les rendre compatibles avec la réalisation du génie civil nécessaire à la mise en œuvre d'un ascenseur sur la Place Gabriel Péri à Marseille.

Il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités techniques et financières ayant trait aux études et aux travaux relatifs à la modification et au déplacement d'une partie des installations et des réseaux de télécommunication de COMPLETEL.

L'incidence financière est de 19 000,00 € HT :
Soit 19 000,00 € HT à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
Aucune incidence financière pour le concessionnaire COMPLETEL.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des postes et des communications électroniques ;

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DTM 006-322/14/CC du 18 juillet 2014, relative à l'approbation de la création d'une opération et l'affectation d'une autorisation de programme sur la mise en accessibilité de quatre stations du métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite : la station Sainte Marguerite-Dromel, terminus actuel de la ligne 2 et les stations Castellane, Vieux-Port et Timone ;
- La délibération n° DTM 002-1409/15/CC du 23 octobre 2015 modifiant l'intitulé de l'opération n° 2014/00017 « Métro- Mise en accessibilité de quatre stations de métro aux personnes à mobilité réduite » par celui de « Métro- Mise en accessibilité de six stations de métro aux personnes à mobilité réduite », afin de permettre la prise en compte dans le programme de mise en accessibilité des stations La Rose et Jules Guesde du Métro de Marseille ;
- La délibération n° TRA 005-3629/18/CM du 22 mars 2018 approuvant la révision et l'affectation de l'opération d'investissement pour la mise en accessibilité de six stations du métro de Marseille ;
- La délibération n° TRA 007-5731/19/CM du 28 mars 2019, approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019003500, portant sur la mise en accessibilité de la station de métro Rond-point du Prado ;
- La délibération n° TRA 001-7090/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant la fusion de deux autorisations de programme et de son affectation à l'opération d'investissement relative à la mise en accessibilité des sept stations Castellane, Vieux Port, La Timone, Jules Guesde, La Rose, Rond-point du Prado et Sainte-Marguerite Dromel ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la réalisation du projet de mise en accessibilité de la station de métro Vieux-Port entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;
- Que la société COMPLETEL est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipés de ses installations et réseaux de télécommunication ;
- Qu'il convient d'établir une convention en vue d'entériner les modalités techniques et la prise en charge financière des études et des travaux de déviation et protection des installations et réseaux de télécommunication de COMPLETEL ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux de télécommunication de COMPLETEL pour l'opération de mise en accessibilité PMR de la station Vieux-Port ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux de télécommunication de COMPLETEL pour l'opération de mise en accessibilité PMR de la station Vieux-Port.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

VOIMOB 019-163/22/CT

■ CT1 - Approbation du principe d'une délégation de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels et voiries couvertes exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 22/20330/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du principe d'une délégation de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels et voiries couvertes exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille », satisfait aux conditions de l'article L5218-7, I du CGCT.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGCT, la Métropole exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, la compétence « création, aménagement et entretien de voirie » sur le territoire Marseille Provence

A ce titre, il lui appartient de gérer les quatre tunnels routiers (tunnel du Vieux-Port, tunnel de la Major, tunnel Joliette et tunnel Saint-Charles), ainsi que l'ensemble des tranchées couvertes du Boulevard urbain Sud sur le territoire de la ville de Marseille.

Par délibération n°VOI 001-4241/18/CM en date du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a confié à la société GIBBES PHARO la gestion du service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille Provence sur le territoire de la Ville de Marseille, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de cinq ans. Ce contrat notifié le 11 juillet 2018 au délégataire, prendra fin le 10 juillet 2023.

Un avenant est intervenu le 28 janvier 2020 pour incorporer dans le périmètre de ladite délégation, 866 mètres linéaires de tranchées couvertes du boulevard Urbain Sud situé entre le carrefour de Florian et la rue Verdillon à Marseille.

Ce mode de gestion ayant donné satisfaction en termes de qualité du service, il est envisagé de confier à nouveau à un tiers la gestion du service public pour l'approbation du principe d'une délégation de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels et voiries couvertes exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous forme d'affermage d'une durée de cinq ans soit du 11 juillet 2023 au 10 juillet 2028.

Le rapport joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil de la Métropole sur les motifs conduisant à retenir ce mode de gestion et présente les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du CGCT.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et par les dispositions du Code de la commande publique relatives aux concessions.

Le prochain délégataire sera ultérieurement choisi par délibération du Conseil de Métropole après publicité, mise en concurrence et analyse des candidats.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales.

**Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant approbation du principe d'une délégation de service public pour l'approbation du principe d'une délégation de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels et voiries couvertes exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du principe d'une délégation de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels et voiries couvertes exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du principe d'une délégation de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels et voiries couvertes exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 020-160/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention relative au déplacement en souterrain de réseau de communication électronique pour l'aménagement du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste avec Orange**

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 22/20308/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention relative au déplacement en souterrain de réseau de communication électronique pour l'aménagement du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste avec Orange », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La réalisation du pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de La Ciotat-Ceyreste, inscrite dans le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole en 2013 et reprise dans l'agenda de la Mobilité Métropolitaine est indispensable pour accompagner le basculement du transport routier sur le transport ferroviaire, le développement des modes doux avec l'aménagement de la deuxième phase de la voie douce reliant le centre-ville de La Ciotat à la gare et résoudre la problématique de saturation du parking existant.

L'opération d'aménagement du PEM comprend la requalification du chemin du Pareyraou qui dessert le parking en silo ouvert en 2020 ainsi que l'accès nord aux parkings de surface en cours de réaménagement.

Préalablement au démarrage des travaux de requalification du chemin du Pareyraou, il convient de réaliser l'enfouissement des réseaux aériens existants situés en bordure de voie actuelle et dont la présence n'est pas compatible avec la création d'un trottoir. Il s'agit notamment du réseau de communication électronique appartenant à Orange.

Cette intervention devant se coordonner avec d'autres travaux de réseaux à réaliser sur la même section du chemin Pareyraou avant le démarrage des travaux du chemin (ENEDIS), la Métropole souhaite assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux d'enfouissement.

Ainsi il est proposé d'approuver une convention avec Orange afin de définir les prestations assurées par la Métropole et celles assurées par Orange. Il est notamment prévu qu'Orange fournisse les chambres, cadres, fourreaux et tampons et assure les travaux de câblage. La Métropole assure quant à elle, les travaux de génie civil de réseaux en tranchées.

La présente convention n'a pas d'incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine la Présidente la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Qu'il convient de procéder à la réalisation du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste et notamment à la requalification du chemin du Pareyraou desservant le nouveau parking en silo et le nouvel accès nord au parking de surface ;
- Qu'il convient de procéder préalablement au démarrage des travaux de réaménagement du chemin du Pareyraou à l'enfouissement des réseaux aériens existants et notamment du réseau de communication électroniques appartenant à Orange ;
- Qu'il convient que les travaux de génie civil correspondants soit assurés par la Métropole afin de maîtriser la coordination avec les autres interventions préalables ;
- Qu'il convient en conséquence d'approuver une convention avec Orange définissant les prestations de chacun ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention relative au déplacement en souterrain de réseau de communication électronique pour l'aménagement du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste avec Orange ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention relative au déplacement en souterrain de réseau de communication électronique pour l'aménagement du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste avec Orange.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 021-165/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la commune de Plan-de-Cuques pour les études et les travaux d'aménagement d'un parking et la requalification de la rue André Baillet sur le territoire de la commune de Plan-de-Cuques
DRMVEP 22/20392/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune de Plan-de-Cuques envisage de réaliser un parc paysager entre la rue André Baillet, la rue des petits Roubauds, l'avenue des Vidares et le nouveau programme immobilier, qui sera opérationnel en 2023.

Dans le cadre de la création de cet espace, la commune et la Métropole ont engagé un projet visant à aménager la rue André Baillet, voie d'accès depuis l'avenue Pasteur, un parking le long de la voie ainsi que les circulations des modes doux sur la zone.

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs de la Métropole et de la commune de Plan-de-Cuques, la Métropole souhaite transférer de manière temporaire sa qualité de maître d'ouvrage à la commune pour mener les études liées à cet aménagement ainsi que pour passer et exécuter les marchés de prestations intellectuelles et de travaux.

Le montant global de l'opération est évalué à 1 000 000€ TTC.

La Métropole prendra en charge prévisionnellement, 960 000€ TTC de ce coût global.

Elle assurera par la suite la gestion et l'exploitation des aménagements suivants :

- La voirie, les trottoirs et les pistes cyclables,
- Le parking,
- Les maçonneries et les clôtures,
- La signalisation horizontale et verticale,
- Le mobilier urbain,
- Le réseau pluvial.

Les modalités de remboursement et de transfert sont stipulées dans le projet de convention soumis à l'approbation du présent Conseil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le Code de la commande publique, notamment son article L2422-12 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA-062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il convient de transférer la maîtrise d’ouvrage de la Métropole à la commune de Plan-de-Cuques afin de réaliser l’aménagement d’un parking et la requalification de la rue André Baillet ;

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la commune de Plan-de-Cuques pour les études et les travaux d'aménagement d'un parking et la requalification de la rue André Baillet sur le territoire de la commune de Plan-de-Cuques.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes sont constatées au Budget EST 2022 et suivants de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence :

Opération n°2019100700 – Nature : 4582191003 – Fonction : 844 – Sous politique C 310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 022-178/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de mandat avec la RDT 13 pour la conduite d'études complémentaires à la mise en oeuvre d'un service de proximité de Fret Ferroviaire

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 22/20472/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention de mandat avec la RDT 13 pour la conduite d'études complémentaires à la mise en œuvre d'un service de proximité de Fret Ferroviaire », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole a lancé depuis 2017 des réflexions pour la création d'un service de proximité de fret ferroviaire. Ce projet a pour objectif de massifier les flux de marchandises sur les courtes distances pour limiter la pollution et la congestion.

Il permettra d'opérer un report modal de la route vers les réseaux ferrés d'une partie des flottes des transporteurs de marchandises. Ce projet participe à l'ambition d'une meilleure cohérence entre transport et développement urbain inscrite depuis 2017 dans l'Agenda de la Mobilité et dans le Plan de Mobilité. Il doit avoir pour conséquence de réduire le niveau des émissions polluantes liées à l'activité de transport logistique.

Les études techniques économiques et commerciales conduites en 2019 ont permis de dimensionner le service selon les caractéristiques suivantes :

Proposer quatre navettes ferroviaires régulières entre les sites suivants :

- Fos-Saint Martin de Crau avec 2 trains AR/jour ;
- Fos-Clesud avec 2 trains AR/jour ;
- Fos/Arles – Gardanne avec 1 train AR/jour ;
- Miramas-Marseille avec 2 trains AR/jour.

Il est envisagé que ce service propose à terme, 22 trains / jours, pour un volume de 1880 EVP / jour transportés.

Ce qui représente par ligne :

- Axe Fos-Saint Martin de Crau = 500 EVP/ jour (containers),
- Axe Fos-Miramas (Clesud) = 500 EVP/ jour (Grande distribution : ameublement, équipement à la personne),
- Axe Fos/Arles – Gardanne = 430 EVP/ jour (containers/ flux industriels, bois, ...),
- Axe Miramas/Marseille = 450 EVP/ jour (Grande distribution : ameublement, équipement à la personne, alimentaire).

L'article L.1231-1 du code des transports dispose que les autorités organisatrices sont compétentes pour : « 3° Organiser ou contribuer au développement des services de transport de marchandises et de logistique urbaine, en cas d'inexistence, d'insuffisance ou d'inadaptation de l'offre privée, afin de réduire la congestion urbaine ainsi que les pollutions et les nuisances affectant l'environnement. »

Afin de s'assurer du bienfondé de son intervention, la métropole a ainsi procédé à un sourcing auprès des entreprises ferroviaires, en mai 2021.

Il ressort globalement, qu'en dehors de quelques projets ponctuels portés par l'initiative privée, la plupart des segments visés par le projet de SPFF ne sont à ce jour, pas réellement investis en propre par les opérateurs du secteur.

En tout état de cause, au regard des critères identifiés pour juger de la carence de l'initiative privée, il apparaît assez clairement que les projets recensés ne semblent pas couvrir les besoins exprimés par la Métropole tant qualitativement que quantitativement. Quantitativement, il n'est proposé par les opérateurs que quelques trains par semaine, alors que le projet de SPFF prévoit à minima 7 trains/ jours, et à terme 22 trains / jour. Ces chiffres, qui sont largement au-dessus de l'offre existante, permettraient de proposer une réponse pertinente aux problématiques de congestion urbaine.

Pour expliquer cela, l'une des raisons évoquées est la forte compétitivité du transport routier de marchandise en termes de coûts comparativement au transport ferroviaire.

Ce sourcing a également permis de mettre en avant le besoin de conduire une démarche de concertation avec l'ensemble des acteurs du secteur afin :

- de vérifier la prise en compte des activités existantes avec le périmètre du SPFF et ne pas les concurrencer ;
- d'étudier les axes de coopérations avec les entreprises ferroviaires intéressées.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Par ailleurs, afin de préciser l'organisation du futur service de proximité de fret ferroviaire, il est nécessaire de conduire plusieurs études portant notamment sur :

- Un plan de transport sillons ;
- Une étude juridiques et appui fiscal et financier ;
- Une étude relative aux infrastructures et plateformes logistiques localisées à Marseille, Saint-Martin-de-Crau et Miramas ;
- Une étude d'exploitation ferroviaire en articulation avec la logistique urbaine ;
- Une étude d'exploitation ferroviaire en articulation avec le trafic longue distance ;
- Une étude de marchés pour les lignes 1 à 4 ;
- Une étude sur le matériel roulant.

Au regard de la complexité du sujet, il convient également de dédier une équipe chargée du développement et de la commercialisation du projet.

La RDT13 étant déjà opérateur ferroviaire de proximité avec un haut niveau d'expertise sur les questions ferroviaires, elle est en capacité de conduire l'ensemble de ces études pour le compte de la Métropole, comme le prévoit le contrat d'obligation de service public.

Le mandat avec la RDT13 (annexe 1 du présent rapport) charge la RDT13 de solliciter au nom et pour le compte de la Métropole des financements auprès de la Banque Européenne d'Investissement. Si le projet est retenu par ce fonds, le mandataire sera en charge de conduire les études nécessaires. Le mandat précise entre autre la liste de ces études, la démarche de concertation à engager et les modalités de validation du comité de pilotage et de l'équipe stratégique technique créés à cet effet.

Les études et le personnel nécessaire pourront être financés par le fonds ELENA mis en place par la Banque Européenne d'Investissements.

En effet, le fonds ELENA appuie notamment les projets innovants liés aux transports et à la mobilité dans les zones urbaines qui permettent de réaliser des économies d'énergie et de réduire les émissions.

Les projets admissibles couvrent les investissements promouvant l'introduction à grande échelle de nouveaux modes de transport plus économes en énergie. Ces derniers, dans les zones urbaines, peuvent revêtir de nombreuses formes, comme par exemple : mobilité partagée, logistique urbaine, systèmes de transport intelligents, infrastructures urbaines.

Ce programme vise à financer aussi bien les études techniques que les postes nécessaires au déploiement de projet à hauteur de 90%.

Ainsi, sur les 2.636 millions d'euros nécessaires au développement du projet, 2,372 millions d'euros pourraient être financés par le fonds ELENA.

La RDT13 sollicitera directement la banque Européenne d'Investissements, sachant que la Métropole Aix-Marseille-Provence, comme précisé dans la convention de mandat, s'engage à financer 10% des dépenses engagées par la RDT13 plafonnée à 263 600 €.

Dans un premier temps, le mandat confié à la RDT13 dans le cadre de son contrat d'obligation de service public est conditionné à l'obtention de cette subvention par le fonds ELENA. Si ce financement est accordé, dans un second temps une opération d'investissement spécifique sera proposée dans laquelle la RDT13 percevra une rémunération forfaitaire de 5 000 € HT pour l'exercice de sa mission.

Le coût total pour la Métropole déduction faite du financement ELENA sera alors de 268 600 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de mandat avec la RDT 13 pour la conduite d'études complémentaires à la mise en œuvre d'un service de proximité de Fret Ferroviaire ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de mandat avec la RDT 13 pour la conduite d'études complémentaires à la mise en œuvre d'un service de proximité de Fret Ferroviaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

Commission "Propreté - Déchets"

PED 001-179/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire avec la Société DRAGUI Transport pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille**

**Information du Conseil de Territoire
 DGPROP 22/20397/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 19 janvier au 2 février 2022, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er, 4ème, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème ; 10ème ; 11ème ; 12ème et 13ème arrondissements) étaient de nature à porter atteinte à la sécurité et à la salubrité publique et ont dès lors nécessité des mesures exceptionnelles afin d'assurer la continuité du service public dans un but d'intérêt général

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce contexte, qu'il a été demandé à la société DRAGUI Transport de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées du 20 janvier au 9 février 2022.

Par facture du 28/02/2022, la société DRAGUI Transport présente les coûts relatifs à cette d'intervention ; Ils sont d'un montant de 39 362, 40 euros TTC.

Le paiement des prestations effectuées par la société DRAGUI Transport pour la période susvisée fait l'objet d'un protocole indemnitaire.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à un protocole indemnitaire avec la société DRAGUI Transport afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 20 janvier au 9 février 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société DRAGUI Transport pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 20 janvier au 9 février 2022 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole indemnitaire annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 20 janvier au 9 février 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le protocole indemnitaire ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 20 janvier au 9 février 2022.

PED 002-180/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire avec la Société EUROVIA Provence Alpes Côte d'Azur pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DGPROP 22/20398/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 19 janvier au 2 février 2022, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er, 4ième, 5ième,

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

6ième, 7ième, 8ème ; 9ème ; 10ème ; 11ème ; 12ème et 13ème arrondissements) étaient de nature à porter atteinte à la sécurité et à la salubrité publique et ont dès lors nécessité des mesures exceptionnelles afin d'assurer la continuité du service public dans un but d'intérêt général

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce contexte, qu'il a été demandé à la société EUROVIA Provence Alpes Côte d'Azur de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées du 26 janvier au 8 février 2022.

Par facture du 07/03/2022, la société EUROVIA Provence Alpes Côte d'Azur présente les coûts relatifs à cette d'intervention ; Ils sont d'un montant de 53 460 euros TTC.

Le paiement des prestations effectuées par la société EUROVIA Provence Alpes Côte d'Azur pour la période susvisée fait l'objet d'un protocole indemnitaire.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à un protocole avec la société EUROVIA Provence Alpes Côte d'Azur afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 26 janvier au 8 février 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société EUROVIA Provence Alpes Côte d'Azur pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 26 janvier au 8 février 2022 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole indemnitaire annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 26 janvier au 8 février 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le protocole indemnitaire ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 26 janvier au 8 février 2022.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

PED 003-181/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire avec la Société NOE CONCEPT pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille

**Information du Conseil du Territoire
DGPROP 22/20399/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 19 janvier au 2 février 2022, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régié de la ville de Marseille (1er ,4ième, 5ième, 6ième, 7ième, 8eme ;9eme ; 10eme; 11eme ; 12eme et 13eme arrondissements) étaient de nature à porter atteinte à la sécurité et à la salubrité publique et ont dès lors nécessité des mesures exceptionnelles afin d'assurer la continuité du service public dans un but d'intérêt général

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce contexte, qu'il a été demandé à la société NOE CONCEPT de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées du 21 janvier au 28 février 2022.

Par facture du 21/03/2022, la société NOE CONCEPT présente les coûts relatifs à cette d'intervention ; Ils sont d'un montant de 587 840 euros TTC.

Le paiement des prestations effectuées par la société NOE CONCEPT pour la période susvisée fait l'objet d'un protocole indemnitaire.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à un protocole avec la société NOE CONCEPT afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 21 janvier au 28 février 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

**Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022**

- Qu'il convient d'indemniser la société NOE CONCEPT pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 21 janvier au 28 février 2022 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole indemnitaire annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 21 janvier au 28 février 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le protocole indemnitaire ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 21 janvier au 28 février 2022.

PED 004-182/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire avec la Société ORTEC Environnement pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille

Information du Conseil de Territoire DGPROP 22/20400/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 19 janvier au 2 février 2022, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er, 4ième, 5ième, 6ième, 7ième, 8eme ; 9eme ; 10eme ; 11eme ; 12eme et 13eme arrondissements) étaient de nature à porter atteinte à la sécurité et à la salubrité publique et ont dès lors nécessité des mesures exceptionnelles afin d'assurer la continuité du service public dans un but d'intérêt général

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce contexte, qu'il a été demandé à la société ORTEC Environnement de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées du 24 au 28 janvier 2022.

Par facture du 01/03/2022, la société ORTEC Environnement présente les coûts relatifs à cette d'intervention ; Ils sont d'un montant de 10 193, 04 euros TTC.

Le paiement des prestations effectuées par la société ORTEC Environnement pour la période susvisée fait l'objet d'un protocole indemnitaire.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à un protocole avec la société ORTEC Environnement afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 24 au 28 janvier 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société ORTEC Environnement pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 24 au 28 janvier 2022 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole indemnitaire annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 24 au 28 janvier 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le protocole indemnitaire ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 24 au 28 janvier 2022.

PED 005-183/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire avec la Société Méditerranéenne de Nettoyement SAS SMN pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille

Information du Conseil de Territoire DGPROP 22/20401/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 19 janvier au 2 février 2022, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er, 4ème, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème et 13ème arrondissements) étaient de nature à porter atteinte à la sécurité et à la salubrité publique et ont dès lors nécessité des mesures exceptionnelles afin d'assurer la continuité du service public dans un but d'intérêt général

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce contexte, qu'il a été demandé à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées du 24 janvier au 9 février 2022.

Par facture du 28/02/2022, la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS présente les coûts relatifs à cette d'intervention ; Ils sont d'un montant de 143 131,34 euros TTC.

Le paiement des prestations effectuées par la société SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS pour la période susvisée fait l'objet d'un protocole indemnitaire.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à un protocole avec la société SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 24 janvier au 9 février 2022.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 24 janvier au 9 février 2022 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole indemnitaire annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 24 janvier au 9 février 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le protocole indemnitaire ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 24 janvier au 9 février 2022.

PED 006-184/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire avec la société SUEZ RV Méditerranée pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DGPROP 22/20402/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 19 janvier au 2 février 2022, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er, 4ième, 5ième, 6ième, 7ième, 8eme ; 9eme ; 10eme ; 11eme ; 12eme et 13eme arrondissements) étaient de nature à porter atteinte à la sécurité et à la salubrité publique et ont dès lors nécessité des mesures exceptionnelles afin d'assurer la continuité du service public dans un but d'intérêt général

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce contexte, qu'il a été demandé à la société SUEZ RV Méditerranée de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées du 20 janvier au 7 février 2022.

Par facture du 17/03/2022, la société SUEZ RV Méditerranée présente les coûts relatifs à cette d'intervention ; Ils sont d'un montant de 78 540 euros TTC.

Le paiement des prestations effectuées par la société SUEZ RV Méditerranée pour la période susvisée fait l'objet d'un protocole indemnitaire.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à un protocole avec la société SUEZ RV Méditerranée afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 20 janvier au 7 février 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société SUEZ RV Méditerranée pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 20 janvier au 7 février 2022 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole indemnitaire annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 20 janvier au 7 février 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le protocole indemnitaire ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 20 janvier au 7 février 2022.

PED 007-185/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire avec la société URBASER ENVIRONNEMENT SAS pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille**

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Information du Conseil de Territoire
DGPROP 22/20403/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 19 janvier au 2 février 2022, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er, 4ième, 5ième, 6ième, 7ième, 8eme ; 9eme ; 10eme ; 11eme ; 12eme et 13eme arrondissements) étaient de nature à porter atteinte à la sécurité et à la salubrité publique et ont dès lors nécessité des mesures exceptionnelles afin d'assurer la continuité du service public dans un but d'intérêt général

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce contexte, qu'il a été demandé à la société URBASER ENVIRONNEMENT SAS de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées du 19 janvier au 9 février 2022.

Par facture du 07/03/2022, la société URBASER ENVIRONNEMENT SAS présente les coûts relatifs à cette d'intervention ; Ils sont d'un montant de 286 875,10 euros TTC.

Le paiement des prestations effectuées par la société URBASER ENVIRONNEMENT SAS pour la période susvisée fait l'objet d'un protocole indemnitaire.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à un protocole avec la société URBASER ENVIRONNEMENT SAS afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 19 janvier au 9 février 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société URBASER ENVIRONNEMENT SAS pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 19 janvier au 9 février 2022 ;

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole indemnitaire annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 19 janvier au 9 février 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le protocole indemnitaire ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 19 janvier au 9 février 2022.

PED 008-186/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire avec la société ONYX Méditerranée pour le paiement de prestations relatives à la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille

Information du Conseil de Territoire DGPROP 22/20404/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 19 janvier au 2 février 2022, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie de la ville de Marseille (1er, 4ème, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème ; 10ème ; 11ème ; 12ème et 13ème arrondissements) étaient de nature à porter atteinte à la sécurité et à la salubrité publique et ont dès lors nécessité des mesures exceptionnelles afin d'assurer la continuité du service public dans un but d'intérêt général

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

C'est dans ce contexte, qu'il a été demandé à la société ONYX Méditerranée de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées du 19 au 28 janvier 2022.

Par facture du 17/03/2022, la société ONYX Méditerranée présente les coûts relatifs à cette d'intervention ; Ils sont d'un montant de 11 173, 25 euros TTC.

Le paiement des prestations effectuées par la société ONYX Méditerranée pour la période susvisée fait l'objet d'un protocole indemnitaire.

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à un protocole avec la société ONYX Méditerranée afin de procéder au paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 19 au 28 janvier 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la société ONYX Méditerranée pour des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 19 au 28 janvier 2022 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole indemnitaire annexé ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 19 au 28 janvier 2022.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le protocole indemnitaire ayant pour objet le paiement des prestations de collecte des déchets ménagers réalisées du 19 au 28 janvier 2022.

PED 009-188/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole indemnitaire avec la Société SILIM ENVIRONNEMENT ayant pour objet le paiement des prestations de prise en charge de déchets radioactifs

Information du Conseil de Territoire DGPROP 22/20408/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a notifié le 15/01/2018 à la société SILIM ENVIRONNEMENT un marché public (n° Z18003) ayant pour objet des « Prestations d'accueil et de gestion des flux, de transport et de traitement des déchets issus des déchetteries sur la zone nord-ouest du territoire Marseille Provence » pour une durée de 48 mois à compter de sa notification.

L'article 2.2.3 du CCAP prévoit qu'en cas de découverte de déchets radioactifs sur le site d'une déchetterie, le titulaire du présent marché prend à sa charge les frais d'évacuation, de traitement, de conditionnement, d'entreposage, de stockage et de transport de ce type de déchets selon la catégorie à laquelle il appartient, conformément à la législation applicable. Le montant de cette intervention est réglé par protocole sur présentation des factures et justificatifs (BSD notamment).

Suite à la présentation en mai 2019 d'une benne à métaux contenant une source radio active sur la déchetterie de Château Gombert, la procédure prévue en pareille circonstance a été déclenchée. La benne a ainsi été prise en charge par la société Guy Dauphin Environnement (GDE), site agréé pour le traitement des métaux. Après localisation de la source radioactive par la CODIRAD (un cadran d'aéronef contenant du radium), et définition d'une procédure d'extraction et d'un mode de traitement, celle-ci a été évacuée le 20/01/2021 par l'ANDRA.

Par factures du 31/01/2020 et 17/12/2020, la société GDE présente les coûts relatifs à cette intervention ; Ils sont d'un montant de: 5 558 euros TTC.

Conformément aux dispositions du marché cité ci-dessus, l'ensemble des frais liés à cette prestation ont été pris en charge par SILIM. Il s'agit désormais de les lui rembourser.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le paiement des prestations effectuées par la société GDE pour le compte de la société SILIM Environnement fait l'objet d'un protocole indemnitaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'appliquer les dispositions de l'article 2.2.3 du CCAP du marché Z18003 ;
- Qu'il convient d'indemniser la société SILIM ENVIRONNEMENT pour les dépenses résultant des prestations de prise en charge de déchets radioactifs ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole indemnitaire annexé ayant pour objet le paiement des prestations de prise en charge de déchets radioactifs.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le protocole indemnitaire ayant pour objet le paiement des dépenses résultant des prestations de prise en charge de déchets radioactifs.

PED 010-187/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention relative à la gestion de la propreté et de l'entretien des plages de Cassis

**Information du Conseil de Territoire
DGPROP 22/20407/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, par arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 et son installation effective à compter du 1^{er} janvier 2001, ont généré, conformément aux règles en vigueur du Code Général des Collectivités Territoriales, un transfert de compétences en blocs homogènes, assorti d'un transfert des moyens humains, matériels, patrimoniaux et même contractuels, adaptés à l'exercice par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des nouvelles compétences qui sont les siennes.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Toutefois, ces transferts en bloc ont quelque fois révélé des situations plus délicates dans lesquelles les moyens n'ont pas rejoint la réalité des besoins à l'intérieur même des thématiques globales visées par le législateur.

Il en est notamment ainsi pour l'entretien des plages de Cassis concédées par l'État au bénéfice de la Ville de Cassis, et relevant donc de ses compétences, mais qui nécessite le concours des agents du service propreté de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans le but d'optimiser les moyens financiers, techniques et administratifs liés à l'exécution de cette mission, il est proposé de formaliser cette situation en établissant une convention, sur le fondement des dispositions de l'article L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, par laquelle la Commune de Cassis confie à la Métropole la gestion de l'entretien de ses plages.

Cette convention sera conclue pour une durée d'un an à compter du 01/06/2022. Pour l'année 2022, la prise en charge des frais est fixée à 281 959 Euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'établir une convention entre la Commune de Cassis et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour définir les modalités techniques et financières de la gestion de la propreté et l'entretien des plages de Cassis ;
- Qu'il convient d'approuver la signature de la convention annexée ayant pour objet la gestion de la propreté et de l'entretien des plages de Cassis.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la convention ayant pour objet la gestion de la propreté et de l'entretien des plages de Cassis.

PED 011-189/22/CT

■ CT1 - Budget Annexe Collecte Traitement Déchets Métropolitain - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Création de ressourceries sur le Territoire Marseille Provence

**Information du Conseil de Territoire
DGPROP 22/20409/CT**

**Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire est venue préciser les objectifs en matière de réemploi/réutilisation. Notamment, les déchetteries doivent être utilisées comme lieux de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables.

Dans le même temps, le Plan Métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 fixe des objectifs pour tous les territoires en matière de réemploi/réutilisation. Ainsi, doit être proposé une solution de réemploi par commune ou groupement de communes et 100% des déchetteries équipées de point de dépôt.

Afin de respecter cet objectif, le territoire Marseille Provence se structure progressivement : des espaces de réutilisation ont été déployés sur les déchèteries et un déchet 'tri mobile mise en place.

C'est dans ce cadre et la continuation de cet objectif que s'inscrit le projet de création de ressourceries sur le Territoire Marseille Provence. Celles-ci permettraient de :

- Gérer un exutoire pour les objets réemployables récupérés sur nos sites;
- Structurer une filière en régie adaptable à nos besoins;
- Accroître la part d'objets réemployés;
- S'intégrer dans la stratégie métropolitaine.

Le Territoire Marseille-Provence ayant plusieurs projets de telle création, il est décidé de regrouper au sein d'une même opération l'ensemble des projets afférents afin de donner plus de lisibilité et de souplesse à son plan pluriannuel d'investissement.

Il est ainsi créé une opération d'investissement relative à la création de ressourceries qui comprend donc dans un premier temps, la création d'une ressourcerie sise Traverse Mardirossian.

L'opération sera par la suite élargie à tous projets relevant de cette thématique.

Le projet situé traverse Mardirossian comprend l'achat d'un terrain et la création d'un espace réception/ateliers ayant pour objet de réceptionner, trier, réparer et préparer les objets afin de les orienter prioritairement vers le réemploi ou la réutilisation.

Une zone de stockage des bennes des éco-organismes ainsi que des bureaux pour le personnel de la ressourcerie sont également prévus.

Un espace vente de ces objets, qui constitue l'aboutissement de la filière réutilisation/réemploi, sera envisagé sur un autre lieu.

Sur le site plusieurs bâtiments sont existants, dont 1 bâtiment qui pourra à court terme offrir un lieu de livraison et distribution des composteurs aux habitants. En effet le territoire, et plus spécifiquement Marseille, est sous doté pour cette distribution.

De façon plus globale ce bâtiment pourrait devenir un lieu de l'économie circulaire en complétant la première étape de distribution de composteurs par l'aménagement des espaces pour permettre l'accompagnement de structures innovantes sur les nouvelles approches liées aux déchets / ressources.

Ainsi, l'opération d'investissement 2022102800 « création de ressourcerie sur le territoire Marseille Provence », d'un montant de 5 000 000 euros TTC, inscrite au budget annexe Collecte Traitement Déchets, enregistrée dans l'autorisation de programme 211160CO du programme 16 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la « Création de ressourceries sur le Territoire Marseille Provence » pour un montant total de 5.000.000 euros T.T.C. ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte sur le projet de délibération portant sur la création et de l'affectation de l'opération d'investissement création de ressourceries sur le Territoire Marseille Provence.

Commission "Eau - Assainissement"

EAU 001-193/22/CT

■ CT1 - GEMAPI - Approbation des modifications statutaires du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc SABA devenant l'EPAGE MENELIK

**Information du Conseil de Territoire
DEE 22/20379/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Par délibération en date du 19 décembre 2017, les élus métropolitains ont voté la mise en place de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), rendue obligatoire pour les EPCI à fiscalité propre au 1^{er} janvier 2018, à l'échelle métropolitaine, souhaitant ainsi que cette nouvelle compétence devienne une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, tout en se déclinant par bassin versant hydrographique.

En disposant de cette compétence à l'échelle métropolitaine, l'objectif est ainsi de concilier urbanisme (meilleure intégration du risque d'inondation dans l'aménagement de son territoire et dans les documents d'urbanisme), prévention des inondations (gérer les ouvrages de protection) et gestion des milieux aquatiques (assurer l'écoulement des eaux et gérer les zones d'expansion des crues).

Cette nouvelle compétence repose sur l'article L.211-7.1° du Code de l'Environnement qui la définit au travers de 4 alinéas :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- 5° La défense contre les inondations et contre la mer.
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

L'exercice des missions GEMAPI est reconnu comme devant être associé aux missions complémentaires, indissociables dans le cadre d'une gestion intégrée, à l'échelle pertinente des bassins versants.

En 2017, en vue de préparer au mieux les changements structurels liés à la compétence GEMAPI, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est inscrite dans une démarche « SOCLE », Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à la loi qui l'autorise, a arrêté le principe d'une taxe GEMAPI en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Depuis 2019, la phase 2 de la démarche SOCLE a permis de compléter et de consolider l'inventaire et le diagnostic des ouvrages GEMAPI, afin de pouvoir répondre aux enjeux de la compétence GEMAPI dans un traitement homogène, et dans une logique de territorialité par bassin versant tout en maintenant une gouvernance locale.

Ainsi, par délibération en date du 17 décembre 2020, le programme d'actions ainsi que l'estimation précise des moyens techniques humains et financiers à allouer à l'exercice de la GEMAPI sur l'ensemble du territoire métropolitain, ont conduit au dimensionnement de l'enveloppe financière relative à la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024, d'un montant total de 85,20 M€ TTC (soit une moyenne annuelle de 21,30M€) et à la validation du programme d'actions GEMAPI 2021-2024 nécessaire à la mise en exécution de cette feuille de route.

Les conclusions des travaux de la démarche SOCLE permettant d'élaborer le schéma définitif d'organisation de l'exercice de la compétence GEMAPI sur l'ensemble du territoire métropolitain, ont été approuvées par la Métropole le 4 juin 2021. Elles reposent autour du scénario suivant :

- Conserver la compétence GEMAPI, à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans une structure GEMAPI, en charge en particulier de la vision globale, de la mise en œuvre, du suivi des actions et de la répartition du montant de la taxe GEMAPI.
- La cohérence hydrographique de prendre en compte les bassins versants dont le milieu récepteur des cours d'eau est l'Etang de Berre (l'Arc, la Cadière et la Touloubre ainsi que les Bassins Orphelins de Berre et l'Ouest de Berre), d'une part et d'autre part, les bassins versants dont le milieu récepteur des cours d'eau est La Méditerranée (l'Huveaune, les Aygalades ainsi que l'ensemble des bassins versants Orphelins côtiers).
- La possibilité des structures existantes telles que le SABA (Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc) et le SMBVH (Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune), devenus EPAGEs en application des articles L.213-12 et R.213-12 du code de l'environnement et par arrêté préfectoral de novembre 2020, à étendre respectivement leurs périmètres géographiques.

Dans la délibération du 4 juin 2021, la Métropole a approuvé la révision des statuts du SABA (Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc) et du SMBVH (Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune), en partenariat avec leur autre EPCI membre de la Communauté d'Agglomération Provence Verte.

L'objet de la présente délibération est d'approuver les nouveaux statuts de l'EPAGE MENELIK (ex SABA) dont le périmètre est constitué des bassins versants de l'Arc, de la Cadière et de la Touloubre ainsi que des bassins versants de l'étang de Berre et du Bolmon à l'exclusion des étangs eux-mêmes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles,
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République :
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Le code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7,
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence,
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence,
- Le projet de délibération portant sur l'approbation des modifications statutaires du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA) devenant l'EPAGE MENELIK.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est informé du projet de délibération métropolitaine sur l'approbation des modifications statutaires du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA) devenant l'EPAGE MENELIK.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation des modifications statutaires du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc (SABA) devenant l'EPAGE MENELIK.

EAU 002-194/22/CT

■ CT1 - GEMAPI - Approbation des modifications statutaires du Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune SMBVH devenant l'EPAGE HuCA

Information du Conseil de Territoire DEE 22/20380/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Par délibération en date du 19 décembre 2017, les élus métropolitains ont voté la mise en place de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), rendue obligatoire pour les EPCI à fiscalité propre au 1er janvier 2018, à l'échelle métropolitaine, souhaitant ainsi que cette nouvelle compétence devienne une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, tout en se déclinant par bassin versant hydrographique. En disposant de cette compétence à l'échelle métropolitaine, l'objectif est ainsi de concilier urbanisme (meilleure intégration du risque d'inondation dans l'aménagement de son territoire et dans les documents d'urbanisme), prévention des inondations (gérer les ouvrages de protection) et gestion des milieux aquatiques (assurer l'écoulement des eaux et gérer les zones d'expansion des crues).

Cette nouvelle compétence repose sur l'article L.211-7.1° du Code de l'Environnement qui la définit au travers de 4 alinéas :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique.
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer.
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

L'exercice des missions GEMAPI est reconnu comme devant être associé aux missions complémentaires, indissociables dans le cadre d'une gestion intégrée, à l'échelle pertinente des bassins versants.

En 2017, en vue de préparer au mieux les changements structurels liés à la compétence GEMAPI, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est inscrite dans une démarche « SOCLE », Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à la loi qui l'autorise, a arrêté le principe d'une taxe GEMAPI en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Depuis 2019, la phase 2 de la démarche SOCLE a permis de compléter et de consolider l'inventaire et le diagnostic des missions et des ouvrages relevant de la compétence GEMAPI, afin de pouvoir répondre aux enjeux GEMAPI dans un traitement homogène, et dans une logique de territorialité par bassin versant tout en maintenant une gouvernance locale.

Ainsi, par délibération en date du 17 décembre 2020, le programme d'actions ainsi que l'estimation précise des moyens techniques humains et financiers à allouer à l'exercice de la compétence GEMAPI sur l'ensemble du territoire métropolitain, ont conduit au dimensionnement de l'enveloppe financière relative à la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024, d'un montant total de 85,20 M€ TTC (soit une moyenne annuelle de 21,30M€) et à la validation du programme d'actions GEMAPI 2021-2024 nécessaire à la mise en exécution de cette feuille de route.

Les conclusions des travaux de la démarche SOCLE, permettant d'élaborer le schéma définitif d'organisation de l'exercice de la compétence GEMAPI sur l'ensemble du territoire métropolitain, ont été approuvées par la Métropole le 4 juin 2021. Elles reposent autour du scénario suivant :

- Conserver la compétence GEMAPI, à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans une structure GEMAPI, en charge en particulier de la vision globale, de la mise en œuvre, du suivi des actions et de la répartition du montant de la taxe GEMAPI.
- La cohérence hydrographique de la compétence GEMAPI supposant de prendre en compte les bassins versants dont le milieu récepteur des cours d'eau est, d'une part, l'Etang de Berre (l'Arc, la Cadière et la Touloubre ainsi que les Bassins Orphelins de Berre et l'Ouest de Berre) ; et d'autre part, les bassins versants dont le milieu récepteur des cours d'eau est La Méditerranée (l'Huveaune, les Aygalades ainsi que l'ensemble des bassins versants Orphelins côtiers).
- La possibilité des structures existantes telles que le SABA (Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc) et le SMBVH (Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune), devenus EPAGE par arrêté préfectoral de novembre 2020, à étendre leur périmètre géographique.

Dans la délibération du 4 juin 2021, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la révision des statuts du SABA (Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc) et du SMBVH (Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune), en partenariat avec la Communauté d'Agglomération Provence Verte leur autre membre.

L'objet de la présente délibération est d'approuver les nouveaux statuts de l'EPAGE HuCA, Huveaune-Côtiers-Aygalades, dont le périmètre est constitué du bassin versant de l'Huveaune, du bassin versant des Aygalades et des bassins versants côtiers de la baie de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles,
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République :
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Le code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7,
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence,
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence,
- Le projet de délibération portant sur l'approbation des modifications statutaires du Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) devenant l'EPAGE HuCA.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est informé du projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation des modifications statutaires du Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) devenant l'EPAGE HuCA.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation des modifications statutaires du Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) devenant l'EPAGE HuCA.

EAU 003-190/22/CT

■ CT1 - Budget Annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille Provence - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative à la pérennisation et la sécurisation du traitement des boues d'épuration du complexe Géolide à Sormiou

Avis du Conseil de Territoire

DEASV 22/19512/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis:

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille Provence est le maître d'ouvrage de l'ensemble du système d'assainissement sanitaire de l'agglomération de Marseille (17 communes). Sa mission consiste à garantir les enjeux de santé publique liés au transport et au traitement des effluents, et de préserver les milieux naturels en limitant les rejets polluants. Le système d'assainissement de Marseille est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2003-355/26-2002-EA du 16 janvier 2004, complété par les arrêtés préfectoraux n°48-2006-EA du 7 juillet 2006, n°98-2014-PC du 29 octobre 2014 et n°185-2017-PC du 8 janvier 2018.

Le réseau d'assainissement achemine les effluents jusqu'à l'usine de traitement des eaux usées, située dans 8^{ème} arrondissement de Marseille. Les boues issues de l'épuration des eaux usées sont traitées sur l'usine de traitement des boues dans l'ancienne carrière de la Cayolle près de Sormiou, dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille. Cette installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) est autorisée par l'arrêté préfectoral n°80-2004 A du 31 juillet 2006. Cette usine, modernisée entre 2004 et 2008, comprend un atelier de séchage permettant d'obtenir des boues avec une concentration en eau inférieure à 10 %. Ces boues séchées peuvent être valorisées en co-incinération avec les ordures ménagères ou en agriculture en fonction de leur composition.

L'atelier de séchage a connu plusieurs incidents industriels. Le dernier incident, survenu le 4 août 2016 a conduit, en raison de son caractère majeur, à maintenir ledit atelier à l'arrêt depuis cette date (arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 9 septembre 2016).

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Cet arrêt impose l'utilisation de la filière de secours prévue sur site correspondant à un chaulage des boues déshydratées puis une évacuation des boues chaulées vers des plateformes de compostage. Le chaulage des boues induit une augmentation des volumes de boues à stocker et à évacuer beaucoup plus importants que leur séchage, avec, par conséquent, des surcoûts d'exploitation et une augmentation du trafic de camions à proximité de l'usine.

Compte tenu des nombreuses difficultés rencontrées, de la gravité et de l'importance de l'incident du 4 août 2016, des évolutions réglementaires qui complexifient (voire interdiront à terme) les pratiques de retour au sol (valorisation agronomique, épandage), du durcissement des conditions d'admission des boues séchées sur les incinérateurs d'ordures ménagères, il n'est pas envisageable de procéder à une simple réhabilitation de la filière actuelle de séchage des boues.

Par conséquent, il est proposé de mettre en œuvre une nouvelle filière de traitement des boues avec un procédé dédié de valorisation thermique des boues d'épuration optimisé d'un point de vue technique et économique (coûts d'investissement et coûts d'exploitation), fiable en termes d'exploitation et de sécurité, respectueuse de l'environnement et qui permette une valorisation pérenne des boues.

Dans le cadre d'une étude préalable, le montant prévisionnel de l'opération a été estimé à 38 000 000,00 € HT répartis sur les années 2022 à 2028, dont 3 000 000,00 € HT liés aux études et missions préalables. Il est par conséquent nécessaire de créer et d'affecter une opération d'investissement pour les études et missions préalables afin de réaliser cet aménagement et de préciser le montant global de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral n°2003-355/26-2002-EA du 16 janvier 2004 autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille ;
- L'arrêté préfectoral n° 80-2004 A en date du 31 juillet 2006 autorisant la Communauté Urbaine « Marseille Provence Métropole » à exploiter une usine de traitement des boues sur la commune de Marseille ;
- L'arrêté n°185-2017-PC du 8 janvier 2018 complémentaire à l'arrêté préfectoral n°2003-355/26-2002-EA du 16 janvier 2004 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative à la pérennisation et la sécurisation du traitement des boues d'épuration du complexe Géolide à Sormiou pour l'évolution future plus contraignante, de la réglementation relative au compostage et à l'épandage des boues d'épuration ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative à la pérennisation et la sécurisation du traitement des boues d'épuration du complexe Géolide à Sormiou afin d'assurer un traitement pérenne et sécuritaire des boues à travers la mise en place d'un procédé de valorisation thermique ;
- Que l'autorisation de programme de cette opération doit être créée et affectée.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération d'investissement, d'un montant de 3 000 000,00 € HT, relative aux études et missions préalables nécessaires à la pérennisation et la sécurisation du traitement des boues d'épuration du complexe Géolide à Sormiou.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille Provence – Code AP 221112AS – natures 2031 et 2315 – sous-politique F130 – code gestionnaire 3DEAA

L'échéancier prévisionnel des dépenses s'établit comme suit :

2022 : 50 000€ HT
2023 : 260 000€ HT
2024 : 340 000€ HT
2025 : 510 000€ HT
2026 : 760 000€ HT
2027 : 740 000€ HT
2028 : 340 000€ HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 005-191/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la société SOGIMA à Cassis

Avis du Conseil de Territoire

DEASV 22/19962/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis:

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour information des projets de délibération.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

En tant que personne compétente en matière d'élaboration des Plans Locaux d'urbanisme, la Métropole Aix Marseille Provence est la personne publique compétente pour mettre en œuvre les projets Urbains Partenariaux prévus par l'article L. 332-11-3 du Code de l'Urbanisme.

Le Projet Urbain Partenarial est un outil financier permettant aux collectivités de mettre à la charge des constructeurs, aménageurs ou propriétaires fonciers tout ou partie du coût des équipements publics réalisés pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers à édifier dans le périmètre du Projet Urbain Partenarial.

Les objectifs poursuivis dans ce cadre, concourent notamment à accroître l'offre de logement, diversifier l'habitat et renforcer la mixité sociale sur la commune tout en respectant les richesses patrimoniales paysagères et environnementales du site.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

En cohérence avec ces objectifs, l'aménageur SOGIMA a obtenu un permis de construire pour une opération immobilière le 17 novembre 2016, avenue des Carriers à Cassis parcelles cadastrées CN 0018, CN 0017 CN 0015, CN 0016, CL 0090, CL 0091 et a engagé les travaux de construction. La livraison est prévue pour le 2ème trimestre 2022.

La SOGIMA a demandé un raccordement sur l'avenue des carriers. Le service assainissement a proposé un raccordement au réseau d'assainissement existant en limite de parcelle nord. Toutefois, un tel raccordement n'est pas envisageable, techniquement. Il est donc décidé de créer un raccordement de son projet sur l'avenue des carriers.

L'instruction du volet assainissement précisait que le projet pouvait être raccordé au réseau d'assainissement existant en limite de parcelle sur l'avenue Louis Borillo.

SOGIMA a prévu de réaliser le raccordement au réseau d'assainissement sur l'avenue des Carriers, mais la parcelle concernée n'est pas desservie par le réseau public.

Aussi, en application des articles L332-11-3 et L332-11-4 du Code de l'Urbanisme susvisé, et afin d'accompagner le développement de ce secteur, la Métropole Aix Marseille Provence et l'aménageur se sont rapprochés aux fins de mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial lié à l'opération de construction ci avant évoquée.

L'institution d'un Projet Urbain Partenarial relève ainsi de la compétence de la Métropole, néanmoins, il peut permettre le financement d'équipements relevant de compétences d'autres collectivités.

Ledit projet mené par l'aménageur fera l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial qui déterminera les conditions et modalités de prise en charge financière des équipements publics devant être réalisés par la Collectivité.

SOGIMA propose de financer les travaux suivants :

- La réalisation de 105 ml de canalisation d'eaux usées gravitaires en grès de diamètre 200 mm et la réfection de la chaussée sur l'emprise de la tranchée correspondante.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à la convention de PUP sont exonérées de la part métropole de la taxe d'aménagement pendant 5 ans.

En application de l'article L.332-6 du Code de l'Urbanisme et du principe de non-cumul des participations d'urbanisme ayant le même objet, la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif (PFAC) ne sera pas versée par l'opérateur, qui finance déjà le renforcement des réseaux d'eaux usées dans le cadre du PUP.

La convention sera conclue entre la Métropole Aix Marseille Provence et l'aménageur SOGIMA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la société SOGIMA à Cassis ;
- Qu'il convient d'accompagner le développement du projet de l'aménageur SOGIMA par la mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la société SOGIMA à Cassis.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2022 de la Métropole : Opération 2021101704 Sous-politique F110 – Nature 2315.

Les recettes seront constatées au Budget 2022 de la Métropole : Sous-Politique F 110 – Nature 1318.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 006-192/22/CT

■ **CT1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative à l'extension du réseau d'assainissement de l'avenue des Peintres Roux CD4 Marseille 13012**

Avis du Conseil de Territoire DEASV 22/20311/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le quartier des Trois Lucs/Grand Valla dans le 12^{ème} arrondissement de Marseille est classé en zone d'assainissement collectif. Afin de compléter le réseau d'assainissement collectif et permettre le raccordement gravitaire d'une antenne en attente traverse du Roi de Pique, il est nécessaire de réaliser l'extension du réseau existant sur l'avenue des Peintres Roux (CD4) entre l'avenue des Trois Lucs et le rond-point Gérard Toulon. Les travaux consisteront à créer 1400 ml de canalisations sanitaires en Dn 200 et les regards de visites nécessaires pour le raccordement d'environ 40 parcelles dont 15 en attente traverse du roi de pique.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 2 000 000 € HT répartis sur les années 2022 et 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération d'investissement n° 2022101700, d'un montant de 2 000 000,00 euros HT, sur le budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille Provence, pour l'extension du réseau d'assainissement de l'avenue des Peintres Roux (CD4) Marseille 13012 ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération d'investissement n° 2022101700, d'un montant de 2 000 000 euros HT, sur le budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille Provence, pour l'extension du réseau d'assainissement de l'avenue des Peintres Roux (CD4) Marseille 13012.

Article 2:

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille Provence: Sous-Politique F110 - Natures 2031 et 2315. Code Gestionnaire 3DEAA.

Les dépenses prévisionnelles seront les suivantes :

- Année 2022 : 100 000,00 €HT ;
- Année 2023 : 1 900 000,00 €HT.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 007-195/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole foncier avec Monsieur et Madame ADROVIC nécessaire aux travaux de renforcement du réseau d'eau potable de la commune de Carnoux-en-Provence DGECE 22/20405/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Direction de l'Eau de l'Assainissement et du Pluvial a lancé le marché Z190-626 pour le renforcement du réseau d'eau potable de Carnoux qui a été notifié 24 /12/2019 à l'entreprise RAMPA les travaux ont été réalisés du 05 septembre 2020 au 04 avril 2021.

Le tracé a nécessité le passage de la canalisation dans la parcelle cadastrée AE 0013.

Un protocole foncier a été passé avec les précédents propriétaires Monsieur et Madame GIROUX en date du 17 décembre 2018.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Ladite parcelle a été vendue par les époux GIROUX aux époux ADROVIC entre le début et la fin des travaux. La durée des travaux avait alors été estimée à 2 mois. Compte tenu de la dureté de la roche et des difficultés d'exécution, la durée réelle des travaux a été de 5 mois.

De ce fait il convient de réaliser la signature d'un nouveau protocole avec les époux ADROVIC propriétaires lors de cette période supplémentaire de travaux afin de régulariser les 3 mois d'indemnités d'occupation temporaire de travaux suivant le mode de calcul défini et approuvé dans le protocole foncier précédemment conclu avec les époux GIROUX, à savoir 2 Euros par m2 et par an au prorata temporis soit: $168,64 \text{ m}^2 \times 2\text{€} \times 3/12 = 84,32 \text{ €}$.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 046-4392/18/BM du 18 octobre 2018 relative à la constitution à titre onéreux d'une servitude de passage en tréfonds de la propriété de Monsieur et Madame Giroux nécessaire aux travaux de renforcement du réseau d'eau potable de la commune de Carnoux-en-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le protocole foncier avec Monsieur et Madame ADROVIC permettra de régulariser les 3 mois supplémentaires d'indemnités d'occupation temporaire de travaux

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier avec Monsieur et Madame ADROVIC ci-annexé afin de régulariser les 3 mois d'indemnités d'occupation temporaire de travaux suivant le mode de calcul convenu dans le précédent protocole foncier, à savoir : 2 Euros par m2 et par an au prorata temporis à savoir 84,32€ (quatre-vingt-quatre euros et trente-deux centimes).

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tous les documents nécessaires à sa bonne exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Eau 2022 du territoire Marseille Provence – opération budgétaire 2013105200 en F170-2111-3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

EAU 008-196/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à la Commission Locale d'Information de Cadarache pour l'année 2022 - Approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 22/20471/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Attribution d'une subvention à la Commission Locale d'Information de Cadarache pour l'année 2022 - Approbation d'une convention », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La nécessité de transparence et d'information autour des installations nucléaires auprès des institutions et de la population sont devenues depuis les années 1980 une volonté nationale.

Pour cela, des Commissions Locales d'Information ont été créées à l'initiative des Conseils Généraux en application d'une circulaire du 15 décembre 1981 et de la loi du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire.

Le Territoire de la Métropole est concerné par deux sites de ce type qui entrent dans les prérogatives de la CLI, le CEA de Cadarache sur la commune de Saint Paul-Lez-Durance et les installations de la société GAMMASTER (stérilisation alimentaire) au MIN des Arnaux à Marseille.

Pour mener à bien ses missions, la CLI de Cadarache, comme elle le fait depuis 2009, sollicite au titre de l'année 2022 une subvention auprès de la Métropole Aix-Marseille Provence. Le montant est identique à l'année précédente soit 10.000 € selon la répartition suivante : 8.000 € correspondant aux activités du CEA et d'ITER à charge du territoire du Pays d'Aix (n°00000770) ainsi qu'un montant de 2.000 € correspondant aux activités de GAMMASTER à charge du territoire de Marseille Provence (n° 00000671).

Il propose d'approuver l'attribution d'une subvention de 10.000,00 € qui sera imputée sur le Budget des Etats Spéciaux des territoires selon la répartition suivante 2.000 € pour le Territoire Marseille Provence et 8.000 € pour le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de transparence et d'information autour des installations nucléaires auprès des institutions et de la population sur le territoire de la Métropole qui est concerné par deux sites qui entrent dans les prérogatives de la Commission Locale d'Information de Cadarache ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'attribution d'une subvention à la Commission Locale d'Information de Cadarache pour l'année 2022 - Approbation d'une convention ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à la Commission Locale d'Information de Cadarache pour l'année 2022 - Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Tourisme - Culture - Equipements Sportifs et de
 Loisirs - Développement Economique - Emploi et Numérique"***

TCESDE 001-197/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement à l'Association Grand Luminy - Approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
 DPEATSV 22/20113/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Aux côtés de l'aéronautique-mécanique, du maritime, de la logistique, des industries numériques et créatives, de l'environnement et l'énergie, la santé est une des filières d'excellence du territoire, dont le soutien est priorisé au sein de la stratégie de développement économique métropolitaine.

Les biotechnologies et plus particulièrement l'immunologie sont au cœur d'un marché en forte croissance, porté par des enjeux à la fois scientifiques et économiques.

Le potentiel de la Métropole Aix-Marseille-Provence est remarquable dans ce domaine, en particulier sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy, qui a vu la naissance de nombreuses start-up ces dernières années (Innate Pharma – HalioDx – Oz Biosciences – Biotech Germane, Click4Tag, Coral Biome, Neurochlore, Diamidex, C4 Diagnostic...).

Afin d'offrir un environnement favorable à la filière santé, et plus spécifiquement le développement des biotechnologies, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une offre d'immobilier d'entreprises adaptée aux jeunes entreprises de biotechnologie sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy (les bâtiments Luminy Biotech I, II, III et bâtiment Beret Delage) ainsi qu'un dispositif d'appui à l'innovation à travers le soutien du pôle de compétitivité Eurobiomed pour les projets de R&D collaboratifs, le cluster à vocation mondiale Marseille Immunopôle pour la recherche publique et sa valorisation, l'incubateur interuniversitaire Impulse et l'Association Grand Luminy pour l'appui à la création d'entreprises et l'animation de l'écosystème du village d'entreprises de MI-Biopark à Luminy.

L'Association Grand Luminy comporte 54 membres (33 membres associés et 21 membres adhérents) issus de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'entreprise. L'association a pour mission de :

- De promouvoir l'entrepreneuriat et d'accompagner dans leur développement les entreprises innovantes, plus particulièrement dans la filière biologie/santé et notamment sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- De contribuer à la promotion, à l'animation et au développement du complexe scientifique, entrepreneurial, culturel et de loisirs de Marseille Luminy

Plus spécifiquement, pour atteindre les objectifs ci-dessus, l'Association se propose notamment de continuer ou d'entreprendre les actions suivantes :

- Proposer des solutions d'hébergement et de services aux entreprises innovantes ;
- Aider les porteurs de projets innovants dans leur projet de création d'entreprise ;
- Participer au fonctionnement des structures d'accompagnement de la filière biologie/santé ;
- Fédérer les différents acteurs du complexe de Marseille Luminy autour d'actions communes ;

En 2021, l'association avait perçu une subvention de 90 000 euros pour un budget de 855 000 euros, soit 10,5 %.

L'année 2021 a été marquée par la poursuite de la mise en place de la nouvelle stratégie initiée en 2020 :

1. L'association a fait évoluer le Conseil d'Administration et ses membres en adéquation avec la nouvelle stratégie qui a donné lieu à la réaction de **nouveaux statuts** avec une nouvelle composition des membres et une grille de cotisations associée.
2. AGL a poursuivi le travail engagé de projet de **certification ISO 9001-2015** pour garantir la satisfaction de ses clients et s'assurer de produire des services conformes.

Pour l'année 2021, dans le cadre de **l'accompagnement des entreprises**, AGL a :

1. Mis en place des comités d'implantation et de suivi afin de répondre aux demandes des **prospects** souhaitant se développer au sein de la pépinière et de gérer les **mouvements d'entreprise**
2. Réalisé **des aménagements et optimisé les services techniques** (rénovation de 2 laboratoires, montée en gamme d'un laboratoire P2 au Bâtiment B, installation d'un climatiseur, ...) pour assurer le bon fonctionnement et la sécurité des infrastructures et des équipements mutualisés
3. Proposé des packs d'accompagnement premium et payant aux Biotechs métropolitaines et compléter l'offre d'accompagnement des entreprises en Santé du territoire
4. Réalisé **une enquête RSE** (Responsabilité Sociétale des Entreprises), par le biais du cabinet de conseil junior de Kedge Business School, auprès des salariés de la pépinière d'entreprises afin de mesurer les impacts sociétaux, sociaux et écologiques de l'activité et d'interroger le sens des responsabilités de chaque entreprise au sein de la pépinière.
5. Participé à **plusieurs comités de sélection/engagement** des acteurs de l'écosystème afin d'apporter l'expertise en biotech, être informé de nouveaux projets en santé ou de nouveaux dispositifs, identifier des pistes d'actions communes à mettre en place

Les actions, dans le cadre de l'animation et la promotion, prennent la forme de publications (la Lettre de Grand Luminy, revue de presse, site internet, annuaire du site et réseaux sociaux) ainsi que l'organisation et la participation à de nombreux événements. AGL a lancé les actions suivantes en 2021 :

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

1. Organisation de **Déj'biotech et Webinaires** afin de **sensibiliser** les équipes dirigeantes sur des sujets ou problématiques spécifiques qu'ils n'auraient pas traités par eux-mêmes, **créer du lien** et un moment de rencontre entre les dirigeants d'entreprises, développer un **réseau** de prestataires et **faire connaître** Grand Luminy auprès des autres Biotechs métropolitaines
2. **Mutualisation** de certaines actions de formation des entreprises : manipulation des extincteurs, ...
3. **Développement de la page LinkedIn** afin d'être visible sur ce réseau social, de mettre en avant les informations pertinentes et qualifiées et faire connaître la structure positionnée sur l'axe santé/entrepreneuriat à un plus large public

La pépinière a connu un niveau d'activité important puisque la totalité des locaux disponibles a été loué. Du fait de l'occupation presque maximale des bâtiments, la charge de travail des plateformes mutualisées a encore augmenté.

AGL accueille aujourd'hui dans la pépinière quinze entreprises de pointe pour un effectif total de 98 salariés.

Sur l'année 2022, l'association va poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de repositionnement de l'association par **la redéfinition d'une identité claire** afin de créer une marque liée à la nouvelle offre d'accompagnement et d'animation, faire connaître cette nouvelle marque et augmenter sa visibilité.

Le projet de **certification ISO 9001-2015** continue afin que l'association se mette en **conformité** avec les exigences de la norme pour devenir un **prestataire certifié ISO** pour les clients et avoir **une reconnaissance externe** du travail d'AGL afin de se préparer à de possibles mises en concurrence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'intérêt de soutenir la pépinière d'entreprises biotech de Grand Luminy et de conforter la dynamique entrepreneuriale créée sur le site ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur l'intérêt de soutenir la pépinière d'entreprises biotech de Grand Luminy et de conforter la dynamique entrepreneuriale créée sur le site.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la métropole approuvant l'attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement à l'Association Grand Luminy.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 002-198/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Association du Technopôle Marseille Provence pour sa feuille de route 2022 - Approbation d'une convention DPEATSV 22/20326/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Technopole Marseille Provence constitue à la fois un campus, un pôle de recherche scientifique et une zone d'activités dédiée à l'innovation technologique avec :

- 170 entreprises dont 50 start-up – 4000 salariés dont 660 chercheurs, 1800 étudiants
- Plusieurs leaders high-tech de l'économie productive métropolitaine : Provepharm, TraXens, Capsum etc
- Deux écoles d'ingénieurs : Ecole Centrale Marseille et Polytech'Marseille (AMU)
- 8 laboratoires de recherche publique et 15 plateformes technologiques associées
- Un écosystème complet de soutien à la création et au développement des entreprises innovantes : Incubateur Impulse / Pépinière Marseille Innovation / Pôle de compétitivité Optitec
- Dynamique d'implantation maintenue en 2020/2022 et nouveaux grands programmes immobiliers prévus en 2023/2024

Il est aujourd'hui au cœur d'une dynamique de requalification urbaine et économique.

Depuis 2019, la Métropole soutient la dynamique structurante lancée par l'Association du Technopôle Marseille Provence sur le site.

Organisée autour de ses membres fondateurs et historiques que sont Aix-Marseille Université, l'Ecole Centrale Marseille, la pépinière de start-up Marseille Innovation, l'Association a, depuis sa création, multiplié par quatre son nombre d'adhérents et poursuit aujourd'hui son effort de fédération des entreprises.

Réunissant à ce jour 28 adhérents, dont les entreprises innovantes telles que Traxens, Provepharm, Fives Pillard, ou encore Viaxoft, l'Association a réussi à apporter une offre de services mutualisés jusque-là inexistante et indispensable sur un site de cette envergure.

Ayant rempli avec succès ses missions spécifiques en 2020 et 2021, l'Association de préfiguration du Technopôle souhaite en 2022 recentrer son action sur l'animation du réseau qui a été jusqu'à présent limitée par les contraintes sanitaires, afin d'augmenter son nombre d'adhérents, poursuivre la dynamique fédératrice initiée et stabiliser un modèle économique sur le moyen-terme.

Trois critères seront utilisés pour l'évaluation de la feuille de route 2022 : le nombre d'entreprise et structures adhérentes, le nombre d'événements ou animations réalisées, le nombre de projets initiés et mutualisés.

Le budget prévisionnel de la feuille de route 2022 de l'Association du Technopôle Marseille Provence s'élève à 60 000 euros (*hors contributions volontaires*).

Il est proposé de soutenir le développement de l'Association du Technopôle Marseille Provence à hauteur de 66% soit un montant de 40 000 euros.

Années précédentes :

2021 : Subvention de fonctionnement de 50 000 euros et subvention pour actions spécifiques de 20 000 euros (15 000 sécurité et 5000 euros Mobilité) soit un total de 70 000 euros, représentant 50% d'un budget total de 140 000 euros

2020 : Subvention de fonctionnement de 70 000 euros soit 55 % du budget total de 127 000 euros

L'Association du Technopôle est un interlocuteur précieux pour les collectivités, au service du bon fonctionnement du site dans un contexte de fort développement urbain et économique (nouvelles implantations,

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

nouveaux salariés, etc). Ses actions s'inscrivent par ailleurs dans la stratégie de renforcement de l'attractivité et du rayonnement du Technopôle à l'échelle métropolitaine mais aussi nationale au sein du Réseau de l'Innovation RETIS et de son processus de labellisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir l'association du Technopole Marseille Provence et la réalisation de sa feuille de route 2022 dans le contexte de développement urbain et économique du Technopôle Marseille Provence ;
- La cohérence de ces actions avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence inscrites dans son Agenda du développement économique délibéré en 2017.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 40 000 euros à l'Association du Technopôle Marseille Provence Château-Gombert pour la réalisation de sa feuille de route 2022.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière avec l'Association du Technopôle Marseille Provence Château-Gombert ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est habilité à signer ladite convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2022 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B320 - Chapitre 65 – Nature 65748 – fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

TCESDE 003-199/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique et approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
DGDE 22/20336/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Les taux de création et de reprise d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique) est une association, reconnue d'utilité publique, qui apporte un accompagnement technique et financier permettant à des personnes n'ayant pas accès aux crédits bancaires (notamment demandeurs d'emplois, allocataires des minimas sociaux, soit en situation de précarité sociale et financière), de pouvoir réaliser leurs projets de création ou de développement d'activité économique et d'accès ou de retour à l'emploi via des micro-crédits et des prêts d'honneur.

L'ADIE agit sur deux volets :

-La création d'entreprises

- L'accompagnement des micro-entrepreneurs avant, pendant et après la création de leur entreprise pour assurer la pérennité de leur activité
- Le micro-crédit professionnel qui consiste à financer les micro-entrepreneurs qui n'ont pas accès au crédit bancaire, et plus particulièrement les chômeurs et les allocataires des minimas sociaux, à travers le microcrédit (jusqu'à 10 000€ de prêt)

- La création ou le maintien de l'emploi salarié

- Le microcrédit personnel pour l'emploi qui consiste à favoriser la recherche ou le maintien de l'emploi (par exemple financer l'achat ou la réparation d'un véhicule, financer une formation etc... (jusqu'à 5 000€ de prêt)
- Une offre de micro-assurance spécifique pour les véhicules achetés ou réparés grâce au microcrédit

L'ADIE a financé sur le territoire de la Métropole, en 2021, 503 porteurs de projet dont 402 pour un projet d'entreprise et 101 pour un projet d'emploi salarié.

Le bilan intermédiaire 2021, est ainsi ventilé par Conseil de Territoire (CT) :

Répartition des personnes financées au 30/09/2020 par Conseil de Territoire

Marseille Provence	60%
Pays d'Aix	18%
Pays Salonais	4%
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	5%
Istres Ouest Provence	4%
Pays de Martigues	9%

De plus, face à la crise sanitaire, les équipes de l'ADIE ont réalisé depuis 2020 de très nombreuses actions d'accompagnement spécifique permettant aux entrepreneurs :

- D'évaluer leur situation et de mettre en place les services et modalités financières adaptés à leur entreprise
- D'être informé sur les différents dispositifs d'aides qui ont perduré en 2021 et sur les démarches à réaliser pour en bénéficier

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Bénéficier d'un diagnostic de situation pour évaluer les besoins techniques et financiers liés à la relance des activités

En 2021, 1118 entrepreneurs résidant sur le territoire métropolitain ont été reçus en rendez-vous.

Perspectives pour 2022 :

Pour 2022, la raison d'être de l'ADIE sera réaffirmée : « Donner accès à l'entrepreneuriat et à l'emploi, par le microcrédit et l'accompagnement, à tous ceux dont les projets n'ont pas accès au crédit bancaire ». Ainsi durant cette année le plan métropolitain d'actions s'articulera autour des axes suivants :

1- Répondre et accompagner la dynamique de création d'entreprises très marquée en 2021 et qui restera vraisemblablement à un haut niveau en 2022, en poursuivant le déploiement de leur offre pour en faire bénéficier le plus grand nombre de personnes, et contribuer à pérenniser les activités soutenues.

2- Sécuriser l'activité des entrepreneurs par un accompagnement technique et financier renforcé.

3- Diversifier les partenariats et mieux qualifier les premiers contacts grâce à un travail qualitatif auprès de nos partenaires techniques et prescripteurs.

Concrètement les actions de l'ADIE en 2022 sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence porteront sur

- Une présence des équipes de l'ADIE dans les territoires (antennes et permanences).
- Le déploiement d'actions spécifiques pour toucher plus particulièrement le public pouvant bénéficier de l'inclusion par le Travail Indépendant (jeunes, résidents des quartiers prioritaires, bénéficiaires de minima sociaux).
- Le maintien de nos relations avec nos partenaires techniques et prescripteurs
- L'approche de nouveaux partenaires prescripteurs
- La promotion de leur offre de services à destination des personnes dont les projets d'emploi ne sont pas financés par les banques

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Il s'agira donc de veiller pour 2022 à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

L'association souhaite poursuivre son objectif et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, dossier MGDIS N° 255 – 701 – 702 – 703 – 704 – 705.

Après instruction, Il est proposé au Bureau de la Métropole d'octroyer à l'association ADIE une subvention de fonctionnement à hauteur de 65 000 euros au titre de l'année 2022 décomposée comme suit :

- Métropole Aix-Marseille-Provence : 40 000 euros
- Territoire du Pays d'Aix (CT2) : 10 000 euros
- Territoire du Pays Salonais (CT3) : 2 000 euros
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CT4) : 5 000 euros
- Territoire Ouest Provence (CT5) : 3000 euros
- Territoire du Pays de Martigues (CT6) : 5 000 euros

La participation financière de la Métropole représentant 2,95% du coût total du budget prévisionnel global de l'association d'un montant de 2 198 300 € pour 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 31 juillet 2020 portant sur le plan de relance de la Métropole Aix-Marseille-Provence : « AMP 2R : la relance et le renouveau Aix-Marseille-Provence » ;
- La délibération du 31 juillet 2020 portant sur l'approbation d'une convention d'abondement au fond de prêt d'honneur de l'ADIE sous forme d'avance remboursable.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises et l'inclusion professionnelle par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'animation de l'association ADIE pour un montant de 65 000 euros au titre de la compétence économique pour l'année 2022. La subvention sera répartie ainsi :

- Métropole Aix-Marseille-Provence (CT1): 40 000 euros
- Territoire du Pays d'Aix (CT2) : 10 000 euros
- Territoire du Pays Salonais (CT3) : 2 000 euros
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile (CT4) : 5 000 euros
- Territoire Ouest Provence (CT5) : 3000 euros
- Territoire du Pays de Martigues (CT6) : 5 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 004-200/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association ROCA FORTIS DPEAT 22/20347/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, notamment à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité et de son Plan de Déplacements Urbains PDU. Autorité organisatrice, la Métropole agit et coordonne les actions de ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques et les associations de zones d'activité.

Aussi, le Conseil de Territoire et la Métropole mettent en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que leurs actions s'adressent également aux deux genres.

Le territoire de Roquefort La Bédoule

La commune de Roquefort La Bédoule dispose sur son territoire de deux zones d'activités économiques.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Les Fourniers, sur le site de l'ancienne cimenterie Romain Boyer, est un espace dédié aux activités artisanales d'une vingtaine d'entreprises et s'étend sur 5 ha développés et 5 ha en projet.
- La zone d'activités économiques de la Plaine du Caire, créée en 1986 par la Commune et étendue en 2010 par le Conseil de Territoire Marseille Provence s'étend sur 32 ha et accueille une centaine de TPE et PME. L'ensemble représente environ un millier d'emplois.

Présentation de l'association Roca Fortis

L'association d'entreprises Roca Fortis Entreprises Développement s'est créée en juillet 2016 et regroupe 55 adhérents (3 adhérents supplémentaires par rapport à 2020), 1 salarié à temps partiel et 18 bénévoles. Elle a notamment pour rôle de :

- Défendre les intérêts des entreprises de Roquefort La Bédoule et des communes voisines : des démarches ont été entreprises par l'association Roca Fortis auprès de la commune de Carnoux et en projet auprès de la commune de Cassis,
- Proposer des offres de services mutualisés aux entreprises,
- Représenter les adhérents auprès des autorités territoriales,
- Communiquer, animer et promouvoir le Parc d'Entreprises,
- Participer à la bonne gestion de la zone d'activité en faisant remonter les éventuels dysfonctionnements constatés aux collectivités.

En 2021, l'association a mis en place plusieurs événements en lien avec les acteurs du territoire. En effet, Roca Fortis, en partenariat avec les six autres associations d'entreprises du bassin Est sous la marque T2R (regroupant Apage, Athelia Entreprendre, LEHV, Pôle Alpha, Les Paluds, Napollon et Roca Fortis) a participé à l'organisation des deux événements phare de leur regroupement à savoir Business Buzz en faveur du développement des réseaux des entreprises et Job Boost à destination des demandeurs d'emploi.

Pour 2022, l'association Roca Fortis a pour projet d'entreprendre une démarche intercommunale sur les communes de Roquefort La Bédoule, Carnoux et Cassis et axe celle-ci sur les thématiques de la mobilité et d'écologie industrielle territoriale. L'association a commencé à travailler avec le prestataire Ekodev de la Métropole Aix-Marseille-Provence suite à la mise en relation par la collectivité sur le sujet de la mobilité.

Le Budget de l'association

Le budget prévisionnel total de l'association pour l'année 2022 est de 32 500 euros

L'association sollicite le Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole à hauteur de 10 000 euros pour l'année 2022. Le montant des subventions publiques demandées pour 2022 s'élève à 16 000 euros soit 49% du budget total de l'association.

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association Roca Fortis à hauteur de 5 000 euros pour l'exercice 2022, à l'instar de l'exercice précédent, sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la thématique Développement Economique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- L'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;
- L'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire de Marseille Provence, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 5 000 euros pour 2022 à l'association Roca Fortis au titre de l'année 2022. Cela représente une participation à hauteur de 15% du budget prévisionnel de l'association.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est habilité à signer tout document relatif à cette subvention.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2022 à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence – Sous Politique B320 - chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 005-201/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Association d'entreprises les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée LEHV pour 2022 - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DGDE 22/20349/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En outre, le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence «AMP2R» rappelle trois impératifs: le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale et la transition écologique.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales. De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à notamment à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité et de son plan de déplacements urbains PDU. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions de ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques et les associations de zones d'activités.

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

L'association de loi 1901, créée en 2009, les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée dit « LEHV » est un réseau d'entrepreneurs ayant pour objet de représenter et fédérer les entreprises des zones d'activité du Sud et de l'Est marseillais. Premier relai d'information et de mise en relation sur ce vaste territoire économique, LEHV apporte des solutions concrètes aux problématiques des décideurs et chefs d'entreprise.

Le territoire Est constitué un périmètre d'intervention vaste et hétérogène. Il concentre plus de 4000 entreprises avec au moins un salarié soit 28% des emplois de la Ville de Marseille.

Les chiffres clés 2021 de l'association sont :

- 315 adhérents
- 13 membres de CA
- 5 commissions composées de dirigeants d'entreprises
- 2 permanents et 3 alternants
- 8 900 salariés représentés
- 6/8/9/10/11/12 arrondissements représentés

L'association a pour mission :

- D'accueillir, informer, coordonner et mettre en réseau ses entreprises adhérentes,
- De promouvoir l'image des zones d'activités et des entreprises occupantes,
- De représenter les intérêts des entreprises des ZA auprès des collectivités, administrations, services publics et autres interlocuteurs représentatifs de la vie économique,
- De contribuer à mener à bien des actions visant à améliorer le développement économique des entreprises et le cadre de vie des salariés (emploi, services aux salariés...)
- De réaliser ou faire réaliser toute opération ou étude concourant à l'exécution des missions définies ci-dessus.

Ces objectifs se traduisent dans les faits par un ambitieux programme d'animation qui se concentre sur 4 axes principaux : la mobilité, l'emploi, le marketing territorial et la recherche de synergies interentreprises.

Les résultats 2020 sont les suivants :

Actions en faveur du réseau inter-entreprises :

LEHV a enrichi son programme d'activités en organisant de nombreux évènements et animations.

➤ 7 Déjeuners Business (290 participations)

Il s'agit d'un évènement réseau, pour rencontrer les acteurs du territoire avec la présentation des activités des entreprises représentées grâce à des tours de table. Avec le confinement, il a fallu s'adapter. Nous avons alors transformé nos déjeuners business en vidéo business

➤ 1 grand évènement (198 participations) : Assemblée générale, organisée chaque année afin de réunir tous les adhérents et partenaires dans le but de voter les perspectives d'avenir de l'association.

➤ 22 Commissions – Commerce, Industrie, Star UP, parenthèse RH (258 participations): L'objectif est de réunir les adhérents par secteur d'activité afin de les accompagner sur des problématiques communes comme l'emploi, la mobilité et l'économie circulaire.

➤ 2 Comités de rédactions (10 participations)

Réunion des adhérents pour la réalisation d'une revue économique du territoire semestrielle « L'Echo de l'Huveaune – La revue des entreprises du territoire ».

➤ 2 revues économiques « L'Echo de l'Huveaune – La revue des entreprises du territoire » publiées en 2 500 exemplaires : cette revue est à destination de l'ensemble des acteurs économiques du territoire, permet également de communiquer sur les actions liées à l'emploi.

➤ 2 évènements sportifs: afin de renforcer les liens de convivialité entre les acteurs du territoire, organisation d'un tournoi de pétanque (21 équipes), et d'un tournoi de football au stade Vélodrome (14 équipes)

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

➤ Une chaîne Youtube qui présente chaque semaine une émission mettant en lumière les acteurs et problématiques du territoire de l'Huveaune. En 2021, la chaîne a proposé 28 émissions cumulant plus de 60 000 vues sur plus de 4000 heures de visionnages

➤ 1 GRAND FORUM (250 Participants) LEH'Day: La première édition du Forum LEH'Day, fut organisée le 4 novembre 2021 au sein du nouveau campus de KEDGE BS. Elle a permis aux adhérents de l'association de co-créer des actions durables en faveur de l'économie et de l'emploi.

250 acteurs économiques étaient présents lors de cet événement. 160 actions ont été réalisées durant cette première édition de LEH'DAY allant de la mise en relation à la création de projet commun pour le territoire.

Actions en faveur de la mobilité :

1/ UN PLAN DE MOBILITE EMPLOYEURS COMMUN (PDMEC) : En partenariat avec le bureau d'études spécialisé EKODEV, LEHV a proposé à ses adhérents et partenaires de financer leur plan de mobilité d'employeurs commun et de les accompagner tout au long du processus. 6 entreprises dont trois à la Capelette (Société des Eaux de Marseille, Delta Assurance et Pôle Emploi Capelette) et trois à la Valentine (Arkema, L'Olympique de Marseille et Pôle Emploi Valentine), se sont unies pour l'élaboration du PDMEC. Avec l'appui de l'outil digitalisé EKOPDM proposé par leur AMO, les membres du projet ont pu rédiger un plan d'actions commun, qui couvrira les zones de la Valentine et de la Capelette.

L'association a ainsi engagé l'animation de réunions, la réalisation des supports de communication et la mise en œuvre d'un événement de restitution pour un public cible minimum de 1200 salariés pour chacun des deux secteurs.

2/ L'AAP SOLU-MOB : L'association lauréate par ailleurs de l'appel à projets « Solu-mob » lancé par la Métropole, a poursuivi les étapes du projet pour lequel elle a obtenu une subvention de 94 750 €, par le lancement de l'application de covoiturage « Huveaune Mobility », dédiée aux salariés de la zone. Sa sortie initialement prévue en novembre 2020 a finalement été livrée aux adhérents fin octobre 2021. Par ailleurs la mise en place de navettes desservant les entreprises du territoire qui en est aussi l'objet principal, initialement prévu à l'automne 2020, avait été reporté à cause de la situation sanitaire. Présente sur la Valentine et mutualisée avec le Domaine de la Vallée Verte, elle dessert les entreprises de la zone tout en les raccordant avec les autres points multimodaux : Gare de la Barrasse, Arrêts de Bus passant sur la zone (50, 12, 4...), Centres commerciaux... Celle-ci fonctionne depuis novembre 2021, et regroupe 75 utilisateurs test pour sa première année sur les heures d'entrées et de sorties des salariés pour les trajets domicile/ travail

Actions en faveur de l'emploi :

- Participation active au forum emploi du 6/8 (10 juin 2021): l'association LEHV, LEHV a participé à la première édition du forum de l'emploi organisé par les services de la Mairie du 6 et 8 ème arrondissement. Ce forum était tourné vers la recherche d'emplois et de stages pour les étudiants.

- Forum de l'emploi : visio-conférence Ecole de la Deuxième Chance.: (18 novembre 2021): L'association LEHV a mobilisé des entreprises œuvrant en faveur de l'emploi pour participer à des visioconférences organisées par l'Ecole de la Deuxième Chance. Elles permettent aux étudiants d'échanger avec ces professionnels sur leurs projets d'avenir.

- Participation active au Job Boost 2021 (25 novembre 2021): Le collectif T2R s'est réuni pour la 7ème édition du forum Job BOOST. Il s'agit d'un événement dans lequel des demandeurs d'emploi viennent à la rencontre de professionnels afin de recevoir conseil et appui sur leur parcours professionnel. Une centaine de professionnels de l'emploi qui ont répondu présents pour apporter leur expertise à plus de 200 demandeurs d'emploi aux profils différents.

Forum de l'emploi « village des entreprises » (25 novembre 2021) à l'Institut Cadenelle: Les membres de la commission commerce LEHV ont eu l'initiative, durant le forum LEH'Day, d'organiser un forum afin de répondre à leurs problématiques liées à l'emploi. Cette initiative, organisée en partenariat avec l'Institut Cadenelle a permis aux étudiants de cet établissement de profiter de stages, emplois et/ou contrats d'apprentissage adaptés à leurs besoins au sein d'entreprises du territoire dans le commerce. Étaient notamment présents des entreprises telles que Leroy Merlin, IKEA, Renault

Programme d'actions 2022 :

Actions en faveur du réseau inter-entreprises:

L'association LEHV a recruté un deuxième permanent, afin de renforcer l'animation et la promotion du réseau

Le programme d'animations aura pour vertu de dynamiser le territoire en multipliant :

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Les rencontres entre les entreprises
- D'impliquer leurs adhérents
- D'attirer de nouvelles entreprises.

Au total 50 événements seront programmés sur 2022 :

- Déjeuners business mensuels pour développer les réseaux.
- Grands rendez-vous : L'Assemblée Générale annuelle et Les Vœux sont les deux événements incontournables des acteurs économiques.
- Rencontres thématiques : groupes de travail par filière d'activité, « Commission Industrie », « Commission Commerce », « Commission Santé », « Commission Capelette » et « Commission Start up ».
- After-Work et Petit-Déj'.
- 2 événements interzone « Job Boost » et « Business Buzz » facilitent la mise en relation des réseaux d'entreprises de l'Est Métropolitain (T2R).
- 1 événement VIP : le « Club Partenaires » un événement haut de gamme, réunissant les représentants des plus grandes entreprises du territoire.
- Événements sportifs (Tournoi de pétanque, Olympiades...)

Actions en faveur de l'emploi :

Implication aux forums de l'emploi organisés par la Mairie du 6/8, la Mairie du 9/10, la Mairie du 11/12, et au forum « Vallée de l'Huveaune » : Job Boost.

Marketing territorial :

- Poursuivre les parutions d'une revue économique (biannuelle) : visibilité sur les projets de l'association, découvrir/s'inscrire aux événements et de promouvoir les adhérents et partenaires
- Améliorer le site internet lehv.fr qui permet de donner de la visibilité aux projets que mènent l'association, de découvrir et de s'inscrire aux événements, mais également, d'offrir cette visibilité aux adhérents et partenaires de LEHV.
- Continuer les Newsletters (809 abonnés) afin de tenir informer les adhérents et partenaires des événements et projets à venir.
- Amplifier la communication sur les réseaux sociaux sur les actions de LEHV et les événements auxquels elle participe.
- Chaîne Youtube

Actions en faveur de la mobilité :

Plusieurs actions vont être mise en place en 2022 :

- Poursuite du la mise en œuvre de deux PDMEC (Plan de Mobilité Employeur Commun) de la Vallée de l'Huveaune sur les secteurs de La Capelette et de La Valentine. À cet effet, 4 rendez-vous dans l'année vont être programmés avec les entreprises engagées et des entreprises qui pourraient être intéressées par le PDMEC (objectif : intégrer 4 entreprises supplémentaires en 2022).
- Lancement des « Mardis de la mobilité » : 4 réunions dans l'année (de 18h00/ 20h00), l'objectif de ces nouveaux rendez-vous, est d'informer les adhérents des solutions concernant la mobilité. Un acteur de la mobilité (exemples : La Métropole Mobilité, la SNCF, etc...) sera invité pour présenter son offre de service lors de chaque rencontre.
- Dans le numéro du mois de Juin 2022 de la revue des entreprises du territoire "L'Echo de l'Huveaune" un dossier spécial consacré à la mobilité sur le territoire sera publié.
- Une émission sur la chaîne Youtube, LEHTV, dédiée à la thématique de la mobilité sera programmée afin de mettre en avant les bonnes pratiques, et assurer un effet d'entraînement par l'exemple.
- Poursuite du déploiement, avec EDF, des bornes électriques sur le secteur : depuis janvier 2022, 3 bornes ont été implantées sur le site de la Cadenelle.
- Reconstitution du partenariat avec les mairies du 6/8 et 11/12 en participant aux réunions thématiques en relation étroite avec les adjoints en charge de la mobilité, et la Métropole.

Le budget prévisionnel 2022 est de 245 258 euros.

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence de participer au titre de l'année 2022, en apportant une subvention à hauteur de 20 000 euros pour la compétence Développement Economique et 30 000 euros pour la compétence Mobilité à l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée soit un total de 50 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 31 juillet 2020 portant sur le plan de relance de la Métropole Aix-Marseille-Provence : « AMP 2R : la relance et le renouveau Aix-Marseille-Provence » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants ;
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur du développement économique de son territoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement de l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée pour un montant de 50 000 euros (20 000 euros au titre de la compétence économique pour l'année 2022 et 30 000 euros au titre de la compétence Mobilité).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 006-202/22/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée au titre de l'année 2022 et approbation d'une convention de partenariat**

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 22/20351/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En outre, le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence « AMP2R » rappelle trois impératifs : le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale et la transition écologique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, notamment à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité et de son plan de déplacements urbains PDU. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions de ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques et les associations de zones d'activités. Les Plans de Mobilité Employeurs Communs PDMEC sont par exemple un des moyens de développer les actions en faveur des alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...).

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Présentation de l'association

Le programme d'intérêt national Euroméditerranée place Marseille au rang de première place économique d'Europe du Sud avec plus 37000 emplois privés et 6 500 emplois publics regroupés sur un territoire en pleine mutation.

La Cité des Entrepreneurs, association de loi 1901 a été créée en 2000, met en place des actions destinées à faciliter les échanges, accueillir, informer, établir des passerelles entre les entreprises installées sur le périmètre d'Euroméditerranée ou attirées par ce grand projet de renouvellement urbain et de développement économique. L'association totalise 217 adhérents de l'aire métropolitaine.

Acteur économique incontournable de la ville de Marseille, l'association est un partenaire de référence dans le développement économique aux côtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Créée initialement pour fédérer les entreprises installées sur le secteur d'Euroméditerranée, l'association est aujourd'hui tournée vers le renouveau économique de la Cité Phocéenne.

Son programme d'actions a pour but :

- de fédérer les entreprises installées sur le territoire d'Euroméditerranée et celles ayant un intérêt pour ce territoire
- de participer au rayonnement du territoire d'Euroméditerranée
- de participer au développement économique du territoire en accompagnant les entreprises sur des sujets centraux que sont l'emploi, la mobilité, le business, l'innovation, le développement durable, la rse...
- de favoriser l'inclusion des jeunes et des personnes en recherche d'emploi en participant au maillage entre les entreprises et ces publics.

Elle a mis en place une vingtaine d'événements en 2021 en partenariat avec les différents acteurs du territoire, (événements business, mise en valeur des adhérents, présentation du dispositif 1 parrain 1 emploi, Cool Business Meeting...). En 2022 l'association va poursuivre ses actions de rencontres et petit-déjeuner sur des thématiques tel que l'entreprise, un acteur clef de la transition écologique des territoires, tout savoir sur le projet de ZFE-m.

Lauréate de l'appel à projets Solumob, l'association a été dans le cadre de son projet au-devant des entreprises concernant le déplacement des salariés. La connaissance engrangée a permis de réfléchir à un plan d'actions et de renforcer sa légitimité sur la thématique. Aujourd'hui, les entreprises interpellent régulièrement la Cité sur le sujet de la mobilité.

Malgré la présence d'une offre de mobilité exhaustive, la voiture individuelle reste l'un des moyens privilégiés pour se rendre sur le territoire d'Euroméditerranée, dans le cadre des déplacements domicile-travail.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

La Cité, dont la mission est de répondre aux problématiques et besoins des entreprises, se veut leur porte-parole privilégié sur ces questions de mobilité sur le périmètre d'Euroméditerranée et prévoit en 2022 de programmer une action spécifique dans le domaine de la Mobilité, portant sur la mise en œuvre d'un plan de mobilité employeurs commun (PDMEC).

La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée propose de :

- Mettre en place et coordonner la gouvernance du Plan de Mobilité,
- Identifier les enjeux, objectifs et comptes de déplacements,
- Poursuivre le travail de diagnostics et d'état des lieux déjà engagé,
- Recruter un-e conseiller-e mobilité pour l'animation et le suivi du PDMEC,
- Renforcer le partenariat avec Laboratoire de Psychologie Sociale afin de compléter les indicateurs de suivi sur les changements de comportement,
- Accompagner la mise en œuvre de la ZFE (impacts habitudes mobilité, solutions alternatives adaptées aux besoins),
- Faire le lien entre les problématiques RH (recrutement/ « turnover ») par filière des entreprises et mettre en place des actions mobilité adaptées.

Compte tenu de ces objectifs, il est proposé d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'association La Cité des Entrepreneurs de 30 000 euros pour l'exercice 2022, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de fonctionnement spécifique de 20 000 euros afin de poursuivre le déploiement des plans de mobilité et plans de mobilité interentreprises,
- une subvention de fonctionnement de 10 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la compétence Développement Économique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants ;
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur du développement économique de son territoire ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération sus mentionné.

DELIBERE

Article unique :

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement à hauteur de 30 000 euros au titre de l'année 2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 007-203/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Cap Au Nord Entreprendre - Approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
DGDE 22/20352/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En outre, le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence « AMP2R » rappelle trois impératifs : le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale et la transition écologique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à notamment à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité et de son plan de mobilité. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions de ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques et les associations de zones d'activités. Les Plans de Mobilité Employeurs Communs (PDMEC) sont par exemple un des moyens de développer les actions en faveur des alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...).

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes. Ainsi, à l'issue de l'opération, une communication d'une analyse genrée du projet devra être transmise à votre correspondant du Territoire Marseille-Provence et de la Métropole.

Enfin la Métropole a affirmé à travers le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence « AMP2R » sa volonté de répondre à un objectif impératif de transition écologique encourageant les circuits courts et l'économie circulaire. Le soutien aux démarches d'Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT) dont l'objectif est d'optimiser les ressources sur un territoire, s'inscrit dans ce cadre.

L'association Cap Au Nord Entreprendre (CANE), créée en 2009 et issue de la fusion entre les deux associations fondatrices « Arnavant » et EZF (Entreprendre en Zone Franche), est l'association d'entreprises de Marseille Nord. Elle fédère aujourd'hui 300 entreprises sur le territoire, qu'il s'agisse de TPE, de Start up, d'ETI, de PME ou de grands comptes comme Haribo ou Pernod Ricard. Elle a pour missions :

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- Le renforcement et le développement des réseaux d'entreprises existants sur le territoire économique Marseille Nord, soit sur les 13e, 14e, 15e et 16e arrondissements
- La promotion de l'activité économique dans les quartiers Nord de Marseille : actions et services auprès des entreprises (et acteurs du territoire) ; aider au développement, et à la mise en place de projets, favoriser la création d'emplois locale
- De faciliter la mise en lien entre entreprises, institutions et organisations, être relais d'information sur les opportunités foncières du territoire Nord de Marseille,
- L'influence et le Lobbying : être force de propositions auprès des grands décideurs économiques, et, proactif dans les besoins du territoire. Organisation d'événement et production d'éléments de communication thématique pertinents pour les besoins des entreprises.
- La création de groupe de travail sur des thématiques spécifiques : Parc +, RSE, transport et mobilité des salariés, emploi et RH, culture et patrimoine du territoire

Enfin, plus généralement réaliser toute opération ou étude concourant à l'exécution des missions définies ci-dessus

De manière parallèle aux nombreuses politiques axées sur le secteur des quartiers du nord de Marseille, l'association Cap Au Nord Entreprendre a initié des démarches dans le but de renforcer l'attractivité économique et l'accès à l'emploi de son territoire. Ainsi, l'association, dans le souhait de dynamiser le développement économique de Marseille Nord, a mis sur pied un plan de mobilités inter-entreprises. En 2022 l'Association vise en effet, à travers son PDMEC, à faciliter les déplacements des salariés des entreprises du secteur géographique, notamment sur les premiers et derniers kilomètres, proposer des solutions alternatives à l'autosolisme, mettre en œuvre les partenariats nécessaires à l'accomplissement de ses objectifs, ainsi qu'un plan d'actions servant le développement et la promotion des mobilités durables parmi lesquelles :

- L'organisation d'offres de service : autopartage de véhicules électriques, covoiturage, notamment pour les salarié-e-s précaires, accompagnement au management de la mobilité ;
- Le soutien au développement de l'éco mobilité et de solutions de micro mobilité bas carbone pour les entreprises du territoire ;
- L'entretien pour le compte des acteurs économiques liés à l'association des relations avec les autorités organisatrices des transports ;
- Le conseil en mobilité ;
- L'utilisation en entreprise de l'outil Le Pilote ;
- Le soutien d'un projet de Parking Relais ;
- Le déploiement de solutions de micro mobilité bas carbone pour les entreprises du territoire.
- Le mentoring du Conseil Mobilité et l'accompagnement à l'incitation des entreprises à la pratique des micros mobilités, aux côtés de l'association de zone sur le périmètre du Technopole de Château-Gombert.

Enfin après la mise en place d'une solution mutualisée de collecte de déchets, CAP AU NORD ENTREPRENDRE a souhaité aller plus loin et s'est engagé depuis 2020 dans une démarche EIT axée synergies de substitution afin de transformer un maximum de déchets en ressources pour le territoire

Ce projet poursuit plusieurs objectifs :

- Insuffler une réflexion durable au sein des acteurs locaux et initier une démarche de coopération entre eux ;
- Développer autonomie et résilience des territoires (et des acteurs) et relocaliser la consommation et le business ;
- Réduire la production de déchets sur le territoire ;
- Réduire la consommation de ressources ;
- Développer l'attractivité économique du territoire Nord.

Compte tenu de ces objectifs, il est proposé d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'association Cap Au Nord Entreprendre à hauteur de 60 000 euros pour l'exercice 2022, qui se répartit ainsi :

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Une subvention de fonctionnement spécifique de 30 000 euros afin de contribuer à la réalisation des actions « Nord We Go » pour la mise en œuvre d'un plan de mobilité employeurs commun et déploiement de solutions de micro mobilité, dans le cadre de la compétence Mobilité,

Une subvention de fonctionnement global de 20 000 euros dans le cadre des actions menées au titre de la compétence Développement Économique.

Une subvention de fonctionnement spécifique de 10 000 euros pour des actions d'Ecologie Industrielle et Territoriale dans le cadre des actions menées au titre de la compétence Développement Economique

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants ;
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur du développement économique de son territoire ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération sus mentionné.

DELIBERE :

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 60000 € à l'association de zone d'activité Cap Au Nord Entreprendre et approuvant la convention d'objectifs ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 008-206/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Athelia Entreprendre et approbation d'une convention

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 22/20357/CT**

**Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisi des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a affirmé, à travers le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence « AMP2R », sa volonté de répondre à un objectif impératif de transition écologique encourageant les circuits courts et l'économie circulaire. Le soutien aux démarches d'Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT) dont l'objectif est d'optimiser les ressources sur un territoire à travers la mise en place de synergies entre acteurs, s'inscrit dans ce cadre.

De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à notamment à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité et de son plan de mobilité. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions de ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques et les associations de zones d'activités.

Enfin, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Présentation de l'association Athelia Entreprendre

La zone d'activité Athelia de La Ciotat a été créée en 1987, simultanément à celles d'Aubagne et de Gémenos, à l'initiative du Ministère de l'Industrie. L'objectif était de faire face à un contexte économique très difficile (la fermeture des Chantiers Navals de La Ciotat et de La Seyne sur Mer). La zone d'activité s'étendant sur près de 110 hectares regroupe aujourd'hui 300 entreprises de toutes tailles et plus de 4 000 salariés. La Métropole Aix-Marseille-Provence vient d'achever l'aménagement de l'ultime tranche Athelia V de 24 ha dont la commercialisation est en cours ; l'objectif étant d'accueillir 1500 emplois supplémentaires à terme.

Athelia Entreprendre, association loi 1901 créée en 2002, est devenue un acteur économique incontournable de La Ciotat et du bassin de l'Est métropolitain. C'est un partenaire de référence en matière de développement économique aux côtés des collectivités territoriales.

Chiffres clés :

- 223 adhérents (contre 195 en 2021)
- 105 bénévoles
- 8 commissions composées de membres bénévoles : dirigeants, collaborateurs des entreprises adhérentes et acteurs économiques locaux.
- Une équipe permanente de 4 personnes (3 CDI et 1 alternant)

L'association Athelia Entreprendre œuvre à faciliter le développement des entreprises adhérentes.

En 2021, elle a mis en place un programme varié d'animation et de communication axé sur des thématiques telles que :

- Dimension économique et sociale :

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

En organisant des événements reconnus, l'association favorise les échanges entre les entreprises. En 2020, a été lancé Athelia Le Club chargé d'organiser des rencontres privilégiées destinées exclusivement aux dirigeants des entreprises adhérentes.

En outre, les sept associations de zones d'activité du bassin Est (Apage, Roca Fortis, Athelia Entreprendre, LEHV, Pôle Alpha, Les Paluds, Napollon) sont associées dans un consortium T2R Territoire Réseau Rencontre pour mutualiser l'organisation de deux événements communs à savoir une journée d'échanges entre les entreprises « Business Buzz » et une journée à destination des demandeurs d'emploi « Job Boost. L'édition 2020 de Job Boost a été organisée sous un format numérique à distance compte tenu du contexte sanitaire (350 participants).

- Dimension environnement et énergie :

Des démarches engagées dès 2015 par l'association ont permis une double certification ISO 14 001 et 50001 de la zone d'activité ainsi que l'obtention du label « Parc + ». Souhaitant aller plus loin dans ses actions et s'engager dans une démarche d'Ecologie Industrielle et Territoriale et l'association avec le soutien de la Région et de l'ADEME l'association a recruté une chargée de mission en Mai 2020. Elle pilote le projet « PHOENIX, Vos flux ont une seconde vie » qui vise à créer des synergies de flux entre entreprises et diminuer la consommation des ressources à l'échelle de la zone industrielle. Ce projet a fait l'objet d'un soutien en 2019 de la Région et de l'ADEME par le biais du cadre d'intervention « Pacte territorial pour la transition écologique et économique - Promouvoir la coopération et la mutualisation interentreprises par l'Ecologie Industrielle et Territoriale », à travers une subvention de 76 500 € pour la période allant de 2019 à 2022.

Le projet Phoenix est structuré autour de 4 axes :

- Gestion des flux de matière
- Gestion de la biodiversité
- Mobilité durable
- Gestion énergétique

L'objectif de cette démarche est d'expérimenter des outils et actions de performance environnementale qui pourront ensuite être essaimés. Le cabinet Eco-Conseils Méditerranée accompagne le projet. 8 entreprises pilotes sont impliquées et ont réalisé des diagnostics de flux.

Athelia Entreprendre, propose désormais la réalisation de diagnostics pour le reste des entreprises adhérentes de la zone afin de développer le panel de synergies de substitution ou de mutualisation possibles. L'objectif est d'en réaliser 30 au total.

L'association souhaite aujourd'hui pouvoir continuer à travailler et préserver les synergies qui auront été identifiées lors de ce projet même après la fin du versement des subventions de la part de l'ADEME et la Région PACA. Aussi, elle recherche dès à présent des subventions pour pérenniser le projet en 2022. L'objectif est de faire en sorte que l'écologie industrielle et territoriale puisse faire partie intégrante du parc d'activités au travers des services et de l'expertise proposée par la commission environnement énergie de l'Association Athelia Entreprendre.

- Promotion des mobilités alternatives :

Depuis 2009 la commission Mobilité Durable a mis en place un certain nombre d'actions. Plusieurs enquêtes de mobilité, en 2009, 2013 et 2018, ainsi qu'une analyse du risque routier ont été réalisées. Des résultats ont été obtenus comme par exemple la coordination des horaires de bus et de TER. Une variété de supports de communication a été créée, notamment en lien avec la mise en place d'un site de covoiturage créé en 2012 et modernisé en 2018. Depuis 2018, le rapport PDMEC, ou Plan de Mobilité Employeurs Commun (ex PDMIE) des entreprises de plus de 100 salariés partenaires de la commission Mobilité est réalisé par l'association du fait de l'obligation réglementaire qui les vise. Ce plan s'inscrit dans une démarche de Développement durable et permet à ces entreprises d'initier des actions de mobilité pour ses salariés.

Le Budget prévisionnel global de l'association est de 320 467 euros en 2022 ; avoisinant le budget de l'année 2021 s'élevant à 323 225 euros.

Le montant des subventions publiques sollicitées s'élève à 122 667 euros, soit 41,8% du budget total. Il est significatif de noter que l'autofinancement généré par les cotisations perçues et les partenariats privés conclus approche les 49%.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

L'association Athelia Entreprendre sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une subvention globale de 38 000 euros au titre de ses compétences Développement économique et Mobilité pour l'année 2022.

Pour rappel, le Conseil de Territoire Marseille-Provence soutient financièrement l'association de zones d'activité Athelia Entreprendre depuis 2017 au titre de sa compétence développement économique.

Compte tenu de ces objectifs, il est proposé d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'association Athelia Entreprendre à hauteur de 28 000 euros pour l'exercice 2022, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de fonctionnement global de 10 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence au titre de la compétence Développement Économique.
- Une subvention de fonctionnement global de 8 000 euros dans le cadre des actions d'Ecologie Industrielle territoriale menées au titre du Développement Economique
- Une subvention de fonctionnement global de 10 000 euros pour la mise en œuvre d'un plan de mobilité d'employeurs commun, dans le cadre de la compétence Mobilité.

Les subventions attribuées en 2022 feront l'objet d'une convention avec Athelia Entreprendre, le montant global des subventions ayant dépassé le seuil des 23 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants ;
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur du développement économique de son territoire ;
- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur de l'environnement et de l'écologie industrielle ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération sus mentionné.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur l'attribution au titre de l'année 2022, une subvention de 28 000 euros ventilée ainsi :

Une subvention de fonctionnement global de 10 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence au titre de la compétence Développement Économique. Une subvention de fonctionnement spécifique de 8 000 euros dans le cadre des actions d'Ecologie Industrielle territoriale au titre du Développement Economique.

Une subvention de fonctionnement global de 10 000 euros pour la mise en œuvre d'un plan de mobilité d'employeurs commun, dans le cadre de la compétence Mobilité.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 009-207/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Marseille Innovation pour son programme d'actions 2022 - Approbation d'une convention MET_SISM 22/20359/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'innovation et l'entrepreneuriat figurent parmi les orientations stratégiques majeures de l'Agenda économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvé en mars 2017. Dans ce cadre, la Métropole soutient les acteurs ayant pour mission l'accueil et l'accompagnement des entreprises innovantes, tout particulièrement dans la période délicate et cruciale de leurs premières années d'existence.

L'association Marseille Innovation compte parmi les opérateurs phare de l'écosystème d'innovation du territoire œuvrant dans ce sens, avec comme objectifs l'émergence de projets ainsi que l'aide à la création et au développement d'entreprises innovantes. Marseille Innovation intervient sur un ensemble de pépinières positionnées sur quatre sites représentant une surface de plus de 5.000 m² : deux situés sur le Technopôle de Château Gombert (hôtels technologique et Technoptic) et deux situés au centre-ville de Marseille (Pôle Media Belle de Mai et depuis 2018, CIC Place de l'Innovation).

L'activité déployée sur ces quatre sites permet un positionnement multi-filière, cohérent avec les filières stratégiques de la Métropole : le numérique représente la filière principale, avec 56% des startups hébergées, suivi par la santé (hors biotech), l'industrie du futur et le conseil en ingénierie, et le tourisme (y compris e-tourisme).

L'offre de services proposée par Marseille Innovation permet aux entreprises innovantes de bénéficier d'une offre immobilière adaptée et prête à l'emploi, combinée à un accompagnement global et quotidien dispensé par l'équipe de Marseille Innovation (14 personnes) et renforcé par l'intervention d'experts et de mentors. Sélectionnés pour l'excellence de leur parcours, la qualité de leurs conseils et la puissance de leur réseau, ces intervenants externes apportent une expertise indispensable pour soutenir les jeunes créateurs dans toutes les dimensions du développement de leur entreprise : stratégie, développement commercial, levée de fonds, communication, marketing, ressources humaines, droit, comptabilité, fiscalité, intelligence économique, propriété intellectuelle, design, appui scientifique et technologique.

Au cours de la dernière décennie, plus de 800 jeunes entreprises innovantes ont été soutenues par Marseille Innovation. Elles ont généré près de 1 milliards d'euros de chiffre d'affaires et créé une moyenne de 300 nouveaux emplois chaque année. Depuis 2010, ces startups ont ainsi levé un total de 47 millions d'euros avec quelques entreprises aujourd'hui significatives sur le territoire : Provepharm, Enovacom, Viaxoft, Traxens, Alertgasoil, Vertigo, Seres Technologies, Skeepers (ex Avis Vérifiés), Planctovie....

L'activité de Marseille Innovation avait été impactée de manière significative par la crise sanitaire en 2020. Le bilan 2021 montre une reprise sensible de l'activité, marquée par un renouvellement du flux d'entrée en pépinière : sur les 128 entreprises accompagnées par Marseille Innovation, 62% le sont depuis moins d'un an et 80% depuis moins de deux ans. Ces entreprises représentent un cumul de 19M€ de chiffres d'affaires et 530 emplois, soit 30 de plus qu'en 2020. Les entreprises accompagnées par Marseille Innovation ont levé au cours de 2021 un total de 4,3M€, dont 41% d'aides publiques, 21% de fonds privés et 20% de concours bancaires. Enfin, le programme d'action de Marseille Innovation a été rythmé par de nombreuses animations : 49 petits déjeuners, afterworks, workshop ou webinaires, mobilisant au total plus de 1.100 participants.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

La feuille de route 2022 s'inscrit dans un objectif de reprise d'activité à son niveau d'avant la crise et vise le développement de partenariats externes sur différentes thématiques, pour renforcer l'offre de Marseille Innovation à destination des jeunes entreprises innovantes. Le programme d'action 2022 s'articule autour des 3 axes suivants :

- Poursuivre la prospection afin d'intensifier le flux de projets nécessaire à la dynamique des 4 sites
- Lancement au printemps 2022, en partenariat avec Initiative Marseille Métropole et des banques privées (CIC, Banque Populaire), d'un fond d'investissement pour l'amorçage de projets innovants, doté de 600K€ pour les deux premières années. L'objectif 2022 est d'accompagner 10 projets à hauteur de 30K€ de prêts d'honneurs, injectés en quasi fonds propres dans les entreprises innovantes nouvellement créées.
- Déploiement de deux programmes d'incubation thématiques :
 - ✓ Incubateur Provence Travel, en partenariat avec l'école ESCAET : 10 projets accompagnés sur 9 mois
 - ✓ Incubateur Meetafrica II : programme financé par l'AFD pour favoriser la création d'entreprises et d'emplois en Afrique par la mobilisation des talents et ressources de la diaspora vivant en Europe et/ou nouvellement installée en Afrique. Marseille Innovation s'est positionnée sur 3 nouveaux appels à projets qui lui permettront des collaborations avec le Maroc et la Tunisie en 2022 – 2023.

Pour les actions menées au titre du soutien au fonctionnement de l'association Marseille Innovation sur l'année 2022, il est proposé l'attribution d'une subvention d'un montant de 386 000 euros, représentant 25,9 % du budget prévisionnel d'un montant de 1.490.850 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ; Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des start-up innovantes de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en leur proposant une offre de services adaptée combinant la mise à disposition de locaux et d'accompagnement ;
- L'enjeu majeur que représente pour la Métropole Aix-Marseille-Provence le soutien à Marseille Innovation en termes de développement économique, d'innovation et d'emplois ;
- La cohérence de ces actions avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille Provence inscrites dans son Agenda du développement économique délibéré en 2017 ;

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 386 000 euros à l'Association Marseille Innovation au titre de l'année 2022

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée relative à l'octroi de ladite subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2022 au budget Etat Spécial du Territoire Marseille Provence du Conseil de Territoire – Sous-politique B370 chapitre 65 - nature 65748 - fonction 67.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 010-209/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Initiative Marseille Métropole au titre de l'année 2022

DPEATSV 22/20381/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En outre, le plan de relance et de renouveau d'Aix-Marseille-Provence « AMP2R » rappelle trois impératifs : le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale et la transition écologique. En cohérence avec cette stratégie, le conseil de territoire entrepris une politique de soutien à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprises visant à accompagner les acteurs intervenant dans ce domaine et contribuant à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence

Par ailleurs la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Dans les projets de l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

1. Présentation de l'association

Initiative Marseille Métropole est l'une des 220 plateformes qui constituent Initiative France, premier réseau national associatif d'appui et de financement des créateurs d'entreprises.

Trois types d'aides sont proposés gratuitement aux porteurs de projets :

- Une assistance au montage du projet,
- Un soutien financier (prêt d'honneur à taux zéro, sans garantie, recherche de financements et de garanties bancaires),
- Un suivi-accompagnement post-crédation, notamment par une action de parrainage

Depuis novembre 1994, date de la création de la plateforme, 21.318.500 d'euros (en prêts d'honneur) ont été engagés pour soutenir la création ou la reprise ou la croissance de 3 795 entreprises. Le taux de pérennité à trois ans est de plus de 80%. Depuis la création de l'association, près de 6 847 emplois ont été créés ou maintenus.

2. Bilan des actions antérieures

Pour la seule année 2020, 148 entreprises ont été financées (hors prêt COVID RESISTANCE) et elles ont généré 330 emplois directs, dont 302 créés et 28 maintenus.

Le montant total des prêts d'honneur (classique) accordés s'est élevé à 1 358 500 euros. Le prêt d'honneur bénéficie aux porteurs rencontrant des difficultés pour accéder en direct à un crédit bancaire permettant de compléter le financement de leur projet de création ou de reprise.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

23 prêts du dispositif régional Mon Projet d'Entreprise (MPE), ex-nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise (NACRE) sont venus s'ajouter au montant total des prêts accordés, à une hauteur de 103 000 euros.

De plus, le travail d'intermédiation bancaire accompli par IMM a permis une forte mobilisation de concours privés permettant des prêts bancaires associés aux demandes de prêts d'honneurs pour un montant de 8.717.470 euros.

Pour 2020, le bilan financier fait ressortir que pour 1 euro de prêt d'honneur accordé, 6,42 euros de prêt bancaire ont été mobilisés (effet levier 6,42).

La période COVID 19 semble avoir été à l'origine de cette baisse de l'effet de levier bancaire et du nombre de projets financés (148 contre 228).

Les secteurs d'activités les plus importants en matière de création d'entreprises sont les commerces, l'hôtellerie, les cafés, les restaurants et les services aux particuliers, suivis des services aux entreprises.

IMM s'est engagée dans une démarche de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), mais elle a également poursuivi la sensibilisation des porteurs de projet et des chefs d'entreprises soutenus.

Chiffres Clés

- Au 31/12/20, IMM a réalisé les résultats suivants sur son « ACTION COVID »
- 740 dossiers de PRETS COVID présentés en COMITE COVID
- 554 dossiers de PRETS COVID acceptés en COMITE COVID - Soit un Taux d'acceptation de 75% - Montant moyen des dossiers de PRETS COVID = 7870 €
- 68 COMITES COVID tenus en distanciel sur LIFESIZE sur 8 mois
- 80 bénévoles mobilisés par IMM

3. Les objectifs pour 2022

Pour 2022, Initiative Marseille Métropole envisage d'amplifier la croissance de son activité au sein des politiques locales et territoriales en :

- accroissant le nombre d'entreprises financées, tout en conservant un taux de pérennité des entreprises soutenues stable,
- augmentant le nombre d'emplois maintenus ou créés au démarrage et lors du développement des entreprises,
- facilitant l'accès des services à tous les porteurs de projet.

Pour plus d'efficacité, de nombreux moyens seront déployés en mobilisant plus de parrains et de marraines, en intégrant la démarche d'innovation dans les TPE, en développant la démarche RSE auprès des entreprises accompagnées et en amplifiant les partenariats et les synergies avec le réseau national pour optimiser le suivi.

- Accompagner le financement de 280 projets dont 190 en création d'entreprises, 60 en reprise d'activité et 30 en croissance,
- Suivre le développement de 146 entreprises financées dans le cadre du SUIVI MPE 2021
- Proposer systématiquement aux Créateurs les nouveaux Prêts d'Honneur BPI: PH Solidaire, PH Création-Reprise...

Budget prévisionnel

L'examen du budget prévisionnel met en exergue les éléments suivants :

- Le poste charges de personnel représente 27% du budget de fonctionnement et connaît une augmentation de 2% par rapport à 2021.
- Une diminution de la contribution de la Ville de Marseille en 2022 a été compensée par une hausse de l'intervention de la Région PACA (passant de 177 240 à 198 244€ soit une hausse de 12%) et la mobilisation d'une aide privée.

La subvention demandée au Conseil de Territoire Marseille-Provence est de 20 000 euros soit 4% du total des subventions d'exploitation.

Pour mémoire, en 2021, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a soutenu le fonctionnement de l'association à hauteur de 20000 euros.

Il est proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'association Initiative Marseille Métropole de 20 000 euros pour l'exercice 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'intérêt de soutenir la création et reprise d'entreprises par un dispositif de soutien efficace sur le territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant global de 20 000 euros pour 2022 à l'association Initiative Marseille Métropole.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2022 à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence – Sous Politique B320 - chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - fonction 61.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 011-210/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement à l'Association TEAM HENRI FABRE - Approbation d'une convention

Information du Conseil de Territoire DPEATSV 22/20396/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dès 2005, à l'annonce des très fortes ambitions de développement d'Eurocopter, Ex-MPM a orienté ses projets d'aménagement de Parcs d'activités à Marignane et Saint-Victoret vers les besoins de la filière aéronautique afin

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

de permettre l'accueil de fonctions ou de sous-traitants devant quitter le site de Marignane et l'implantation de nouvelles entreprises souhaitant développer des relations commerciales et des synergies avec Eurocopter.

Le Projet Henri Fabre, né en fin d'année 2011 à la suite de la Conférence Régionale de l'Industrie Provence-Alpes-Côte-D'azur, traduit la volonté commune des acteurs de déployer et mettre en cohérence des initiatives concrètes au service du développement industriel du territoire. Sa dynamique repose en effet sur une démarche collective réunissant sur un « cœur de zone », les entreprises, les acteurs du monde de la formation, de la recherche et de l'innovation.

Le Projet Henri-Fabre est un projet de développement économique et territorial, public et privé, qui a pour objectif de développer un nouveau modèle économique plus collectif et collaboratif sur un territoire organisé répondant aux besoins des entreprises tant en matière d'innovation industrielle, d'infrastructures que de compétences.

Sur le plan économique, l'ambition du projet est de développer un tissu industriel plus innovant et plus compétitif pour accompagner les Donneurs d'Ordres, notamment en ayant des PME qui intègrent dans leurs offres des solutions plus innovantes et des briques technologiques de l'industrie du futur (IdFu) pour améliorer leur compétitivité. C'est aussi profiter de la présence de plusieurs filières sur le territoire pour générer des pistes de croissance et de fertilisation croisée.

Team Henri-Fabre (THF), l'association économique créée en 2015, de présidence et vice-présidence alternée entre Airbus Helicopters et EDF, est avant tout un pôle d'innovation dont la finalité est d'accompagner les entreprises du secteur industriel dans la création de richesse par l'innovation produit, procédés ou systèmes.

Elle se matérialise par un Technocentre disposant de moyens innovants mis à disposition par les entreprises privées. Elle fédère au-delà du territoire de grands donneurs d'ordres et des PME pour accélérer les stades de pré-industrialisation et d'appropriation de procédés innovants.

L'association TEAM Henri-Fabre est soutenue par l'Etat, la Région et la Métropole dans la conduite de ses actions d'intérêt collectif. La constance de ce soutien est un gage de reconnaissance de l'efficacité des actions entreprises.

Les actions que conduira la THF pour l'année 2022 s'orientent autour de 3 grands thèmes et sont déclinées ci-après :

Volet 1 : Innover, accélérer l'innovation grâce à une méthodologie collaborative, agile et multifilières

L'association TEAM Henri-Fabre développe une méthode originale, ouverte et frugale d'accélération de l'innovation par la mutualisation des enjeux entre industriels.

Dotée d'un conseil scientifique composé de grands Donneurs d'Ordre représentant les différentes filières présentes en Région et d'académiques implantés en Région Sud et les régions voisines, THF fédère les acteurs autour d'enjeux technologiques partagés. De ces enjeux en découle une feuille de route technologique qui se matérialise ensuite par la création de groupes de travail, puis de nouvelles plateformes technologiques ou de projets de R&D partagés.

Ainsi, depuis 2017, plus de 26 projets ont été montés pour un montant de 27 M€ de R&D dans différents domaines de l'industrie du futur, que ce soit dans les nouveaux matériaux, la robotisation, les procédés innovants, l'économie circulaire, l'intelligence artificielle ou la réalité augmentée. Les plateformes mutualisées représentent aujourd'hui plus de 15 M€ de moyens innovants. Elles sont déjà une vitrine dans plusieurs briques de l'industrie du futur et permettent d'aller vers la maîtrise industrielle des technologies clés de l'industrie du futur ou le développement précurseur de nouvelles technologies et nouveaux marchés.

Dans le domaine de la fabrication additive métallique, l'année 2021 a permis à THF de structurer et de déposer un projet en lien avec l'initiative « Maintenance Rapide » : le projet ARQANE, à hauteur de 10 M€, qui a été retenu dans le cadre de l'initiative FRANCE RELANCE filière stratégique nucléaire, avec un consortium des donneurs d'ordre du nucléaire (FRAMATOME, ORANO, TECHNICATOME, NAVAL GROUP, CEA) de petites structures (INOVSYS, Institut de Soudure), réuni autour d'EDF, avec le soutien du pôle Nuclear Valley. L'année 2022 verra le démarrage du projet.

Volet 2 : Intégrer, accompagner les entreprises dans l'intégration de nouvelles technologies ou procédés

Plusieurs projets dont TEAM Henri-Fabre est chef de file ou coordinateur :

➤ PARCOURS SUD INDUSTRIE

- Depuis 2019, la Région Sud a confié à THF le rôle de coordinateur technique d'un programme ambitieux finançant l'accompagnement à la transformation vers l'Industrie du Futur de 500 TPI et PMI régionales d'ici 2022 : Parcours Sud Industrie. Le dispositif Parcours Sud Industrie 4.0, mis en place en 2019, est la déclinaison du projet national « 10 000 accompagnements vers l'Industrie du Futur ». Ce programme régional est mené par le

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

groupement Industries Méditerranée et ses partenaires : TEAM Henri-Fabre, ARIA Sud, Captronic, CETIM, CCI métropolitaine Aix-Marseille-Provence, CCI Nice Côte d'Azur, INOVSYS, System Factory, TVT innovation. TEAM Henri-Fabre assure deux fonctions principales : la coordination technique du dispositif et la fonction de PMO (gestion de projet).

Le bilan à décembre 2021 de PSI 4.0 fait état de 310 entreprises inscrites sur la plateforme. Sur ces 310 entreprises, 281 d'entre elles ont été intégrées au dispositif :

- 233 diagnostics terminés
- 23 diagnostics en cours
- 59 accompagnements en cours
- 36 entreprises ont reçu un soutien à l'investissement (subvention moyenne de 120 000 euros soit plus de 4M€ octroyés)

A fin décembre 2021, 134 parcours sont terminés. 47% des entreprises inscrites dans ce dispositif proviennent du département des Bouches-du-Rhône. La majorité des entreprises inscrites sont des TPE industrielles (37,9%) ou des petites PME de moins de 30 salariés.

➤ **PLATEFORME D'ACCELERATION « PRACCIIS »**

TEAM Henri-Fabre a postulé à l'appel à projet national du PIA (Programme d'investissements d'avenir) au dernier trimestre 2020 dans le but d'être le porteur régional de la plateforme d'accélération. Ainsi, le projet PRACCIIS « Plateforme d'ACCélération à l'Intégration de l'Industrie du Futur en région Sud » a été labellisé par l'Etat en juin 2021. La Ministre déléguée à l'Industrie Agnès Pannier-Runacher a souligné qu'il s'agit de la plateforme la plus avancée de France.

PRACCIIS a pour ambition de transformer durablement les entreprises industrielles régionales et de les accompagner vers l'industrie du futur, pour mieux répondre aux enjeux de leurs marchés. La plateforme offrira gratuitement, pour tous les nouveaux clients, une phase de sensibilisation aux méthodes et technologies de l'Industrie du Futur, mais aussi à l'évolution des marchés économiques, des besoins des clients B2B ou B2C, de manière à aligner méthodes, technologies et perspectives économiques.

Ce programme débutera avec un diagnostic de maturité Industrie du Futur. Il sera établi à chaque entrée dans le dispositif afin de construire avec l'entreprise un programme personnalisé. Grâce à ces sensibilisations et au diagnostic Industrie du Futur, le dirigeant sera épaulé pour initier des projets et cibler les technologies et procédés nécessaires à l'évolution de son entreprise.

Un accompagnement stratégique, de type coaching du dirigeant, pourra également être proposé pour l'aider à prendre les meilleures décisions. La 2e phase du programme lui permettra de tester de manière simple un procédé de fabrication ou de mettre en œuvre des projets pilotes. Il pourra ainsi en évaluer les opportunités et dérisquer son investissement.

Enfin, si ce test s'avère concluant, l'entreprise sera accompagnée dans sa mise en œuvre, par des missions de conseil en intégration, d'accompagnement à la mise en œuvre de nouveaux procédés ou de nouvelles méthodes et de formations adaptées. À la fin de chaque programme – et quelle que soit l'étape finale de celui-ci – une évaluation sera réalisée. Elle permettra de juger de la pertinence et de l'efficacité du programme, mais aussi de mesurer son nouvel indice de maturité industrie du futur.

➤ **PIA PERF HENRI FABRE**

Le Programme d'Investissements d'Avenir PERF Henri-Fabre (Plateforme Emploi Rh Formation) piloté par TEAM Henri Fabre depuis 2017 s'inscrit dans une dynamique depuis 2013 avec l'ensemble des acteurs intervenant sur le volet Emploi/ Formation. Le PIA PERF Henri-Fabre est un ensemble d'actions portées par les acteurs publics et privés permettant de répondre à l'évolution constante des compétences industrielles : anticipation des besoins, usine à ingénierie de formation, détection et individualisation des parcours de compétences, labellisation de formation.

Le projet était divisé en tranches :

- Tranche 1 : Novembre 2017 à Juin 2019 > marquée par le retard dans la mise en place du consortium et de démarrage du projet. Conscients de ce retard, les partenaires ont néanmoins fourni de vrais efforts sur le début du projet en réorientant d'abord les investissements sur des plateformes existantes prêtes à recevoir les matériaux et en favorisant ainsi l'accès aux futurs bénéficiaires des plateformes.
- Tranche 2 : Juillet 2019 à Décembre 2019 > marquée par la sortie de l'un de ses membres porteurs de l'action 3 (Le CIPEN). Il a été décidé de maintenir l'action 3 dans le PIA PERF avec une reprise par le GIP FCIP sur l'usine digitale Henri-Fabre, et par le CFAI sur l'approche cognitive.
- Tranche 3 : Janvier 2020 à Décembre 2020 > marquée par la Crise COVID19. Cela n'a pas empêché les membres de travailler sur leurs actions, de réorienter certaines dépenses pour permettre de faire levier sur cette crise inédite et de maintenir le rythme du programme.
- Tranche 4 : Janvier 2021 à Juin 2022 : cette tranche marque la fin du projet. Les équipes se concentrent à mettre en place les derniers investissements ainsi qu'à lancer et séquencer les dernières formations du projet.

L'année 2022 sera consacrée à une évaluation finale du projet, de ses indicateurs et de ses retombées sur l'écosystème. Durant cette dernière phase TEAM Henri-Fabre continuera d'assurer la coordination du projet : suivi des masters plans et des engagements financiers, suivi de l'avancement opérationnelle des actions, animation des COMOPs mensuels, lien avec les financeurs du projet.

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Sur le domaine de la formation, le PIA PERF a notamment permis l'émergence et la structuration du Pôle formation UIMM Sud à Istres et du Campus d'Excellence des Métiers et des Qualifications de la Région Sud, hébergé au sein du Technocentre. Il sera opérateur de PRACCIIS en mettant à disposition de formations techniques labellisées sur les briques technologiques de l'industrie du futur.

Volet 3 : Développer, faire la promotion de l'attractivité industrielle et développer les opportunités de business.

- L'association dispose de plusieurs relais d'informations digitaux :

EMAILINGS : grâce à la base de données d'environ 5000 contacts la TEAM Henri-Fabre envoie très régulièrement des informations de ses partenaires par le biais d'emails (événements, veilles technologiques, informations diverses) - environ 2 à 3/semaine – et une newsletter trimestrielle dédiée industrie, dans laquelle elle met en valeur ses partenaires régionaux.

SITE WEB : L'année 2021 a permis la mise en place d'un tout nouveau site web, plus dynamique et moderne. Le but de l'année 2022 est d'encore plus accentuer les projets industriels à travers des exemples et images précises qui seront mises en ligne sous forme d'article projet sur le site internet. L'année 2022 sera consacrée à son travail approfondi sur la partie technologique et à son actualisation très régulière au regard des projets de THF et de ses écosystèmes.

Une communication sur PRACCIIS est déployée et continuera dans cette continuité en 2022 avec des communications régulières sur les nouveaux arrivants aux projets ainsi que sur son avancée.

- Enfin la TEAM Henri-Fabre organise et/ou participe à des manifestations porteuses de la dynamique de notre territoire :

Sur le Technocentre :

- Journées thématiques (à l'initiative de TEAM Henri-Fabre ou de ses partenaires : CETIM, Pôles de compétitivité, APPIM, RISING SUD, ...) – environ 1/mois
- Visites du Technocentre et présentation de l'écosystème régional - environ 2/semaine
- Accompagnement de projets individuels d'entrepreneurs sur des sujets techniques et/ou institutionnels.
- Evénements de présentations Donneurs d'ordres et PME/TPE offreurs de solutions,
- Workshops OPEN INNOVATION sur des projets régionaux pour répondre à des défis industriels ou technologiques spécifiques,
- Groupes de travail thématiques dans le cadre de notre partenariat avec Medinsoft (présidence la commission Industrie 4.0).

Ces manifestations permettent de comprendre les enjeux des industriels régionaux et de sourcer de nouvelles technologies.

Ces événements sont aussi une clef de succès pour le montage des projets collaboratifs. Aussi, l'association accompagne des entreprises afin de les aider dans leur démarche de diversification marchés et filières et réalise ainsi la mise en relation entre acteurs.

Enfin, ils participent à la reconnaissance de la Métropole comme un territoire d'industries multifilières et à l'attraction d'entreprises et de talents.

En 2021, la Métropole avait soutenu les actions de l'association THF à hauteur de 80 000 euros, pris sur les crédits du budget principal de la Métropole – chapitre 65 – article 65 748 « subventions aux autres personnes de droit privé » fonction 61 – sous politique B320, afin de lui permettre de développer son offre à destination des PME/PMI. En 2021, le budget prévisionnel de l'association hors contributions volontaires s'établissait à 1 251 020 euros, il s'élève en 2022 à 1 588 687 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

CONSIDERANT

- L'enjeu majeur que représente le projet Henri Fabre pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement industriel et d'emplois, et conformément aux objectifs stratégiques exprimés dans le cadre de l'Agenda du Développement économique métropolitain ;
- L'intérêt de soutenir la dynamique industrielle engagée sur le Technoparc des Florides et de l'intensifier dans le cadre du projet Henri Fabre ;
- L'effort nécessaire pour accompagner les PME du territoire dans la transition vers l'industrie du futur.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération approuvant une convention portant sur l'attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement à l'Association TEAM HENRI FABRE.

TCESDE 012-205/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association d'entreprises APAGE, Association du Parc d'Activités de la Plaine de Jouques à Gémenos pour l'année 2022 DPEATSV 22/20356/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à notamment à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité et de son plan de déplacements urbains PDU. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions de ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques et les associations de zones d'activités.

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Présentation générale du Parc d'Activités

Le Parc d'Activités de Gémenos de la Plaine de Jouques à Gémenos a été créé en 1989, simultanément à ceux d'Aubagne et de la Ciotat, à l'initiative du Ministère de l'Industrie dans un contexte économique très difficile (la fermeture des Chantiers Navals de La Ciotat et de La Seyne sur Mer). Le parc d'activités de Gémenos s'étendant sur 80 hectares compte aujourd'hui 275 entreprises qui accueillent plus de 4000 emplois.

Présentation générale de l'Association

L'Association du Parc d'Activités de Gémenos « APAGE », régie par la loi de 1865, existe depuis la création du parc d'activités. Les 112 propriétaires sont tous adhérents. L'association recense également des cotisants volontaires, représentés par les locataires et les entreprises de la commune de Gémenos se situant en dehors de son périmètre. Au total, l'association regroupe, en 2021, 160 adhérents (dont 39 cotisants volontaires), chiffre en constante hausse.

En 2021, à travers un programme varié d'animation et de communication, l'association a œuvré à faciliter le développement des entreprises adhérentes sur les thèmes suivants :

- **Le Développement Economique et l'Emploi** : Les 7 associations de zones d'activité du bassin Est (Apage, Roca Fortis, Athelia Entreprendre, LEHV, Pôle Alpha, Les Paluds, Napollon) sont associées dans un consortium T2R Territoire Réseau Rencontre pour mutualiser l'organisation de deux évènements communs. Il s'agit d'une part d'une journée d'échanges entre les entreprises «

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Business Buzz » d'autre part, une journée à destination des demandeurs d'emploi « Job Boost » est organisée mutuellement.

- **La gestion des déchets** : La gestion collective des déchets avec tri sélectif qui existe depuis une vingtaine d'année sur le parc d'activités (collecte des archives, des palettes, des DEEE...) s'est élargie à la collecte des ordures ménagères des entreprises suite à l'arrêt de la collecte des déchets par la collectivité publique planifiée en 2020.
- **La mobilité** : En tant que membre fondateur et administrateur de l'association ad hoc Mobilité créée par l'ASL des Paluds, l'ALS Auchan et l'Apage, l'association du parc d'activité de Gémenos consacre 9500 euros HT de son budget 2022 dans des actions de mises en œuvre de leur PDIE : Plan de déplacement Inter- Entreprises.
- **La sécurité et les risques** : A ce sujet, a été mise en place une commission de travail avec l'ASL des Paluds depuis 2017 sur le PPRI : Plan de Prévention des Risques d'Inondation (investissement dans l'expertise d'un bureau d'études, réunions d'information organisées...)
- **La signalétique** : l'Apage se charge de l'actualisation de la signalétique des 4 panneaux RIS du parc d'activité.
- **L'animation régulière d'un réseau d'entreprises** : l'Apage organise des déjeuners, visites, et événements permettant aux entreprises de se rassembler et d'échanger sur des thématiques variées

Pour l'année 2022, l'association prévoit de continuer et de renforcer les actions déjà initiées.

Budget de l'Association

Le Budget prévisionnel global de l'association est de 142 139 euros pour l'année 2022, en légère baisse par rapport à l'exercice précédent (155 000 euros).

Le montant des subventions publiques sollicitées s'élève à 54 000 euros, soit un tiers du budget total. L'association s'autofinance à hauteur de 40% du budget complété par la valorisation du bénévolat des chefs d'entreprises adhérents et de leurs salariés. L'association sollicite le Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole à hauteur de 15 000 euros.

Pour rappel, le Conseil de Territoire Marseille Provence soutient financièrement l'association de zones d'activité Apage depuis 2017 au titre de sa compétence développement économique.

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association Apage à hauteur de 10 000 euros pour l'exercice 2022, à l'instar de l'exercice précédent, dans le cadre des actions menées au titre de la thématique Développement Economique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- L'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;
- L'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire de Marseille Provence, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 10 000 euros pour 2022 à l'association Apage au titre de l'année 2022. Cela représente une participation à hauteur de 10,5% du budget prévisionnel de l'association.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est habilité à signer tout document relatif à cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2022 à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille Provence – Sous Politique B320 - chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 013-204/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention d'investissement dans le cadre du dispositif d'aide à l'immobilier métropolitain pour un projet immobilier porté par la société COLOR et approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 22/20354/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, issues prioritairement des 6 filières d'excellence de la Métropole, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10 % pour les Moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR), ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

dossier apparaîtra dans la convention d'application. L'aide est plafonnée à 200.000 euros par entreprise. Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ou, à défaut, par la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

Créée en 1947 par la famille Dewavrin, la société Compagnie des Oasis de l'Oued Rhir – COLOR – est une entreprise spécialisée dans la transformation et le conditionnement de fruits secs. Elle est implantée depuis 1998 sur la zone d'activité de Saumaty-Séon dans le 16^e arrondissement de Marseille.

Positionnée dans le top 3 des entreprises françaises spécialisées dans les fruits secs, l'entreprise distribue ses produits dans les rayons fruits et légumes des acteurs nationaux de la grande distribution sous les marques SUN et LA FAVORITE.

Son cœur d'activité de conditionnement de fruits secs s'est progressivement enrichi d'activités annexes : production de fruits moelleux, réhydratation, grillage et torréfaction, caramélisation, assaisonnement et conditionnement. Son chiffre d'affaires est de 45 000 000€/an et elle emploie 80 personnes à temps plein sur son site.

Le nouveau projet de développement table sur un chiffre d'affaires de 49 903 500€ en 2023 soit une progression estimée de 11% en 3 ans.

Le développement du marché de la Grande Surface est ciblé (Carrefour GALEC et ITM, notamment en adaptant son offre de vente en vrac), la valorisation de sa filière BIO et l'utilisation d'écoemballages et le développement sur le Hard Discount (Lidl, Aldi ...). Pour soutenir son développement, 9 personnes doivent rejoindre les équipes d'ici 2023 soit une augmentation de 12% de l'effectif salarié (soit un passage de 76 en 2020 à 85 personnes en 2023).

Au niveau Ressources Humaines, la Direction a noté le besoin de renforcer les fonctions support de sa production, notamment dans le domaine du digital. Les recrutements concernent ainsi entre autres une webmaster, chef.fe de produits web, community manager etc.

Color a aujourd'hui la possibilité d'acheter le local qu'elle occupe depuis 1998 au Nord de Marseille. La Parcelle de 10 000m² a une position géographique stratégique pour l'entreprise (proche des axes autoroutiers, du Port etc.). Cet achat permettrait à l'entreprise de réaliser des investissements pour adapter les outils de production et de réaménager les espaces de travail et de détente. La logique patrimoniale découlant de l'achat ancrerait encore plus durablement le développement de l'entreprise sur le territoire.

Au niveau du bâtiment, Color collabore avec la société Cap Vert Energie pour l'implantation d'une station photovoltaïque sur le toit du bâtiment et l'aménagement de son extérieur.

Sur la parcelle, un nouveau compacteur traiterait les déchets et une ou plusieurs bornes de recharge pour véhicules électriques seraient installées.

Au niveau des aménagements intérieurs, la direction a des projets de sécurisation de convoyage/robotisation et d'équipement en outils ergonomiques pour le bien-être de ses salariés. L'entreprise est de plus soucieuse de rassembler des jeunes talents et de leur proposer un cadre de travail attractif. Différents aménagements conçus pour le bien être des salariés seront réalisés à l'occasion de l'investissement immobilier tels que la conception d'un réel espace de convivialité, la réfection des vestiaires/sanitaires etc.

L'entreprise se tourne ainsi vers la Métropole pour soutenir son ancrage territorial.

L'ensemble du projet coûterait un total de 7 740 000€ et le projet immobilier seul est ainsi chiffré à 5 750 000€.

Le financement de l'opération sera assuré principalement par un prêt bancaire ainsi que les fonds propres de la société.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'entreprise COLOR pour ce projet immobilier, par courrier du 30 Septembre 2021.

Aux vues de ce qui précède, il est proposé de soutenir le projet immobilier proposé par l'entreprise COLOR à hauteur de 50 000 euros, soit 0,8% de l'assiette éligible du coût de l'investissement immobilier de 5 750 000€. La subvention sera versée à COLOR.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA-062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants ;
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur du développement économique de son territoire ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération sus mentionné.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention d'aide à l'investissement immobilier de 50000 € à la société COLOR.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 014-208/22/CT

■ CT1 - Restructuration du site de l'Anse du Pharo : extension du périmètre du Vieux-Port de Marseille

Avis du conseil de territoire

DPEAT 22/20363/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, a validé des orientations de restructuration du site de l'Anse du Pharo dont la vocation est de devenir une zone d'activités artisanales dédiée à la réparation, l'entretien et la maintenance de la petite et moyenne plaisance. Ainsi le programme de l'opération, d'un montant prévisionnel de 11,2 M€ sur une superficie d'environ 2 hectares, et environ 3500 m² de surface de plancher devrait permettre le maintien ou le développement de 45 emplois sur le site pour une livraison prévue en 2024, avec la perspective des JO.

Par délibération n° ECO 007-3622/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé un contrat de concession de travaux d'une durée de 25 ans pour la restructuration et l'exploitation du site de l'Anse du Pharo, ainsi que le choix de la SPL SOLEAM comme concessionnaire. Ce contrat, notifié à la SOLEAM le 16 mai 2018, a fait l'objet de deux avenants successifs, un avenant n° 1 acté par délibération en date du 28 Mars 2019 prolongeant le contrat d'une durée de 25 à 26 ans en vue de finaliser l'APS, et un avenant n° 2 acté par délibération en date du 18 Février 2021 portant la durée du contrat à 27 ans et modifiant la durée prévisionnelle de la phase études.

Le contrat de concession prévoit notamment la réalisation d'une digue, visant principalement à protéger le plan d'eau afin d'y créer des postes de travail à flot en support des activités techniques et commerciales. Or, une partie de l'emprise des travaux nécessaires à la réalisation de cet ouvrage n'est pas comprise dans le périmètre de gestion portuaire de la Métropole résultant du procès-verbal de mise à disposition des dépendances du domaine public maritime établi le 6 octobre 2010 entre l'Etat et l'ancienne Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Par ailleurs, au titre des clauses résolutoires prévues par l'article 3 du contrat de concession, tel que modifié l'avenant n° 2, figure notamment le « refus ferme et définitif des services de la Préfecture de valider la modification du périmètre de la concession par extension du périmètre du plan d'eau ».

L'extension du périmètre administratif du Vieux-Port de Marseille (auquel est rattaché l'Anse du Pharo) est ainsi nécessaire, afin de permettre la réalisation de la digue, ouvrage maritime indispensable à la sécurité et à l'exploitation de l'Anse du Pharo avec un tirant d'eau suffisant. Une demande écrite en ce sens a été transmise par la Métropole Aix-Marseille Provence à la DDTM en date du 4 septembre 2017. La DDTM, par courrier en date du 29 novembre 2017 adressé à la Métropole, a donné son accord de principe pour réexaminer le périmètre le mieux adapté au projet et a précisé que le départ du lancement de la procédure de demande d'extension du périmètre du port correspondait à l'élaboration d'un avant-projet sommaire (APS) devant être réalisé sur la base d'études préliminaires.

Cette demande d'extension du Domaine Public Maritime a été validée à l'unanimité par le Conseil Portuaire du Vieux Port du 25 Février dernier.

Le projet de délibération au Conseil de la Métropole a donc pour objet :

- d'acter le recours à la procédure d'extension du périmètre du Vieux-Port de Marseille, soumise à l'instruction de la DDTM, sur la base de la présentation d'un dossier d'études de la restructuration de l'Anse du Pharo en phase Avant-projet-Sommaire.

- de donner l'autorisation à la SPL SOLEAM d'engager toutes les procédures nécessaires à la poursuite de ces travaux prévus au titre des articles R5314-1 et suivants du Code des transports.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles R5314-1 et suivants ;

Signé le 4 Mai 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération ECO 007-3622/18/CM du 22 mars 2018 approuvant le contrat de concession de travaux avec la SPL SOLEAM ;
- La délibération ECO 003-5722/19/CM du 28 Mars 2019 approuvant l'avenant n°1 contrat de concession de travaux confié à la SPL SOLEAM ;
- La délibération ECO 003-9637/21/CM du 18 Février 2021 approuvant l'avenant n°2 contrat de concession de travaux confié à la SPL SOLEAM ;
- Le procès-verbal de mise à disposition des dépendances du domaine public maritime de l'Etat à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en date du 6 octobre 2010, matérialisant les limites du Vieux-Port et de l'Anse du Pharo ;
- L'avis favorable à l'unanimité du Conseil Portuaire en date du 25 Février 2022 concernant la demande d'extension du périmètre du Vieux-Port motivé par la présentation de l'Avant-projet Sommaire du projet de restructuration de l'Anse du Pharo ;
- La transmission pour information à la Commission Transition écologique et énergétique, cycle de l'eau, mer et littoral ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité d'étendre le périmètre du domaine public maritime mis à disposition de la Métropole, afin de permettre la réalisation de la digue, ouvrage maritime incontournable à la sécurité et exploitation de l'Anse du Pharo, dans le cadre du contrat de concession de travaux confié à la SOLEAM ;
- Que la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur La nécessité de l'élargissement du périmètre du domaine public maritime, afin de permettre la réalisation de la digue, ouvrage maritime incontournable à la sécurité et exploitation de l'Anse du Pharo, dans le cadre du contrat de concession de travaux confié à la SOLEAM ;
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'extension du périmètre du Vieux-Port de Marseille, dans le cadre du contrat de concession de travaux conclu avec la SOLEAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Hors Nomenclature"

HN 001-211/22/CT
 ■ CT1 - Election d'un Vice-Président
 DAJA 22/20426/CT

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Lors de la séance du Conseil de Territoire du 15 juillet 2020, s'est tenue l'élection des quinze Vice-présidents du Conseil de Territoire.

Monsieur Julien RAVIER, actuellement Vice-président en charge du Numérique et ville intelligente, a du récemment démissionné de ses fonctions de Vice-président.

Il convient donc de procéder à une nouvelle élection pour le 7ème Vice-président du Conseil de Territoire.

Le Président a rappelé les dispositions de l'article L.2122-7 du CGCT suivant lesquelles :

- les Vice-présidents sont élus au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés parmi les membres du Conseil de Territoire.
- si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.
- en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Le Président a invité les candidats à se faire connaître.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

DELIBERE

Article unique :

Est annoncé la candidature de Monsieur André MOLINO

Monsieur André MOLINO ayant obtenu 58 voix soit la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin, a été proclamé septième Vice-président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Votants : 59
Exprimés : 58
Abstentions : 10
Blancs : 1

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 4 Mai 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2022